QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — Nº 12200 — 4 F — DERNIÈRE ÉDITION — MARDI 17 AVRIL 1984

Le chômage a augmenté de 2,3 % au mois de mars

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

«Le Monde de l'économie»

Pages 19 à 22

Nouveaux développements de l'industrie des métaux

L'unité camerounaise en question ?

Les autorités camerounaises viennent de désigner le véritable instigateur, à leurs yeux, du coup d'Etat avorté qui a ensanglanté, le 6 avril, Yaoundé. Il ne s'agit que d'une demi-surprise, puisque, selon le ministre des forces armées, le vrai coupable est M. Ahidjo. Le putsch manqué ne serait, a-t-il ajouté le 14 avril, que le prolongement d'un complot financé par des « nordistes », dénoncé en août 1983 et qui avait déjà valu à l'ancien président de la République une condamnation à mort par contumace, commuée en prison à vie par son successeur.

Ainsi donc, le président Biya laisse aujourd'hui ses proches collaborateurs relancer la campagne contre son prédécesseur, qui, de sa retraite sur la Côte d'Azur, a aussitôt nié catégoriquement toute implication dans la mutinerie de la garde présidentielle. Cette attitude de l'actuel chef de l'Etat camerounais suggère, pour le moment, deux hypothèses. Ou bien il a choisi de renforcer son image de rassembleur, s'en remettant à d'autres, notamment aux militaires, du rôle ingrat de mettre au pas les partisans d'une revanche du Nord. Ou bien, cédant aux pressions de son entourage, surtout à celles de l'armée, M. Biya s'est décidé à démanteler quelques bastions nordistes, annonçant ainsi des mises à l'écart pour affaiblir les clientèles politiques sur lesquelles s'était appuyé, en grande partie, M. Ahidjo.

En tout état de cause, le président Biya n'a pas su esquiver l'épreuve de force. Il affirmait vouloir encourager des changements en douceur. Il admet aujourd'hui que les obstacles aux réformes sont trop solides pour qu'il puisse éviter d'en découdre avec ses adversaires. Du moins est-ce là la version que le successeur de M. Ahidjo entend accréditer.

Quelles que soient les responsabilités des uns et des autres, ce que vit le Cameroun depuis quelques mois est assez inquiétant. On ne peut s'empêcher de s'interroger sur l'unité difficile d'un Etat dont l'importance en Afrique centrale est évidente. M. Ahidjo n'a pas su assumer son départ. M. Biya n'a pas su davantage, jusqu'à nouvel ordre, relever le défi. Enfanté dans la douleur, le Cameroun a connu une expansion assez exceptionnelle sous la férule de M. Ahdijo. Mais il n'aura pas fallu attendre longtemps après sa démission pour que de graves tensions renaissent.

Dans l'immédiat, les Camerounais peuvent faire leur deuil de la libéralisation que leur proposait M. Biya. Leur pays va continuer de vivre des jours difficiles, car il serait étonnant que les « nordistes » — même quand ce qualificatif procède d'une simplification hâtive — ne cherchent pas à se défendre. C'est désormais la stabilité du Cameroun qui est en cause, ce qui ne peut qu'inquiéter des voisins plus faibles ou aux prises eux-mêmes avec de sérieuses déconvenues.

(Lire nos informations page 4.)

Deux diplomates américains tués dans un attentat en Namibie

LIRE PAGE 4

Le pouvoir veut contraindre les communistes à choisir

Trois scénarios possibles : un nouveau sommet PC-PS un vote de confiance à l'Assemblée nationale un changement de gouvernement

Après la *« mise au net »* promise par M. Mitterrand, voici la *« clarification »* annoncée (dimanche 15 avril au « Club de la presse » d'Europe 1) par M. Mauroy. Le chef de l'Etat et le chef du gouvernement doivent mettre au point, dès mardi matin 17 avril (au cours du petit déjeuner hebdomadaire qui réunit, autour du président de la République, le premier ministre, le premier secrétaire du PS et le secrétaire général de l'Elysée), les modalités de cette épreuve de force grâce à laquelle le pouvoir veut contraindre le PC à dire, une bonne fois, s'il est à l'intérieur ou hors de la majorité, s'il veut ou non assumer les difficultés de l'heure.

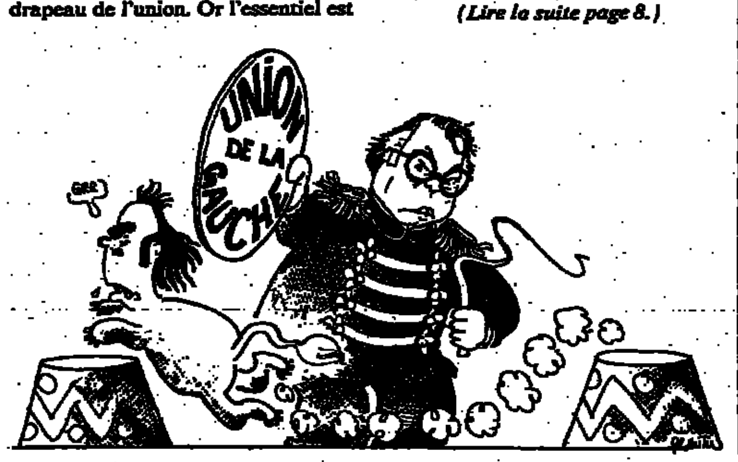
Après des mois et des mois de *« médiocrité »* (l'expression est de M. Mauroy), après l'attente créée, dans l'opinion, par les petites phrases présidentielles, sommes-nous enfin à l'heure de vérité ? Toute porte à croire que le stade des avertissements est dépassé, ainsi que celui des interrogations sur le « seuil » à ne pas franchir. Les circonstances se prêtent aujourd'hui à une mise à nu de l'union de la gauche, même si les questions de fond, posées depuis longtemps, restent inchangées. Bref, si elle est tardive, la riposte n'en sera pas moins massive.

La circonstance, c'est l'occasion *offerte par M. Marchais, en se* mêlant à un cortège hostile au gouvernement : le premier ministre, face à un secrétaire général du PCF empêtré dans ses propres contradictions, a avantageusement relevé le drapeau de l'union. Or l'essentiel est de garder à l'esprit que les élections européennes approchent, que le compte à rebours qui nous sépare de 1986 est commencé, et que tout se joue dans l'opinion.

Aux Français, il s'agit de montrer que, comme en 1981, le président tient les communistes « à sa main », qu'il n'en est pas le prisonnier.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)



AU JOUR LE JOUR

Union

Plus que jamais, comme disait naguère le PC, l'union est un combat. Combat qui a ses phases. Il y eut l'interminable marche d'approche du pouvoir, la gestation du programme commun, la lente négociation, la guerre de tranchées succédant à la rupture de 1977.

Il y eut l'élaboration laborieuse de l'« actualisation » précédant la victoire de 1981. Il y eut ensuite, il y a quelques mois, la « vérification ». Elle fut bâclée, sans doute, puisqu'on en est aujourd'hui à réclamer, de Matignon, une « clarification ».

Qu'adviendra-t-il ensuite ? On peut prévoir des réparations, des révisions — générales ou déchirantes — ou même des restructurations pour ce secteur en difficulté : la gauche.

BRUNO FRAPPAT.

La poste en souffrance

La difficile mutation d'un service public

La situation dans les centres de tri postaux est tendue. Dans la nuit de samedi à dimanche, deux escadrons de gendarmes mobiles ont occupé, sans incident, le centre de Caen-Gare qui, depuis dix jours, était paralysé par une grève totale. Motif : la suppression du tri de nuit durant les week-ends (page 43).

Les syndicats ont très fermement réagi à la mesure prise à Caen par M. Mexandeau, ministre délégué aux PTT, qui a consisté à faire enlever les sacs en souffrance au centre de tri. La CFDT a appelé *« les travailleurs à une riposte rapide et violente »*.

Ce dernier rebondissement intervient dans un contexte de dégradation, que le ministre, lui-même, a déploré récemment. Le tableau de bord de la direction générale des postes, établi périodiquement, fait état de cette situation dans son édition du mois de février.

Nous commençons, ci-dessous, la publication d'une enquête sur les mutations de la poste.

I. — *La presse dans l'étau*

par ERIC ROHDE

« La situation aujourd'hui, je le dis franchement, n'est pas bonne ; elle nous préoccupe constamment et elle appelle de notre part des décisions qui ne sauraient tarder. » Parlant de la poste, fin mars, devant des journalistes étrangers, le ministre délégué aux PTT, M. Louis Mexandeau, n'a pas mâché ses mots. Serait-ce que l'un des plus vieux services du monde est en déclin ? Que non !

Depuis la Libération jusqu'en 1982, la poste a connu une croissance ininterrompue de 3,1 % par an en moyenne. En 1983 encore, le nombre total des « objets » (lettres, journaux, imprimés sans adresse, paquets, etc.) a été en augmentation de 2,5 % par rapport à l'année précédente, soit 15 178 800 000 exactement. Même si la France ne connaît pas un trafic par habitant aussi fort qu'aux Etats-Unis, elle ne se range pas moins au second rang des pays économiquement les plus développés : 265 objets en circulation *pro capita* et par an (1).

Si la grande maison donne de nouveau des soucis à M. Mexandeau — le souvenir de près de trois mois de grève à l'automne dernier à peine estompé — c'est pour d'autres raisons : *« Je ne suis pas satisfait de la façon dont les postes françaises travaillent »*, affirmait-il l'autre jour sans détours ; mais sans en dire plus.

Quand un ministre fronce les sourcils en public, fût-ce devant un auditoire choisi, on sait que le geste a valeur de litote. De fait, la situation n'a jamais été aussi inquiétante depuis longtemps.

Que dit le baromètre officiel (et en principe confidentiel) du ministère ? (2) Après la longue série de grèves au mois de septembre et octobre 1983, la proportion du courrier distribué le lendemain du jour où il est déposé (J + 1) s'était rétablie, au fur et à mesure de la reprise du travail, à 72,9 %. A un niveau honorable donc, bien qu'encore assez éloigné de l'objectif de 82 % fixé par le ministre (et frôlé en mars 1983 avec un score de 79,3 %). Depuis le début de l'année, les chiffres accusent une dégradation rapide : 68,3 % *en janvier, 65,8 % en février. Le* verdict attendu pour le mois de mars ne devrait pas être meilleur. On n'avait pas vu cela depuis au moins sept ans.

Ce n'est pas céder à un réflexe corporatiste que de remarquer que cette dégradation frappe plus sévèrement certains usagers de ses effets. En premier lieu, parce qu'ils se recrutent précisément dans toutes les branches et sans nuances de situation.

(1) Ce chiffre est de 481 aux Etats-Unis, de 236 en République fédérale d'Allemagne, de 182 en Grande-Bretagne et de 134 au Japon (chiffres 1981).

(2) Signalons que *le Point* consacre également à partir de ce document une analyse de la situation des postes en France.

(Lire la suite page 43.)

La relance de la recherche industrielle va être compromise par les restrictions budgétaires

nous déclare M. François Kourilsky

Même si la recherche figure toujours parmi les choix prioritaires du gouvernement, elle apparaît comme un secteur particulièrement touché par les mesures d'austérité (*le Monde* du 3 avril). Ainsi les crédits de paiement ont enregistré une baisse de *629 millions de francs (soit 3,6 % du budget initial)*, et les autorisations de programme, qui financent principalement les investissements, ont été diminuées de 1 642 millions de francs (soit 8,2 % du budget initial).

Ce n'est pas tant le volume de ces annulations qui est inquiétant que la manière dont celles-ci ont été appliquées. Certains regrettent, en effet, que les services de M. Jacques Delors aient pratiqué la politique des *« coupes claires »* sans se soucier réellement de leur contenu. De telles mesures risquent, ainsi, de bouleverser la politique définie en matière de recherche et de limiter la portée des engagements pris dernièrement pour relancer la recherche industrielle. A plus long terme, elles pourraient même affecter le développement des entreprises.

D'autre part, ne peut-on pas craindre que le budget civil de la recherche et du développement ne fasse, dans les prochains mois, l'objet d'une régulation — comme cela s'est fait en 1983 — ou de nouvelles annulations de crédits ? Dans ce cas, les structures mêmes de la recherche seraient ébranlées, comme le constate M. François Kourilsky, vice-président du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, qui ne cache pas, dans l'entretien qu'il nous a accordé, son inquiétude et analyse pour *le Monde* les conséquences de ces restrictions budgétaires.

« En annulant une partie des crédits de recherche prévus par la loi de finances 1984, pensez-vous que l'on a trompé les chercheurs en ne respectant pas les engagements prévus ?

— Que les chercheurs soient trompés, je ne le crois pas. Qu'ils soient inquiets, et probablement déçus, c'est certain. Mais les chercheurs ne se sentent pas isolés dans la population. Dans le contexte de crise difficile que nous traversons, je ne crois pas qu'ils fassent preuve d'attitudes corporatistes. En fait, l'enjeu du développement de la recherche pour l'avenir dépasse très largement les intérêts de la communauté scientifique. Et il est symptomatique, à cet égard, de constater que les réactions des milieux industriels aux annulations de crédits annoncées le 30 mars ont précédé celles des organisations professionnelles de la recherche.

— Quels sont les domaines qui souffriront le plus de ces restrictions budgétaires ?

— Certains domaines de la recherche ont été, à juste titre, protégés.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et ELISABETH GORDON.

(Lire la suite page 10.)



UN ENTRETIEN AVEC BARBRA STREISAND

J'ai raconté « Yentl » comme un conte de fées

Avec *Yentl*, Barbra Streisand dompte l'énorme machinerie cinématographique des années 80 pour chanter sa complainte de petite fille juive dialoguant à travers le temps et l'espace avec les glorieux ancêtres. C'est son premier film en tant que metteur en scène, et c'est la première fois qu'Hollywood accorde un tel budget (environ 16 millions de dollars) à une femme cinéaste.

Voici donc, d'après Isaac Bashevis Singer (*le Monde* daté 18-19 mars), l'histoire de Yentl, qui décide, après la mort de son père, un érudit, de s'habiller en garçon pour pouvoir étudier le Talmud.

« Il y a deux Yentl : celle de Singer et la mienne, dit Barbra Streisand. La Yentl de la nouvelle ne se sent ni femme ni homme, alors que, pour moi, elle doit être ouvertement de son sexe. *« Pourquoi suis-je née femme ? »*, demande le personnage de Singer. *« Car, même au ciel, on fait des erreurs »*, lui répond son père.

» Je refuse cette idée d'erreur, et la misogynie de Singer m'apparaît comme une insulte. Dans la nouvelle, l'autre femme, Hadass, est belle et bête, dans mon film, elle conserve toute sa beauté, sa bonté, sa féminité. En plus, elle a du caractère et un esprit vif.

» Les recherches que j'ai faites pour ce film m'ont amenée sur le chemin de Yentl. Ce sont les hommes, ai-je découvert en étudiant le Talmud, qui ont interprété la loi de Dieu, et l'ont déviée pour maintenir les femmes dans un état de soumission. Ce sont les hommes qui ont dicté les coutumes et les ont substituées à la loi. Ce sont les hommes qui ont écarté les femmes de la connaissance, du savoir.

— Vous avez vécu avec le projet de Yentl *pendant quinze ans. Depuis l'origine, ne s'est-il pas transformé ?*

— Au début, je pensais à moi en tant que comédienne, je voyais uniquement le rôle. Il y a dix ans, j'ai même proposé le film à Claude Berri et à Jean-Claude Carrière. Puis le cinéaste tchèque Ivan Passer a failli le faire en Yougoslavie, mais cette femme qui se métamorphosait en homme lui paraissait étrange, le troublait. Il trouvait aussi que je ne n'étais pas assez jeune et que j'étais trop connue. Finalement, en mars 1979, je suis allée sur la tombe de mon père, et j'ai pris la décision de diriger *Yentl*.

» Mon père avait trente-cinq ans quand il est mort, et sa mort m'a toujours fâchée. Il était professeur de littérature anglaise, un professeur très aimé, il avait écrit deux essais, l'un sur sa discipline, l'autre sur la psychologie. Sans *Yentl*, je ne les aurais pas lus, ni les textes de tous ces écrivains dont parlait mon père, et qui reveillaient soudain mes songes d'enfance. J'avais quatorze ans, c'était l'époque où me faisaient rêver Roméo et Juliette, Cléopâtre, Phèdre, Médée, Sarah Bernhardt, et aussi Hamlet. »

Propos recueillis par YVONNE BABY.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

idées

TECHNIQUES NOUVELLES ET SOCIÉTÉ

Le sens d'une mutation

par JACQUES ROBIN (*)

ON brouille les pistes en parlant de troisième révolution industrielle. Pourquoi faire entrer de force l'innovation technologique actuelle dans le cadre de l'histoire des techniques ? L'essentiel, c'est le passage d'une ère de l'humanité au cours de laquelle la création d'objets et de biens s'est effectuée en mettant en forme la matière par la force musculaire humaine (avec l'aide d'une énergie toujours plus puissante), à une nouvelle ère qui s'installe, marquée par l'utilisation des connaissances et des savoir-faire dans le domaine des signaux, des informations, des codes, des langages, des mémoires. Les technologies qui en découlent s'appuient soit sur des substrats physiques (micro-électronique, silicium, fibres optiques, matériaux composites), ainsi : l'informatique, la robotique, la production..., soit sur des supports vivants (micro-organismes, cultures cellulaires en tout ou partie), ainsi : les biotechnologies (qui envahissent l'agronomie, la chimie, le bio-médical...). Ces technologies très peu consommatrices d'énergie, mais beaucoup d'imagination créatrice du cerveau, entraînent une automatisation systématique des secteurs et des services.

Leur impact est foudroyant sur les ressorts économiques et sociaux de nos sociétés industrielles.

La productivité et l'emploi offrent deux exemples du désarroi de la plupart des responsables politiques et des économistes.

— Le concept de productivité établit un rapport entre le volume de production et le volume des facteurs utilisés : travail, capital, consommations intermédiaires, énergie. Dans la pratique on retient la seule productivité du travail, c'est-à-dire le volume de production par salarié. Classiquement les gains de productivité se font par une plus grande habileté des travailleurs, une meilleure performance des machines, une organisation plus efficace du travail.

Or ces causes deviennent secondaires dans les processus de nouvelles technologies : quelle part reste la leur dans un processus moderne de fermentation pour antibiotiques efficacement programmé avec ses enzymes immobilisés et ses synthèses en chaîne ? Ou dans un atelier flexible de mécatronique (1) avec fabrication assistée par ordinateur ? La plupart des coûts de production y sont constitués par des dépenses d'études et d'équipements situés en amont des processus productifs ; le coût global ne varie pratiquement plus avec le volume de production ; ainsi la notion de « coût marginal », base du calcul économique néo-classique, perd de son importance.

De même, quelle signification revêt la notion de productivité lorsque le coût de fabrication des robots baisse de 30 % par an par la propre automatisation de leur production ? Les technologies informationnelles permettent d'économiser à la fois du travail et du capital : la « productivité marginale », si importante dans le système industriel, perd de son sens.

Le schéma fructueux mais simpliste de la plus-value marxiste est débordé ; les technologies informationnelles dégagent un nouveau « surplus » lié aux investissements non matériels ; il ne peut être affecté ni au facteur travail ni rapporté à l'habileté de l'entrepreneur, ni lié à l'organisation de la branche professionnelle ; ce surplus naît des connaissances scientifiques et techniques de la communauté nationale et internationale.

On demande d'urgence des économistes compétents et sans apriorismes pour identifier puis quantifier ces données.

— Et l'emploi ? Les décideurs s'appuient sur l'ancienne productivité pour promettre la fin du chômage (bientôt... après quelques années de dures transitions et de restructurations industrielles). Ils ont appris que la productivité améliore la compétitivité externe et résout le problème de l'emploi. Sera-t-on entendu si l'on dit avec force : que devient ce raisonnement si nous sommes en présence de gains de productivité sans création d'emplois ? Si la croissance liée à ces technologies est une croissance sans emploi ? Le secteur des services est lui-même envahi par ces technologies ; et peut-on se réfugier avec quelque sérieux dans les nouveaux emplois sociaux de l'informatique ou de la biotechnologie pour contrebalancer le formidable remplacement de l'homme par l'automation ?

Les pistes neuves

Ces deux questions de la productivité et de l'emploi dessinent heureusement de nouvelles pistes pour sortir du labyrinthe.

L'industrie informatisée et l'économie biotechnologisée sécrètent un produit brut en forte augmentation avec une forte diminution de la main-d'œuvre. La question naïve consiste à demander : Comment assurer à tous le maximum de revenus en utilisant au maximum cette « nouvelle productivité » non génératrice d'emplois ?

La réponse naïve indique de faire jouer à plein les technologies informationnelles (informatique et biotechnologie), tout en faisant jouer à plein le partage du surplus de productivité et le partage de la durée du travail.

Préparons donc des mécanismes originaux de distribution des fruits de l'automation sans tarir les ressorts de l'innovation des entrepreneurs ; dans la pratique, l'objectif peut être atteint par des mécanismes fiscaux incitatifs dévoluant une partie modérée des gains de la « nouvelle productivité » à un fonds commun visant un revenu minimum pour tous, l'autre partie des gains allant à l'innovateur ou aux entrepreneurs conjoints de l'innovation.

Partageons donc dans l'entreprise la durée du travail, avec augmentation régulière des salaires en fonction du taux d'accroissement de la productivité de l'entreprise. Dans la pratique, cela signifie que l'emploi devienne une fin en soi pour ceux qui désirent disposer de revenus plus considérables ; par contre, la distribution à tous de la part grandissante de la nouvelle productivité permet à l'économie informelle de l'autoconsommation et aux activités sociales moins rémunérées de servir d'objectif à ceux qui préfèrent un temps libre plus important. Pour tous s'imposent une gigantesque formation et reformation permanentes.

Les pistes dessinées permettraient de pousser activement une réindustrialisation par l'informatique et les biotechnologies (ce que certains appellent la société néo-industrielle) (2), tout en préparant progressivement les mesures monétaires, économiques et sociales qui annoncent déjà la société post-industrielle. C'est à cette double condition que « moderniser la France » représenterait la modernité.

Le schéma proposé requiert deux obligations : d'une part, un tel schéma suppose, pour notre pays, un « passage obligé » par la construction européenne ; d'autre part, il rend impératif un « projet de société ». En bref, un changement de mentalités.

En effet, le bouleversement technologique que nous commençons à vivre accompagne une véritable « métamorphose » (3) de la société. L'urbanisation forcenée qui a accompagné la production et la consommation de masse a créé des désordres considérables ; les « dégâts du progrès », les formes stressantes du travail en miettes ont fait rejeter par beaucoup le concept même du travail ; l'agressivité et la compétition permanentes des rapports humains ont entraîné les plus faibles au faux recours à l'État-providence. Derrière les exaspérations se recherchent cependant à tâtons d'autres valeurs d'activité, de curiosité, d'autres rapports au travail, d'autres besoins d'innovations, d'autonomie, de temps choisi, de coopération associative.

(*) Membre du haut collège du CESTA (Centre d'études des systèmes et technologies avancées).

(1) Mécatronique : association de machines à commandes numériques et de robots.

(2) Kimon Valaskakis : *l'Information à l'échelle mondiale*, institut Gamma, 1984, Montréal.

(3) Brinder et Aglietta : *les Métamorphoses et la Société salariale*, Calmann-Lévy, février 1984.

LU

Rencontre avec l'orthodoxie

LA collection « Théophanie », que dirige Olivier Clément, se propose d'être pour l'Occident chrétien un lieu de rencontre avec l'orthodoxie. Son inspiration fondamentale est œcuménique. L'orthodoxie y découvre son visage, mais c'est pour l'offrir à tous dans une quête d'unité.

Quatorze volumes ont à ce jour paru. Les uns illustrent une tradition, proche ou lointaine, qui est garante d'identité. Ainsi ont été réédités, pour le vingtième siècle, cinq ouvrages de Paul Evdokimov, et pour le début du dix-neuvième, une biographie de Séraphin de Sarov. Remontant plus de douze cents ans en arrière, deux grands classiques de l'Orient chrétien sont devenus disponibles en français : les *Œuvres spirituelles* d'Isaac le Syrien et le *Grand Canon* d'André de Crète. Notons que ces auteurs, vivant au septième siècle, étaient des sémites.

Enracinée dans la tradition, la collection « Théophanie » s'ouvre largement à l'univers actuel. Elle montre en particulier que, loin de se confondre avec le monde grec et slave, l'orthodoxie est aujourd'hui arabe avec le patriarche Ignace IV d'Antioche, roumaine avec le Père Dimitriu Staniloae, britannique avec l'évêque Kallistos Ware, française avec le Père André Borelly.

Mort voici peu, le Père Lev Gillet est un bel exemple de l'esprit qui anime ces volumes. Bénédictin passé à l'orthodoxie, ce religieux qui signait « *un moine de l'Eglise d'Orient* » n'a cessé de plaider pour une compréhension intime entre Latins et Orientaux. L'*Introduction à la spiritualité orthodoxe* que publie « Théophanie » a été écrite pour la Fraternité de saint Alban et de saint Serge, communauté anglicano-orthodoxe.

En cent pages, l'auteur présente un très simple et dense exposé de vie ascétique et mystique. Trois étapes : la naissance (baptême), l'illumination (confirmation), les noces (eucharistie). Plutôt que de développer une réflexion abstraite, le Père Gillet propose une vision sacramentelle fondée sur le réalisme radical de la foi : « *La vie chrétienne est christification.* » Et il le fait avec un sens de l'intériorité qui déborde, en l'assumant, toute appartenance institutionnelle.

Avec *les Fols en Christ*, une grande dame de l'émigration russe, Irina Goraïnoff, évoque un type de sainteté qui est moins proprement slave qu'elle ne l'imagine, comme le remarque Olivier Clément dans sa préface. De François d'Assise à Benoît Labre, l'Occident ne connut-il pas aussi des chrétiens affamés d'abjection pour l'amour de Dieu ?

Pèlerins, ermites, prophètes, *les Fols en Christ* ne promènent pas leur nudité crasseuse et bouffonne uniquement par désir de se conformer à l'humiliation du Sauveur. Ces pieux Diogène inventent un cynisme évangélique pour renverser les puissants et exalter les humbles, selon les paroles du *Magnificat*. Leur dérision est un appel à la conversion et une ouverture à l'espérance : dessein que traduit si bien la douceur de leur regard.

JEAN BASTAIRE.

★ *Introduction à la spiritualité orthodoxe*, par un moine de l'Eglise d'Orient, Desclée de Brouwer, 116 p., 54 F.

★ *Les Fols en Christ*, d'Irina Goraïnoff, Desclée de Brouwer, 200 p., 78 F.

LETTRES AU Monde

Réponse à Pierre Bas...

A propos de l'article de Pierre Bas paru dans *le Monde* du 5 avril, j'ai été un peu étonné par le passage consacré à l'Europe.

Premièrement, quelque idée qu'on se fasse du bien-fondé des propos que tenait à l'époque le général de Gaulle sur la Grande-Bretagne, il faut bien reconnaître que les choses ont pas mal changé depuis lors, comme en témoignent les chiffres ci-après. En 1972, 19,4 % des importations de la Grande-Bretagne venaient du Commonwealth, et 31,8 % de la Communauté européenne. En 1983, les chiffres correspondants s'établissaient respectivement à 9,6 % et 45,6 %. Ce qui signifie que les importations de la Grande-Bretagne auprès de ses partenaires européens sont maintenant cinq fois plus importantes que ses importations en provenance du Commonwealth. Il se trouve que ce pourcentage d'importations réalisées auprès des partenaires de la Communauté avoisine celui de la France (47,5 % en 1982). Ce simple rappel des faits dément les affirmations selon lesquelles « *les liens privilégiés qu'elle entretient depuis fort longtemps avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et d'autres pays du Commonwealth, pour son approvisionnement en produits agricoles, n'ont jamais été rompus au profit de la préférence communautaire* ».

Deuxièmement, le propos sur la prétendue intention de la Grande-Bretagne d'« *instituer la notion du juste retour* » n'est pas exact. Le gouvernement britannique a fait savoir à maintes reprises que nous étions prêts à verser davantage à la Communauté que nous n'en recevons, alors même que nous ne sommes pas dans les Etats membres les plus riches. Nous demandons simplement que l'ampleur de cette contribution prenne des proportions raisonnables.

Troisièmement, je ne crois pas que l'Europe soit « *entrée dans la crise la plus grave de son histoire* ». En fait, les dernières réunions de la Communauté européenne à Bruxelles ont permis de résoudre bon nombre de problèmes ardus et de réduire les divergences de vues sur les questions encore non résolues. Mon gouvernement s'est fixé pour objectif d'obtenir un accord qui repose sur des bases justes et raisonnables, de telle sorte que l'Europe puisse rapidement repartir sur une voie plus unitaire.

JOHN FRETWELL,
ambassadeur de Grande-Bretagne en France.

... et à Elie Wiesel

L'article d'Elie Wiesel intitulé « Un peuple sans mémoire ? » (*le Monde* du 24 février 1984) repose sur une fausse prémisse. Ni le chancelier fédéral Helmut Kohl, ni moi-même n'avons jamais dit qu'Israël était pour nous « *un pays comme les autres* » et que les Allemands, aujourd'hui, ne se sentaient plus « *obligés d'adopter une politique spéciale envers Israël* ». C'est exactement le contraire. Il est affligeant qu'une information de presse incorrecte et trompeuse sur de prétendues déclarations du chancelier fédéral ou du ministre adjoint aux affaires étrangères constitue pour M. Wiesel une source plus autorisée que nos déclarations authentiques sur les relations germano-israéliennes telles qu'elles figurent, notamment, au Bulletin du gouvernement fédéral ou dans des publications juives en Allemagne.

Quiconque prononce à l'adresse du gouvernement fédéral allemand le très grave verdict de « peuple sans mémoire » ou de « peuple à part », a l'obligation morale d'examiner la prémisse de son jugement d'une façon plus sérieuse et plus loyale que M. Wiesel ne croit utile de le faire. En réalité, tant comme chef de l'opposition que comme chancelier fédéral, M. Helmut Kohl n'a jamais laissé subsister de doute sur le fait que l'Allemagne démocratique (l'Allemagne communiste nie toute obligation vis-à-vis d'Israël et est un ami actif de l'OLP), loin de chercher à faire oublier la charge héréditaire que nous a laissée le régime national-socialiste, en tient compte concrètement de multiples façons.

Dans le passage de sa déclaration gouvernementale du 4 mai 1983 consacré au Proche-Orient, le chancelier fédéral déclarait : « *Notre politique au Proche-Orient est fondée sur le respect des intérêts légitimes de tous les peuples et de tous les Etats de cette région qui sont, pour certains, en conflit les uns avec les autres. Nous éprouvons, par ailleurs, une sympathie particulière pour Israël et prenons fait et cause pour le droit à l'existence, à la liberté et à la sécurité de ce pays.* » Ce ne sont pas là des paroles creuses ; chaque facette de notre politique au Proche-Orient tiendra compte de ce critère, une politique qui veut contribuer à une paix durable dans cette région.

Devant la Conférence germano-israélienne, j'ai déclaré, le 8 novembre 1982 : « *Que notre solidarité revienne de droit, tout spécialement, au peuple juif et à l'Etat d'Israël, se comprend de soi-même pour toute personne dont les critères politiques sont marqués non par l'arbitraire, mais par la responsabilité. Cette solidarité doit venir spontanément, car une éthique et une dignité imposées sont des contradictions en elles-mêmes.* » (Bulletin du gouvernement fédéral du 11 novembre 1982).

J'ai également, il est vrai, souligné ce qui suit à différentes reprises : L'obligation pour toute politique allemande de garder le souvenir de l'holocauste d'une façon convaincante et de s'employer en faveur des intérêts vitaux d'Israël ne signifie pas la reconnaissance d'un droit de l'Etat d'Israël à intervenir dans la politique étrangère de l'Etat que constitue la République fédérale d'Allemagne ; même pas dans son appréciation politique de l'Arabie Saoudite. L'appréciation du rôle de ce pays pour les intérêts occidentaux au golfe Persique, face aux aspirations expansionnistes soviétiques, et pour les efforts visant à un règlement durable du conflit israélo-arabe est fort controversée parmi les responsables politiques et israélophiles dans les démocraties occidentales, également et précisément aux Etats-Unis. Sur ce point, le gouvernement fédéral partage l'appréciation positive des gouvernements des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire d'adversaires dans la guerre contre l'Allemagne nazie, qui estiment qu'une coopération militaire avec l'Arabie Saoudite s'impose tant qu'elle tient compte des intérêts vitaux d'Israël.

M. Wiesel est libre de s'arroger le droit de porter un jugement superficiel et global sur les hommes politiques de la République fédérale d'Allemagne. Mais il doit savoir que, ce faisant, il décourage les efforts des Allemands qui luttent contre les préjugés collectifs de tout genre et s'emploient à ce que la jeune génération allemande n'oublie ou ne refoule aucun chapitre de l'histoire allemande.

ALOIS MERTES
ministre adjoint aux affaires étrangères de la RFA, membre du groupe parlementaire Allemagne-Israël au Bundestag.

Insupportable

Dans le numéro du 29 mars, j'ai pu lire deux textes accolés à propos de la mort de Sekou Touré. Le premier est intitulé : « Un appareil répressif impitoyable ». Le second : « Un des chefs d'Etat les plus remarquables d'Afrique », ce titre étant une phrase extraite du télégramme de condoléances adressé au successeur actuel du mort et attribué à François Mitterrand.

Si je ne l'avais pas su auparavant, et par ailleurs, j'aurais pu apprendre, dans le numéro du *Monde* du 28 mars, en lisant l'éditorial de politique étrangère intitulé : « La révolution dévoyée », l'échec économique mais aussi le sanguinaire comportement, « *jusqu'à l'assassinat de ses adversaires potentiels* », dudit mort, qualifié, dans le télégramme, de « *chef d'Etat remarquable* ».

Il est vrai que, dans le même éditorial, j'avais pu lire également : « *Le président de la République n'a jamais caché qu'en matière de politique africaine [...] il s'est rallié au réalisme.* »

Que le réalisme soit parfois une nécessité politique, les « mains sales » de tout pouvoir, c'est infiniment triste et regrettable. Et comment faire autrement en certaines circonstances face à des impératifs contradictoires ?

Mais que ce réalisme, au lieu de rester plus ou moins honteux et donc pudique, s'affiche dans des déclarations cyniques, c'est proprement insupportable.

Et la fin de ce télégramme ajoute encore à l'insupportable lorsqu'on y lit : « *En mon nom propre et en celui du peuple français, je tiens à rendre hommage à l'œuvre et à la personnalité du grand disparu.* » Ce grand disparu est un assassin au sens propre du terme et un assassin tortionnaire au même titre, bien que d'un ordre quantitativement différent, qu'Hitler, Staline, Pinochet et bien d'autres chefs « historiques ».

Quant au peuple français, j'en fais partie. Je fais même partie du pourcentage de ce peuple qui a constamment voté aux élections présidentielles pour le candidat Mitterrand et aux élections législatives pour les candidats socialistes. Cela ne m'empêche pas de dénier à un chef d'Etat le droit de parler en mon nom quand il est question de rendre un hommage sans nuances, sans même la possibilité d'y lire entre les lignes, à un mort dont le comportement a été tel qu'il a souvent relevé de l'accusation de délit de droit commun. Encore une fois : un assassin tortionnaire !

Ce texte de télégramme est insupportable, méprisable. Il soulève l'indignation et le dégoût.

GEORGES PIERRE PUYSÉGUR.
(Colombes.)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 102 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-IX°

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

Le sommet syro-libanais dépend de l'état de santé du président Assad

Six obus tirés ce lundi 16 avril en début de matinée à Beyrouth dans le secteur du Musée ont entraîné la fermeture de cette unique voie de passage entre les secteurs est et ouest de la capitale libanaise. Cependant, la tendance au calme qui a prévalu dimanche sur l'ensemble des fronts de Beyrouth et de la montagne de Souq-el-Gharb s'est maintenue en dépit de quelques bavures dimanche après-midi.

A Tripoli, le calme a pu être rétabli en fin de soirée dimanche après que les échanges de tirs entre organisations pro et antisyriennes eurent fait six tués et plus de vingt blessés.

Samedi, le violent pilonnage des quartiers résidentiels de Beyrouth et de ses banlieues sud et nord avait fait au moins onze tués civils et une vingtaine de blessés. *Al Safir* affirme que le bilan est beaucoup plus lourd, indiquant que vingt-trois personnes ont été tuées dans les seuls faubourgs chiites, dont treize enfants.

Selon l'agence nationale d'information, le président Gemayel a échappé vendredi soir à la mort quand plusieurs missiles de type GRAD sont tombés sur l'aile ouest du palais présidentiel de Baabda, où il réside.

Beyrouth. – Confirmées de sources israéliennes, les informations, qui ont pris corps à Paris, sur la rechute du président Hafez El Assad, moins de trois mois après qu'il se soit remis de sa grave maladie vasculo-coronarienne, sont traitées à Beyrouh avec beaucoup de circonspection.

Que le président Assad ait eu de nouveaux ennuis de santé, que cela ait relancé la lutte en Syrie entre son frère, le colonel Rifaat Assad, vice-président de la République, d'une part, et de l'autre, les généraux Ali Douba et Ali Haidar, alaouites plus ou moins alliés de M. Abdel Halim Khaddam, également vice-président de la République, et du général Hikmat Chehabi, chef d'état-major, tous deux sunnites, on en convient à Beyrouth de plus d'une source.

Mais même dans le camp des Forces libanaises, où l'on n'a pas de sollicitude particulière envers le chef de l'Etat syrien, on croit savoir que, tout en étant sérieux, les nouveaux problèmes de santé du président Assad ne l'ont pas contraint à interrompre ses activités. Damas a d'ailleurs diffusé une mise au point officielle dans laquelle le porte-parole du palais présidentiel parle de *« record d'activités »* pour M. Hafez El Assad, à raison de quinze heures de travail par jour. On était effectivement au courant à Beyrouth de plusieurs conversations téléphoniques qu'a eues le président syrien, la semaine passée précisément, et de réunions de travail avec des officiers. S'il n'a pas accordé d'audiences, au sens propre du terme, à des visiteurs étrangers, il n'est donc pas non plus au repos.

Cela étant, on croit savoir à Beyrouth que le président Assad aurait besoin d'une opération chirurgicale pour laquelle son transport à l'étran-

De notre correspondant

ger serait souhaitable. La Suisse et l'Allemagne fédérale auraient été envisagées, ce qui aurait donné naissance aux rumeurs sur son état de santé, qui auraient été amplifiées et dramatisées. Au cas où l'intervention chirurgicale serait confirmée, on pense ici que les autorités syriennes préféreront faire venir médecins et matériel à Damas plutôt que de transporter le président Assad à l'étranger.

On suit à Beyrouth avec d'autant plus d'intérêt les informations concernant la santé du président Assad que le sommet syro-libanais en dépend. Ce n'en est certes pas la seule condition, mais c'en est la condition *sine qua non*. Si cet obstacle était levé, le président libanais, M. Amine Gémayel, devrait, de plus, donner des gages de bonne foi en procédant au repli de l'armée des lignes de front vers ses casernes, ou, au moins, en amorçant le mouvement, ce qui devrait être possible à Beyrouth et dans la banlieue sud, à défaut de la montagne où les choses sont encore plus compliquées. Le dés engagement des forces a fait l'objet d'un accord, et même d'un calendrier-programme entre les belligérants, mais il requiert deux mille policiers d'active et officiers réservistes, appelés à constituer une force tampon. Or l'Etat libanais n'est parvenu à réunir, jusqu'à présent, que sept cent cinquante hommes environ. Quarante à quarante-cinq observateurs supplémentaires ont été officiellement demandés à la France pour étoffer le corps des quarante observateurs déjà sur place.

Si le sommet Assad-Gémayel se tient finalement, il apportera vraisemblablement la trêve tant attendue, permettant d'engager une négociation de fond sur les réformes politiques. Mais, à en croire le quotidien de langue française *l'Orient-le Jour*, *« la situation politique est aussi figée que l'océan Arctique (...). Entre les tractations des démarcheurs de tout acabit qui se démènent à Beyrouth et à Damas et l'escalade des combats, une course effrénée est engagée au bénéfice des seuls canonniers. »*

Enfin, un ressortissant français, M. Christian Joubert, et un Américain, M. Frank Regnier, enlevés l'un et l'autre depuis deux mois à Beyrouth-Ouest, ont été délivrés non sans difficultés par la milice chiite Amal et remis à leurs ambassades respectives, dimanche.

LUCIEN GEORGE.

● *M. Bernard Pons*, secrétaire général du RPR, précise que ses déclarations devant le conseil représentatif des institutions juives de France, où il a souhaité la fermeture du bureau de l'OLP à Paris en raison des dernières déclarations de Yasser Arafat, ont été faites à titre personnel et n'engagent pas le RPR, qui ne s'est pas prononcé sur cette question (*le Monde* du 14 avril).

Iran

La composition du nouveau Parlement islamique ne sera pas connue avant au moins une semaine

Téhéran (*AFP*). – Les Iraniens se sont rendus, dimanche 15 avril, aux urnes pour les secondes élections législatives depuis l'instauration de la République islamique en 1979. Ils choisissaient parmi mille deux cent trois candidats les deux cent soixante-dix députés qui les représenteront au Parlement islamique. Le « guide de la révolution », l'imam Khomeiny, a voté tôt en compagnie de son fils Ahmad, à Djamaran, le village au nord de Téhéran où il réside. L'urne avait été placée devant l'une des portes de son pavillon. L'imam Khomeiny, qui serait âgé de quatre-vingt-cinq ans, a descendu avec difficulté un petit escalier, accompagné de ses proches, avant de déposer un bulletin qu'il avait préparé à l'avance. La scène a été filmée par la télévision iranienne, les journalistes étrangers n'ayant pas été admis à y assister.

Le vote s'est déroulé dans le calme à Téhéran, où aucun incident n'était signalé en fin de journée, dimanche. D'importantes mesures de sécurité avaient été prises par les autorités pour prévenir tout éventuel attentat de la part des Moudjahidine du peuple, qui avaient appelé au boycottage de ces élections. Il était impossible pour les observateurs d'avoir une idée du niveau de participation des Iraniens. Il n'existe en effet pas de listes électorales, et les électeurs peuvent voter dans n'importe quel bureau. Le ministère de l'intérieur n'a, quant à lui, publié aucun chiffre partiel concernant cette participation. Par rapport à d'autres scrutins, la foule semblait moins nombreuse dans les bureaux de la capitale, mais cela peut être dû à l'augmentation du nombre des bureaux de vote pour ce scrutin.

Les réfugiés de guerre et les combattants sur le front – ils seraient maintenant près de sept cent mille, selon les dernières estimations – disposaient de bureaux spéciaux pour se prononcer sur les candidats de leur ville d'origine. Même les prisonniers – plusieurs dizaines de milliers d'opposants au régime sont incarcérés – ont été invités à se rendre aux urnes dans leurs prisons.

En l'absence de listes électorales, chacun accomplit son devoir là où il le désire. Pour éviter les fraudes, un tampon a été apposé sur la carte d'identité. A Téhéran, il fallait inscrire à la main les noms des trente députés de la capitale à choisir parmi cent cinquante candidats. C'est dire que le dépouillement sera très long et complexe, et l'on ne devrait pas connaître la composition du nouveau Parlement islamique avant au moins une semaine.

● *Nouvelles exécutions de Bahaïs.* – Quatre adeptes de la religion bahaïe ont été fusillés récemment à Téhéran et deux autres sont morts en prison dans des circonstances mystérieuses, a annoncé, vendredi 13 avril à New-York, le porte-parole de cette confession. M. Gérald Knight a ajouté que cela portait à cent quarante-sept le nombre de bahaïs assassinés depuis la révolution iranienne en 1979. Sept autres sont morts en prison et seize ont disparu. Sept cents bahaïs sont détenus sans inculpation, dont cent onze arrêtés en 1984. Ils subissent la torture pour les obliger à se convertir à l'islam, ajoute M. Knight. – (*Reuter.*)

Israël

La lutte contre le terrorisme va devenir l'un des thèmes principaux de la campagne électorale

Jérusalem. – En quelques semaines, Israël s'est remis à vivre à l'heure d'un terrorisme dont les responsables de l'invasion au Liban avaient pourtant naguère prédit l'inéluctable déclin. Comme le souligne avec dérision *Al Hamishmar*, journal de l'aile gauche du front travailliste, *« il est illusoire de prétendre instaurer la paix en Galilée si la terreur se répand dans le reste du pays »*.

Dans une interview au quotidien pro-gouvernemental *Maariv*, publiée ce lundi 16 avril, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, prévoit que, *« même dans l'hypothèse où Israël conclurait des accords de paix avec tous les Etats arabes, il devrait affronter le terrorisme pendant des*

De notre correspondant

milliers, voire des dizaines de milliers d'années, car la haine qu'inspire l'Etat juif ne s'apaise pas ». Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a, quant à lui, appelé dimanche *« les pays occidentaux et les autres à soutenir Israël dans sa lutte sans merci contre le terrorisme »*. Ces propos, qui se veulent lucides, ne contribueront guère à rassurer la population.

Certes, le gouvernement Shamir s'affirme aussi intraitable que ses prédécesseurs envers les auteurs d'attentats en tous genres ; *« Ceux-ci doivent savoir*, soulignait samedi M. Arens, *qu'aucun d'entre eux n'en sortira vivant »*. Lorsque, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, l'armée prit d'assaut l'autobus Tel-Aviv - Ashkelon, détourné par un commando palestinien, ses quatre membres furent abattus en quelques secondes. Les autorités militaires ont d'ailleurs strictement censuré cette scène afin que les caméras de la télévision ne livrent pas les secrets d'une attaque soigneusement mise au point par une unité d'élite qui se familiarise à longueur d'année avec des prises d'otages fictives.

Le gouvernement invite, bien sûr, l'homme de la rue à une vigilance de tous les instants. Ainsi, l'un des passagers de l'autobus détourné a indiqué que le comportement des quatre voyageurs palestiniens avait attiré ses soupçons et qu'il en avait informé le chauffeur. Une telle espionnite, si elle se généralisait, est aussi odieuse que malsaine, à moins de considérer tout Arabe d'Israël comme un terroriste en puissance.

La voix de M. Begin

Les trois plus récentes actions terroristes ont été l'œuvre d'hommes jeunes, peu aguerris, mais très déterminés, audacieux et conscients qu'ils s'exposaient à un risque majeur. Fait plus inquiétant encore pour les autorités, les auteurs de la dernière prise d'otages sont venus de l'intérieur. Originaires de la bande de Gaza, ces militants palestiniens à peine sortis de l'adolescence parlaient bien l'hébreu et connaissaient parfaitement le terrain de leur opération. Ils sont morts à quelques kilomètres de leur village natal. Quelques heures plus tard, les bulldozers de l'armée, en guise de châtiment posthume, rasaient leur maison familiale.

Le gouvernement de Jérusalem lancera sans doute des représailles contre des *« objectifs terroristes »* au Liban dès qu'il aura identifié lequel des cinq mouvements palestiniens, qui en ont revendiqué la paternité, a réellement inspiré la prise d'otages. Le communiqué du FPLP semble ici assez convaincant, dans la mesure où cette organisation est, dit-on, bien implantée à Gaza.

Et après ? Ces ripostes aériennes, qui relèvent d'un rituel psychologique ne sont pas toujours militairement efficaces. De l'avis des témoins sur place, la dernière en date n'a pas fait la moindre victime. De toute façon, l'OLP n'a pas besoin d'infrastructure opérationnelle pour déclencher des actions terroristes au cœur d'Israël, et c'est précisément ce qu'elle cherche, en ce moment, à démontrer. Sous peine de laisser s'effriter sa crédibilité, le gouvernement Shamir se doit donc, à cent jours des élections législatives, de relever ce nouveau défi.

Car il y a fort à parier que la lutte contre le terrorisme deviendra, avec le Liban et l'économie, l'un des principaux thèmes de la campagne électorale. On peut compter sur le général Ariel Sharon, partisan notoire de la manière forte, pour entraîner le Likoud vers une attitude antipalestinienne encore plus intransigeante. Et pourtant, le regain du terrorisme témoigne aussi, dans une large mesure, vingt mois après l'invasion du Liban, de l'échec de la politique musclée mise en œuvre par l'ancien ministre de la défense.

Au lendemain du retentissant succès de M. Sharon devant le comité central du Hérout (*le Monde* du 15 avril), ses deux principaux rivaux, MM. Shamir et Lévy, tentent de calmer le jeu. Le premier ministre fait mine d'ignorer la performance de son adversaire, et ses ennemis s'apprêtent à soutenir à fond M. Lévy, pour que ce dernier obtienne la seconde place sur la liste du Likoud. Les deux hommes ont péché par excès de confiance. Ainsi, nombre de leurs partisans ne s'étaient même pas déplacés pour voter, alors que M. Sharon avait battu le rappel de tous ses fidèles.

Le Hérout compte-t-il sur M. Begin pour faire oublier ses divisions ? Le premier ministre a, en tout cas, demandé à son ancien patron de s'engager dans la bataille électorale. Le fondateur du Hérout a réservé sa réponse. De leur côté, les propagandistes du Likoud envisagent de diffuser, tout au long de la campagne, des mini-cassettes où sont enregistrés les principaux discours de M. Begin. Y a-t-il meilleure preuve que la voix de son chef lui manque aujourd'hui cruellement ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● SIR GEOFFREY HOWE A PÉKIN. – Le secrétaire britannique au Foreign Office, sir Geoffrey Howe, est arrivé le dimanche 15 avril à Pékin pour une visite de trois jours, qui devrait permettre de faire le point sur les négociations en cours entre la Chine et la Grande-Bretagne sur l'avenir de Hongkong. Sir Geoffrey doit notamment s'entretenir à quatre reprises avec son homologue chinois, M. Wu Xuedian, avant son départ mercredi pour Hongkong. – (*AFP.*)

Italie

● RÉQUISITOIRE CONTRE M. TONI NEGRI. – Le ministère public a requis, samedi 14 avril, la réclusion à perpétuité contre M. Toni Negri, animateur du mouvement « Autonomie ouvrière », et principal accusé du procès dit du 7 avril, en cours à Rome depuis plus d'un an. Elu sur les listes du Parti radical aux législatives de juillet 1983, M. Negri avait été libéré après quatre ans de détention. En septembre, le Parlement avait levé son immunité, mais le théoricien de l'Autonomie ouvrière avait pris la fuite. Il se trouverait actuellement en France. Le représentant du ministère public a estimé dans son réquisitoire que M. Negri devait être condamné comme mandataire de l'assassinat d'un brigadier lors d'un hold-up commis en 1974. Des peines allant de deux à vingt-neuf ans de prison ont été requises contre les soixante-dix autres inculpés. – (*AFP.*)

Niger

● L'ANCIEN PRÉSIDENT HAMANI DIORI A ÉTÉ LIBÉRÉ. – Le président Kountché a annoncé, samedi 14 avril, la libération de MM. Hamani Diori, chef de l'Etat de 1960 à 1974, et Djibo Bakary, ancien secrétaire général du parti « Sawaba ». Arrêté le 15 avril 1974, à la suite du putsch qui porta M. Kountché au pouvoir, l'ancien président Hamani Diori a été détenu pendant six ans à Zinder, puis placé en résidence surveillée à Niamey. Arrêté un an plus tard, M. Djibo Bakary était également en résidence suveillée depuis 1980.

A l'occasion du dixième anniversaire de sa prise du pouvoir, le général Kountché a par ailleurs annoncé des remises de peine en faveur des personnes condamnées à la suite de la tentative de coup d'Etat du 15 mars 1976, dont sept des principaux instigateurs avaient à l'époque été passés par les armes. Au total, ces mesures de clémence concernent quarante personnes, a-t-on appris de source autorisée à Niamey. – (*AFP*).

[Ces mesures de clémence correspondent aux vœux des autorités françaises qui ne cachaient pas, en privé, leur souhait très vif de voir l'ancien président nigérien libéré.]

RFA

● CONDAMNATIONS POUR ESPIONNAGE. – Un économiste ouest-allemand, M. Reiner Paul Fuelle, a été condamné, vendredi 13 avril, à six ans de prison par le tribunal de Stuttgart pour espionnage au profit de la RDA, à laquelle il avait fourni des renseignements pendant quinze ans. Arrêté en 1980, M. Fuelle avait réussi à s'évader après que le véhicule qui le conduisait à un interrogatoire eut dérapé sur le verglas, et il s'était réfugié à la mission militaire soviétique de Baden-Baden. Après l'avoir caché plusieurs semaines dans une cave, les Soviétiques l'avaient fait passer en RDA, dissimulé dans une malle. Revenu plus tard de son plein gré en RFA, l'espion avait été à nouveau arrêté.

A Berlin-Est, un ressortissant ouest-allemand, M. Maximilian Leibrecht, a été condamné le même jour à douze ans de prison, pour espionnage, par un tribunal militaire, a annoncé l'agence officielle ADN. – (*AFP*).

Tunisie

● ACCORD ENTRE L'UGTT ET LE GOUVERNEMENT. – L'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) et le gouvernement sont parvenus vendredi 13 avril à un accord, qui devrait mettre un terme à la récente vague de grèves dans le monde du travail. Cet accord, dont le texte a été publié samedi 14 avril, prévoit que l'UGTT n'aura pas recours dans l'avenir à la grève *« tant que le dialogue n'aura pas été épuisé à tous les niveaux »*. Il affirme en outre la nécessité pour la puissante centrale syndicale tunisienne d'être partie prenante dans l'étude des principaux dossiers économiques, afin d'aboutir à un consensus national. L'accord, qui fait suite à une réunion entre le premier ministre, M. Mohammed Mzali, et le dirigeant syndical, M. Habib Achour, vise à apaiser les tensions sociales apparues à la suite des *« émeutes du pain »* de début janvier. – (*Reuter*).

AMÉRIQUES

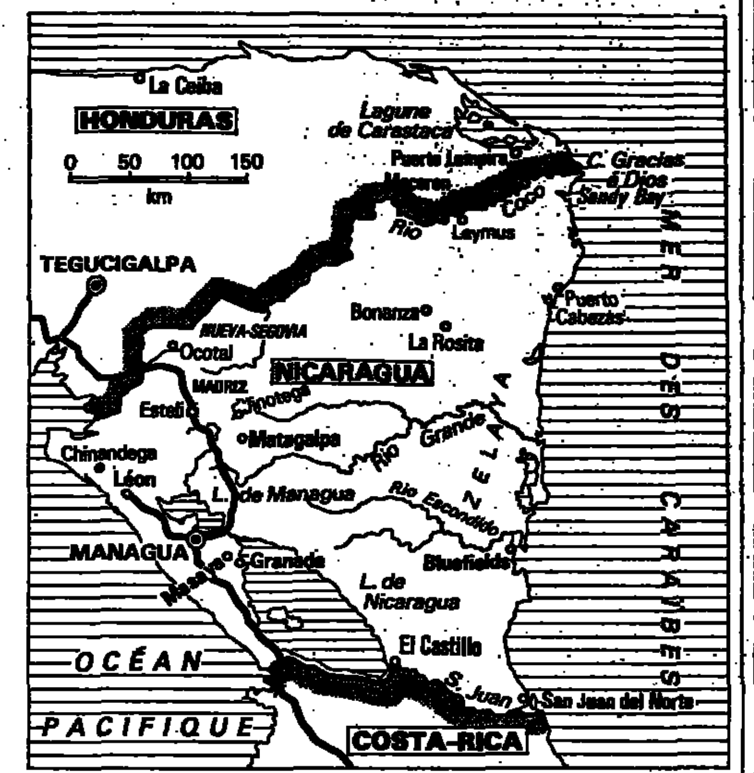
Nicaragua

A SAN-JUAN-DEL-NORTE, OCCUPÉE PAR SES TROUPES

M. Eden Pastora annonce la prochaine formation d'un gouvernement provisoire rebelle

M. Eden Pastora, le « Commandant Zéro », a reçu, le dimanche 15 avril à San-Juan-del-Norte, un groupe de journalistes venus du Costa-Rica, qui ont vérifié que le petit port nicaraguayen, situé sur la côte atlantique dans le sud du pays, près de la frontière avec le Costa-Rica, était bien tombé aux mains des guérilleros de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE).

M. Pastora, l'un des leaders de la lutte contre la dictature de Somoza, qui a rompu, en 1982, avec le régime sandiniste alors qu'il était vice-ministre de l'intérieur, a annoncé la formation, *« dans les quatre-vingt-dix prochains jours »*, d'un gouvernement provisoire rebelle chargé de gouverner une région de 6 000 kilomètres carrés, dans le sud-est du Nicaragua, et de nouer des relations au niveau international. Il a indiqué que la présidence de ce gouvernement pourrait être confiée à M. Alfonso Robelo, chef politique de l'ARDE, qui sera à Paris le mercredi 18 avril.



Le port de San-Juan-del-Norte, situé à l'embouchure du fleuve San-Juan, qui marque la frontière avec le Costa-Rica, et commande une bande littorale de 60 kilomètres, est, selon M. Pastora, tombé vendredi après trois jours de combat. Le « Commandant Zéro » a précisé que la garnison était défendue par quatre-vingt-cinq jeunes miliciens et qu'elle avait été attaquée par environ cinq cents de ses hommes. Il y a eu quatorze tués et trente blessés chez les sandinistes, a-t-il ajouté, neuf tués et quinze blessés dans les rangs de l'ARDE.

Au Costa-Rica, un porte-parole de l'organisation a affirmé que les troupes de M. Pastora avaient repoussé samedi les attaques de deux vedettes sandinistes qui tentaient de reprendre San-Juan et qui venaient de Bluefields, à 130 kilomètres plus au nord, sur la côte.

Les autorités sandinistes ont nié jusqu'à dimanche que San-Juan-del-Norte ait été prise. Le ministre nicaraguayen de la défense, M. Humberto Ortega, de retour d'un voyage en Corée du Nord et à Moscou, où il a sollicité une aide militaire, a finalement reconnu que la localité était occupée par les insurgés, mais affirmé qu'elle ne constituait pas un objectif militaire ou économique important. Il sera difficile aux soldats gouvernementaux de la reprendre, a-t-il précisé, en raison de la nature du terrain, boisé et accidenté. Il a qualifié l'événement de *« manœuvre de propagande des Etats-Unis »*.

Toujours à Managua, M. Daniel Ortega, coordonnateur de la junte de gouvernement nicaraguayen et frère du ministre de la défense, a affirmé samedi que les *« contre-révolutionnaires »* qui combattaient à San-Juan-del-Norte *« disposaient d'un appui logistique en territoire costaricien »*. *« Certains fonctionnaires du Costa-Rica,* a-t-il ajouté, *collaborent avec l'ARDE et sont rétribués par la CIA. »*

A Washington, lors de son allocution hebdomadaire à la radio, M. Reagan a dénoncé samedi la présence militaire cubaine et soviétique au Nicaragua. L'Union soviétique, Cuba et le Nicaragua *« mènent une tentative audacieuse pour installer le communisme par la force en Amérique centrale »*, a-t-il dit. Il a réaffirmé que cette région était vitale pour les intérêts et la sécurité des Etats-Unis et réitéré ses doutes sur les conditions dans lesquelles auront lieu les élections de novembre prochain au Nicaragua.

Alors que l'ambassadeur américain aux Nations unies, Mme Kirkpatrick, a estimé dimanche dans une interview à la chaîne de télévision ABC que le minage des ports nicaraguayens était *« légal parce que le Nicaragua est engagé dans un processus d'agression armée contre ses voisins »*, M. Daniel Moynihan, sénateur démocrate, a annoncé dimanche qu'il démissionnait de ses fonctions de vice-président de la commission des affaires de renseignement au Sénat parce que celle-ci n'avait pas été informée du *« minage des ports nicaraguayens avec des mines américaines, déposées par un bateau américain, sous commandement américain »*. — *(AFP, Reuter, AP.)*

COMME AU TEMPS DES NAZIS...

Washington *(AFP)*. — L'aide de la CIA aux rebelles antisandinistes est comparable à celle que les Etats-Unis ont fournie aux résistants antinazis pendant la dernière guerre mondiale, affirme M. William Casey, directeur de l'agence centrale de renseignements, dans une interview publiée le samedi 14 avril par l'hebdomadaire américain *US News and World Report*.

« Pendant la seconde guerre mondiale, nous avons aidé les communistes, les royalistes, les gaullistes, tout le monde (...) contre les nazis. Au Nicaragua, la situation est semblable », a déclaré M. Casey.

Etats-Unis

La montée du pasteur Jackson constitue l'événement de la campagne pour l'investiture démocrate

Correspondance

Le pasteur Jackson a remporté, samedi 14 avril, sa première victoire dans son Etat natal de Caroline-du-Sud. Il a réuni sur son nom dix-sept délégués, M. Hart sept et M. Mondale six. Quatorze délégués iront à la convention démocrate sans mandat précis.

Dans les « caucus » (petites assemblées) d'Arizona, M. Hart a remporté 46 % des voix, M. Mondale 40 % et M. Jackson 13,8 %.

Washington. — A mi-parcours de la course à l'investiture démocrate, M. Walter Mondale est maintenant le grand favori de la compétition. Ainsi, après plusieurs semaines d'épuisantes activités, il s'est offert le luxe de quelques jours de vacances... Le petit succès de M. Gary Hart dans l'Arizona, ainsi que ceux auxquels il peut prétendre dans les Etats de l'Ouest — le *« Hart territory »*, selon sa propre expression, — paraissent insuffisants pour lui permettre de regagner le terrain perdu. Avec 591 délégués, le jeune sénateur du Colorado est, en effet, largement distancé par l'ancien vice-président de M. Carter, qui peut, à la faveur de quelques succès même mineurs, augmenter le chiffre actuel de ses délégués (1 073) pour atteindre celui requis pour la nomination (1967).

Les syndicats assurent à sa campagne un financement qui s'épuisait. Et dans les Etats de l'Indiana et, surtout, de l'Ohio (154 délégués), M. Mondale devrait répéter ses succès obtenus dans les Etats industriels du Michigan, de l'Illinois et de Pennsylvanie. L'espoir de M. Hart est d'enclencher de nouveau le même phénomène de rejet qu'il avait réussi à provoquer au début de la campagne et qui, à l'approche de la convention, se manifeste à l'égard du « coureur de têtes » comme le montrent de nombreux précédents. Il va donc s'efforcer de relancer les doutes sur les chances de M. Mondale de battre M. Reagan en novembre. Encore lui faudrait-il s'assurer la victoire en Californie, qui désignera 306 délégués, le 6 juin prochain. Ensuite, sa tâche consistera à « décrocher » suffisamment de délégués non engagés. Ce calcul fait par l'entourage du sénateur du Colorado pèche par excès d'optimisme, car l'attraction de la nouveauté n'est plus assez forte pour compenser le flou des thèmes développés pendant la campagne.

L'intérêt se concentre davantage sur M. Jesse Jackson, dont la poussée est un phénomène politique plus important peut-être que l'apparition de M. Hart. Le pasteur noir a réussi à faire inscrire en masse les électeurs de sa communauté. Ainsi a-t-il obtenu entre 80 et 85 % des voix noires à New-York et en Pennsylvanie (mais 77 % seulement à Philadelphie où le maire noir soutenait M. Mondale).

La résurrection d'avril

Sa campagne a lieu dans un climat de ferveur religieuse intense. *« Jesse est le fils de Dieu... Il va chasser le diable »*, chantait une congrégation baptiste d'Harlem, et, la semaine passée, à Pittsburgh le révérend Jackson ne craignait pas de déclarer que *« la crucifixion d'avril 1968* (l'assassinat de Martin Luther King) *serait la résurrection d'avril 1984 »*. Ses amis estiment qu'il est maintenant en mesure d'arriver à la convention démocrate avec deux cents délégués qui lui permettraient peut-être de jouer un rôle d'arbitre.

Mais même si M. Mondale l'emportait à la convention sans avoir à négocier, M. Jackson pourrait jouer un rôle décisif lors des élections de novembre. Une attitude réservée, un soutien timide au candidat démocrate feraient le jeu de M. Reagan. C'est pourquoi dès maintenant l'état-major démocrate étudie les moyens de satisfaire les demandes de M. Jackson en faveur des Noirs.

En fait, le pasteur exerce déjà une influence qui inquiète les dirigeants du parti dans la mesure où il entretient la division au sein de l'électorat démocrate.

Les stratèges républicains espèrent qu'il finira par pousser les électeurs démocrates blancs, et notamment les juifs, dans le camp républicain. M. Jackson en est conscient. S'il ne se dissocie pas plus nettement des éléments extrémistes de la communauté noire, il aura beaucoup plus de mal à constituer sa coalition dite « de l'arc-en-ciel », qui voudrait réunir les électeurs blancs les plus défavorisés aux minorités ethniques. D'où ses efforts pour ne pas limiter sa campagne à la défense de sa communauté, mais l'élargir aux problèmes intéressant l'ensemble de l'électorat démocrate, qu'il s'agisse de l'Amérique centrale, de la réduction du budget militaire ou de l'augmentation des dépenses sociales...

HENRI PIERRE.

AFRIQUE

Cameroun

« Tous les mutins étaient du Nord » assure le chef d'état-major de l'armée

De notre envoyé spécial

Yaoundé. — Venant de tout autre, les propos pourraient apparaître irresponsables. Mais l'homme qui s'exprime ce samedi 14 avril, M. Andzé Tsoungui, ministre d'État chargé des forces armées, a joué un rôle essentiel pour assurer la continuité de l'Etat dans les heures et les jours qui ont suivi la tentative de putsch du 6 avril. C'est donc en pesant ses mots que M. Tsoungui lance deux accusations graves : d'une part, c'est l'ancien président du Cameroun, M. Amadou Ahidjo, qui est à l'origine du coup d'Etat avorté ; d'autre part, il s'agit d'un complot nordiste. Ce faisant, le ministre ne peut ignorer qu'il développe un discours qui — formellement — est radicalement contraire aux déclarations du président de la République, lequel le 10 avril, dans un message à la nation, avait affirmé : *« La responsabilité du coup d'Etat manqué n'est pas celle de telle ou telle province ou de Camerounais de telle ou telle religion. »*

Assis à proximité du ministre d'Etat, un petit homme rond, vêtu d'un treillis militaire, sans marques distinctives, prendra de temps en temps la parole pour confirmer ce double constat. Le général de division Pierre Semengué, chef d'état-major des armées, puisqu'il s'agit de lui, indiquera en écho des déclarations de son ministre de tutelle (*« C'est l'ancien président qui a entraîné les putschistes, nous en avons la certitude. Ce putsch n'est que le prolongement du complot que le président de la République avait dénoncé le 22 août dernier »*) : *« Sans avoir été entraînés par l'ancien président, je suis sûr qu'ils n'auraient pas fait de putsch. »* Ainsi, si l'on en croit M. Tsoungui, les chefs de la rébellion (des *« capitaines »*, selon le général Semengué) *« voulaient redonner le pouvoir aux anciens partisans de M. Ahidjo »*. La garde républicaine, qui a représenté le gros des troupes rebelles, était composée, *« à plus de 99,99 % de gens du Nord »*, affirme le ministre. *« Tous les mutins étaient du Nord »*, assure le général Semengué...

Mais ce complot, qui a associé la garde républicaine à des civils, ainsi que les éléments de la police, de la gendarmerie et de l'armée, n'aurait sans doute pas été possible sans le concours des *« hommes d'affaires du Nord qui ont financé »* la préparation du coup d'Etat. *« L'un d'eux,* précise M. Tsoungui, *a remis 10 millions de francs à l'un des organisateurs. »* Ces *« quelques »* hommes d'affaires nordistes ont été *« dénoncés »* par les mutins, devenus prisonniers, qui *« ont tout de suite reconnu les faits »*. Certes, la garde rapprochée du chef de l'Etat, qui a contenu l'assaut lancé par les rebelles contre le palais présidentiel, n'était pas, elle, à majorité nordiste, mais l'armée camerounaise, demeurée loyale au régime, est composée aussi de soldats originaires des provinces du Nord qui n'ont pas hésité à tirer sur des membres de leur propre ethnie. A l'état-major, en revanche, les officiers issus des régions sud sont largement majoritaires, même si, comme l'a précisé le général Semengué, *« dans mon état-major, j'ai mon chef du 3e bureau qui est nordiste »*...

Une efficacité troublante

Plusieurs éléments permettent, d'autre part, d'affirmer que l'imminence d'une tentative de coup d'Etat était parfaitement connue de certains milieux. *« Nous avions des informations fragmentaires laissant penser que quelque chose se préparait »*, a indiqué M. Tsoungui. Dans la journée du jeudi 5 avril, soit la veille du déclenchement de l'action, un certain nombre de riches Camerounais auraient effectué, selon certaines sources, des retraits de sommes importantes de leurs comptes bancaires. Ces retraits *« normaux »* se montaient parfois à 100 millions de francs CFA (1). Selon des sources non officielles, les autorités camerounaises auraient l'intention d'instituer des plafonds de retraits de sommes en liquide, tant en ce qui concerne les personnes privées que les sociétés.

Le général Semengué a également confirmé que des mutations, parmi les chefs de la garde républicaine, étaient sur le point d'intervenir. *« Ce n'était pas un secret »*, a-t-il précisé. La décision de précipiter ces mesures aurait été prise notamment à la suite des rapports alertant le chef de l'Etat sur la nécessité de prendre des dispositions concernant la garde et ses services de sécurité (*le Monde* daté 8-9 avril). En l'état actuel de l'enquête, il semble que les colonels Ousmanou Daouda et Ngoura Belladji, respectivement chef d'état-major particulier du chef de l'Etat et commandant de la 1re région militaire, qui viennent d'être démis de leurs fonctions, sont simplement coupables d'inefficacité troublante. *« Personne ne les a vus, avant que la situation soit rétablie »*, a souligné, samedi, le général Semengué, ajoutant : *« Ils savaient très bien ce qui se passait et auraient pu mettre les troupes en alerte. »*

Le chef d'état-major des armées estime que la tentative de coup d'Etat était préparée de longue date, notamment parce que *« des commandes avaient été faites* (pour la garde) *pour certains équipements »*. La commission d'enquête, composée à la fois de civils et de militaires, qui a commencé ses investigations dès le mercredi 11 avril, permettra notamment d'élucider ce dernier point : à quel niveau de responsabilité, au sein de l'armée et du gouvernement, la décision de commander des équipements (que l'on suppose militaires) a-t-elle pu être prise sans éveiller la méfiance de quiconque ?

Ce nouveau rebondissement de la crise camerounaise (la mise en cause des Nordistes et du président Ahidjo) fait renaître le sentiment selon lequel une certaine irrésolution semble présider aux décisions politiques qui sont prises actuellement à Yaoundé.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 CFA = 0,02 F.

Gabon

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LE PROCÈS DE DIX-SEPT OPPOSANTS POLITIQUES EN 1982

L'organisation humanitaire Amnesty International dénonce, dans un rapport de cent douze pages, publié ce lundi 16 avril, le procès de dix-sept opposants politiques gabonais qui s'est déroulé en novembre 1982 devant la Cour de sûreté de l'Etat en *« violation de plusieurs droits élémentaires »*, et elle lance un appel pour leur libération.

Selon Amnesty, dix-sept personnes accusées d'être membres du Mouvement de redressement national (MORENA), association d'opposants politiques, ont été jugées sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat et d'outrage envers le chef de l'Etat. Les accusés ont été condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de travaux forcés. En mars 1983, ces peines ont été réduites de cinq ans par décret présidentiel.

Un délégué d'Amnesty, Me Bacre Waly N'Diaye, du barreau de Dakar, a assisté au procès, précise l'organisation, et a révélé un certain nombre de violations : absence d'avocat lors de l'instruction, mauvais traitements et conditions de détention *« déplorables »*, absence de contre-interrogatoire par les accusés et leurs avocats des témoins à charge des coaccusés, absence de preuve à l'appui des accusations, condamnation de certains accusés contre lesquels le commissaire du gouvernement n'avait pas requis.

En outre, selon Amnesty, des prisonniers ont été torturés par trois services de sécurité : la police politique (CEDOC), la police militaire (DCISM) et la brigade de recherches de la gendarmerie.

Amnesty précise qu'elle a remercié, le 1er février dernier, le président Bongo pour l'accueil réservé à son délégué.

● *58 % des Français seraient favorables à un désengagement militaire au Tchad.* — Selon un sondage réalisé auprès de 565 personnes par l'IFOP et diffusé par *le Journal du dimanche*, 58 % des Français se sont prononcés pour un retrait des troupes françaises du Tchad, une semaine après l'accident qui a coûté la vie à neuf soldats de la force « Manta ». M. Charles Hernu, ministre de la défense, a estimé, pour sa part, que ce sondage constituait *« une photographie prise sur le vif »*. *« Je ne suis pas sûr,* a-t-il ajouté, *qu'elle exprime les sentiments profonds et permanents des Français. »*

Namibie

Deux diplomates américains ont été tués au cours d'un attentat que Pretoria attribue à la SWAPO

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — Deux diplomates américains ont été tués, dimanche 15 avril, dans un attentat à l'explosif qui s'est produit peu après 16 heures à proximité de la ville d'Oshakati, dans le nord de la Namibie, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière angolaise. Les deux hommes sont le directeur du bureau de liaison qui a été ouvert au début du mois de mars à Windhoek, M. Denis Keogh, qui est également conseiller politique de l'ambassade américaine au Cap, ainsi qu'un militaire également membre du bureau, le lieutenant-colonel Ken Crabtree.

Ils ont été tués dans une station-service à Okatana, alors qu'ils s'étaient arrêtés pour prendre de l'essence. Ils se rendaient à la base militaire sud-africaine d'Oshakati, pour y rencontrer des membres de la commission conjointe créée lors des accords de Lusaka, le 16 février, entre l'Angola et l'Afrique du Sud. Cette commission est chargée de veiller au processus de désengagement des troupes de Pretoria dans le sud de l'Angola.

On ignore, pour l'instant, les circonstances précises de cet attentat, qui a également coûté la vie à deux civils et fait quatre blessés, dont un enfant. L'administrateur général sud-africain en Namibie, M. Willie Van Niekerk, a indiqué qu'il n'y avait *« pas de doute »* que la SWAPO (organisation du peuple du Sud-Ouest africain) était responsable de cette action.

Cet attentat est survenu alors que les autorités sud-africaines annonçaient que l'opération de désengagement allait entrer dans sa troisième et avant-dernière phase, un processus qui, d'après Pretoria, a été ralenti en raison du regain d'activité de la SWAPO depuis les accords de Lusaka. De nombreux accrochages se sont produits ces dernières semaines. Selon un bilan publié le 4 avril par les autorités militaires en Namibie, cent trente-cinq guérilleros auraient été tués.

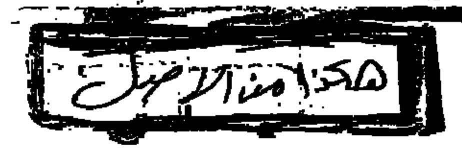
La SWAPO n'a pas reconnu les accords de Lusaka, considérant qu'ils n'instauraient pas un véritable cessez-le-feu. Peu après, elle a annoncé, à plusieurs reprises, son intention d'intensifier la lutte qu'elle mène depuis dix-sept ans pour l'indépendance de la Namibie, se déclarant malgré tout prête à discuter avec Pretoria. Cependant, les autorités sud-africaines ont toujours refusé de considérer cette organisation comme un interlocuteur privilégié. Néanmoins, elles sont d'accord pour entamer des pourparlers, mais seulement dans le cadre de la conférence multipartite créée par plusieurs formations politiques namibiennes qui poursuit ses travaux à Windhoek en vue d'élaborer une Constitution. Cette offre a constamment été rejetée par la SWAPO, qui a qualifié cette conférence de *« création du régime Botha »*, revendiquant le titre de *« seul représentant du peuple de Namibie »* que lui a d'ailleurs accordé l'ONU.

Cependant, la SWAPO n'a jamais critiqué ouvertement l'instauration et le fonctionnement de la commission conjointe mise en place le 1er mars. Cette commission comporte trois cents soldats angolais et autant de sud-africains. Les Américains, instigateurs des pourparlers de Lusaka, avaient constitué une équipe de six personnes et de quelques techniciens qui veillaient au bon fonctionnement de la commission. Cette équipe ne devait pas se rendre sur le terrain, c'est-à-dire en territoire angolais.

Pourquoi la SWAPO s'en est-elle prise, si cela se confirme, à ces diplomates ? Méprise ou cible volontairement choisie ? Il est encore trop tôt pour le dire. Les Etats-Unis, qui ont largement investi dans le processus de paix en Afrique australe, ne peuvent que constater que l'indépendance de la Namibie, loin d'être acquise, ne se fera pas sans la SWAPO et que les jalons qui ont été posés sont encore bien fragiles. D'ailleurs, les Sud-Africains et les Cubains sont toujours sur le sol angolais. Washington et Pretoria lient encore l'amorce de la mise en œuvre de l'indépendance de la Namibie au départ des troupes de La Havane. Et la SWAPO a prouvé qu'il fallait compter avec elle, même si elle n'a toujours pas revendiqué cet attentat qui, pour la première fois dans cette partie du monde, frappe les Etats-Unis.

MICHEL BOLE-RICHARD.

[A Alger, le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, a affirmé lundi que son organisation était « absolument étrangère » à l'attentat à la bombe qui a coûté la vie, dimanche, à quatre personnes, dont deux diplomates américains, au nord de la Namibie.]



LE SORT DES RÉFUGIÉS POLITIQUES

Quand le troc prend le pas sur les principes humanitaires...

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — « *Réfugiés ? Vous voulez dire dissidents?* » C'est ainsi qu'aujourd'hui beaucoup de gouvernements africains seraient tentés de qualifier bon nombre de ceux qui ont trouvé asile hors de leur Etat d'origine où ils craignaient d'être persécutés pour des raisons politiques, religieuses ou raciales. La vie est dure et incertaine pour ces exilés volontaires que les « pays-hôtes » n'hésitent pas à refouler par la force, au mépris des conventions internationales.

Au temps de la décolonisation, les gouvernements africains ont su faire honneur à une vieille tradition d'hospitalité, en accueillant largement sur leur sol ceux qui fuyaient alors d'Angola, du Mozambique ou de Rhodésie les rigueurs d'un « pouvoir blanc » sur le déclin. On avait affaire à de « bons réfugiés » qui n'avaient d'autre tort que de réclamer le droit à l'émancipation.

Maintenant que le « mal blanc » s'est largement dissipé, il est clair, dans l'esprit de beaucoup de dirigeants africains, que le drame des réfugiés politiques appartient à l'histoire. Comment, dans ces conditions, un gouvernement peut-il accepter, sans perdre la face, que certains de ses citoyens trouvent asile sur le territoire d'un pays-frère, et de surcroît voisin et, de là, contestent son autorité ?

La montée de l'intolérance explique que les personnes au pouvoir n'hésitent pas à considérer les réfugiés politiques comme des « *éléments subversifs* ». Conclusion de cette analyse quelque peu sommaire : « *Qui donne asile à mon ennemi est mon ennemi* ». Toute réconciliation entre Etats se fait donc sur le dos de ces prétendus « *dissidents* ».

Ainsi, le 7 novembre dernier, en prélude au sommet d'Arusha, qui devait sceller la normalisation des rapports entre le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda — tous trois partenaires de la défunte Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), — Nairobi et Dar-Es-Salaam procédaient secrètement à un « troc » de réfugiés politiques, six Tanzaniens d'un côté et dix-huit Kényans de l'autre. Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) exprima alors sa « *grave préoccupation pour ce qui s'est passé* ».

La Special Branch kényane avait cueilli à leur domicile, le 5 novembre au petit matin, les six Tanzaniens, dont quatre avaient pourtant le statut de réfugiés. L'un d'eux, M. Hatti Maghee, pilote d'Air Tanzania, soupçonné d'avoir participé, en janvier 1983, à un complot qui visait notamment à assassiner le président Julius Nyerere, serait mort sous la torture, à Dar-Es-Salaam.

Parmi les dix-huit Kényans qui avaient obtenu l'asile politique en Tanzanie figuraient MM. Hezekiah Ochuka et Pancras Oteyo Okumu, deux officiers de l'armée de l'air, mêlés au coup d'Etat manqué du 1er août 1982 contre le régime du président Arap Moi. Une cour martiale vient de les condamner à mort. En revanche, au moins deux étudiants, impliqués dans cet échange, ont maintenant été libérés.

On est, d'autre part, sans nouvelles de trois réfugiés ougandais qui ont été enlevés par des inconnus, le 18 janvier dernier, à Nairobi. Ce kidnapping est-il l'œuvre de la seule police secrète ougandaise, ou bien des membres de la Special Branch kényane, agissant sur ordre supérieur ou de leur propre chef, lui ont-ils prêté main-forte ? Toujours est-il que, par prudence, un certain nombre d'opposants au régime de Kampala, dont le cousin du président Milton Obote, sont entrés dans la clandestinité.

En décembre dernier, lors des cérémonies du vingtième anniversaire de l'indépendance du Kenya, M. Moi avait assuré à la Tanzanie et à l'Ouganda : « *Je ne tolérerai pas que des éléments subversifs, autochtones ou étrangers, se servent de notre sol pour menacer la paix dont doivent jouir nos frères tanzaniens et ougandais.* »

Toutefois, M. Nyerere a promis à M. Paul Harding, haut commissaire pour les réfugiés, récemment en visite à Dar-Es-Salaam, que des opérations de ce genre ne se répéteraient pas. Engagement sans grande portée, puisque, entre les deux pays, le « ménage » a été bien fait...

Cet « *échange de bons procédés* » semble être aussi de pratique assez courante entre les six pays de la « ligne de front » (1). Ainsi, à la demande du gouvernement de Luanda, la Zambie a-t-elle renvoyé chez eux, *manu militari*, en janvier dernier, quelque treize cents réfugiés angolais, femmes et enfants pour moitié. Une centaine seulement étaient volontaires. Environ deux mille autres ont réussi à s'égayer dans la nature et à échapper ainsi à ce rapatriement forcé.

Une ingérence dans les affaires intérieures...

Ces réfugiés avaient fui, quelques semaines auparavant, le district de Cazombo où la guerre faisait rage, pour gagner, de l'autre côté de la frontière, le district de Zambezi. Le gouvernement angolais a-t-il pris ombrage du fait que, parmi eux, figuraient quelques responsables civils et militaires, dont il craignait qu'ils ne fussent passés à l'ennemi, en l'occurrence l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ? Toujours est-il que, avec l'accord des autorités de Lusaka, ces « *mauvais citoyens* » ont été rapatriés en Boeing-707, à partir de l'aéroport de Ndola, après un voyage de 850 kilomètres en autobus, le ventre creux...

Le HCR, la Communauté européenne et les pays scandinaves ont exprimé leur préoccupation au gouvernement zambien. Celui-ci leur a fait valoir qu'il s'agissait, à ses yeux, de « *personnes déplacées* » et non pas de réfugiés en bonne et due forme, et que, en conséquence, ces démarches s'apparentaient à une ingérence dans les affaires intérieures du pays...

Non loin de là, au Botswana, les autorités ont livré au Zimbabwe, en janvier dernier, cent cinquante-quatre « *immigrants illégaux* » dont il a nié la qualité de régugiés politiques. Mais tout donne à penser qu'ils étaient, pour un certain nombre, des opposants au régime de Harare. En tout cas, celui-ci ne s'est pas privé d'organiser, en territoire voisin, des raids armés pour tenter de mettre la main sur des dissidents.

Quant à la Communauté des pays du Grand Lac, qui rassemble le Zaïre, le Burundi et le Rwanda, il y a *longtemps* qu'elle a pris *ses* précautions à ce sujet. L'accord de coopération en matière de sécurité du 29 août 1966 et l'accord complémentaire du 21 juin 1975 prévoient, en effet, que toute personne qui constitue un danger pour l'un des trois Etats peut être expulsée vers sa nation d'origine. Ces textes ont permis aux gouvernements intéressés, notamment celui de Kinshasa, de commettre des abus à l'encontre des réfugiés, abus qui ont été dénoncés par Amnesty International.

Restent les « cas particuliers » du Lesotho et du Swaziland (2) qui ont du mal à « faire le poids » face à l'Afrique du Sud, leur puissant voisin. Celle-ci exerce sur eux des pressions souvent insupportables pour les empêcher d'accorder asile à des réfugiés politiques. Il est arrivé que ces deux Etats aient dû accéder aux demandes du régime de Pretoria et expulser de leur territoire des éléments jugés indésirables par lui. Aussi, les autorités concernées doivent-elles agir avec célérité pour trouver à ces personnes menacées un second pays d'accueil.

Face à cette situation, les responsables du HCR doivent maintenant trouver, pour un certain nombre de leurs « *protégés* », un lieu sûr, hors d'Afrique. Les Etats-Unis, dont le quota annuel est de trois mille réfugiés, s'intéressent en priorité aux ressortissants des pays d'obédience marxiste, singulièrement aux Ethiopiens. En revanche, le Canada, qui en accueille un millier par an, est plus ouvert dans ses choix. L'Australie vient de mettre sur pied un programme de réinstallation. Quant aux pays européens, surtout la Suède, ils interviennent essentiellement au coup par coup, en cas d'urgence.

Il ne manque pas de textes, pourtant, que les Etats de la région ont signés, voire ratifiés — convention des Nations unies du 28 juillet 1951, modifiée par le protocole du 31 janvier 1967 ; convention de l'Organisation de l'unité africaine du 10 septembre 1969 ; conclusions de la conférence d'Arusha du 17 mai 1979, — et qui les engagent, en termes non équivoques, à ne pas expulser un réfugié, sous aucun prétexte, vers un territoire où sa vie et sa liberté seraient en danger.

Lors de la conférence d'Arusha, M. Nyerere avait constaté que, dans l'« *Afrique libre* », il y avait un nombre croissant de réfugiés politiques. Il avait indiqué combien il était difficile de leur donner asile sans commettre, aux yeux du pays concerné, un « *geste inamical* ». Il avait, néanmoins, appelé au respect du « *principe de non-refoulement, principe humanitaire de base* », hormis les cas où des actes criminels seraient en cause et où il y aurait un système légal pour en juger. Une exception qui, à l'expérience, a malheureusement infirmé le principe.

A vrai dire, les professions de foi humanistes et les engagements écrits ont mal résisté à l'épreuve du temps. Les gouvernements de l'« *Afrique libre* » supportent de plus en plus difficilement d'avoir des comptes à rendre, même à ceux qui, comme le HCR, seraient en droit de leur en demander, lorsque, par de singuliers comportements, ils mettent en péril la vie ou la liberté des réfugiés. La raison d'Etat a ses raisons que la raison ne connaît pas... Un point, c'est tout.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Angola, Bostwana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

(2) Au début de l'année, le Swaziland a livré à la Tanzanie, *via* le Mozambique, un de ses ressortissants, un instituteur, soupçonné d'avoir été mêlé au complot contre M. Nyerere.

ASIE

Cambodge

L'armée vietnamienne a détruit deux bases de la résistance et menace le quartier général des partisans du prince Sihanouk

Plus de soixante-dix mille civils cambodgiens ont fui vers la Thaïlande au cours du week-end pour échapper aux attaques vietnamiennes contre les bases de la résistance. Les troupes de Hanoï ont, en effet, lancé depuis le samedi 14 avril une vaste offensive contre les trois composantes de la résistance regroupées dans le gouvernement de coalition dirigé par le prince Sihanouk.

Samedi, elles avaient occupé le camp khmer rouge de Charat, proche de la province de Surin. Pour cela, selon l'armée thaïlandaise, des militaires et des chars vietnamiens sont passés en territoire thaïlandais pour prendre en tenailles leurs adversaires et se sont heurtés à des unités de Bangkok. Un avion de reconnaissance thaïlandais a été abattu samedi par la DCA vietnamienne alors qu'il survolait la zone des combats ; il serait tombé en territoire thaïlandais, mais ni les passagers ni l'épave n'ont encore été retrouvés.

Le quartier général des forces sihanoukistes, à Tatum, n'a pas encore été attaqué, mais les civils qui y sont installés se sont réfugiés en Thaïlande en raison de l'approche de soldats vietnamiens. En revanche, le quartier général du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), de M. Son Sann, premier ministre de la coalition, à Bansangae, est en flammes après avoir été détruit par les Vietnamiens dimanche. Avec ses quarante mille habitants, il était le camp le plus important de la résistance. Deux mille soldats vietnamiens, soutenus par des blindés et de l'artillerie lourde, ont participé aux combats. Pour prévenir leur extension, les Thaïlandais ont acheminé des chars de l'autre côté de la frontière. Les affrontements ont fait une cinquantaine de morts parmi la population civile, ainsi que de nombreux blessés – certains par gaz de combat, – et des obus vietnamiens sont tombés en territoire thaïlandais.

A Hanoï, le ministre vietnamien des affaires étrangères a déclaré, samedi, que toutes les factions de la résistance khmère étaient visées par les *« opérations de nettoyage »* entreprises par l'armée vietnamienne depuis le 24 mars. M. Nguyen Co Thach, rentré récemment d'une tournée en Asie du Sud-Est et en Australie, a affirmé que la volonté du Vietnam d'établir un dialogue avec ses voisins ne risquait pas de pâtir de ces opérations *« à caractère limité »*. Eliminer les Khmers rouges sur le territoire même du Cambodge *« est facile*, a-t-il dit ; *ce qui complique les choses, ce sont les sanctuaires sur le territoire de la Thaïlande, dont nous ne voulons pas violer la souveraineté »*. Enfin, M. Thach a estimé que la récente *« riposte »* chinoise le long de la frontière sino-vietnamienne était *« plus forte qu'en avril 1983 »*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Inde

Trente-sept gares du Pendjab ont été attaquées par des extrémistes sikhs

De notre correspondant

Delhi. – Trente-sept gares disséminées dans le Pendjab ont été incendiées et certaines mises à sac dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 avril par des extrémistes sikhs. Revendiquée par le mystérieux « Dashmesh Regiment », organisation responsable de plusieurs assassinats, cette nouvelle vague d'attentat, et surtout leur parfaite synchronisation ont fait l'objet dimanche d'une réunion d'urgence du comité restreint gouvernemental sur le Pendjab.

Le ministre de l'intérieur, M. Sethi, celui des affaires étrangères, M. Rao, ainsi que le fils de Mme Gandhi, M. Rajiv Gandhi, secrétaire général du parti de la majorité, étaient présents. L'envoi de renforts aux forces de l'ordre stationnées dans l'Etat des sikhs a notamment été décidé.

Dans un communiqué à la presse, le « Dashmesh Regiment » a indiqué que les opérations de samedi soir n'étaient qu'un avertissement destiné à démontrer le haut degré d'organisation du groupe. Apparemment aux ordres du chef des extrémistes retranché dans le Temple d'or, le Sant Bhindranwale, le « Regiment » menace d'amplifier son action si la mesure d'interdiction prise le mois dernier contre la fédération des étudiants sikhs (radicale) n'est pas levée.

Quatre personnes ont d'autre part été tuées et cinq blessées au cours des deux derniers jours. Parmi les victimes figure, pour la première fois, l'un des lieutenants les plus proches du Sant Bhindranwale. Agé d'une trentaine d'années, Surender Singh Sodhi a été abattu samedi dans un café d'Amritsar, la ville sainte, à quelques mètres du Temple d'or où il avait ses quartiers. Il était recherché par les services de police pour meurtre et attaque de banque. Accompagné d'une jeune femme, son meurtrier avait les apparences d'un sikh.

Le bras droit de celui qu'on appelle *« l'ayatollah »* des sikhs, M. Rachpal Singh, a accusé les modérés de l'Akali Dal d'être à l'origine de ce meurtre. Selon lui, les partisans du Sant Longowal, dirigeant en titre de l'Akali, auraient même décidé l'assassinat du Sant Bhindranwale lui-même. La *« guerre des Sants »*, comme on dit désormais à Delhi, semble en tout cas passée du stade de la rhétorique à celui des armes.

Il est vrai que les extrémistes en sont maintenant à assassiner non seulement ceux qui sont opposés à leur cause, mais aussi, parmi les sikhs, ceux qui ne sont pas totalement avec eux. Certains *« hérétiques »* sans opinion déclarée ont été récemment abattus *« pour l'exemple »*, simplement parce qu'ils avaient renoncé au port du turban et de la barbe réglementaires.

On espère secrètement à Delhi que les excès des extrémistes contribueront à isoler ces derniers de l'opinion sikh en général. Mais rien n'est moins sûr. S'il est vrai que nombre de sikhs pratiquants ont renoncé depuis longtemps aux attributs extérieurs de leur foi, ceux qui sont demeurés fidèles au turban restent largement majoritaires.

PATRICE CLAUDE.

EUROPE

Espagne

Trois officiers accusés d'une tentative de putsch en 1982 ont été condamnés à douze ans de prison

De notre correspondant

Madrid. – C'est un verdict sévère qu'a rendu le tribunal militaire chargé de juger les quatre officiers accusés de préparer un coup d'Etat pour le 27 octobre 1982, un jour avant les élections législatives gagnées par les socialistes. Les colonels Luis Munoz et Jesus Crespo, ainsi que le lieutenant-colonel José Enrique Crespo, ont été condamnés à douze ans de prison et expulsés de l'armée. Le quatrième accusé, le lieutenant-colonel Juan Fernandez, a été acquitté. La sentence a été rendue publique le dimanche 15 avril, moins de vingt-quatre heures après la fin du conseil de guerre. Les avocats des trois officiers condamnés ont annoncé qu'ils allaient faire appel devant le Conseil suprême de justice militaire.

A moins de déclarer les accusés innocents, le tribunal ne pouvait, prononcer un verdict moins rigoureux, puisque les détenus étaient poursuivis pour *« complot en vue de rébellion »* et que le code de justice militaire prévoit pour ce délit une peine comprise entre douze et vingt ans de prison. Le tribunal a considéré, néanmoins, que l'application stricte de la loi conduisait dans ce cas à une peine *« excessive »*, et il a demandé au gouvernement, comme la législation l'y autorise, de la réduire à quatre ans.

La sentence a été accueillie avec surprise dans certains milieux militaires qui la trouve *« disproportionnée »*, étant donnée la *« fragilité »* de certaines preuves. Le conseil de guerre, il est vrai, n'a pas fait toute la lumière sur cette affaire. Des officiers qui élaborent avec un grand luxe de détails un plan d'occupation de la capitale ont-ils pour autant l'intention de l'exécuter ? C'est autour de cette question, apparemment simple, qu'ont tourné les débats sans apporter de réponse vraiment claire.

Le procureur, le colonel Fernando Bartolome, a souligné la cohérence des documents saisis au domicile du colonel Munoz et attribués aux trois officiers condamnés. De larges extraits en ont été lus. Ils peignent sous le jour le plus sombre, dans la langue habituelle des « ultras », le *« chaos »* régnant en Espagne depuis l'installation du *« régime des partis »*. Une réforme de la Constitution étant impossible aux yeux des auteurs, la seule manière de *« sauver la patrie »* et d'*« assurer le bien-être de la population »* est une intervention des forces armées.

Un plan détaillé

Les documents donnent un plan détaillé, heure par heure, des actions à mener le 27 octobre 1982 pour prendre le contrôle de Madrid. Ils indiquent les *« sympathisants »* possibles dans les garnisons et les noms des officiers à neutraliser. Ils font état de réactions prévisibles en Espagne et à l'étranger.

Pour la défense, ces textes ne constituaient en fait qu'un *« exercice d'entraînement »*. Les accusés, ayant travaillé dans les services secrets, n'étaient-ils pas tenus de se préparer à une éventuelle tentative de la subsersion visant à occuper Madrid ?

En outre, quatre-vingts officiers cités comme témoins à décharge ont défilé à la barre pour déclarer à l'unisson que les accusés ne leur avaient jamais fait part d'intentions subversives. *« On juge une fiction, un montage »*, a conclu la défense, qui parle de *« manipulation »* des services secrets afin d'écarter des officiers jugés peu fidèles au régime. Mais le tribunal n'a pas été convaincu.

Le procès a eu lieu dans un climat de sérénité au sein des forces armées. On est loin de la tension qui régnait, il y a deux ans, lors de l'interminable conseil de guerre contre les auteurs du putsch manqué du 23 février 1981. Malgré leurs craintes initiales, la majorité des militaires – à l'exception des «ultras» de toujours – reconnaissent la légitimité du gouvernement socialiste. Grâce à la majorité qu'il a obtenue au Parlement et dans le pays, celui-ci a donné une certaine stabilité à l'administration centrale. Le ministre de la défense, M. Narcis Serra, a entrepris des réformes dans l'armée – la prochaine concernera l'enseignement militaire, – mais il le fait avec prudence. Même si la dureté de la sentence qui vient d'être rendue indispose certains officiers, la psychose du coup d'Etat militaire ne devrait pas renaître pour autant en Espagne.

THIERRY MALINIAK.

Pologne

La mort de Jakub Berman

Une grande figure du stalinisme

Jakub Berman, ancien membre du bureau politique, responsable dans les années 50 de la police politique, et grande figure du stalinisme en Pologne, est mort le 10 avril à Varsovie, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. La presse a complètement passé sous silence l'événement, marqué seulement par la publication d'un avis de décès, signé de sa seule famille, dans un quotidien de Varsovie, *Zycie Warszawy*.

Considéré comme l'éminence grise du régime, dans l'ombre du premier secrétaire du Parti, Bierut, Jakub Berman était devenu le symbole d'une époque : celle du renforcement – par des méthodes essentiellement policières et sous le contrôle étroit de « conseillers » soviétiques, – du pouvoir populaire dans la Pologne de l'après-guerre.

Né à Varsovie en 1901, ancien journaliste, membre du petit Parti communiste polonais d'avant-guerre, il était passé en URSS en 1939 avant de revenir en Pologne en 1945 et d'accéder rapidement à des postes de haute responsabilité, alors que les communistes dits « de l'intérieur » commençaient à connaître de graves ennuis. En raison de cet itinéraire politique, et aussi de ses origines israélites, il est l'un de ceux qui ont donné prétexte à l'émergence de la campagne « antisioniste » et « nationaliste » organisée par le pouvoir en 1968.

Il a, en particulier, souvent été tenu pour responsable de l'arrestation de Wladyslaw Gomulka et d'autres dirigeants considérés alors comme « déviationnistes » : il s'en est défendu ensuite en rejetant la responsabilité sur les Soviétiques et, en particulier, sur Beria.

Berman joua aussi un rôle de premier plan dans la vague d'arrestations, et parfois d'exécutions, d'anciens dirigeants de la Résistance polonaise pendant la guerre. Démis de ses fonctions au bureau politique au printemps 1956, il fut ensuite appelé à rendre des comptes. Durement attaqué au cours du plénum d'octobre 1956, il se vit rappeler publiquement certaines des formules qu'il affectionnait du temps de sa puissance : « Battre idéologiquement et écraser », *ou bien, à propos de ses adversaires politiques :* « Il n'a pas suffisamment cuit dans l'idéologie prolétarienne. »

Selon l'un de ses accusateurs, il était « responsable en premier lieu de toutes les abjections commises à la Sécurité ».

Jakub Berman ne fut cependant frappé que d'une sanction très légère : expulsion du Parti pour une durée de trois ans, en 1957.

URSS

LE CHEF DU KGB LOCAL PREND LA DIRECTION DU PARTI EN LETTONIE

Le premier secrétaire du parti communiste de Lettonie, M. August Voss, a été libéré de ses fonctions, samedi 14 avril, en raison de sa récente élection à la présidence du soviet des nationalités, l'une des deux chambres du Soviet suprême, annonce l'agence Tass. Son remplaçant est le général Boris Pougo, qui était jusqu'ici président du comité de la sécurité d'Etat (KGB) de cette république.

Le choix d'un ancien policier pour prendre la direction d'une république n'est pas tout à fait nouveau puisqu'en 1969 déjà M. Aliev, membre actuel du Politburo, à Moscou, et premier vice-président du gouvernement de l'URSS, avait quitté la direction du KGB d'Azerbaïdjan pour devenir premier secrétaire du Parti dans cette république. C'est néanmoins la première fois que le cas se produit sous le règne de M. Tchernenko.

Le remplacement de M. Voss pose aussi la question du maintien dans ses fonctions de M. Tolkounov, actuel rédacteur en chef des *Izvestia*, qui vient d'être porté à la présidence du Soviet de l'Union. M. Tolkounov avait été ramené à la direction des *Izvestia* en 1983 par Andropov, après avoir déjà dirigé ce quotidien de 1965 à 1976.

[Le général Boris Pougo, Letton d'origine, est âgé de quarante-six ans. Après avoir dirigé l'organisation des jeunesses communistes (Komsomol) de Lettonie, il avait été transféré à Moscou au début des années 70 pour devenir l'un des secrétaires fédéraux du Komsomol. De retour en Lettonie, il avait été premier secrétaire du Parti pour la ville de Riga, capitale de la République, avant de rentrer, en 1976, dans le KGB de la république, dont il était devenu président en novembre 1980.]

RFA

ECHAUFFOURÉES AUTOUR DE L'AÉROPORT DE FRANCFORT

Le dernier épisode d'une bataille perdue pour les écologistes

Francfort *(AFP)*. – Vingt-six policiers et dix manifestants ont été blessés, samedi 14 avril, au cours de heurts à l'issue d'une manifestation contre l'ouverture de la nouvelle piste de l'aéroport de Francfort. Cinquante-deux personnes ont été appréhendées.

Les échauffourées ont été provoquées par une centaine de jeunes gens qui, à la fin d'un rassemblement pacifique de cinq mille personnes, ont tenté d'enfoncer à l'aide d'un énorme tronc d'arbre l'une des portes d'accès à la piste, protégée par un mur de béton de 4 kilomètres.

L'inauguration de cette nouvelle piste, dont la construction a nécessité le déboisement de plus de 250 hectares de forêt, met un terme à l'une des plus longues batailles des écologistes ouest-allemands. La première initiative contre le projet remonte à 1964, quand le pasteur Kurt Oeser envoyait des lettres de protestation aux autorités locales. En mai 1980, les écologistes construisaient un village de huttes dans la forêt promise au sacrifice. Le 10 octobre de la même année, la police détruisait ce village « sauvage » et entourait le chantier de barbelés. En 1981, une pétition contre l'agrandissement de l'aéroport recueillait deux cent vingt mille signatures, tandis que les manifestations se multipliaient et se faisaient de plus en plus violentes aux abords du chantier.

La manifestation de samedi vient rappeler que les écologistes ont perdu leur grande bataille, au moment pourtant où les Verts confirment leur présence dans les parlements régionaux et où les thèmes relatifs à la protection de l'environnement rencontrent un large écho dans la population.

DIPLOMATIE

Plusieurs manifestations contre les armes nucléaires ont eu lieu en Europe et en Australie

Des manifestations pacifistes ont eu lieu les samedi 14 et dimanche 15 avril dans plusieurs pays. En Grande-Bretagne, cent dix mille personnes, selon les organisateurs, se sont rassemblées dimanche devant diverses installations militaires américaines. Ces journées d'action donnaient le coup d'envoi d'une campagne organisée par le CND (Campaign for nuclear disarmament) qui doit se poursuivre jusqu'au lendemain des fêtes de Pâques. Les rassemblements les plus importants ont eu lieu devant la base de Burtonwood, dans le nord-est de l'Angleterre et dans la vallée de la Tamise, près des bases de Upper Beyford, Welford et Greenham Common. Une messe des Rameaux, à laquelle participait Mgr Bruce Kent, prêtre catholique, secrétaire général du CND, a été célébrée devant cette dernière base. Le seul incident s'est produit à la base aérienne de Spadeaman, dans le Northumberland, où une soixantaine de manifestants, qui avaient escaladé la clôture et pique-niqué au sommet d'un bunker, ont été appréhendés par la police.

Au Danemark, environ quarante mille personnes, composant une ligne de 4 kilomètres de long, en forme de branche de rameau, ont défilé pour la paix à Copenhague dimanche, tandis que treize autres manifestations se déroulaient dans d'autres villes du pays.

En Grèce, le Comité pour la détente internationale et la paix (EEDYE), proche du parti communiste dit « de l'extérieur » (c'est-à-dire prosoviétique) a organisé une marche de Marathon (au nord-est d'Athènes) au centre de la capitale, pour marquer le trente-cinquième anniversaire de la création du Conseil mondial pour la paix.

En Australie, plusieurs manifestations contre les armes nucléaires ont rassemblé, dimanche, environ deux cent mille personnes. Elles étaient organisées par une large coalition de mouvements de gauche, de personnalités politiques et religieuses, d'organisations féminines et de jeunesse. Le principal rassemblement a eu lieu à Sydney, où, selon la police, cent mille personnes étaient dans la rue.

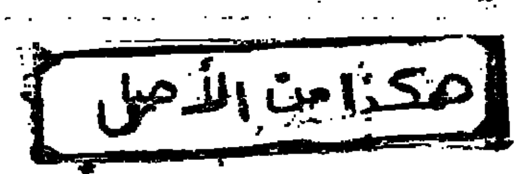
Enfin, en Tchécoslovaquie, une manifestation officielle réunissant quarante mille personnes a eu lieu à Znojmo, près de la frontière autrichienne pour protester contre le déploiement de missiles américains en Europe de l'Ouest.

D'autre part, dans une lettre adressée aux pacifistes ouest-allemands, M. Tikhonov, le chef du gouvernement soviétique, a affirmé que le Kremlin « répondra » au déploiement des missiles de l'OTAN. Il rend hommage à *« l'importante force morale et politique »* qui s'est exprimée dans l'appel de Krefeld, une pétition contre les euromissiles qui, selon ses organisateurs de tendance communiste, a rassemblé 4,7 millions de signatures en RFA depuis 1980.

● *Nouvelle mission des nations unies a Chypre.* – M. Hugo Gobbi, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour Chypre, est arrivé, dimanche soir 15 avril, à Nicosie, chargé par M. Perez de Cuellar d'une *« mission d'urgence »*. Celle-ci, dont la nature n'a pas été précisée, serait liée à la récente annonce par M. Rauf Denktash, chef de la communauté turque de l'île, d'un référendum « constitutionnel » et d'élections destinés à parachever la déclaration unilatérale d'indépendance du nord de Chypre. M. Gobbi pourrait notamment être chargé de demander à M. Denktash le report de ces mesures, pour permettre à l'ONU de poursuivre sa médiation. – *(AFP.)*

● *Message de M. Gromyko à M. Perez de Cuellar.* – Dans une lettre au secrétaire général des Nations unies, publiée samedi 14 avril par l'agence *Tass*, le ministre des affaires étrangères soviétique demande l'organisation de négociations multilatérales destinées à *« arrêter la course aux armements »* sur mer, en concertation avec *« toutes les grandes puissances militaires et les autres Etats intéressés »*. Ces pourparlers, estime M. Gromyko, pourraient avoir lieu dans le cadre de la conférence de Genève sur le désarmement. – *(AFP.)*





Le Monde

politique

L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE LE POUVOIR ET LE PARTI COMMUNISTE

M. Mauroy : non à la médiocrité dans l'union

M. Pierre Mauroy, qui était, dimanche 15 avril, l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 », a notamment déclaré, à propos de la présence de M. Georges Marchais à la manifestation des sidérurgistes du 3 avril à Paris et de l'attitude du PC en général : *« A vrai dire, s'il s'agissait simplement de ce geste* [la participation de M. Marchais à la manifestation] *je n'aurais pas grand-chose à dire (...)*

» Mais la question n'est pas seulement d'apprécier ce geste, elle est d'apprécier globalement la politique et les attitudes du Parti communiste (...) Si on regarde de près, jour après jour, l'attitude du Parti communiste, on s'aperçoit que, sur le plan strictement officiel, la volonté de respecter la loi de la solidarité gouvernementale est effective au niveau des ministres, mais que par des articles, des déclarations, des prises de position, le Parti communiste prend goût à se distinguer du gouvernement, portant ainsi atteinte à la cohérence de la majorité. Où en sont exactement les communistes ? Telle est la question à laquelle il faut répondre. Une clarification doit avoir lieu, et elle aura lieu. Quand ? Comment ? En démocratie, il existe plusieurs moyens, plusieurs méthodes pour parvenir à cette clarification. Vous imaginez facilement que je suis trop scrupuleux à l'égard de la Constitution, trop respectueux des responsabilités du président de la République, trop solidaire également d'un gouvernement pour que je puisse, ici, préciser exactement ce que nous ferons.

» Ce que je puis dire, c'est que la discussion entre le président de la République et moi-même est commencée sur ce sujet ; elle se poursuivra dans les prochains jours, la semaine prochaine, mais une chose est certaine : la clarification aura lieu, elle est indispensable. Pour ma part, j'attache beaucoup d'importance à l'union de la gauche et je considère à ce point positive la présence des communistes au gouvernement que je supporte mal une forme de médiocrité dans l'union. L'union de la gauche existe, elle exerce des responsabilités gouvernementales, elle doit se comporter comme telle. Nous gagnerons — je parle de la gauche, — et chacune des composantes de la gauche ne l'emportera que dans la solidarité et dans la clarté, certainement pas par la subtilité. »

Le premier ministre envisage-t-il de « poser la question de confiance », c'est-à-dire d'engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale? *« C'est une excellente question et c'est certainement un des moyens »*, a répondu le premier ministre. *« Je ne dis pas que ce moyen sera retenu, mais je peux dire, parce que j'ai déjà répondu à une question d'actualité à l'Assemblée nationale sur ce point — c'est la droite qui posait la question à propos du plan acier — qu'il n'est pas question immédiatement d'avoir une discussion sur la politique industrielle gouvernementale et plus généralement sur l'ensemble de la politique gouvernementale. Mais, si l'opposition le souhaitait, si la majorité le souhaitait et si nous le décidions, un grand débat pourrait avoir lieu sur ce sujet à l'Assemblée nationale. »*

Et si, alors, les communistes s'abstenaient d'exprimer leur confiance dans le gouvernement? *« Cette question, nous l'apprécierons*, dit M. Mauroy. *Cela fait partie de notre réflexion, naturellement. »*

Le chef du gouvernement a ajouté : *« Il ne s'agit pas de renégocier la présence des communistes au gouvernement, il ne s'agit pas du tout de revoir leur représentation. Ce n'est pas le sujet. Les communistes sont au gouvernement, nous souhaitons qu'ils lui apportent la contribution qu'ils ont apportée pendant près de trois ans. C'est depuis quelques mois que, manifestement, il y a une incohérence entre la présence au gouvernement, les propos qui sont tenus et les attitudes prises (...) Je souhaite que les communistes restent au gouvernement, que l'union de la gauche soit belle, qu'elle soit faite de confiance, de loyauté, de solidarité. Georges Marchais a eu l'occasion de dire, je crois, avant-hier, que s'il intervenait ainsi c'était pour remettre le gouvernement dans le bon chemin. Mais le gouvernement n'a pas à être remis dans le bon chemin, il le suit. L'union de la gauche n'a pas besoin de tuteur (...). »*

Interrogé sur l'éventualité d'un élargissement de la majorité « vers le centre », M. Mauroy a indiqué : *« Il ne m'appartient pas de répondre* [à cette question]. *Cela revient au président de la République et, dans cette hypothèse, il lui appartiendrait de dire si celui qui a conduit le gouvernement de l'union de la gauche pendant trois ans est le plus apte pour conduire un autre gouvernement auquel ne participeraient plus les communistes. »* Dans une telle hypothèse M. Mauroy serait-il « prêt » à diriger un tel gouvernement? *« Ce n'est pas exactement ce que j'ai dit »*, a-t-il répondu.

Invité à préciser sa pensée, le premier ministre a également déclaré :

« Pourquoi les communistes ont-ils changé ? Pourquoi prendre maintenant une attitude frileuse? Finalement, on est d'accord avec le gouvernement parce qu'on y a des ministres, on est globalement d'accord avec lui, et, lorsqu'il y a des décisions difficiles à prendre, on exprime des réserves. Lorsque doivent être prises des mesures aussi difficiles que celles concernant le plan acier, touchant la Lorraine et les travailleurs sidérurgistes, là on se démarque. Il ne faut surtout pas donner cette impression aux travailleurs de France, qu'ils soient de Lorraine ou d'ailleurs, que le gouvernement prendrait de mauvaises décisions.

» Il y a manifestement un malentendu, pour le moins (...). Je dirai, comme chef du gouvernement, que la collaboration des ministres communistes a été positive. Ils ont fait du bon travail : ils se sont distingués par leur bon travail, et, s'il n'y avait que ce critère-là, il n'y aurait pas de problème. Autrement dit (...), je regrette d'autant plus la situation actuelle que je m'étais habitué à cette façon de concevoir l'union de la gauche et à cet appui constant qu'ils apportaient au gouvernement (...). »

Au nom de l'alliance

Puisque M. Georges Marchais persiste à se comporter comme un vulgaire *« chasseur de primes politiques »*, comme dit le maire du Pré-Saint-Gervais, M. Marcel Debarge, et puisque M. François Mitterrand, en sa qualité de juge suprême, estime qu'il faut, cette fois, mettre le holà au comportement ambigu du secrétaire général du PCF *et* de sa « bande », il appartient naturellement au premier ministre de tenir son rôle de chef de la majorité parlementaire. M. Pierre Mauroy se déclare donc prêt à faire son devoir. Au nom de la loi majoritaire, mais surtout au nom de l'union de la gauche.

C'est un rôle qui sied à merveille au maire de Lille. N'apparaît-il pas, depuis trois ans, comme le plus fidèle maillon de l'alliance entre les socialistes et les communistes ? N'est-il pas ainsi le mieux placé pour parler franchement au PCF? Chaque fois que l'occasion lui en a été donnée, M. Mauroy a toujours tenu à souligner, autant par conviction que par opportunité, que la contribution des communistes au gouvernement s'était révélée très souvent positive depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Pendant l'été 1983, quand M. Jacques Chirac avait reproché à M. Marchais de soutenir, à propos de la défense de la France, la *« thèse d'une puissance étrangère »* et estimé le départ des communistes du gouvernement *« plus nécessaire que jamais »*, le premier ministre avait aussitôt réagi pour souligner qu'il n'y avait *« aucune fausse note »* entre le PCF et le pouvoir exécutif et pour rappeler que *« la présence des ministres communistes au gouvernement a été voulue, décidée par le pays, par les Français, par leur vote »*.

Invité du « Grand Jury-RTL-*le Monde* », le 3 juillet 1983, le premier ministre réaffirmait que les ministres communistes étaient d'*« excellents ministres, qui sont solidaires de la politique gouvernementale »*. Il ajoutait même, ce jour-là, que, à ses yeux, à terme, *« il n'y a pas de fatalité de la rupture avec le Parti communiste »*. Pour leur part, les ministres communistes ont toujours su gré à M. Mauroy de son attitude à leur endroit.

La qualité de ces relations privilégiées ne donne que plus de poids à la détermination affichée aujourd'hui par le chef du gouvernement. D'autant que M. Mauroy avait multiplié les mises en garde au cours des semaines écoulées. Il y a dix mois, déjà, le premier ministre avait menacé de poser la *« question de confiance »* devant l'Assemblée nationale si *« un doute »* se créait sur *« l'existence de la majorité »*. A l'époque, l'avertissement s'adressait autant au secrétaire général du PCF, qui avait vivement critiqué les conclusions du sommet de Williamsburg, qu'au président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe, qui avait joint ses réserves à celles de M. Jean-Pierre Chevènement sur la politique économique du gouvernement.

Depuis le début de 1984, les rappels à l'ordre de M. Mauroy visaient exclusivement le PCF. *« La plus grave erreur qui puisse être commise au nom de la gauche serait de ne pas prendre en compte les mutations actuelles*, déclarait-il le 23 janvier dans un entretien paru dans *Libération*. *Ce n'est pas ainsi qu'on servira la classe ouvrière. » « Que veut faire le PC dans la partie capitale qui se joue ?* demandait-il, le 2 février, dans les colonnes des *Nouvelles*. *Après avoir joué en 1936 au soutien sans participation, les communistes tendent-ils aujourd'hui vers la participation sans soutien ? La question est parfois posée. Il faut que les communistes réfléchissent. Ils ne peuvent continuer d'amplifier leur discours actuel. Mais je ne veux pas dramatiser... »* Dans ce même entretien, le maire de Lille, pathétique, invitait les communistes à ne pas faire de bêtises : *« Réfléchissez, camarades... »*

Enfin, le 13 mars, M. Mauroy soulignait, dans le *Journal du dimanche*, que, en tant que *« cocher »* de l'*« attelage majoritaire »*, il lui revenait de conduire celui-ci *« le plus loin possible »*, mais qu'il y avait, dans l'escalade communiste, *« un seuil à ne pas dépasser »*.

Ce seuil est désormais atteint. Le « cocher » tire sur les rênes. Il convient de « vérifier » si le PC veut continuer de participer à l'« attelage » en suivant le chemin fixé par le chef de l'Etat. Pour M. Mauroy, de toute évidence, le test de la « question de confiance » devrait être suffisant. Si le président de la République opte pour une épreuve encore plus difficile, le premier ministre ne s'en désolidarisera pas. Mais M. Mauroy ne tient pas à « débarquer » le PC en force, encore moins à « flinguer » M. Marchais. Parce que sa propre vérité est que la gauche ne réussira que si elle demeure unie. M. Mauroy tient à faire savoir qu'il ne faudrait pas compter sur lui pour conduire un gouvernement qui scellerait la rupture avec le PC. C'est un argument fort en cet instant crucial.

ALAIN ROLLAT.

POLITIQUE

Le pouvoir et le Parti communiste

(Suite de la première page.)

Au « peuple de gauche », il s'agit d'apporter la preuve que, une fois encore, c'est le PCF qui menace de casser la baraque. L'important est ici de créer une distorsion telle entre l'électorat de gauche, qui aspire à l'union et à la participation, et le PC lui-même que ce dernier soit contraint de se plier aux disciplines majoritaires.

Celles-ci, aux yeux du président et de son premier ministre, ne sont plus respectées : la critique communiste a atteint un degré tel qu'il faut trancher. Il serait sans doute dommageable à toute la gauche que le PC quitte le gouvernement. Il serait encore plus dommageable pour elle que le PC reste dans l'ambiguïté, l'incohérence actuelles.

La partie n'est pas jouée d'avance, tant est forte l'idée que la gauche a changé de politique. En cela, la situation est différente de celle des années 1977-1981, quand M. Mitterrand concurrençait le PC sur son propre terrain, quand les communistes — et d'autres, tel M. Chevènement — avaient devant eux un grand espace, celui d'une critique de gauche, au nom des grands principes, sur un thème simple et mobilisateur : la trahison. D'où la double démarche du pouvoir : sommer le PC d'être totalement solidaire, et suggérer ainsi qu'il est déloyal ; réaffirmer que la gauche au pouvoir est fidèle à elle-même.

C'est ainsi que M. Jospin a ressorti dimanche, devant les jeunes socialistes, la thèse de la « parenthèse » : au fond, loin d'être l'amorce d'une mutation plus profonde, la rigueur ne serait qu'un mauvais moment à passer, après quoi, il suffirait de *« reprendre la marche en avant »*. De même, MM. Mitterrand et Mauroy expliquent-ils qu'ils se sont « adaptés », mais qu'ils n'ont pas changé de politique.

A ce stade, deux questions se posent : que peut-il se passer ? Comment les communistes peuvent-ils réagir ?

Plusieurs scénarios sont possibles. Le premier est celui d'un nouveau sommet PC-PS. La « clarification », en somme, succéderait à la « vérification » du 1er décembre 1983, qui n'a servi à rien. Le résultat — en termes d'opinion — risque de s'inscrire au passif de l'une et de l'autre composantes de la majorité. D'autant qu'il est désormais impossible de faire comme si le débat devait être cantonné aux partis, alors qu'il concerne non les relations PC-PS, mais l'attitude des communistes à l'égard du président lui-même.

La seconde hypothèse, plus crédible, est celle d'un engagement de responsabilité du gouvernement, sur une déclaration de politique générale. C'est la solution moyenne qui a pour avantage de rendre solennelle l'approbation, par les élus communistes, d'une politique qu'ils dénoncent lorsque, cessant d'être élus, ils redeviennent militants. C'est alors le PC, et lui seul, qui porte la charge de l'incohérence d'une telle attitude. C.Q.F.D.

A moins que le PC ne s'abstienne, ou ne vote contre : il prend alors lui-même l'initiative de son départ. C'est ce qu'il veut éviter, pour ne pas porter la responsabilité de la rupture aux yeux des électeurs de gauche.

Cette rupture est le troisième scénario qu'il faut envisager. Celle-ci, en tout état de cause, ne pourrait intervenir qu'au terme d'un processus où chacun s'efforcera de montrer que c'est l'autre qui est coupable. Mais on peut imaginer que, voulant contraindre les communistes à redéfinir les conditions de leur participation — des conditions, cette fois, *a minima*, — le président choisisse de changer de gouvernement. Ce serait alors en fonction du programme de ce nouveau gouvernement que le PC devrait se déterminer.

L'avantage de cette solution serait de montrer, on ne peut plus clairement, à l'opinion que l'on est prêt à se passer des communistes. Accessoirement, on éviterait ainsi au nouveau gouvernement le fardeau, à venir, du résultat des élections européennes. Mais un tel cas de figure présente un inconvénient majeur qui est de se priver, vis-à-vis de l'électorat de gauche, du poids et de l'image de garant de l'union, que l'actuel premier ministre a su se forger *(lire page 7 l'article d'Alain Rollat)*. Qui, mieux que M. Mauroy, peut en effet dénoncer, de façon crédible, les manquements à cette union ?

Il y a là une difficulté supplémentaire pour un parti — le PC — qui observe sur le sujet une discrétion quasi absolue. Mais, avant même de savoir comment les communistes peuvent réagir, il faut observer que le président et le premier ministre font ainsi monter la pression, parce qu'ils sont convaincus que le PC est obligé de céder et qu'il cédera. Les communistes seraient alors pris au piège de leur propre stratégie — celle de la « tension », — celle-ci se retournant contre eux.

Mais les communistes ont-ils une stratégie ? Certes, ils souhaitent se refaire une santé sur le dos du PS, avec un discours simple : à nous, les « acquis » de la gauche ; aux socialistes, les mauvais coups contre les « travailleurs ». Le geste de M. Marchais montre que c'est bien le mécontentement que suscite le gouvernement qu'il s'agit de récupérer. Mais son comportement relève plus d'une politique de coups que d'une stratégie de longue haleine. Qu'a fait, ou tenté de faire, le PC, depuis 1980, sinon des coups ? Le bulldozer de Vitry pendant une campagne présidentielle, qui devait lui permettre de récupérer le « lumpen » prolétariat ; le départ de M. Valbon des Charbonnages de France ; le départ, un moment envisagé, de M. Fiterman, et maintenant la présence de M. Marchais dans le cortège des sidérurgistes. Pour quel résultat ?

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'en agissant de la sorte le PC a pris un risque. En réagissant comme il le fait, le pouvoir exécutif montre qu'il est prêt à prendre un risque supérieur.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Nouvelles réactions à la présence de M. Marchais à la marche des sidérurgistes

La participation de M. Georges Marchais à la marche des sidérurgistes lorrains du 13 avril continue à susciter de nombreux commentaires. *L'Humanité-Dimanche* estime que cette présence était *« normale »*. *« Presse et radios avaient unanimement prédit son absence, ils y avaient mis tant d'insistance qu'on aurait pu y déceler comme le rêve que les communistes s'éloignent des travailleurs. Raté »*, écrit la rédactrice en chef adjointe de l'hebdomadaire du PCF, Françoise Colpin, qui ajoute : *« Les communistes ne marchent pas à cloche-pied. Un pied ici, l'autre ailleurs. Ils ont les pieds par terre. »*

M. Jean Bornard, président de la CFTC, considère qu'il *« ne faudrait quand même pas que la participation très partielle de Georges Marchais »* à la manifestation *« devienne l'événement principal d'une journée qui a d'abord gardé un caractère syndical »*. Au congrès de l'union départementale CFTC de Loire-Atlantique, à Nantes, M. Bornard a poursuivi : *« Comme la présence de François Mitterrand en 1979 aux manifestations de Lorraine, elle montre la tendance des politiciens à rechercher les sympathies du monde syndical. Elle révèle aussi sans doute un problème entre communistes et socialistes, mais qu'ils s'arrangent, c'est leur affaire. »*

La fédération de la métallurgie CFTC *« s'indigne »* cependant de la présence de M. Marchais, qui *« tente de récupérer à son profit l'action unitaire des Lorrains, alors même qu'il participe à la casse de la sidérurgie lorraine en approuvant inconditionnellement les décisions du gouvernement »*. Mais, ajoute-t-elle, *« le secrétaire général de FO n'a de leçon à donner à personne, alors qu'il n'a pas daigné soutenir personnellement par sa présence l'action des Lorrains en lutte pour la défense de leur emploi »*.

DEVANT LA « CONFÉRENCE

M. Jospin : infléchir notre politique, oui,

La deuxième Conférence nationale jeunesse du PS et du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), réunie les 14 et 15 avril à Paris (*le Monde* du 14 avril), a été l'occasion, pour les jeunes socialistes, d'exprimer leurs préoccupations à travers un discours politique, qui — au-delà de la vivacité propre aux tranches d'âge représentées — n'a pas semblé, tel qu'il est apparu lors du compte rendu des travaux des commissions, marquer, sur le fond, une réelle spécificité des jeunes du PS et du MJS par rapport à leurs aînés.

Dans son discours de clôture, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a invité le MJS à doubler ou tripler le nombre de ses adhérents, afin de devenir une *« petite organisation de masse »*, tandis que M. Alain Barrau, membre adjoint du secrétariat national du PS chargé de la jeunesse, se félicitait de voir quatre-vingt-deux fédérations du PS représentées à cette manifestation.

Ces deux journées ont, aussi, fourni l'occasion à MM. Jospin et Barrau, comme à M. Robert Badinter, ministre de la justice, de rappeler leur volonté de reconquête de l'opinion, en commençant par la reconquête de ce qu'ils estiment être leur valeurs propres. Ainsi, M. Badinter a-t-il souligné combien la

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, clôturant, dimanche 15 avril, les travaux de la conférence, a d'abord contesté l'analyse de M. Valéry Giscard d'Estaing à propos de la « fin de la crise » : *« Si la crise est finie*, a-t-il souligné, *et que quinze millions d'enfants meurent avant* [l'âge de] *cinq ans, que des dizaines de milliers d'autres sont marqués par des carences nutritives quasiment irrémédiables, que la famine fait irruption à nouveau (...), que la misère de masse est sous nos yeux (...), que serait-ce, selon M. Giscard d'Estaing, si la crise, effectivement, n'était pas finie ? »*

M. Jospin a ensuite critiqué la position de l'opposition en matière de libertés, à propos du Nicaragua et à propos de l'expulsion d'une diplomate française du Chili. Il a reproché à l'opposition de ne pas s'être élevée contre le minage des ports du Nicaragua par les Etats-Unis, malgré, a-t-il ironisé, son *« attachement au libre-échange »*.

A propos du Chili, il a dénoncé dans la *« démarche exercée par la déléguée RPR des Français de l'étranger, (...) une véritable campagne de dénonciation, par un parti politique français, d'une diplomate française en poste dans une dictature (...), aboutissant (...) à l'expulsion de cette diplomate (...). Du point de vue des libertés, c'est sans précédent dans l'histoire politique française. (...) Quand, au Chili, Pinochet parle, certains, au RPR, applaudissent. »*

M. Jospin a rappelé que *« le PS (...) est en mesure de défendre les libertés, partout, quel que soit l'hémisphère concerné, quel que soit le régime concerné. Nous ne sommes pas sélectifs. (...) Le thème de la liberté est l'enjeu d'une très grande bataille d'idées en France »*, a-t-il poursuivi, relevant les *« passerelles pratiques, électorales, idéologiques, conviviales, lancées entre l'extrême droite et la droite »*. Il a ajouté : *« Il y a, au sein de la droite classique (...), l'affirmation d'un courant autoritaire et conservateur (...) justement* [au] *moment où cette droite tente de se saisir de la bannière de la liberté. »* M. Jospin a souligné que la liberté, pour la droite, *« n'est pas une conquête nouvelle »*, mais est *« conçue comme prenant des formes régressives. La liberté* [pour l'opposition], *c'est la liberté de quelques-uns. Elle dit liberté, elle pense privilège »*.

Invitant les jeunes socialistes à *« ne pas négliger cette offensive »*, et à *« mener pleinement la bataille d'idées »*, M. Jospin a relevé la mise en cause des *« mécanismes égalisateurs »* d'intervention de l'Etat, et a souligné la nécessité, pour les socialistes, de montrer que *« la liberté n'est pas séparable de l'égalité. Si on* [les] *déconnecte (...)*, a-t-il poursuivi, *on vide — pour une partie des gens — la liberté de son contenu concret et on passe (...) de la liberté au privilège »*.

A propos du racisme, il a appelé les jeunes socialistes à montrer que *« le racisme est une absurdité génétique, démographique, économique, politique »*. Il les a aussi appelé à *se battre autour des valeurs de solidarité, autour des valeurs du rationalisme »* et à *« montrer qu'une théorie de la stagnation économique est une théorie mortelle pour nos pays et pour l'Europe »*.

Au sujet du débat autour du bien-fondé de la politique économique du gouvernement, il a affirmé : *« Nous ne redresserons pas la situation (...) si nous ne menons pas une politique de l'offre. »* pour M. Jospin, une politique fondée aujourd'hui sur une relance de la

Propos et débats

M. Jospin : il n'est pas souhaitable que les socialistes gouvernent seuls

Interrogé par Libération *sur la possibilité, pour les socialistes, de gouverner seuls, M. Lionel Jospin a déclaré :* « On peut penser que ce serait plus simple. Mais il faut bien comprendre que l'ensemble des contradictions, que tout le poids de la situation pèseraient sur nos seules épaules. Si nous devions gouverner seuls, nous le ferions, mais ce n'est pas souhaitable. » « Politiquement indépendants, majoritaires dans l'alliance, nous n'avons pas à nous préoccuper d'abord de ce que disent les communistes. Nous avons à veiller à ce que pensent les couches sociales auxquelles nous sommes liés », *ajoute le premier secrétaire du PS.*

M. Chevènement : la rupture serait « une erreur tragique »

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, a déclaré, dimanche 15 avril à RTL, à propos des relations entre communistes et socialistes : « Une rupture serait une erreur tragique, lourde de conséquences. Elle bouleverserait en profondeur le paysage politique français. Je pense qu'elle ouvrirait la voie à l'ère des égoïsmes, des corporatismes, de la décomposition du corps social. Si rupture il devait y avoir, ce serait grave pour la démocratie et pour la France. » *M. Chevènement a jugé* « regrettable » *la présence de M. Marchais à la manifestation des sidérurgistes.*

M. Debarge (PS) : M. Marchais chasseur de primes

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, évoquant la présence de M. Georges Marchais dans la manifestation des sidérurgistes lorrains, a déclaré vendredi 13 avril à Saint Raphaël (Var) : « Georges Marchais a joué les chasseurs de primes politiques (...) C'est son droit, mais il n'a pas servi les intérêts des syndicats pour une fois unis et de la cellule communiste du gouvernement. »

M. Pons : ils resteront

« Palinodie, farce, trahison de plus à l'égard des travailleurs » : *c'est ainsi que M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, qualifie la présence de M. Marchais à la manifestation des sidérurgistes. les communistes, selon lui,* « resteront au gouvernement tant qu'ils le pourront ».

M. Poniatowski : épreuve de force

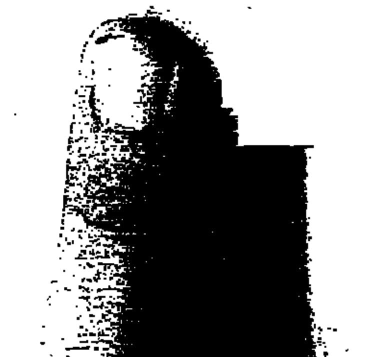
M. Michel Poniatowski, président d'honneur du parti républicain, a invité, dimanche 15 avril, le gouvernement à poser « la question de confiance » *sur sa politique économique afin de lever l'ambiguïté des rapports entre socialistes et communistes. Il s'agit, a-t-il ajouté dans une interview à CVS, d'une* « épreuve de force » *qui consiste à déterminer* « quel est le premier qui mettra l'autre dehors ».

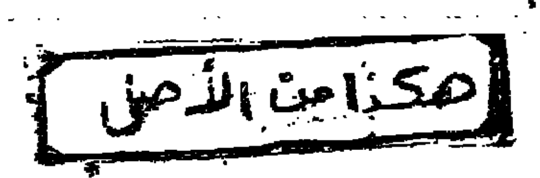
M. Mermaz : pour la « détente » du débat politique

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, souhaite, dans une interview au Dauphiné libéré *daté du 16 avril :* « Une détente dans le débat politique ». « C'est à ceux qui sont au pouvoir de tout faire pour que ce climat-là prévale. Mais il faudrait aussi qu'ils soient mieux entendus de l'autre côté », *a-t-il ajouté. M. Mermaz a remarqué :* « Nous ne devons pas condamner systématiquement tout ce que nos prédécesseurs ont fait. Pendant les vingt-trois années où la droite a été majoritaire, il y a eu une avancée certaine de l'économie française. »

M. Guichard : non au procès d'immobilisme

M. Olivier Guichard, député RPR de Loire-Atlantique, ancien ministre, écrit dans l'Echo de la presqu'île guérandaise, *à propos de la sidérurgie, qu'il convient de récuser* « absolument le procès d'immobilisme intenté contre l'ancienne majorité par M. Mitterrand et ses porte-parole gouvernementaux ».





هكذا من الأصل

NATIONALE JEUNESSE » DU PS

jeter au feu nos principes, non

majorité avait été, jusqu'à maintenant frileuse et timide dans la défense même de son action. Ainsi, M. Jospin a-t-il voulu retirer des mains des dirigeants de l'opposition la *« bannière de la liberté »* indûment arrachée, selon lui, à la gauche, en rappelant que la droite, quand *« elle dit liberté, pense privilège »*.

Ainsi, M. Barrau, illustrant le thème *« liberté-libertés »* de ces deux journées, a-t-il affirmé : *« Nous devons (...) dénoncer avec force l'usurpation du thème de la liberté par la droite, alors que, dans le même temps, les propositions classiques de l'extrême droite contaminent de plus en plus l'ensemble de la droite (...) Nous devons dénoncer cette dangereuse radicalisation de la droite et ce qu'elle porte en elle : xénophobie, racisme, discriminations diverses, marginalisation de la jeunesse, cassure de la société (...) Les jeunes, pas plus que le reste de la population, n'ont la mémoire courte. Cette dénonciation, nous devons la mener à bien en nous battant sur nos propres valeurs, celles du socialisme, c'est-à-dire celles de la liberté. »*

J.-L. A.

demande aboutirait, *« à court terme, à un échec financier et monétaire »*. Quant à une politique de dévaluation compétitive et de protection aux frontières, dont il a admis qu'elle est *« intellectuellement »* convenable, il a estimé que *« l'inconvénient majeur d'un tel choix (...), si nous allions trop loin dans ce sens, est que le problème de l'Europe serait presque immédiatement posé »*. *« Ce serait*, a poursuivi M. Jospin, *une façon de contribuer au risque de dislocation de la CEE. »*

A propos des révisions en baisse de certains *« objectifs quantitatifs »*, qu'imposent, selon lui, les contraintes économiques, M. Jospin a déclaré : *« Infléchir notre pratique, oui. Jeter au feu nos principes, non. »* M. Jospin a affirmé son désaccord avec l'analyse selon laquelle, parce qu'il y a crise, les entreprises devraient pouvoir *« licencier plus facilement, pour embaucher plus facilement »*.

Le premier secrétaire du PS a évoqué les projets du gouvernement pour la Lorraine en souhaitant *« une véritable révolution culturelle pour la Lorraine »*, afin de surmonter le *« manque de confiance »* des sidérurgistes dans leur capacité à *« faire autre chose »*, et de leur permettre d'échapper à cette *« malédiction : ou mourir avec la sidérurgie, ou se trouver sans emploi »*.

Enthousiasme et fermeté

M. Jospin a aussi invité les jeunes socialistes à faire comprendre autour d'eux *« ce que serait la politique de la droite »* si elle revenait au pouvoir. *« Avant 1981*, a souligné M. Jospin, *la droite française a été freinée (...) par la peur de perdre (...). Si elle était élue en 1986 ou en 1988, elle n'aurait plus ces scrupules. »* M. Jospin a alors rappelé le programme de l'opposition fondé, selon lui, sur *« une vision autoritaire de la société et donc une vision autoritaire de la jeunesse »*.

M. Jospin a conclu en invitant les jeunes socialistes à faire preuve d'*« enthousiasme »* et de *« fermeté de caractère. (...) Si nous pensons*, a-t-il souligné, *que le processus dans lequel nous nous sommes engagés, que le mouvement de transformation de la France en pleine crise internationale (...) pouvait être et devait être un chemin semé de roses, une occasion d'enthousiasme, un mouvement linéaire de progrès continu, sans inflexions, sans retour en arrière, sans recul, sans interrogations, sans déceptions (...), cela signifierait que nous n'étions pas faits pour le pouvoir et qu'il fallait le laisser aux autres. Si nous voulons (...) durer et gagner, nous devons faire preuve d'une extraordinaire fermeté de caractère, nous devons nous montrer plus tolérants dans l'approche politique, mais aussi durs, comme métal, que nos adversaires (...) Conjuguant enthousiasme et fermeté de caractère, nous pourrons poursuivre dans le sens qui est le nôtre »*.

Élections européennes

LE CID NE SOUTIENDRA PAS LA LISTE NICOUD-POUJADE

(De notre correspondant.)

Avignon. — Le CID national que préside M. Pierre Grillot indique qu'il ne soutiendra pas la liste conduite par MM. Gérard Nicoud et Pierre Poujade lors des prochaines élections européennes.

Le CID estime qu'il s'agit là du *« mariage de la carpe et du lapin. Le CID national rappelle qu'il ne recherche aucune diversion politicienne à son action de défense purement professionnelle et reste fidèle à lui-même. Il appelle « les travailleurs indépendants de notre pays à rester vigilants et à ne pas se laisser tromper par des hommes dont l'avenir ne peut être qu'à l'image d'un passer de compromissions honteuses.* Le CID national, cependant, interviendra dans la campagne électorale pour rappeler *« qui dans ce pays défend ou néglige les vrais intérêts des travailleurs indépendants »*.

M. BADINTER, LA DROITE ET LES LIBERTÉS

« Ça me coupe les bretelles »

Le succès de M. Badinter, samedi 14 avril, devant les jeunes du Parti socialiste et du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) a été complet. Comme s'ils avaient voulu effacer le faux plébiscite télévisé du garde des sceaux, les militants ont acclamé son plaidoyer pour la remobilisation de la gauche. Debout, ils l'ont applaudi comme ministre des libertés conquises, comme garant, en cette période d'interrogation, des avancées de la gauche.

« Liberté, libertés », thème choisi pour cette réunion nationale, reprenait d'ailleurs le titre de l'ouvrage publié en 1976 par le Parti socialiste, qui réunissait les réflexions du Comité pour une charte des libertés, qu'animait alors M. Badinter. Huit ans après, l'actuel ministre de la justice a exprimé la *« fierté »* que lui inspire l'œuvre du gouvernement de gauche dans le domaine des libertés : *« Jamais, à aucune période de l'histoire de France, il n'a été fait autant »*. L'enthousiasme débordant des jeunes socialistes s'est pourtant mué en silence glacé lorsque le garde des sceaux a évoqué *« l'indifférence relative (...) presque le climat de timidité honteuse »* dans lesquels il avait vu la gauche assister à la chute des bastilles comme la peine de mort, les tribunaux militaires et la loi anti-casseurs.

Profitant de cette attitude frileuse, a expliqué M. Badinter, la droite a réussi *« un tour inouï de prestidigitation politique »*, en s'érigeant elle-même en *« championne des libertés »*. *« Moi, ça me coupe les bretelles »*, a confié le ministre, citant, pour une fois, Khrouchtchev. Et d'insister en évoquant cette fois la situation politique générale : *« Parfois, il me semble que, dans le sein de la gauche, il y a comme une forme d'incertitude, de doute, de démobilisation. J'avoue que je ne peux pas le comprendre »*.

Puis M. Badinter a fait part de son sentiment d'inquiétude face à une montée de la haine raciste. *« La menace fasciste ne se trouve pas dans les meetings d'extrême-droite (...) C'est au niveau des sensibilités, des cœurs, que le fascisme fait sa voie*, a-t-il déclaré. *Des signes prémonitoires existent. Ce sont les cris immondes à l'encontre des travailleurs étrangers dans le cadre des conflits sociaux ; c'est l'amalgame monstrueux entre délinquance et immigrés »*. La gauche, selon lui, court à sa perte si *« par malheur (elle) perd ce combat-là »*.

L'auditoire a répliqué par une salve de questions impatientes sur l'armée, l'immigration, la justice, mêlant les *« Monsieur le ministre »* aux tutoiements les plus directs. *« Pourquoi l'objection de conscience est-elle aujourd'hui plus sévèrement réprimée qu'elle ne l'a jamais été ? »*, a interrogé un militant de Vendée, relayé bientôt par un autre des Hauts-de-Seine, qui s'est inquiété de la difficulté pour les immigrés de la seconde génération d'obtenir un certificat de nationalité française. A chaque fois, M. Badinter a précisé le cadre juridique et le sens de sa politique, assurant, le cas échéant, qu'il *« donnerait des instructions dès lundi. »*

Sur les droits des appelés du contingent, les brimades dans les casernes, le ministre de la justice n'a pas répondu, pour ne pas empiéter, a-t-il dit, sur les attributions de son collègue de la défense. Mais M[me] Edwige Avice, ministre déléguée au temps libre, à la jeunesse et aux sports, qui l'avait rejoint à la tribune, a appelé les jeunes socialistes à *« ne pas sous-estimer ce qui a été fait »*. Sollicitée par le garde des sceaux pour exprimer un vœu dans le domaine de ses compétences, la salle a répondu par la voix d'un délégué de Seine-Saint-Denis : *« Il faut imposer un rapport de force pour que les bonnes lois marchent dans la réalité, parce que, dans les commissariats de quartier, tu prends une baffe quand tu as une sale gueule. »*

La fierté des socialistes

André, étudiant en sociologie à Pau, a suivi avec ferveur l'intervention de M. Badinter. Il a adhéré voilà six mois au MJS (mais pas au PS *« pour préserver mon autonomie »*) parce qu'il voulait défendre la gauche, dans une période difficile pour elle. Pourtant, il est sceptique lui aussi sur le changement dans l'armée et déçu par les projets gouvernementaux sur l'école privée. Le discours du ministre de la justice *« passe chez les jeunes »*, assure-t-il, car *« Badinter, c'est la pureté et la sincérité »*. Françoise acquiesce. Etudiante en géographie et conseillère municipale à Pau, elle résume sans doute le sentiment de l'assemblée des jeunes du MJS et du PS : *« Badinter*, dit-elle, *c'est la fierté des socialistes »*.

PHILIPPE BERNARD.

● *La direction de la fédération de Paris du PS* dénonce l'attentat à l'explosif qui a endommagé, vendredi soir 13 avril, la façade de la permanence de M[me] Ghislaine Toutain, député dans le 11[e] arrondissement (quartier Charonne).

● *Sondage*. — L'hebdomadaire *le Meilleur* publie dans son numéro du 13 avril les réponses de ses lecteurs à la question : *« Quelles sont les dix personnes que vous aimeriez voir élues président de la République ? »* Sur 51 131 réponses reçues entre le 22 et le 28 février, M. Chirac obtient 77 % des points recueillis, suivi par M. Barre (58,6 %), M[me] Veil (47 %), MM. Rocard (44,4 %), Yves Montand (35,8 %), Valéry Giscard d'Estaing (34,4 %), Jacques Delors (25,3 %), Jacques Chaban-Delmas (23,7 %), Édouard Leclerc (21,6 %), Jean-Marie Le Pen (17,8 %) et François Mitterrand (15,8 %).

Le Monde

société

UN LANGAGE INSOLITE SUR LES IMMIGRÉS

Le « tiers-mondisme » de la nouvelle droite

Il y a plusieurs manières de réclamer le retour des immigrés dans leurs pays d'origine. Celle, brutale, de beaucoup de Français qui les rendent responsables du chômage et de l'insécurité. Celle, plus nuancée, de dirigeants politiques qui voient dans ce départ un moyen d'atténuer les tensions sociales. Puis, il y a la manière de la nouvelle droite : une argumentation insolite, fondée sur *« un nouveau tiers-mondisme »*. Cette doctrine est exposée dans un dossier du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) que publie sa revue *Eléments* (1).

Le racisme des « beaufs » n'inspire que mépris à M. Alain de Benoist et à ses amis. Ils sont, eux, résolument *« pour le tiers-monde, pour le droit des peuples à disposer de leur destin, au nom d'un authentique différentialisme »*. Voilà pourquoi, expliquent-ils, nous sommes contre la *« société multiraciale »* dans laquelle la France risque de sombrer.

Point de départ de ce raisonnement paradoxal : si la colonisation a été une erreur, il n'y a pas lieu de s'en culpabiliser. Elle n'est responsable ni du sous-développement des pays pauvres, ni de leur *« déculturation »*. L'Occident avait naïvement cru que son modèle était exportable tous azimuts. Mais il est le premier à avoir souffert de cette *« stratégie universaliste »*, fondée sur l'égalitarisme. Inutile donc de se flageller, de se dévaloriser, de *« détester la culture européenne »*, au point de vouloir la dissoudre dans un magma multiculturel.

Veut-on vraiment, demande le GRECE que l'Europe entière ressemble à New-York ? Qu'il n'y ait plus qu'une mosaïque de ghettos et de minorités, *« un conglomérat de sous-cultures »* ? Certains le veulent, précisément : *« Pour qu'IBM, Coca-Cola et NBC Network puissent uniformiser les types et les mœurs et vendre leurs produits et leurs programmes sur toute la Terre, il ne suffit pas d'occidentaliser les peuples ex-colonisés : il faut aussi transformer l'Europe (qui est, de par sa culture, un éventuel foyer de résistance géo-culturelle) en une société hétérogène, « pluriculturelle » et multiraciale : c'est-à-dire l'aligner sur le modèle universel de la* north american society. »

Le GRECE en voit les premiers signes dans nos rues : *« Les fast foods croissent en proportion des immigrés... »* La France, qui compte déjà *« un nombre excessif d'allogènes »*, aura en l'an 2000 *« neuf millions d'individus de couleur »*. Sera-t-elle encore la France ?

Les immigrés sont les premières victimes de cette société multiraciale, estiment M. de Benoist et ses amis. Il n'ont pas de mots assez forts pour dénoncer la *« déportation massive »*, la *« nouvelle forme d'esclavage »* dont est responsable, selon eux, *« le libéralisme négrier des vingt dernières années »*. Même la gauche antiraciste ne s'exprime pas avec autant de fougue...

Selon le GRECE, l'intégration des immigrés est impossible : ils doivent choisir entre l'abandon de leur identité ou la marginalisation. Et les enfants de la deuxième génération, les « beurs », ne sont que *« le pitoyable résultat d'une déculturation, d'une occidentalisation en cours et opérée dans les pires conditions »*.

L'accès des immigrés à la citoyenneté française ne fera qu'aggraver cet état de choses, affirme le GRECE. En tant qu'étrangers, même au bas de l'échelle sociale, ils gardent une certaine dignité aux yeux des nationaux. Mais, devenus citoyens, ils se verront rejetés par leur pays d'origine et n'obtiendront jamais de statut normal en France. Ce seront éternellement des citoyens de série B.

En d'autres termes, *« la société multiraciale est le terreau du racisme »*. C'est elle qui produit des ghettos et cristallise une hiérarchisation raciale. Pire : provoquant *« des haines minables et des xénophobies imbéciles »*, elle empêche l'Europe et l'Afrique, ces deux alliés naturels, d'être solidaires *« face à l'ennemi commun »* (les impérialismes soviétique et américain).

Il faut donc organiser le retour des immigrés dans leur pays d'origine. Il faut aussi persuader les peuples pauvres que l'adoption du modèle occidental les transformerait en Occidentaux de seconde zone et les enfermerait à vie dans le sous-développement. N'ont-ils pas mieux à faire chez eux, entre eux, quitte à ériger des barrières douanières ?

La nouvelle droite défend, en somme, une idée commode : pour agir ensemble, il faut que chacun reste chez soi. Pas de cohabitation d'individus, pour favoriser une cohabitation entre États. C'est du tiers-mondisme à l'envers, fondé sur le principe qu'une interpénétration progressive des cultures n'est ni possible ni souhaitable.

Il s'agit, mine de rien, d'une vieille idée, déjà exprimée au dix-neuvième siècle lorsqu'une partie de la droite s'opposait farouchement à la colonisation. Une idée qui permet aujourd'hui de justifier l'apartheid en Afrique du Sud au nom du respect des différences.

Le raisonnement trop subtil de la nouvelle droite passera au-dessus de la tête de beaucoup de Français qui se moquent bien des *« grandes solidarités historiques et géopolitiques avec les peuples d'Afrique »* et préfèrent de loin l'Amérique au tiers-monde. Mais rien n'interdit à des hommes politiques d'y puiser des munitions. Après tout, ce rôle de fournisseur d'arguments est le seul que le GRECE ait réussi à se donner jusqu'à présent.

ROBERT SOLÉ.

(1) Nᵒˢ 48-49, 13, rue Charles-Lecocq, 75737 Paris Cedex 15.

AFFAIRE D'ESPIONNAGE OU INCIDENT DE TRAFIC AÉRIEN ?

M. Mauroy estime que le Tupolev 134 a survolé Toulon « par mégarde ou par distraction »

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a estimé, dimanche 15 avril au « Club de la presse » d'Europe 1, que le survol, l'avant-veille, de certaines installations « sensibles » de Toulon par un avion soviétique Tupolev-134 relevait davantage d'une erreur de trafic aérien « par mégarde ou par distraction » que d'« une extraordinaire affaire d'espionnage ».

Un communiqué publié, ce lundi 16 avril en début d'après-midi, par les services du premier ministre, précise que l'appareil « *a, au cours de cette manœuvre, empiété, durant une à deux minutes, sur une zone militaire où se trouvent des installations de la Marine nationale dans la région de Toulon.*

» *L'enquête à laquelle il a été procédé fait ressortir que cette infraction ne correspondait pas à un objectif délibéré* » ajoute le communiqué.

Assurant la liaison hebdomadaire Moscou-Bucarest-Marseille, un Tupolev-134 de la compagnie soviétique Aeroflot a, vendredi 13 avril en fin d'après-midi, commis une infraction de courte durée en s'écartant de sa route normale. Il a été amené à survoler sans autorisation préalable la zone R-64 passant à la verticale de certaines installations de l'aéronautique navale à Hyères-Palyvestre.

Puis il a franchi la zone P-62, interdite à la circulation aérienne, qui est un cercle, de l'ordre de 5 nautiques (environ 9 kilomètres) de rayon, centré sur l'arsenal de Toulon et s'étendant jusqu'à la presqu'île de Saint-Mandrier. En revanche, le Tupolev-134 n'a pas survolé — il l'a effleurée — la zone interdite au-dessus du centre d'essais du Levant, où sont expérimentés certains missiles tactiques des forces armées françaises.

L'avion soviétique était, donc, au sud de sa route normale, qui passe à 20 ou 30 nautiques (soit 37 à 56 kilomètres environ) au nord de la ville et de l'arsenal de Toulon.

Avant le survol de la zone P-62, totalement interdite à la circulation aérienne, le centre de contrôle régional d'Aix-en-Provence a signalé son erreur à l'appareil de l'Aeroflot qui selon le communiqué des services du premier ministre a « *regagné le couloir de vol qui lui avait été assigné* ».

Le Tupolev soviétique, qui a atterri à Marseille-Marignane, en est reparti samedi 14 avril, dans la matinée, pour Moscou. L'autorisation en a été donnée à l'équipage, après une courte visite de l'appareil qui serait restée sans effet.

Dans les milieux militaires régionaux, qui ont ouvert une information sur cet incident, on hésite à parler clairement d'espionnage.

En particulier, on hésite à croire que les Soviétiques aient pu décider et programmer un acte d'espionnage caractérisé alors même que le chef de l'Etat français a manifesté son intention de se rendre à Moscou à la fin de cette année. Devant atterrir à Marseille-Marignane, le Tupolev-134 aurait couru un risque important d'être pris la main dans le sac, avec, éventuellement, des films compromettants saisis par les autorités françaises à l'escale.

N'ayant pas survolé le centre d'essais du Levant, l'équipage aurait pu seulement être intéressé par des observations à la verticale de l'arsenal de Toulon. Si telle avait été sa mission, il aurait pu s'agir, selon des spéculations des militaires français, de contrôler un point de détail, que les Soviétiques n'auraient pas pu obtenir par d'autres moyens, à savoir, par exemple, l'environnement et les installations de carénage des sous-marins nucléaires d'attaque, du type *Rubis*.

Le port militaire de Toulon est, en effet, le premier à accueillir une escadrille de sous-marins nucléaires d'attaque dont le premier de la série, le *Rubis*, vient d'entrer en service à l'issue d'une croisière d'endurance destinée à mettre définitivement au point tous ses équipements de bord.

Pour l'instant, les autorités militaires françaises n'excluent pas d'autres hypothèses, telles la méconnaissance de la réglementation ou une erreur de navigation, de courte durée, qui paraissent cependant bien improbables puisque l'avion soviétique étant constamment sous contrôle radar a été averti de sa sortie de route sans qu'une correction ait été immédiatement apportée par son équipage. Il semble, en tout cas, que tant le gouvernement français, par la voix du premier ministre, que les autorités militaires régionales aient voulu minimiser la gravité de cet incident aérien de Toulon.

Faits divers

Coups au cœur

Samedi à Tournefeuille, près de Toulouse, *« un homme blesse grièvement sa femme et son fils puis se donne la mort »*. Le même jour, à Cholet, *« une mère découvre ses deux enfants carbonisés dans un incendie et se jette par la fenêtre et se blesse grièvement »*. A Marseille, le jour précédent *« une jeune femme* [avait] *tué ses deux enfants et retourné l'arme contre elle »*. A Lyon, dimanche, *« un homme en instance de divorce a poignardé son fils de cinq ans et s'est jeté du haut d'une passerelle »*. Vendredi, l'épouse d'un militaire avait abandonné à Metz son nouveau-né qu'un chien, le lendemain, a découvert mort de froid.

A Marseille, elle a tué David et Jonathan, puis elle s'est achevée d'un coup de 22 long rifle. Accident de la déprime. A Tournefeuille, ils voulaient en finir : il a tiré alors qu'elle se trouvait en compagnie d'un ami. Accident de la jalousie. Ce même désespoir qui a poussé l'homme de Lyon. La mère de Cholet n'a pas supporté la mort de ses deux enfants. Accident du chagrin.

Beau temps clair sur toute la France et retour des vacances de neige, mais neuf morts et trois blessés graves sur des routes plus mal tracées.

C.C.

Les restrictions budgétaires et la recherche industrielle

(Suite de la première page.)

... » Il s'agit des recherches qui ont fait l'objet d'engagements internationaux et de celles qui concernent les programmes d'études spatiales, la filière électronique, certains programmes aéronautiques (Airbus A-320 et ATR-42); une partie des recherches nucléaires et des crédits alloués à l'Institut Pasteur. Les sommes engagées pour la construction du gigantesque musée des sciences et techniques de La Villette à Paris ont été intégralement préservées. C'est un choix. Enfin, le soutien aux programmes, c'est-à-dire les crédits de fonctionnement des laboratoires publics, a été maintenu. Mais les achats d'équipements courants, qui contribuent aux fonctionnement des laboratoires — petits ou gros appareillages, équipements informatiques, renouvellement de machines agricoles hors d'usage, etc. — seront en partie annulés.

» Dans tous les autres domaines, les autorisations de programme, chapitre par chapitre, organisme par organisme, ont été amputées du quart de leurs crédits. Cette procédure systématique d'annulation a d'importantes conséquences dans de nombreux secteurs, dont certains sont prioritaires. Ainsi, les crédits d'incitation destinés à relancer la recherche industrielle dans les entreprises sont particulièrement touchés. Les programmes portant, par exemple, sur les énergies nouvelles, les biotechnologies, la culture scientifique et technique devront être revus en baisse. La suppression d'une partie des crédits du Centre national pour l'exploitation des océans risque de reporter la mise en chantier de navires de haute mer et, par là même, d'affecter — conséquence imprévue — des commandes aux chantiers navals. Il sera difficile d'éviter que les programmes nouveaux, en cours de mise en route, comme « emploi et conditions de travail », ne soient électivement atteints.

» Il est vraiment regrettable que la rapidité avec laquelle ces décisions ont été prises n'ait pas permis aux services scientifiques et financiers compétents du ministère de l'industrie et de la recherche de répartir — quelques jours auraient suffi — ces suppressions de crédits sur des secteurs moins névralgiques et peut-être moins prioritaires.

— *Le ministre de l'industrie et de la recherche a annoncé récemment des mesures en faveur de la recherche industrielle. Ne peut-on pas craindre qu'il ne soit désormais difficile de les appliquer ?*

— Faisant suite à des propositions du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, dix mesures en faveur de la recherche industrielle avaient été annoncées au conseil des ministres du 22 février dernier (1). Toutes ne sont pas remises en cause. Ainsi, les mesures fiscales, celles concernant les écoles d'ingénieur ou encore celles tendant à favoriser des travaux technologiques dans les universités ne seront pas touchées. De même, l'accroissement de l'effort des entreprises nationales et des établissements publics en faveur de la recherche industrielle devrait pouvoir être maintenu.

» En revanche, la lourde réduction des sommes allouées au fonds de la recherche et de la technologie, la forte amputation du budget de l'Agence nationale de valorisation de la recherche et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, entament la part de crédits destinés à inciter la relance de la recherche dans les entreprises. Le soutien aux sociétés de recherche industrielle, aux centres techniques, les bourses de formation, pourraient être aussi réduits. Il est indubitable qu'il faudra trouver, même si cela est difficile, des mesures pour compenser les conséquences des annulations de crédit.

— *Toutes ces mesures de restriction budgétaire ne gomment-elles pas, d'une certaine manière, ce qui était le contenu même de la loi de programmation ?*

— Les objectifs quantitatifs de la loi d'orientation et de programmation de la recherche, dont les effets prendront fin en décembre l'année prochaine, ne seront pas tenus. Cette loi avait été votée en juillet 1982, dans un contexte où la croissance postulée était de l'ordre de 3 %. Or nous frisons maintenant une croissance quasi nulle, ou du moins inférieure à 1 %. La croissance du budget de la recherche, forte en 1982, s'est naturellement infléchie. Il faut donc être conscient que tout ne sera pas fait, et certains choix devront être reconsidérés. Mais il n'y a pas que l'aspect financier de la loi.

Les trois conditions d'un redressement

» Celle-ci concrétisait aussi une option fondamentale de la politique annoncée par le président de la République, un pari sur l'effet à moyen terme du développement de la recherche en France.

» La question est maintenant de savoir si nous pourrons traverser la crise actuelle en maintenant les objectifs généraux de cette loi. A mon avis oui, mais à trois conditions :

» ● *Première condition* : le budget de 1985 doit absolument conserver un seuil de croissance en dessous duquel on ne doit pas descendre. En effet, à la suite de l'effort fait en faveur de la recherche en 1982, des programmes technologiques et d'application de la recherche ont été engagés, sur lesquels maintenant on ne peut plus revenir. Diminuer de façon trop importante les crédits conduirait inéluctablement à couper sur le reste, c'est-à-dire dans les domaines non protégés par des objectifs à court terme : l'emploi scientifique, le fonctionnement des laboratoires publics, la recherche fondamentale...

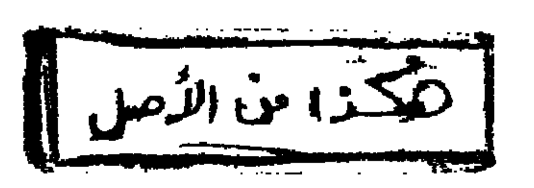
» On serait ainsi amené à ébranler les structures même du développement de la recherche. Beaucoup plus sûrement après cette période faste qu'après une période de pénurie. Il faut agir avec beaucoup de précautions, éviter à tout prix les à-coups qui ont coûté très cher à la recherche française par le passé.

» ● *Deuxième condition :* maintenir la cohérence de la politique nationale de recherche prévue dans la loi. Pour la première fois, en effet, l'ensemble des secteurs de recherche se trouvent mis en synergie, dans un ministère unique, ce qui permet de préserver les délicats équilibres entre les différents types de recherche et leurs moyens, de programmer de manière cohérente l'effort national de recherche. Plus le budget est réduit et plus les choix doivent être faits de façon efficace et lucide. Cette globalisation de l'effort de recherche a permis de mieux supporter la régulation de 1983 et d'en éviter les effets les plus nocifs. Des annulations de crédit trop automatiques, chapitre par chapitre, organisme par organisme, telles que celles qui ont été faites à deux reprises (en novembre 1983 et en mars 1984), peuvent, si elles se reproduisent, remettre en cause la cohérence de l'effort national de recherche et les difficiles équilibres de son développement.

» ● *Troisième condition :* prolonger, par des mesures législatives, dès 1986, les effets de la loi d'orientation, dont l'application a été littéralement cassée par la crise. Dans ces conditions, si on veut préserver la programmation à long terme, il faut étaler l'effort, et cela très rapidement. Et c'est aux parlementaires de se prononcer sur ce point. Pour sa part, le Conseil supérieur de la recherche et de la technologie est prêt à élaborer, avec le ministère de l'industrie et de la recherche, des propositions dans ce sens. »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
et ELISABETH GORDON.

(1) *Le Monde* du 24 février.



Les abus d'un syndic grenoblois

De notre correspondant

Grenoble. – L'Assemblée nationale vient d'adopter, en première lecture, un projet de loi prévoyant la disparition de la profession de syndic et modifiant le statut des administrateurs judiciaires. Au moment où s'élabore cette profonde réforme, continue, à Grenoble, l'instruction commencée il y a six mois sur les malversations opérées par un syndic, Mᵉ Jean-Louis Cavat. Le procès de ce dernier pourrait s'ouvrir dès l'automne 1984.

Inculpé et écroué depuis le 4 novembre 1983 pour malversations, faux et usage de faux, Mᵉ Cavat n'a pas fini d'embarrasser la justice. L'affaire pourrait, d'autre part, éclabousser quelques notables provinciaux, complices volontaires ou non des actions délictueuses du syndic chargé, ces dernières années, de régler le sort des nombreuses sociétés mises en liquidation de biens.

Mᵉ Cavat avait habilement mis en place un système qui lui permettait de tirer largement profit de la procédure de liquidation de sociétés que le tribunal de commerce lui avait préalablement demandé d'administrer. C'est ainsi qu'il refusait de vendre les biens de ces sociétés aux plus offrants comme le prévoit la loi, préférant les brader à des « complices » qui les revendaient ensuite au prix fort. Mᵉ Cavat exerça ainsi un véritable « pillage » de certaines grosses sociétés grenobloises au détriment de leurs créanciers.

Un interlocuteur privilégié

D'autre part, le syndic favorisa, à plusieurs reprises, le rachat par des industriels « faillis » de leurs propres sociétés mises en liquidation. Ceux-ci les récupéraient parfois à des prix défiant toute concurrence... Mᵉ Cavat, dont l'étude ne cessait de prospérer, avait pris une telle importance dans les milieux judiciaires qu'il s'était vu confier de grosses affaires comme, par exemple, celle du journal *le Dauphiné libéré* placé pendant près d'un an sous administrateur judiciaire.

Aujourd'hui, les magistrats reconnaissent qu'ils éprouvaient envers ce personnage une certaine méfiance et qu'ils n'étaient jamais *« très à l'aise »* avec lui. N'avait-il pas, en effet, été écarté au début des années 60 du barreau de Grenoble par le conseil de l'ordre des avocats ? Il était pourtant revenu dans sa ville en 1974. *« Quelques pépins »* avaient ensuite ponctué sa carrière de syndic, ce qui avait conduit les magistrats à ne plus lui confier, par exemple, d'affaires en rapport avec l'immobilier et les travaux publics. Il demeurait toutefois l'un des interlocuteurs privilégiés du juge-commissaire du tribunal de commerce, qui signait apparemment *« les yeux fermés »* les documents que lui présentait Mᵉ Cavat.

En raison de l'impossibilité devant laquelle se trouvent souvent les juges-commissaires d'exercer un contrôle rigoureux sur toutes les affaires qui passent entre leurs mains, Mᵉ Cavat a pu sans difficulté manœuvrer habilement et tromper la vigilance. Faisait-il, comme l'affirment certains, *« la pluie et le beau temps »* au tribunal de commerce de Grenoble ? Il semble que l'on y craignait le syndic grenoblois. D'autre part, on se refusait obstinément à croire aux « ragots » qui circulaient sur lui dans l'enceinte du palais et que propageaient ses anciens confrères avocats.

Dans cette énorme affaire d'escroquerie menée contre des entreprises en liquidation de biens, plus d'une dizaine de personnes ont été inculpées, notamment le fils de Mᵉ Cavat, syndic lui-même, un expert-comptable, un notaire et plusieurs P-DG. Mais, si les faits reprochés au principal acteur, Mᵉ Jean-Louis Cavat sont parfaitement établis, ses « complices » ont, en fait, généralement profité des subtilités d'une loi qui n'interdit pas à des personnes « faillies » de racheter, par l'intermédiaire d'une nouvelle société, les actifs de leurs entreprises mises en liquidation de biens.

CLAUDE FRANCILLON.

UN NOUVEAU PRÉSIDENT, UNE POLITIQUE DIFFÉRENTE

La commission Informatique et Libertés va surveiller de près le « fichage » des salariés

Le nouveau président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), M. Jean Rosenwald, a accroché un portrait officiel du président de la République dans son bureau. Il fallait que cet « oubli » de son prédécesseur, M. Jacques Thyraud (UDF), fût réparé. Pour le reste, il n'avait pas d'idée préconçue. Trois mois et demi après son élection, obtenue grâce au soutien des socialistes, il n'en a pas davantage. C'est un pragmatique qui ne pense pas qu'il y ait une façon de « gauche » de faire respecter la loi *« relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés »*, un titre qui définit la mission de la CNIL.

Ancien premier président de la Cour des comptes, âgé aujourd'hui de soixante-neuf ans, M. Rosenwald estime seulement, en grand commis de l'Etat, que la loi est la loi et qu'elle doit être respectée. Pour la première fois que la CNIL existe, elle a demandé à la justice d'engager des poursuites contre un ficheur, l'entreprise SKF, qui s'intéressait de trop près aux opinions politiques et à la vie privée de ses salariés (*le Monde* daté 8-9 avril).

Premier geste public de M. Rosenwald, cette initiative a été interprétée comme un avertissement. Mais l'intéressé se défend d'avoir voulu taper du poing sur la table. C'est la première fois aussi, explique-t-il, qu'une telle affaire est portée à la connaissance de la CNIL. Elle ne pouvait pas ne pas réagir.

Le fichage des salariés est une pratique relativement répandue mais rarement réprimée faute de preuves. Ce n'est pas tous les jours que des « fouineurs » mettent la main sur de tels fichiers. Il n'empêche qu'à l'époque de M. Thyraud, la CNIL aurait déjà pu se manifester auprès de la justice – les fichiers hétérodoxes sont légion – et elle ne l'a pas fait. On le lui a assez reproché.

Pour autant, les foudres de la commission ne se déchaîneront pas sur les détenteurs de fichiers. M. Rosenwald est trop convaincu de l'utilité de l'informatique. S'il souhaite en contrôler de plus près certaines applications, il entend aussi laisser une certaine marge de manœuvre aux utilisateurs. *« Ce n'est pas,* dit-il, *parce qu'un fichier est informatisé qu'il porte atteinte à la vie privée. »*

Entre la CNIL et les informaticiens, toute suspicion est exclue, insiste-t-il. Mais si sanctions il doit y avoir, elles seront à la mesure de la confiance accordée. Ainsi s'expliquent sans doute les poursuites engagées contre la société SKF.

Des comptes plus orthodoxes

Mieux connaître l'outil informatique pour comprendre les craintes, parfois exagérées, qu'il suscite, telle est la nouvelle philosophie de la CNIL. En prenant ses fonctions, M. Rosenwald a découvert avec surprise que, sur trente agents, la commission comptait seulement trois vrais informaticiens. Les rapports avec les détenteurs de fichiers, administrations et entreprises privées, ne pouvaient, à ses yeux, qu'en être faussés. Une telle situation engendre un excès de méfiance ou, à l'inverse, un aveuglement coupable. L'embauche de nouveaux informaticiens corrigera bientôt ce déséquilibre. La CNIL sera alors à même, non de lutter, mais de discuter – M. Rosenwald insiste sur les termes – sur un pied d'égalité avec les détenteurs de fichiers.

L'autre mission qu'il s'est assignée est de mettre un peu d'ordre à la commission. S'il doit son élection à des socialistes comme MM. Raymond Forni et Philippe Marchand, il la doit aussi à certains membres de la commission représentant les grands corps de l'Etat, pas fâchés de voir un ancien premier président de la Cour des comptes prendre en mains les destinées de la CNIL. Selon les collaborateurs de M. Rosenwald, l'ancienne équipe en prenait, en effet, un peu trop à son aise *« avec les règles de la comptabilité publique »*.

L'honnêteté de M. Thyraud n'est pas en cause, mais son successeur est partisan d'une plus grande orthodoxie. Ces accusations ont donné à la passation des pouvoirs des allures... de règlement de comptes. Deux proches de l'ancien président ont dû céder la place. *« Deux seulement »*, insistent les collaborateurs de M. Rosenwald, les autres agents *« originaires pour la plupart de Romorantin »* (ville dont M. Thyraud est maire) n'ont, eux, pas de soucis à se faire... L'ancien président est, il est vrai, toujours membre de la CNIL avec le titre de premier vice-président.

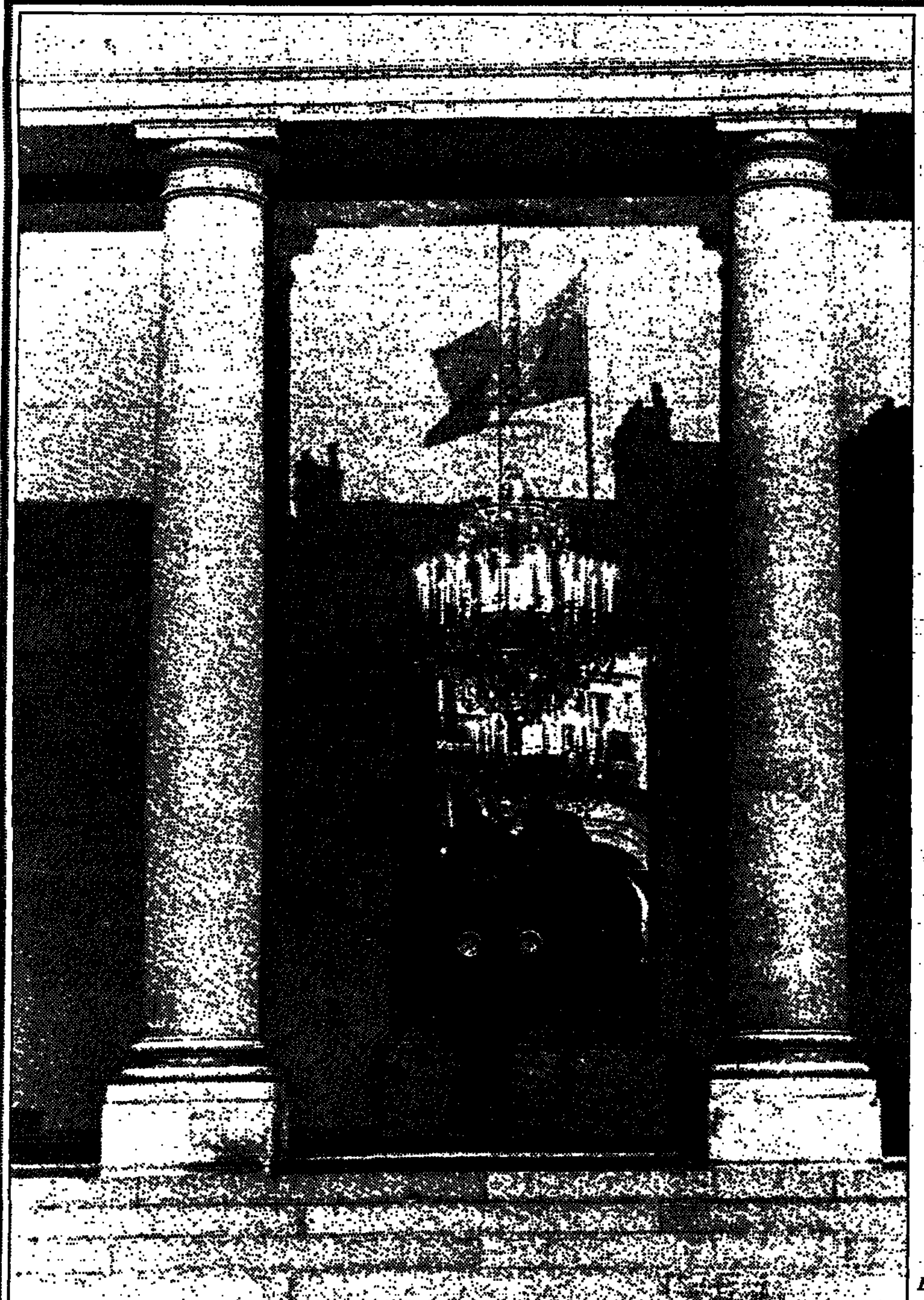
BERTRAND LE GENDRE.

A propos de Mᵉ Violet

Nous avons publié, dans nos éditions du 30 mars, un article sur l'affaire dite des « avions renifleurs ».

Mᵉ Jean Violet, avocat honoraire à la Cour de Paris, estime que nous avons présenté son action sous un jour défavorable, sur la base d'informations incomplètes.

Nous tenons à préciser que nous n'avons pas voulu porter atteinte à son honorabilité.



EN BREF

Trois attentats « autonomes » à Paris

Un groupe inconnu de la police a revendiqué, dimanche 15 avril, trois attentats commis entre 5 h 15 et 5 h 30, à l'aide de cocktails Molotov, dans trois arrondissements de Paris. Provoquant des débuts d'incendie rapidement maîtrisés par les sapeurs-pompiers, ces attentats visaient un local de l'ANPE, 29, rue Saint-Amand (15e), l'antenne d'information et de réhabilitation de la cité Lepage, 33, rue de Meaux (19e), et les bureaux de la société sidérurgique Creusot-Loire, 12, rue de La Rochefoucauld (9e).

Le Collectif haineux pour l'insubordination et le revenu social (CHIERS, allusion au nom d'une filiale d'Usinor, fermée le 31 mars dernier), qui a revendiqué auprès de l'agence France-Presse ces actions, affirme : *« La sidérurgie, c'est fini, l'autonomie, c'est reparti ! »* La brigade criminelle a été chargée de l'enquête.

Mme Lamory et les dangers du direct

Rédactrice en chef adjointe de l'émission « les Dossiers de l'écran », Mme Anne-Marie Lamory — et non Lamaury comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions des 15 et 16 avril — ne présentera plus en direct les commentaires des téléspectateurs recueillis par « SVP », a décidé M. Pierre Desgraupes, président-directeur général d'Antenne 2.

Cette décision fait suite aux conclusions de l'enquête ouverte par les responsables de la chaîne après « les Dossiers de l'écran » du 3 avril, auxquels participait M. Robert Badinter, garde des sceaux : Mme Lamory avait annoncé, en direct, un plébiscite de celui-ci par les téléspectateurs, que ne confirmait pas la réalité chiffrée des appels reçus à « SVP ». Le producteur des « Dossiers de l'écran », M. Armand Jammot, a précisé cependant que Mme Lamory continuera à faire partie de l'équipe de l'émission et qu'il ne s'agit donc pas d'une mutation.

MIEL SPATIAL

Les quelque trois mille abeilles qui ont accompagné les astronautes américains lors de la dernière mission de la navette Challenger, du 6 au 13 avril, ont été remises en liberté vingt-quatre heures après leur retour sur Terre et paraissent en parfaite santé. A l'issue de leur aventure spatiale, elles se sont montrées *« si tranquilles et dociles que c'en est anormal »*, a constaté l'apiculteur qui les a prises en charge. Après un ou deux jours d'adaptation à l'apesanteur, les abeilles ont construit des rayons de miel conformes à ceux réalisés dans leur environnement habituel, et la reine a pondu trente-cinq œufs dont le développement sera soigneusement étudié.

● *Lancement de Progress-20.* — Un vaisseau automatique de transport Progress-20 a été lancé, dimanche 15 avril, par l'Union soviétique en direction de la station orbitale Saliout-7. Cette opération devrait permettre de faire parvenir des vivres, du combustible et divers appareils aux trois cosmonautes qui, depuis le début de février, travaillent à bord de la station et sont vraisemblablement engagés dans une mission de longue durée.

● *Incident à la prison de Lyon.* — Un surveillant de la prison Saint-Paul de Lyon a été attaqué et gardé quelques instants en otage, le 21 avril, par un détenu en proie à une crise de nerfs. Le prisonnier, qui venait d'être sanctionné, a bondi sur le gardien, menaçant de lui trancher la gorge avec un couteau de fortune. Il s'est rendu peu après.

● *Séisme au Pays de Galles.* — Un séisme assez faible s'est produit le 15 avril un peu après 22 heures (heure locale, soit 23 heures, heure de Paris) dans la région de Newtown, une localité du centre du Pays de Galles. La secousse était très probablement d'une magnitude inférieure à 5. Elle a fait de légers dégâts, notamment à Newtown et à Knighton. Le centre du Pays de Galles est considéré comme une région non sismique, contrairement au sud, où, de 1860 à 1930, se sont produits sept séismes qui ont provoqué des dégâts matériels.

● *Attentats en Corse.* — Deux attentats à l'explosif ont été commis contre des voitures en stationnement à Lumio, près de Calvi (Haute-Corse), dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 avril. L'un des véhicules appartenait à la société immobilière Sogecim, gérée par Mme Jacqueline Gomez, domiciliée à Paris, et l'autre à M. Charles Trojani, jardinier, employé par la même société.

ÉDUCATION

Le projet de loi sur l'enseignement privé sera « ajusté » déclare M. Mauroy

Le conseil des ministres du 18 avril adoptera le projet de loi sur les rapports entre l'État et l'enseignement privé, après l'avoir *« ajusté »*, et retiendra *« une nouvelle proposition »* sur la contribution des communes au fonctionnement de l'école privée sous contrat, a indiqué M. Pierre Mauroy au micro du « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 15 avril. Reconnaissant que l'application du projet de loi actuel, *« ce serait immédiatement des crédits supplémentaires aux communes qui rencontrent quelques difficultés présentement »*, le premier ministre a précisé que les nouvelles dispositions laisseraient aux communes un délai de paiement *« vraiment très long »*. Quant au projet de décret sur la titularisation des maîtres du privé, M. Mauroy a déclaré : *« Dans le détail, on peut apporter quelques modifications, mais on ne peut certainement pas renoncer au principe de la titularisation ; c'est absolument essentiel pour maintenir (...) un équilibre »*.

Le premier ministre a souhaité qu'après les grandes manifestations de l'école privée *« il y ait aussi de grandes manifestations pour soutenir l'école laïque »* et que, enfin, parvenant à un *« point d'équilibre »*, *« on puisse trouver une solution qui sera conforme au génie français. »*

Manifestation à Quimper

Quelque vingt-cinq mille personnes ont manifesté, samedi 14 avril, à Quimper, au cours d'un défilé régional organisé par le Comité national d'action laïque (CNAL) avec le soutien des partis de gauche et de plusieurs syndicats (FEN, CGT, CFDT). Des banderoles venues du Finistère demandaient *« le retrait du projet Savary »* et *« un débat démocratique au Parlement »*. S'adressant au gouvernement, M. Jean Andrieu, président du CNAL, a notamment déclaré : *« Aucun pouvoir n'avance longtemps avec des idées qui reculent (...). L'heure est désormais à la décision politique, au choix essentiel. »*

De son côté, M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) rappelle, dans une interview publiée par *le Figaro* du 16 avril, que son organisation ne saurait transiger *« sur une éventuelle titularisation des maîtres, ni sur la nécessité de l'obligation pour toutes les collectivités territoriales de financer le fonctionnement des établissements privés »*. Il précise néanmoins que l'avant-projet de décret sur la titularisation (*le Monde* du 7 avril) est *« théoriquement soumis à la concertation et à la négociation »*.

Sans exclure définitivement l'éventualité d'une manifestation nationale de l'enseignement catholique, M. Daniel estime que ce n'est *« pas le seul recours possible »*. Il proteste d'autre part contre des *« opérations d'intoxication »* menées au sein de l'UNAPEL et *« dont certains tentent une récupération politique à la veille des élections européennes »*, opérations qui, selon M. Daniel, *« ne font que ruiner aux yeux de l'opinion une unité dont nous avons plus que jamais besoin »*.

● *M. Laignel : l'impossible consensus* : M. André Laignel, membre du secrétariat national du PS, porte-parole des laïcs au sein du parti, a commenté, le dimanche 15 avril, lors de la deuxième conférence nationale jeunesse du PS et du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), l'interview accordée au *Monde* (daté du 15-16 avril) par le chanoine Guiberteau. M. Laignel a estimé que cette interview équivaut à un refus du plan gouvernemental.

« Il n'y a plus, dès lors, a affirmé M. Laignel, *à rechercher cet impossible consensus. »*

A propos du financement de l'école privée par les collectivités locales, M. Laignel a affirmé : *« Si cette liberté* [d'accorder ou de refuser le financement] *n'était pas affirmée, je ne voterais pas le texte qui nous serait proposé. »*

ÉCHECS

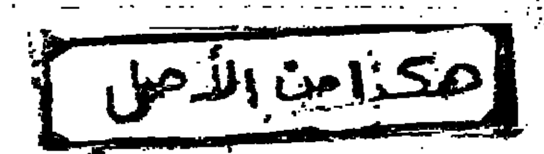
A Champigny

Le Soviétique Dreev conserve son titre de champion du monde cadet

Le Soviétique Alexei Dreev a conservé son titre de champion du monde cadet d'échecs en remportant l'édition 84, qui s'est déroulée à Champigny-sur-Marne du 2 au 14 avril. Dreev a totalisé 8 points et demi sur onze possibles devant Piket (Pays-Bas) et Anand (Inde), 8 points. Le Français Manuel Apicella a réussi un bon tournoi en se classant à la onzième place (sur 42 participants) avec 6,5.

Chez les jeunes filles c'est Madl (Hongrie) qui est sacrée championne du monde. Isabelle Kientzler (France) est treizième sur vingt-quatre.

Toujours à Champigny, deux autres compétitions importantes se déroulaient parallèlement aux championnats du monde. Le championnat de France international junior (gagné par Olivier Renet) et un open international avec deux cent trente participants, dont le Chilien Campos-Moreno est sorti vainqueur avec 7,5 sur 9 devant le Hongrois Bilek et Gilles Andruet 7,5, mais battus après l'application du système de départage.



Le Monde

sports

JEU A XIII

Le cap difficile de la cinquantaine

Cinquante points pour un cinquantenaire. Telle est l'addition du match Europe-Océanie (54-4) réglée, le 14 avril, sur la pelouse râpée de la « Cipale » de Vincennes où la Fédération française de jeu à XIII (FFJ XIII) avait convié une sélection des meilleurs joueurs des Antipodes à affronter une équipe franco-britannique pour célébrer la naissance de la Ligue française de rugby à XIII, il y a un demi-siècle.

Alors que l'ovale professionnel est puissamment développé en Australie et en Nouvelle-Zélande, le jeu à XIII, qui est désormais pratiqué en France par des amateurs, a eu son essor entravé par l'interdit jeté par le régime de Vichy, puis a été discrédité plus récemment par une trop grande violence.

Depuis 1981, où la finale de la Coupe de France entre Villeneuve et le XIII Catalan avait été annulée à cause d'une bagarre générale, une nouvelle équipe de dirigeants s'efforce de relancer le XIII sur des bases plus saines. Nous avons fait le point avec le vice-président de la fédération, M. Jacques Soppelsa.

Pour parler de jeu ovale, notre premier mouvement n'est pas de nous diriger vers la Sorbonne. C'est pourtant là, place du Panthéon très exactement, que nous a convié Jacques Soppelsa. Normalien, agrégé de géographie, il a présenté, en 1976, une grosse thèse sur le complexe militaro-industriel américain. Cet homme de quarante et un ans, au vocabulaire précis, a dirigé l'Institut national de géographie avant d'être élu, en 1982, président de l'université de Paris-I, qui s'étend jusqu'aux tours de béton de Tolbiac. Si on ajoute à cela que Jacques Soppelsa participe activement aux travaux de la commission défense du parti socialiste, on ne voit plus guère de rapport avec le jeu à XIII.

Pourtant, cet enfant de Libourne, dont le poli universitaire n'a pas effacé les aspérités de l'accent girondin, a fait connaissance avec un ballon ovale dès son plus jeune âge. *« Ma famille habitait à 200 mètres du stade. »* Ce fut tout naturellement qu'il se trouva international junior en 1959-1960. Après son bac, il eut du mal à concilier le sport de haut niveau et les études. Cette expérience personnelle et ses nombreux séjours aux Etats-Unis l'amèneront, dès qu'il sera élu président d'université, à faciliter le « cursus » des étudiants qui font de la compétition. Cela veut dire des sessions spéciales d'examen pour les compétiteurs, mais aussi une valorisation de la pratique : *« Tout étudiant peut compléter sa licence par deux unités de valeur en sport sur vingt. »*

Cet intérêt général pour le sport qui s'est également matérialisé par une convention avec l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) recouvre bien un intérêt particulier pour le jeu à XIII : *« Titulaire de la chaire de géopolitique, j'ai fait faire à certains de mes étudiants des recherches sur les rapports entre le XIII et la viticulture ou le catharisme. »* Ce sport, que Jacques Soppelsa appelle encore volontiers le *« rugby à XIII »*, est, en effet, un jeu de terroir dont les frontières sont le Lot, la Haute-Garonne, l'Aude, les Pyrénées-Orientales et le Vaucluse. Des régions où les hommes sont rudes et parlent fort.

On retrouve d'ailleurs dans ce tempérament bouillant l'explication de la scission entre le XV et le XIII, provoquée en 1933 par un chapelier de Villeneuve, Jean Galia, *« meilleur avant d'Europe »*, pour une histoire de remboursement de frais de déplacement. *« A l'époque, les Britanniques avaient coupé les ponts avec le XV français et le XIII connut un succès foudroyant »*, note Jacques Soppelsa. La guerre allait lui donner un coup d'arrêt : *« Officiellement, le XIII fut interdit par Vichy en raison de son professionnalisme, mais, pour la petite histoire, il faut savoir que le chef de cabinet du maréchal Pétain était un fervent quinziste. »*

Après la création d'une fédération de jeu à XIII à la Libération, la guerre des deux ovales ne s'éteint pas pour autant. *« En 1976, j'ai refusé de rentrer dans l'équipe fédérale parce que j'étais hostile à la pratique qui consiste à prendre au XV ses meilleurs éléments pour faire des équipes vedettes. »* Mais, en 1981, l'équipe du président Mauriès démissionne en bloc après *« l'acte de décès du XIII »*, c'est-à-dire l'interruption de la finale de la Coupe de France pour cause de pugilat entre les joueurs de Villeneuve et du XIII Catalan.

Une nouvelle équipe, amenée par le président Jean-Paul Verdaguer, dont Jacques Soppelsa fait partie, s'efforce alors de recoller les morceaux. *« Nous sommes repartis sur la base d'une politique de jeunes. Toutes les équipes de première division doivent aligner des formations dans toutes les catégories d'âges. Une seule équipe sur quatorze n'y est pas arrivée cette année »*. Il faut dire que l'essentiel des subventions de la fédération est réservé aux jeunes. Cela permet de déborder des fiefs traditionnels pour établir des têtes de pont dans les régions lyonnaise et nantaise et de se rétablir en Ile-de-France, jadis point fort des treizistes. Le rapport de forces reste cependant très largement favorable au XV qui, avec 120 000 licenciés, compte quatre fois plus de pratiquants.

Pour améliorer cette situation, Jacques Soppelsa souhaiterait une modification de la formule du championnat : *« Compte tenu des nouvelles habitudes de vie, il vaudrait mieux faire jouer le vendredi ou le samedi pour attirer plus de spectateurs ou encore organiser des matches en complément des rencontres de football comme cela se fait à Marseille et Bordeaux. Une phase finale du championnat à l'américaine (play-off) serait également souhaitable. Mais les traditions sont difficiles à faire évoluer. »*

Dans les tradition du XIII, il y a notamment celle du versement d'un manque à gagner et de primes de match aux joueurs : *« Plus personne ne vit exclusivement du XIII en France. Nous nous efforçons de faire la promotion sociale des joueurs. »* Une manière d'annoncer la couleur qui, à l'époque de l'amateurisme marron, ne constitue certes pas un handicap.

Les rapports restent néanmoins tendus avec les cousins du rugby à quinze : *« Avec le XV, c'est la paix armée depuis les accords de 1982 sur les transferts de joueurs. »*

Pour Jacques Soppelsa, le meilleur atout du XIII est son aspect spectaculaire. A quelques centaines de mètres de la pelouse où fut joué, il y a cinquante ans, le premier match de « rugby à XIII » en France, les Australiens et les Néo-Zélandais ont, en effet, montré samedi ce qu'on peut faire de mieux dans le genre.

ALAIN GIRAUDO.

VOILE

Le nouveau « Royale II »

Deauville. — Remportée par le catamaran *Royale II*, mené par Loïc Caradec et Philippe Facque devant *Région-de-Picardie*, d'Alain Petit-Etienne, et *Elf-Aquitaine*, de Marc Pajot, les Mille milles de Deauville, première épreuve de la saison 1984, ont permis à seize voiliers de faire le point avant les grandes transatlantiques.

Deauville vit, dit-on, sur la réputation que lui a faite un jour Tristan Bernard : *« Deauville est si proche de Paris et si loin de la mer. »* Mme Anne d'Ornano, maire de la ville, a regretté avec une pointe d'humour la férocité de l'homme de théâtre à l'occasion de la remise des prix, dimanche 15 avril, aux vainqueurs des Mille milles avant d'estimer que cette compétition était de nature à remettre en cause le propos. La célèbre station n'a peut-être pas encore changé son image de marque avec l'organisation de la première édition de l'épreuve, mais elle ne s'en est pas moins ouverte à de nouvelles perspectives.

Loïc Caradec et Philippe Facque, les deux skippers de *Royale II*, qui ont mené leur catamaran à la victoire, ont acquis, pour leur part, la certitude qu'ils avaient pris *« les meilleures options au cours de l'hiver »*. Leur performance n'est pas de celles qui suscitent l'étonnement. Le voilier avait déjà fait ses preuves avant sa première sortie à la Trinité-sur-Mer d'où les deux skippers sont originaires. Il avait déjà parcouru dix mille milles. Il était alors le plus grand catamaran français : 22,60 mètres de long, 13,30 mètres de large avec un mât de 26 mètres supportant une grande voile de 130 mètres carrés et un spinnaker de 470 mètres carrés.

Royale n'en avait pas pour autant réussi sa première course. Peu avant le départ de La Baule-Dakar, il avait

De notre envoyé spécial

été abordé par le trimaran *Biotherm-II* de Florence Arthaud. Etraves enfoncées, il avait dû rentrer au port pour faire les réparations : une dizaine d'heures perdues, et l'espoir de remporter la course envolé ! Il n'en finissait pas moins à la sixième place, après avoir réussi le meilleur temps entre les Açores et les Canaries, nettement plus vite que *Charente-Maritime*, le plus rapide des multicoques de tête. La performance la plus intéressante de *Royale* avait été cependant réalisée à l'occasion du retour, entre Fort-de-France et la Trinité-sur-Mer. Le catamaran blanc et rouge avait atteint la vitesse moyenne de 14 nœuds. Il avait mis 8 jours et 10 heures pour couvrir les 2868 milles.

« Un bateau évolue toujours », a coutume de dire Loïc Caradec. Avec le budget que lui alloue son commanditaire, le Trinitain s'est donc appliqué, ces derniers mois, à modifier le catamaran. Des dérives en aluminium ont été remplacées par des dérives en « nid d'abeille ». Le poids du voilier, qui était à l'origine de 6,5 tonnes a été ainsi allégé de 300 kilos. Certains câbles en inox ont fait place à des câbles en kevlar.

Et surtout, les coques ont été rallongées de 2 mètres, portant la longueur totale du catamaran à 24,60 mètres, le spinnaker a désormais une surface de plus de 500 mètres carrés.

« Nous avons cherché à éviter les remous qui, à l'origine, freinaient le bateau », explique Caradec.

Le catamaran ne présente pas encore, pour autant, sa silhouette définitive. Il doit recevoir un mât-aile d'une surface de 45 mètres carrés pour disputer le Trophée des multicoques du 27 avril au 1er mai, à la Trinité-sur-Mer. L'objectif de Loïc Caradec et de Philippe Facque reste toutefois la Transatlantique Québec-Saint-Malo, qui célébrera, le 11 août, le quatre-cent-cinquantième anniversaire de la remontée du Saint-Laurent par Jacques Cartier, et la Route de la découverte qui permettra, le 2 décembre, à une cinquantaine d'équipages de refaire, de Malaga à Saint-Domingue, le chemin parcouru cinq siècles plus tôt par Christophe Colomb.

Loïc et Philippe, qui sont âgés respectivement de trente-six et trente-trois ans, ont appris à naviguer en disputant, très jeunes, *« des courses de vieux canots et de dériveurs »*. Ils n'ont jamais remporté une compétition importante : *« Je veux gagner un jour une Transatlantique »*, dit Loïc, qui est ingénieur en électricité. Philippe, qui s'est lancé, pour sa part, dans l'exploitation d'une école de croisière, reconnaît : *« Je peux désormais consacrer tout mon temps aux grandes courses. »*

Les deux skippers ont, en tout cas, la même passion *« de la mer et de la voile, le respect de leurs adversaires, le sens de la chose bien faite »*. Le jour où les deux skippers feront de la voile pour gagner de l'argent, il y aura quelque chose de changé dans leur mentalité.

GILLES MARTINEAU.

UN NOUVEAU RECORD POUR PATRICK MORVAN

Le Français Patrick Morvan, à la barre de son catamaran *Jet Services*, a battu, lundi 16 avril, le record de la traversée de l'Atlantique, en 8 jours 16 heures 36 minutes. Le voilier a doublé le cap Lizard, au sud de l'Angleterre, à 3 h 17 mn. Le précédent record avait été établi en 1981 par Marc Pajot sur *Elf-Aquitaine*, en 9 jours 10 heures 6 minutes.

CYCLISME

Kelly : à Liège comme à Roubaix

De notre envoyé spécial

Liège. — Une semaine après sa victoire dans Paris-Roubaix, qui avait mis en évidence son efficacité sur les pavés, Sean Kelly a confirmé son éclatante supériorité en gagnant, dimanche 15 avril, Liège-Bastogne-Liège, considérée comme la plus belle des classiques belges, en raison de son parcours, difficile mais équilibré, au cœur des Ardennes.

Ici et là, le champion irlandais s'est imposé d'une manière comparable. Il a recueilli les fruits d'une contre-attaque opportune, d'une course intelligente, significative de son complet épanouissement. Sur la route de Roubaix, on s'en souvient, il avait rejoint Bondue et Braun à 20 kilomètres du but, au terme d'une longue poursuite dans la traversée de l'enfer du Nord. Cette fois, il a opéré la jonction avec Laurent Fignon et Phil Anderson, à 3 kilomètres seulement de l'arrivée, puis il a battu au sprint les rescapés de cette impitoyable course d'usure. Résultat logique. Kelly est certainement le coureur le plus rapide du peloton, et l'on ne voit pas qui aurait pu faire échec à sa vélocité.

Inquiétudes pour Hinault

Il reste que Fignon et Anderson ont frisé la réussite. Le Français et l'Australien, qui s'étaient détachés dans le secteur stratégique, comptaient une minute d'avance en abordant la côte de la Redoute à 27 kilomètres de l'arrivée. Une meilleure coordination de leurs efforts leur eût, sans doute, permis de préserver ce léger avantage, surtout si l'on considère qu'ils bénéficiaient encore d'une marge convenable à l'entrée de Liège. Mais, de toute évidence, l'accord ne régnait pas entre les deux hommes. D'ailleurs, Fignon perdit momentanément le contact, à la suite d'une accélération de Phil Anderson, et se montra peu enclin à lui apporter son aide, ce qui ne l'empêcha pas de tenter énergiquement sa chance aussitôt après le regroupement.

Si le vainqueur du Tour de France 1983, très discret depuis le début de l'année, vient de faire sa réapparition dans une course de large audience et de rassurer en partie son entourage, on s'interroge, en revanche, au sujet de Bernard Hinault, dont le comportement en retrait suscite l'inquiétude. Liège-Bastogne-Liège marquait un rendez-vous d'autant plus important pour le chef de file du groupe La vie claire, qu'il avait renoncé à Paris-Roubaix et qu'il sétait laissé piéger, ainsi que la plupart des favoris, trois jours plus tôt, dans la Flèche wallonne.

L'épreuve du dimanche offrait aux battus du jeudi une occasion de se racheter, que Kelly n'a pas laissé passer. On attendait également Hinault au virage. Or, le Français n'est pas parvenu à suivre le groupe de contre-attaque, au sein duquel l'Irlandais retrouva Lemond, Madiot, Criquélion, Rooks, Zoetemelk et le Portugais Da Silva. Cette impuissance à colmater les brèches au moment décisif semble révélatrice de ses limites actuelles et surprend, quand on connaît son tempérament combatif.

Conformément à son programme initial, le routier breton va maintenant s'accorder une semaine de détente, afin de préparer le deuxième acte de la saison, qui comportera essentiellement des courses par étapes, dans la perspective du Tour de France. Celles-ci lui conviendront sans doute mieux que les classiques dominées par un Kelly irrésistible. Bernard Hinault s'apprête néanmoins à livrer l'un des combats les plus durs de sa carrière. Cela veut dire aussi qu'il fera à nouveau la démonstration d'une volonté peu ordinaire.

JACQUES AUGENDRE.

BOXE

Elbilia arrêté à Detroit

Après Marcel Cerdan et Laurent Dauthuille en 1949, Jo Kim Puant en 1980, un quatrième boxeur français, Gilles Elbilia, a échoué à Detroit (Michigan) dans sa quête d'un titre mondial. Dimanche 15 avril, au Cobo Hall, devant seulement quinze cents spectateurs, le champion d'Europe des mi-moyens a été arrêté par l'arbitre à la sixième reprise de son combat contre le Noir américain Milton McCrory, alors qu'il se relevait le nez en sang après avoir été compté huit sur un crochet.

Cette décision a été contestée par le Français, qui aurait voulu continuer le combat. En février dernier, il avait gagné son championnat d'Europe contre le Noir italien Nino de la Rocca à Capo d'Orlando (Sicile) dans des conditions analogues. Selon les observateurs, Elbilia, qui est âgé de vingt-six ans, n'a cependant pas démérité face à l'Américain, âgé de vingt-deux ans, surnommé « l'homme de glace », qui est beaucoup plus grand que lui. Invaincu en vingt-quatre combats professionnels, celui-ci avait gagné dix-huit fois avant la limite. Appartenant à la même écurie que le champion du monde des super mi-moyens, Thomas Hearns, McCrory est comme lui un boxeur complet, alliant puissance de frappe des deux mains à un sens tactique très aigu.

FOOTBALL

Marseille retrouve la première division

Alors que les demi-finales de la Coupe de France mettront en présence, les 25 avril et 5 mai, le FC Nantes et le FC Metz d'une part, l'AS Monaco et le SC Toulon d'autre part, les positions n'ont pas changé en tête du championnat de première division à l'issue de la trente-cinquième journée disputée le 14 avril. Monaco, le nouveau leader s'est en effet imposé à Strasbourg (1-0) sur un but de l'international Bruno Bellone et précède toujours d'un point Bordeaux, vainqueur à domicile du Paris SG (2-1), qui voit ainsi ses chances de participer à une Coupe d'Europe fortement compromises.

Derrière ces deux équipes, Auxerre est toujours là. Les joueurs de Guy Roux ont préservé leur troisième place, à deux points de Monaco, grâce à Patrice Garande, auteur du seul but de la partie à Nancy, qui a pris la tête au classement des buteurs avec un total de vingt buts.

Si rien n'est joué pour les clubs de l'élite, en revanche, Marseille a signé avec brio son retour en première division la saison prochaine en écrasant Thonon (5-0), quatre ans après la « descente ».

Le club phocéen, l'un des plus prestigieux de France avec cinq titres de champion et neuf victoires en Coupe, semble s'être remis de son époque tumultueuse qui a commencé dans les années 70. Depuis l'arrivée, en 1982, au poste d'entraîneur du jeune Roland Gransart, l'OM s'est remis sur les rails du succès. Sixième de son groupe en division 2 à la fin de la saison 1981, troisième en 1982, quatrième enfin l'année dernière, l'Olympique de Marseille était, cette année, seul en tête de son groupe depuis la dix-huitième journée.

Pour la saison prochaine, les dirigeants ont prévu de recruter pour améliorer l'effectif. Mais dans la limite de leurs moyens. De ses années noires, le club a encore une dette de quelque 7 millions de francs, et, en dépit d'une moyenne de seize mille spectateurs par match, son équilibre reste précaire.

RUGBY

Six ballottages en huitièmes de finale

Béziers et Montferrand n'ont pas fait de détail, dimanche 15, au cours des huitièmes de finale aller du championnat de France de rugby. Ces deux clubs ont pris une sérieuse option pour la qualification en quarts de finale, sur le même score de 22-3, le premier battant Pau et le second triomphant de Tulle.

Les autres rencontres ont donné lieu à des matches, le plus souvent très serrés, qui se sont terminés sur des scores laissant planer l'incertitude sur la « revanche ». Ainsi, Bègles et Tarbes, conduit par Philippe Dintrans, le nouveau capitaine de l'équipe de France, ont-ils fait match nul (13-13) sur la pelouse d'Agen. Quant à Nice, vice-champion 1983, il a obtenu à Toulon, grâce à son demi d'ouverture Pierre Pedeutour (cinq pénalités réussies), une courte victoire (18-16) sur Narbonne, qui avait mené à la marque jusqu'à la soixante-dixième minute.

Dax a, de son côté, vaincu Bayonne (19-6) sur le terrain de Mont-de-Marsan. Cette victoire pourrait bien redonner confiance à une équipe dacquoise en proie au doute ces derniers temps. Mais la question est de savoir si l'avance des Landais sera suffisante pour contenir le « retour » des fantasques Bayonnais dans deux semaines.

Même question pour ce qui concerne Agen, vainqueur à Tarbes, samedi 14, du Stade Toulousain (20-12), après un match passionnant, ainsi que pour Grenoble victorieux (15-9), en Avignon, samedi également, de Toulon, l'équipe de Jérôme Gallion.

Enfin, Graulhet a, contre toute attente, beaucoup souffert pour vaincre Oloron (15-10), à Lourdes, avec un essai d'Icart (pendant les arrêts de jeu), transformé par Laporte.

Les résultats

Athlétisme

RECORDS DE FRANCE

Gérard Lelièvre a battu, dimanche 15 avril, à Epinay-sur-Seine, son record de France des 20 km à la marche, en 1 h 22 mn 14 s. Le champion normand a aussi amélioré, au cours de la même épreuve, le record de l'heure en couvrant 14,809 km.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Trente-cinquième journée)

Monaco b. *Strasbourg	1-0
*Bordeaux b. Paris-SG	2-1
Auxerre b. *Nancy	1-0
*Toulouse b. Metz	3-1
*Nantes b. Brest	4-0
*Sochaux b. Toulon	8-2
*Laval b. Lens	3-0
*Rouen et Saint-Etienne	1-1
*Lille et Bastia	0-0
*Nîmes et Rennes	1-1

Classement. — 1. Monaco, 49 pts ; 2. Bordeaux, 48 ; 3. Auxerre, 47 ; 4. Nantes, Toulouse, 42 ; 6. Paris-SG, 41 ; 7. Sochaux, Strasbourg, Laval, 36 ; 10. Rouen, Bastia, 34 ; 12. Lille, Lens, 33 ; 14. Nancy, 30 ; 15. Metz, 29 ; 16. Saint-Etienne, Toulon, 28 ; 18. Brest, 27 ; 19. Nîmes, 24 ; 20. Rennes, 21.

Deuxième division
Groupe A
(Trente-cinquième journée)

*Marseille b. Thonon	5-0
Nice b. *Limoges	2-1
*Béziers et Lyon	0-0
*Montpellier b. La Roche-sur-Yon	3-1
*Cannes et Alès	1-1
*Grenoble et Besançon	1-1
Sète et Martigues	2-2
*Gueugnon et Cuiseaux-Louhans	0-0
*Villefranche et Libourne	1-1

Classement. — 1. Marseille, 55 pts ; 2. Nice, 52 ; 3. Lyon, 46 ; 4. Limoges, 45 ; 5. Montpellier, 42 ; 6. Cannes, 38 ; 7. Grenoble, 36 ; 8. Alès, Martigues, Sète, 32 ; 11. Thonon, 31 ; 12. Gueugnon, Cuiseaux-Louhans, 30 ; 14. Besançon, Béziers, 28 ; 16. Libourne, 27 ; 17. Angoulême, Villefranche, 25 ; 19. La Roche-sur-Yon, 24.

Groupe B
(Trente-troisième journée)

*Tours b. Roubaix	5-0
*Racing CP b. Mulhouse	3-0
*Le Havre b. Valenciennes	3-0
*Red Star b. Reims	1-0
*Orléans b. Stade Français 92	1-0
*Guingamp et Châteauroux	0-0
*Sedan b. Angers	2-1
*Quimper et Abbeville	2-2
Dunkerque b. *Montceau	1-0

Classement. — 1. Tours, 51 pts ; 2. Racing CP, 50 ; 3. Le Havre, 47 ; 4. Reims, 43 ; 5. Orléans, Valenciennes, 39 ; 7. Mulhouse, Guingamp, 37 ; 9. Stade Français 92, 32 ; 10. Chateauroux, 31 ; 11. Sedan, 29 ; 12. Dunkerque, 27 ; 13. Abbeville, Quimper, 26 ; 15. Red Star, 25 ; 16. Angers, 24 ; 17. Montceau-les-Mines, 17 ; 18. Roubaix, 14.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ITALIE

500 centimètres cubes. — 1. Freddie Spencer (E.-U., Honda), 53 mn 56 s 40 (moyenne : 151,315 km/h) ; 2. Lawson (E.-U., Yamaha), à 19 s 65 ; 3. Roche (Fr., Honda), à 46 s 78 ; 4. Gardner (Aust., honda), à 1 mn 3 s 70.

250 centimètres cubes. — Fausto Ricci (It., Yamaha), 47 mn 5 s 59 ; 2. Wimmer (R.F.A., Yamaha), à 8 s 95 ; 3. Rainey (E.-U., Yamaha), à 14 s 23 ; 4. Mattioli (Fr., Chevalier), à 14 s 79 ; 5. McLeod (G.-B., Yamaha), à 14 s 98 ; 6. Cornu (Sui., Yamaha), à 37 s 85 ; 7. Boile (Fr., Pernod), à 40 s 34.

125 centimètres cubes. — Nieto (Esp., Garelli), 44 mn 30 s 82 (141,052 km/h) ; 2. Vitli (It., MBA), à 1 s 6 ; 2. Lazzarini (It., Garelli), à 3 s 51 ; 4. Caracchi (It., MBA), à 26 s 99 ; 5. Cadalora (It., MBA), à 27 s ; 8. Selini (Fr., VR), à 58 s 46.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Grenoble b. Stade Français	3-0
Asnières b. Montpellier	3-1
Dimanche	
Stade Français b. Montpellier	3-2
Asnières b. Grenoble	3-2

Classement final. — 1. Asnières 22 pts ; 2. Grenoble, 19 ; 3. Stade Français, 17 ; 4. Montpellier, 14.

Tennis

LUXEMBOURG
(Finale)

Ivan Lendl (Tch.) b. Tomas Smid (Tch.), 6-4, 6-4.

NICE
(Finale)

Andres Gomez (Eq.) b. Henrik Sundstrom (Suèd.), 6-1, 6-4.

INFORMATIONS « SERVICES »

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de publier les ouvrages suivants :

COLLECTION DES RAPPORTS OFFICIELS

La Bureautique dans l'administration française (situations, conditions et perspectives de développement) de MM. Lucien Mehl et Patrick Buffet. — Étude de la bureautique dans l'administration et des obstacles à son développement : formation et information du personnel ; adaptation des procédures pour intégrer la bureautique au processus général d'informatisation et concilier initiative et coordination, renforcement du dispositif d'assistance auprès des administrations ; organisation de la demande publique de produits et services bureautiques de manière à concilier une bonne gestion des deniers publics avec l'expansion nationale du secteur économique correspondant. 354 pages, 16 × 24 cm, 120 F.

L'Écologie, les défis d'une science en temps de crise, de M. Francesco Di Castri. — Définitions, limites, bilan en France de l'écologie. Son analyse à travers les grandes fonctions de recherche, de formation, de transfert et d'application des connaissances, d'information et de vulgarisation. Contribution de l'écologie à la sortie de crise. 118 pages, 16 × 24 cm, 70 F.

VIE PUBLIQUE

Regards sur l'actualité, nº 98. — Le IXe Plan : la procédure d'élaboration, la stratégie de modernisation, les moyens d'exécution, l'avis du Conseil économique et social ; les quotes-parts du FMI ; la politique du cinéma. 64 pages, 16 F.

Répertoire permanent de l'administration française, 1984. — L'administration centrale par service, le nom des responsables et leurs coordonnées. L'administration préfectorale, les responsables des collectivités territoriales (régions, départements et communes de plus de 30 000 habitants). 418 pages, 13,5 × 21, 100 F.

La Fonction publique en 1983. — Rapport annuel du secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives. Bilan des réformes entreprises depuis trois ans. Inventaire des textes promulgués. Dossier statistique sur la fonction publique. 370 pages, 16 × 24, 100 F.

Revue française d'administration publique nº 28 — Publiée par l'Institut international d'administration publique. Les rémunérations dans la fonction publique : évolution du début du siècle à nos jours ; analyse du système français et notes sur différents systèmes étrangers. 286 pages, 62 F.

ECONOMIE-DEVELOPPEMENT

Informatisation du tiers-monde et coopération internationale, nº 4 751 des « Notes et études documentaires » de Mme J. Conquy Beer-Gabel. — Etude des conditions du succès de l'informatisation dans l'aide au développement du tiers-monde, notamment le rôle des organisations internationales. 136 pages, 16 × 24, 45 F.

La Faim dans le tiers-monde, nº 213 des *Cahiers français.* — Causes du phénomène. Exposés sur la solution agricole et les politiques en remède (échanges et coopération). 80 pages + 32 pages de notices, 28 F.

Dans *Problèmes économiques,* nº 1864 : Où en est la crise des paiements dans des pays en voie de développement ? Bilan provisoire et propositions. 32 pages, 7 F.

Le Courrier des pays de l'Est, nº 281. — Une étude sur le rôle des entreprises privées en Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Yougoslavie ; note de synthèse : le point sur la privatisation dans l'économie hongroise. 56 pages, 39 F.

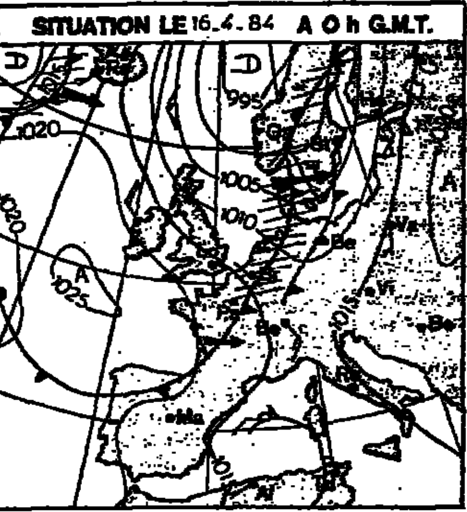
Problèmes économiques, nº 1866. — Questions européennes : le financement de la Communauté, l'avenir de l'Europe industrielle, un point de vue britannique sur la politique agricole commune, effets d'une éventuelle adhésion à la CEE pour l'Espagne et le Portugal. 32 pages, 7 F.

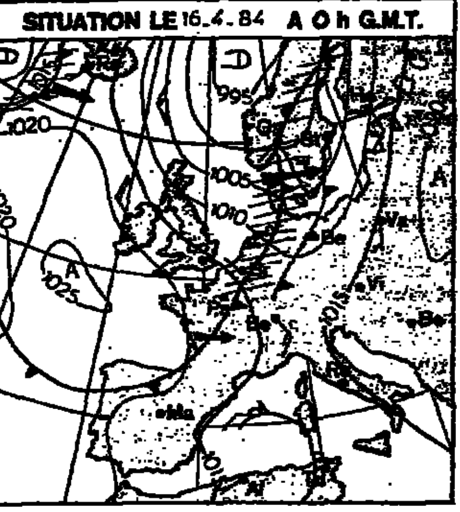
COMMUNICATION

Problèmes audiovisuels, nº 17. — Programmes de télévision : quelle recherche, quelle création ? Dossier réalisé par l'INA sur la recherche en matière de programmes de télévision. La situation aux États-Unis, en RFA, Grande-Bretagne, Belgique et France ; le point de vue des auteurs ; la recherche face aux conditions nouvelles de la demande. 56 pages, 25 F.

La télévision des réalisateurs, de Jacqueline Beaulieu, dans la llection « Audiovisuel et communication » de l'INA. — L'histoire de la création télévisuelle en France depuis son origine, à partir du témoignage des grands de la réalisation-TV. Fiction et/ou documentaire ? Analyse des mutations de la réalisation à travers les changements techniques, institutionnels, etc. Réflexion sur le métier de réalisateur présenté comme une grande mission culturelle. 188 pages, 16 × 24, 75 F.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 17.4.84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 avril à 0 heure et le mardi 17 avril à 24 heures.

La zone nuageuse et orageuse du sud-est s'éliminera lentement vers l'Italie. Une zone de hautes pressions s'installera sur la France ramenant le beau temps.

Mardi matin sur la moitié nord-ouest, temps frais avec faibles gelées de 0 à – 1 °C dans l'intérieur. Quelques bancs de brouillards formés au lever du jour se dissiperont assez rapidement et il fera beau dès le milieu de matinée. Sur la moitié sud-est, ciel légèrement plus nuageux avec tout de même des résidus d'orages sur la Corse, la Provence et les Alpes. Mistral sur la basse vallée du Rhône.

Au cours de la journée, mis à part quelques nuages qui resteront accrochés sur les Alpes et les Pyrénées, le beau temps chaud et bien ensoleillé se rétablira sur l'ensemble du pays. Le vent faiblira sur les régions méditerranéennes. Des orages et quelques averses pourront encore éclater sur la Corse.

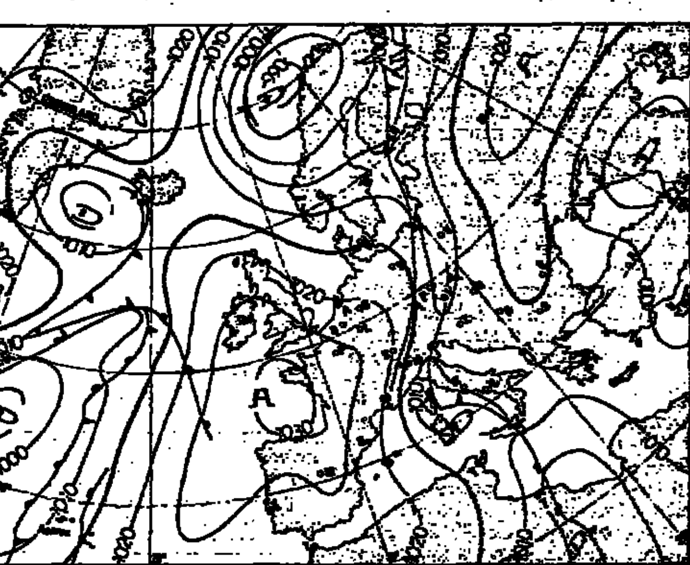
Il fera 13 à 14 °C sur le Nord et l'Est, 16 °C de la Bretagne à la région parisienne. 17 °C en région lyonnaise est sur le centre, 18 à 20 °C de l'Aquitaine au pourtour méditerranéen.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 16 avril, de 1919,3 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 avril ; le second le minimum de la nuit du 15 au 16 avril) : Ajaccio, 19 et 11 degrés; Biarritz, 14 et 10; Bordeaux, 17 et 8; Bourges, 19 et 6; Brest, 12 et 4; Caen, 15 et 3; Cherbourg, 11 et 5; Clermont-Ferrand, 18 et 7; Dijon, 17 et 7; Grenoble-St-M.-H., 19 et 7; Grenoble-St-Geoirs, 15 et 5; Lille, 17 et 2; Lyon, 17 et 6; Marseille-Marignane, 18 et 11; Nancy, 20 et 7; Nantes, 18 et 2; Nice-Côte d'Azur, 18 et 11; Paris-Montsouris, 22 et 5; Paris-Orly, 20 et 3; Pau, 13 et 9; Perpignan, 15 et 11; Rennes, 16 et 1; Strasbourg, 24 et 9; Tours, 18 et 3; Toulouse, 17 et 9; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et 13 degrés ; Amsterdam, 16 et 2; Athènes, 19 et 7; Berlin, 22 et 10; Bonn, 22 et 5; Bruxelles, 19 et 2; Le Caire, 26; îles Canaries, 23 et 17; Copenhague, 14 et 6; Dakar, 23 et 18; Djerba, 22 et 16; Genève, 20 et 8; Jérusalem, 21 et 8; Lisbonne, 17 et 12; Londres, 14 et – 1; Luxembourg, 18 et 4; Madrid, 15 et 6; Moscou, 16 et 5; Nairobi, 28 et 14; New-York, 9 et 6; Palma-de-Majorque, 14 et 10; Rome, 20; Stockholm, 15 et 6; Tozeur, 28 et 13; Tunis, 19 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 AVRIL

« L'exposition sur le vitrail racontée aux jeunes », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Senant.

« L'évolution de l'art gothique à Notre-Dame », 15 heures, portail central, Mlle Colin.

« La basilique de Saint-Denis et le gothique », 15 heures, façade basilique, métro Saint-Denis-Basilique, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Peinture américaine », 18 heures, Grand Palais (Approche de l'art).

« Le Marais entre cour et jardin », 15 heures, 68, rue F.-Miron, (Mlle Rojon).

« Exposition Camille Claudel », 14 h 30, 77, rue de Varenne (Arts et curiosités de Paris).

« Saint-Germain-des-Prés, jardins et curiosités », 15 heures, métro Mabillon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le palais de justice, son fonctionnement », 14 h 30, 9, place Dauphine (M. Czarny).

« Hôtels et jardins illuminés du Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Bouguereau et l'art IIIe République », 15 heures, entrée du Petit Palais (Mme Hager).

« Friedrich et le romantisme allemand », 14 h 30, 28, rue des Francs-Bourgeois (M. Jaslet).

« Le quartier St-andré-des-Arts », 15 heures devant la fontaine St-Michel (Mme Willer).

CONFÉRENCES

15 heures, 20, rue Marsoulan, Ecologie-énergie-survie : « Le renard et la rage » (Projection).

19 h 30, Sorbonne, amphi Bachelard, L.-M. Vincent : « L'énergie et la vie ».

20 h 30, Ecole spéciale d'architecture, 254, bd Raspail : « villes nouvelles et lotissements ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 15 avril :

UN DÉCRET

● Relatif à la perception par l'Office national de la navigation d'une taxe parafiscale sur les transports fluviaux exécutés au tour de rôle.

UN ARRÊTÉ

● Modifiant un précédent arrêté portant application de l'article 3 du décret du 19 août 1970 relatif à l'organisation des missions régionales.

UNE CIRCULAIRE

● Modifiant la circulaire du 1er août 1966 relative aux comptes des collectivités à la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.

ENTRAIDE

VIEUX AMIS. — Les Petits Frères des pauvres et leurs amis sont au service des personnes âgées par des visites, des aides, des « sorties », des séjours. En ce temps de Pâques, ils voudraient être pour leurs vieux amis, la famille de ceux qui n'en ont plus.

★ **Les dons peuvent être adressés aux Petits Frères des pauvres, 64, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél. : 355-39-19. CCP Paris 2463.98 E.**

GUIDE

VITE, LE TÉLÉPHONE. — L'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (AFUTT) publie un *Guide de numéros utiles à Paris, en 1984.* C'est une petite plaquette, très commode d'emploi, qui comporte les numéros à appeler dans pratiquement toutes les situations. Cela va de l'urgent — et même très urgent : brûlures, empoisonnements, main coupée... — à l'utile, puis au futile : les dépannages de toutes sortes — matériels et psychologiques, — la perte d'une carte de crédit, les restaurants, tabacs, magasins ouverts tard le soir ou toute la nuit, le temps à Quimper, Madrid ou New-York, la NASA — parfaitement, — et tout le domaine des loisirs, de la culture, du tourisme, des sports, y compris les concerts gratuits et les réservations. Pour tout cela, aucune adresse mais des numéros de téléphone. Il n'y a pas une minute à perdre.

★ **Cette plaquette de 64 pages est distribuée gratuitement avec les « pages jaunes » des annuaires parisiens. L'expérience pourrait être étendue à d'autres régions. AFUTT, BP nº 1, 92430 Marnes-la-Coquette, tél. : 741-79-15 (répondeur-enregistreur).**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3690

HORIZONTALEMENT

I. Peut être la réponse du berger. — II. Est parfois décelée à l'odeur. — III. Un adversaire pour Marius. Instrument à corde. — IV. Rivière de Sibérie occidentale. Un grain de sable, parfois. — V. Présentés en reliefs. — VI. De vieilles habitudes. Ville d'Allemagne. — VII. Un souverain d'autrefois. Une abréviation pour le Fils. — VIII. A toujours de la veine. Début d'espérance. — IX. N'a vraiment pas bénéficié du secret de la correspondance. — X. Mot souvent prononcé quand il y a des « morpions ». Pour lier. Une île dans la mer d'Irlande. — XI. Qui ne forment qu'un petit volume.

VERTICALEMENT

1. Peut être assimilé à un jeu. — 2. Est bon pour le cœur. Symbole pour un métal mou. Fleuve côtier. — 3. Un agrément d'autrefois. On en faisait des pains. — 4. Qui ne seront jamais rendus. — 5. Où il n'y a donc pas de rouleaux. Cérémonial. — 6. En Mélanésie. Crochets pour manier des tissus. — 7. Grande pièce dans un bâtiment. Ville d'Allemagne. — 8. Qui avait donc des privilèges. Qui n'a rien coûté. — 9. Nom qu'on peut donner à ceux qui viennent de descendre.

Solution du problème nº 3689

Horizontalement

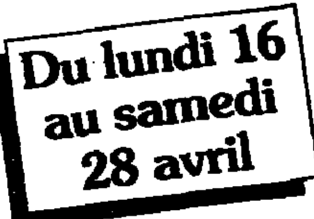
I. Agoraphobe. Réas. — II. Rouille. Annonce. — III. Ru. Bénardes. On. — IV. Ovations. Oreste. — V. Sévigné. Écosses. — VI. Ere. Eastman. St. — VII. Un. Dos. Éprise. — VIII. Râ. Rime. Idées. — IX. Irisé. Blindés. — X. Club. Muet. Arum. — XI. Abri. Vue. Tito. — XII. Et. Lampas. Vin. — XIII. Lei. Arec. Vèle. — XIV. Gueulard. Lie. Eu. — XV. Ers. Ascenseur.

Verticalement

1. Arroseur. Cierge. — 2. Gouvernail. — 3. Ou. Ave. Rua. Lee. — 4. Ri. Ti Dribbleur. — 5. Albigeois. Rails. — 6. Pléonasme. Im. — 7. Hennés. Para. — 8. As. Te. Buvards. — 9. Bar. Empileuse. — 10. Endocardite. Clé. — 11. Néronien. In. — 12. Roses. Sédatives. 13. En. SS. Ésérine. — 14. A-côtés. Sut. Leu. — 15. Sénestre. Moteur.

GUY BROUTY.





LE CARNET DU Monde

Naissances

— Liliane HYLKEMA et Mark BLAISSE ont la joie d'annoncer la naissance de

Menno,

le 13 avril 1984.
42, rue de Galilée,
75116 Paris.

Mariages

— Mlle Marie-Chantal DARRICARRÈRE
et M. Jean-Marc FERREIRA

ont la joie d'annoncer leur mariage.

La cérémonie civile aura lieu le 28 avril 1984, à 15 h 30, à la mairie de Saint-Paul-lès-Dax (40990).

La cérémonie religieuse suivra à 16 heures, en la chapelle du Berceau de Saint-Vincent-de-Paul (40).

7, rue du Lieutenant-Lumo,
40000 Mont-de-Marsan.

Décès

— Mme Gino Arigoni,
son épouse,
Mme Catherine Arigoni
et ses enfants,
M. et Mme Gérard Arigoni,
et leurs enfants,
Mme Sandra Arigoni
et ses enfants,
Mlle Carla et Paola Arigoni,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gino ARIGONI,

survenu le vendredi 13 avril 1984, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 18 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, place du Louvre, à Paris-1er.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Claude Guthmann,
Anne et Julie Guthmann,
Mme Armand Vidal-Naquet
et ses enfants,
M. Paul Guthmann
et ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Georgette GUTHMANN,
née Vidal-Naquet,

survenu le 10 avril 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Marcelle HAMET,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année à Paris.

De la part de
M. Georges Tourret,
Ses parents et alliés.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 16 avril 1984, au cimetière du Père-Lachaise.

— Le comédien

Jean-Pierre KERIEN,

est décédé le 9 avril 1984 à l'âge de soixante et onze ans.

Regretté par
Wanda Kerien,
son épouse,
Laure Obolensky,
sa fille,
M. et Mme Yves Cleris,
ses sœur et beau-frère,
Le docteur et Mme Jean-Pierre Boucherot,
ses neveu et nièce,
M. et Mme Michel Malachowski,
ses beau-frère et belle-sœur,
Mme Marguerite Kerien,
sa cousine.

L'incinération a eu lieu le 16 avril 1984 dans la plus stricte intimité.

73, rue de Clichy,
75009 Paris.

— Mme Tania Kettaneh,
née Damiani, son épouse,
et sa fille June,
M. et Mme Charles Kettaneh,
ses parents,
M. et Mme Stefan et Naila Kunigk,
née Kettaneh
et leurs enfants,
M. et Mme Nabil et Nayla Kettaneh,
née Kassatly,
Mme Maureen Damiani
et ses enfants,
Michel et Carole Damiani,
Ainsi que les familles Kettaneh, Damiani, Hacho et Kassatly,
Leurs parents et alliés,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Charles KETTANEH junior,

survenu à New-York, le 9 avril 1984, à l'âge de trente-deux ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Ignace-de-Loyola, à New-York.

38, avenue George-V,
75008 Paris.

— M. Ernest Labrousse,
son mari,
Mme Michel Catonné,
sa fille,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles parentes et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Ernest LABROUSSE,
née Anne-Marie Ramerony,
ancienne secrétaire générale
du Comité d'accueil
aux étudiants étrangers boursiers
du gouvernement français,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 avril 1984, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

On se réunira, le jeudi 19 avril, à 9 h 30, pour la levée du corps à l'hôpital de la Pitié, 22 rue Bruant, à Paris.

L'inhumation aura lieu le même jour à Barbezieux (Charente), dans le caveau de famille, à 16 heures.

62, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

— Sa famille,
Ses amis,

ont la douleur d'annoncer la mort, survenue le 13 avril 1984, à l'âge de trente-huit ans, de

Eve MALLERET,
assistante de russe
à la faculté de Besançon.

La levée du corps aura lieu, le mercredi 18 avril, à 7 h 30, à l'hôpital Saint-Joseph, amphithéâtre no 5, rue Pierre-Larousse, 75014 Paris.

Les obsèques auront lieu, dans l'intimité, à Vimines (Savoie).

S. Malleret,
17, avenue Paul-Vaillant-Couturier,
94110 Arcueil.

— Le professeur
et Mme Roland Perlès,
M. et Mme Michel Perlès,
Le docteur Bernard Perlès,
Mme Anne-Marie Bricaut
ainsi que Jérémie et Anaïs,
leurs enfants,
M. Eric Perlès,
M. et Mme Jean Péan de Ponfilly
et leur fille Elsa,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petite-fille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme veuve René PERLÈS,
née Anita Maduro,

survenu en son domicile, le 11 avril 1984, dans sa quatre-vingt-septième année.

Selon son désir, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

57, avenue Paul-Doumer,
75116 Paris.

— Nice, Paris, Tours et Ho-Chi-Minh-Ville.

Mme Jullien Henriette,
sa belle-mère,
Mme Jullien Jacqueline,
sa belle-sœur,
Le docteur et Mme Jean-Marie Pottier
et leur fils Alexandre,
Le professeur et Mme Richard Pottier
et leurs enfants Agnès et Serge,
ses fils, belles-filles et petits-enfants,
La famille Pham Xuan Tieu,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. André POTTIER,

survenu le 5 avril 1984 à Chambray-lès-Tours, dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 12 avril 1984, en la chapelle de Chambray-lès-Tours, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu à une date ultérieure à Caen (Calvados), dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Henri Sadones,
M. et Mme François Sadones,
Les docteurs Nadine
et Gérard Rousselet,
Leurs parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri SADONES,
née Clémence Franchomme,

survenu le 11 avril 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 17 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Jacques, 167, boulevard Bineau, à Neuilly-sur-Seine.

Ni fleurs ni couronnes.
60, rue de Rennes.

Anniversaires

— Il y a deux ans, à l'âge de quarante-sept ans,

Francis SOURIS

nous quittait silencieusement.

Que ceux qui ont su apprécier sa fidélité et sa loyauté associent, dans leurs pensées, le souvenir de

François SOURIS,
et de
Jeanne SOURIS-DELANNOY,

qu'il a accompagnés jusque dans leur dernier voyage.

Débats

— M. Raymond Barre, ancien premier ministre, traitera de l'« Economie en liberté » au cours d'un cocktail-débat organisé par le cercle républicain, le mercredi 9 mai, à 18 heures.

Renseignements : 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Monde

culture

TROIS RENCONTRES

CHARLÉLIE COUTURE SANS DROGUES

« Je n'ai que mes doigts et mes envies pour transformer l'ennui »

Charlélie Couture donnait dimanche 15 avril, à 14 h 30, un concert exceptionnel à l'ancienne gare de la Bastille pour dire simplement non aux drogues dures et, par la même occasion, donner les bénéfices du spectacle à un centre de réinsertion.

« *Depuis quinze ans*, dit Couture, *tout a été très vite. Les rêves se sont accumulés : soixante-huitards, post soixante-huitards, individualistes. Nous avons emprunté nombre de circuits à toute vitesse, côtoyé des sensibilités tous azimuts avec un langage qui changeait, se retournait.*

» *Il y a cinq ans, je n'aurais pas pu faire ce concert. L'idée a commencé à me venir au travers des petites lettres des jeunes qui me demandaient : « Pourquoi te » drogues-tu ? », ou bien : « Les » profs disent que t'es un drogué. ». D'abord j'ai répondu par un : « Ça » va pas ! J'suis pas là-dedans. » Et puis je me suis dit : il faudrait peut-être que je pose les choses comme elles sont plutôt que de répondre du tac au tac et de laisser ça sous la table. Autant faire savoir clairement : non, je ne sais pas pourquoi, mais je ne suis pas dans la dope. Je n'ai que mes doigts et mes envies pour transformer l'ennui ou mes fantasmes en musique. Ceux qui ont le nez dans la poudre éternuent encore plus tout seuls et ils savent le prix que ça leur coûte.*

» *Inutile d'entrer dans un descriptif morbide, ou voyeur, ou même culpabilisateur ; ceux qui ont plongé savent pourquoi, comment on fait le premier pas dans l'entonnoir — une semaine pour y rentrer, des mois pour en sortir... Cependant, chaque homme est responsable des choix qu'il fait, quels qu'ils soient. Moi, je ne suis pas dans la dope.*

» *Les gens ont tendance à tout mélanger : rock égale défonce, et bizarre égale camé. Comme si le fait d'être différent avait toujours une drogue pour explication. Si j'ai une folie, je l'assume telle quelle. Même s'il ne s'agit que d'une sorte d'amusement avec ma peau, avec les apparences — des rubans au poignet, des tresses dans les cheveux. Je ne m'habille pas de la même manière selon qu'il fait beau ou mauvais. Je ne me vois pas mettre des couleurs qui pètent un jour gris, ou l'inverse.* »

Charlélie Couture a présenté ce concert après avoir tourné dix mois sur les routes, séjourné un mois en studio et passé ces dernières semaines chez lui à Nancy, « *pour me retourner, réapprendre où étaient rangées mes affaires* ».

En tournée, l'auteur de *Comme un avion sans aile*, a beaucoup écouté la musique des boîtes de nuit avec son martèlement, son mélange de thérapeutique décompressif et de transe moderne. Il s'est mis à percevoir « *cette musique de banlieue, sans jeu de mots, seulement dans la mesure où elle s'appuie sur un instantané, d'une façon plus exacte que la vision stéréotypée que j'en avais jusque-là. Je crois que le rock a pris une claque avec les modifications du temps. Les gens sont devenus très réalistes. Or, dans le rock, il y a quand même une utopie.*

» *J'ai acheté un Apple et je m'échine dessus. Si je veux pouvoir parler avec les dix-quinze ans qui vont venir et qui, eux, parleront naturellement avec leur ordinateur, il faut que je me remette en cause.* »

A l'ancienne gare de la Bastille, Charlélie Couture était entouré de trois musiciens polyvalents. Comparativement à ses dernières prestations à Paris, chaque ligne d'arrangement avait été retravaillée, une par une, son par son.

CLAUDE FLÉOUTER.

Barbra Streisand : « *j'ai raconté* Yentl *comme un conte de fées* »

(Suite de la première page)

» A côté de la tombe de mon père, il y en avait une où était inscrit Anshel, le nom de garçon que choisit Yentl. C'était un signe extraordinaire, et, là-bas, tandis que je me recueillais, il me semblait que mon père me disait : « N'aie pas peur, franchis une nouvelle étape, réalise ton rêve. » Bien sûr, j'avais peur. C'était vital de tourner moi-même, mais, comme je suis perfectionniste, je craignais de ne pas réussir à réunir tous ces éléments de cinéma dont l'heureux mariage détermine la réussite d'un film. J'avais peur, tout en sachant que cette expérience pourrait ou me détruire, ou me fortifier. A travers mon travail d'actrice, je m'étais déjà préparée. Je jouais, et, en même temps, je m'interrogeais sur la place de la caméra, je réfléchissais, en termes de vision, de concept, sur la mise en scène.

» Vous savez bien qu'on fait certaines choses d'instinct, inconsciemment. Pendant des années, j'ai pensé que mon père n'existait même pas, et puis, tout à coup, me voilà sur sa tombe, avec le désir de le découvrir, de le connaître. Je lui ressemble, j'ai son corps, et ses notes, ses essais, m'ont été aussitôt familiers. Ma mère ne me parlait jamais de lui. Quand je la questionnais sur les raisons de ce silence, elle me répondait : « Je ne voulais pas que ton père te manque. »

» Mon père adorait les échecs, le théâtre français, les mathématiques, c'était aussi un athlète, pas seulement un intellectuel. Il était un homme très religieux. Etudiant à New-York, lorsqu'il finissait trop tard le vendredi, il revenait à pied chez lui à Brooklyn — c'était le soir du sabbat, et il s'interdisait même de prendre le métro. Par mon oncle, j'ai appris que mon père aurait voulu devenir un écrivain, mais il a consacré sa vie à l'éducation, et c'est ce que j'admire en lui. En cela, je ne lui ressemble pas, j'ai le sentiment d'avoir toujours été une marginale.

— *Votre film est musical, aurait-il pu ne pas l'être ?*

— Je n'imaginais pas, au départ, faire un film musical. Mais au fur et à mesure des difficultés — on se méfiait d'une histoire où la fille n'était pas une fille, le garçon pas un garçon, — je suis devenue plus attentive aux arguments de certains studios, qui me disaient : « On finance votre » film si vous chantez. » Ensuite, Alan et Marilyn Bergman, qui devaient écrire les paroles de mes chansons, m'ont définitivement convaincue. Selon eux, un film musical s'imposait, la vie intérieure de Yentl allait y gagner en richesse et en émotion.

» Je me suis alors efforcée de trouver une nouvelle forme de cinéma, en mêlant dialogues, chansons et musique, de telle sorte que la pensée passe indifféremment du parlé au chanté. Aujourd'hui, j'aime particulièrement les moments où je chante dans ma tête.

Le baromètre de la vérité

» *Yentl* est un film intimiste. Nous avons tourné presque tout en intérieurs, il y a beaucoup de scènes entre deux personnes autour d'une table, et je me suis obligée à aller dehors pour donner à l'histoire son paysage. Parce que je suis une personnalité publique et parce que, dans le film, une femme épouse une autre femme, j'ai pensé que le mieux était de raconter *Yentl* comme un conte de fées, au lieu d'en faire un documentaire sur la vie des juifs. J'ai voulu que *Yentl* soit une fantaisie réaliste qui puisse toucher le public de différentes façons. Je voudrais que les spectateurs se demandent : « Est-ce que c'est vrai, ou est-ce que c'est un rêve ? »

» Quand nous avons fait des repérages à Zamosz, en Tchécoslovaquie, les bâtiments roses, jaunes et verts du début du siècle m'ont tout de suite plongée dans une réalité de conte de fées. Ici, une maison rose évoquait Hadass, incarnait sa féminité. Ailleurs, une rue me rappelait les rues juives, comme sur les photos de Roman Vichniak, et je découvrais que l'entrepôt pour vieilles voitures de pompiers était une ancienne synagogue. Là encore, je me suis dit que je devais être sur la bonne route, que mon instinct était juste.

— *En quoi l'expérience de* Yentl *vous a-t-elle changée ?*

— Grâce à *Yentl*, je me suis ouverte à la dramaturgie, à la farce française, aux romans russes et à tant de livres dont mon succès m'a tenue éloignée. Avant, je collectionnais les meubles, l'art nouveau, maintenant les objets m'importent moins, je veux rencontrer des gens de partout, il me semble ainsi que je retourne à mes sources. Je veux utiliser mes privilèges, renouer avec la tradition juive afin de tout faire pour contribuer à réparer les morceaux cassés du monde.

— *Bien que vous soyez Barbra Streisand, n'est-ce pas un handicap d'être à la fois femme et metteur en scène ?*

— Si Paul Newman dirige un film, ce n'est pas une grande affaire, et si ce film est réussi, il est naturel de le trouver admirable. Une femme, elle, — et moi tout autant — n'a pas les mêmes droits. Or qui pourrait déterminer le sexe du droit et de l'âme, de l'esprit et de la création ? Certaines femmes, malheureusement, sont sexistes elles aussi. « Je me sens féminine, et en jouant dans mes habits d'homme, et en tournant un film comme cinéaste », ai-je dit à la rédactrice d'un magazine américain. Mais cette phrase a été censurée.

» C'était très important pour moi de vaincre la défiance des studios, c'est-à-dire de gérer correctement un film *dont* je revendiquais l'entière responsabilité. Un homme peut se permettre de dépasser un budget, pas une femme. J'ai respecté le budget de *Yentl*, j'en étais fière, mais les journaux ont écrit le contraire. On a publié des chiffres faux, et j'avais l'impression que mon échec devenait plus intéressant que mon succès. J'ai montré mon film à Steven Spielberg, qui est mon ami, il ne m'a donné qu'un conseil, il m'a dit : « *N'y touche plus* ». Dans la presse, plus tard, j'ai lu qu'il avait été mon conseiller.

» Que faire ? Evidemment continuer, malgré la peur — regardez tous ces gens incapables de dominer leur peur et de parier sur eux-mêmes — malgré le mensonge, qui, lui, n'a pas de place dans l'art. Tout le monde devrait comprendre que la vérité est infiniment plus captivante que n'importe quel mensonge. Un artiste ne peut pas être faux, sinon il perd, et il perd auprès du public, qui demeure, je crois, le meilleur baromètre de la vérité.

» Je garde tous les articles sur *Yentl*, comme au temps où j'avais dix-huit ans, où j'étais une jeune actrice. Et je garde toutes les lettres qui m'arrivent d'un peu partout, et celles, bien sûr, des metteurs en scène qui me parlent de mon travail. C'est ça ma récompense. Pour le reste, je sais que mon film a sa vie, et qu'il existe sans moi. »

Propos recueillis par
YVONNE BABY.

Une femme et le Talmud

Oublié à la récente distribution des Oscars de Hollywood, sauf une récompense à Michel Legrand pour sa musique, *Yentl* a déjà rencontré auprès du public américain et international l'accueil presque sans réserve qui légitime tous les risques. Barbra Streisand nous raconte une belle histoire, bouleverse les cœurs aux accents inspirés de sa voix. Isaac Bashevis Singer a eu beau protester un jour dans le *New York Times* contre le traitement musical subi par sa nouvelle, les lecteurs indignés lui répliquent qu'il n'a qu'à s'occuper de ses affaires.

Ce qui est la plus grande originalité de *Yentl*, l'interpellation du père par la fille en chansons, l'explosion de cette personnalité, de ce tempérament, nommés Barbra Streisand, paraîtra à certains anathème, et pas seulement à l'auteur original. Qu'importe. On accepte ou non ce pari. Dans l'affirmative, le spectateur oublie vite cette forme de distanciation brechtienne, un peu à la manière des « songs » de *Mère Courage*, pour ne retenir que l'exemplarité de la démonstration.

Yentl, fille d'un érudit, semble vivre dans un pays de rêve, sans pogroms, sans misère, quelque part en Europe centrale, au début du siècle. Selon la tradition juive, l'étude du Talmud est réservée aux hommes. A la mort du père, Yentl coupe ses nattes devant le miroir, s'habille en garçon et part étudier à la ville dans une yeshivah, une communauté rabbinique. Elle se lie avec un autre étudiant, Avigdor (Mandy Patinkin), qui ne la connaît plus que sous le prénom masculin d'Anshel.

Dans l'adaptation de Jack Rosenthal et de Barbra Streisand, ces rapports à la fois chaleureux et malaisés des deux amis constituent peut-être le meilleur du film : défi permanent, à la fois physique — jeux de force que Yentl ne saurait gagner — et moral — jeux dialectiques plus subtils, en référence au Talmud dont on peut donner toutes les interprétations. L'équivoque redouble quand Avigdor, qui s'apprête à prendre pour femme la belle Hadass (Amy Irving), est répudié par ses futurs beaux-parents et demande à Anshel de l'épouser à sa place. Yentl doit s'armer, un peu plus tard, de toute son énergie et de son esprit de décision pour le convaincre de la réalité de son sexe. Redevenue femme, elle repart dans le monde, vers une Amérique mythique où les femmes ont les mêmes droits que les hommes.

Outre Michel Legrand, dont on ne célébrera pas assez le génie musical, en symbiose parfaite avec le propos, Barbra Streisand a su s'entourer d'une équipe de premier choix : l'opérateur David Watkin, le scénariste Jack Rosenthal (*les Chariots de feu*). *Yentl* est un film sans heurt sinon sans surprise, mené avec beaucoup d'autorité par une femme qui a mis tous les atouts de son côté, qui nous offre du pur spectacle.

Sur le fond, Barbra Streisand conte en douceur des choses terribles, nous révèle une communauté, pas seulement rabbinique, déchirée par l'équivoque. Aux Etats-Unis plus qu'ailleurs, la révolte individuelle commence dans la famille, catholique, protestante, juive, allemande, irlandaise, italienne, etc. Se dresser contre la tradition, c'est se couper de ses racines. A quel prix la liberté ? La cinéaste soulève un sujet d'importance que d'autres femmes cinéastes devront approfondir un jour.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

■ ERRATUM. — C'est du 18 au 24 avril, et non du 18 avril au 1er mai, comme nous l'annoncions (*le Monde* daté 15-16 avril) qu'aura lieu le IIe Festival du film arabe de Paris.

■ CINÉMA ARGENTIN. — Un débat autour du cinéma argentin réunira, le 18 avril à 18 heures à la Maison de l'Amérique latine, les cinéastes Edgardo Cozarinsky, Hugo Santiago, Eduardo de Gregorio, Miguel Bejo, Diego Mas Prelles. Le débat sera animé par Paulo Antonio Paranagua (217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).

BERNARD LUBAT ET « VIVE UZESTE MUSICAL »

« Les publics de café secoués par la musique vivante »

Pour l'authenticité, rien à dire : même transplanté à Montreuil pendant dix-sept heures pour un concert de soutien, Uzeste Musical a été plus vrai que nature. Rien de trop rigide dans l'organisation, rien de trop militaire dans les enchaînements, et pour tout dire, rien qui soit réglé comme du papier à musique. Au contraire : une forme spontanée de souplesse du jeu dans le « timing », et un Bernard Lubat au four, au moulin, à la batterie, au piano, à l'accordéon, rieur et ravi.

« Oui, j'avoue, nous avons fait des erreurs en 1982, *dit Bernard Lubat*. J'ai honte, mais il est impossible d'arrêter une action comme « Uzeste Musical » pendant deux ans comme on me le demande. Du fond de la prison, je continuerais de l'animer. D'ailleurs, les gens à qui nous devons encore de l'argent essaient de prendre leur mal en patience, parce qu'ils savent ce que nous représentons pour la région. En 1983, faute de subventions, nous avons dû considérablement réduire la publicité : le festival de l'été, à quoi ne se résume pas, il s'en faut, notre entreprise, a attiré de ce fait moins de spectateurs venus de loin, mais il a remporté un extraordinaire succès régional.

» Sur place, les gens savent ce que nous faisons. Ils savent que ce n'est ni du folklorisme ni du colonialisme : on a labouré, on a semé, on invente un swing qui n'est pas frappé d'exotisme ou de mode. On travaille avec les écoles, dans les cafés, les bals ou les fêtes. Sans grosse sono, sans trucage, on va à la rencontre des publics : voilà aussi pour les erreurs. On vit un combat social ici, sur place, et ça permet à des jeunes qui ne pourraient pas le faire à Paris d'apprendre à jouer, ça leur permet de s'exprimer, de se mouiller.

» Au Printemps de Bourges, avec Nougaro, Maurice Vander et Pierre Michelot, nous avons joué devant plus de six mille spectateurs. Sono catastrophique installée à grands frais par une radio périphérique. Ça ne nous a pas empêché d'emballer la salle, avec les chansons comme avec la musique du trio. Les gens vont redécouvrir la musique en direct, créative, sans artifice et sans filet. Dans les villages, c'est ce que nous recréons. Et les publics de café sont secoués par la musique vivante. Alors je ne changerai pas ma place pour un opéra : c'est ici, à Uzeste, mon opéra vivant, c'est ici mon New-York, c'est à partir d'ici qu'on peut se confronter, risquer, inviter, travailler sans se sentir pris en otage. On me prend pour un utopiste, un piètre régionaliste : en fait, il faut que cela se sache, je suis un sous-réaliste, et sur sept ans, au total, nous n'avons pas coûté si cher...

Le malentendu

» J'ai un disque en projet qui s'appellera *le Malentendu*. A Bourges, des responsables de la culture sont venus me dire que j'étais « musicien », vraiment musicien. Ils venaient de le découvrir, tenaient à me le faire savoir : franchement, il était temps... Régionalement, c'est une autre aventure : on me prend pour une espèce d'animateur, on nous compare à des théâtres qui vivotent, mais Uzeste Musical n'a rien à voir avec de l'animation volontariste... Et ce n'est pas non plus un festival estival pour Parisiens dans la verdure. A travers l'action permanente, la danse, le cinéma, le carnaval, on peut tenter des choses ici qu'on n'ose pas risquer ailleurs. A Villandraut, Frédéric Lodéon a joué pour une centaine de personnes. Peu de public, disent les fonctionnaires du fond de leur bureaux. Mais, ce soir-là, Lodéon s'est risqué, en toute connaissance de cause, sur un programme difficile.

» Pour les artistes, Uzeste n'est pas un endroit comme un autre. Uzeste est un outil de travail, de recherche, d'expériences. Un labo et une fête. Et du point de vue de l'expression créative, il se passe quelque chose de décisif comme toute sorte d'imprévus. Ce n'est pas par hasard que des musiciens ou des créateurs de l'envergure de Lodéon, Pignon, Portal ont accepté de soutenir Uzeste à Montreuil.

» Bien sûr, j'ai parfois la nostalgie des boîtes et des festivals où l'on ne nous invite plus guère. Nous sommes punis de festivals de jazz. Mais, quand je viens jouer à Paris, le premier soir je suis ravi, je m'éclate, et dès le lendemain, je m'ennuie : c'est un peu ce que j'appelle le ghetto au chocolat.

» J'ai connu les boîtes où public et musiciens venaient chercher demain. Aujourd'hui, j'en vois surtout le côté perdu, tourné vers l'arrière.

» Au fond, dans le désordre ou la parano, nous avions bien raison, avec Portal : raison de jouer jusqu'au bout, raison de nous permettre tout, raison de nos audaces, raison d'avoir tort parfois. Je vois trop de gens aujourd'hui qui ont tort d'avoir raison. Ils s'accrochent vite fait à une formule, veulent être des stars : à tout prendre, je préfère être un mégalo professionnel, jouer parfois des arrangements qui ressemblent à ceux qu'aurait fait la Veuve Clicquot, mystique à mi-temps, désespérément communiste, avec cette pointe de civisme dont je ne peux pas me défaire.

» Il faut se réapproprier l'espace par le monde vivant, pas seulement compter sur les vacanciers et les retraités. Je ne sais pas si nous sommes mauvais gestionnaires ou d'avant-garde à Uzeste ; mais, quand je vois comment est pensé le système économique, tout qui crève ici avec des outils intacts, abandonnés, je préfère écouter les gens et continuer la vie d'artiste. »

Propos recueillis par
FRANCIS MARMANDE.

THÉATRE

JACQUELINE MAILLAN A LA MICHODIÈRE

Excusons-la du peu

Le renom de l'actrice Jacqueline Maillan ne repose pas seulement sur les simplicités des pièces de Boulevard qu'elle joue une année dans l'autre. Jacqueline Maillan dispose de qualités personnelles de présence, d'énergie, de gaieté, de naturel et d'élégance d'exécution exceptionnelles. Elle n'emploie pas d'effets faciles ni bas. C'est du travail propre, libre, qui donne aux choses qu'elle interprète une tenue.

Elle se présente cette saison seule sur la scène, dans un enchaînement de monologues et de sketches qu'a écrits Jean-Pierre Delage : une comédienne rentre à Paris, elle vient de passer quelque temps dans une « maison de santé ». Courrier, téléphone : histoires de métier, histoires de bonshommes, un peu de tout.

Il ne serait pas honnête de dire que cela survole les cimes. C'est même assez triste, par moments. Mais une grande actrice fait feu de tout bois ; il peut même arriver que, plus le bois est mouillé, ou mité, plus le feu flambe clair. Comme si l'art de l'acteur était aussi, des fois, un art gratuit, un art d'imagination pure, dans le vide, une sorte d'acrobatie de tout l'être mouvant et parlant, et, dans ce cas, l'absence même d'une pensée forte, d'un propos grave, équivaut à un terrain nu, dégagé d'objets inutiles, sur quoi la sûreté de trait d'une Jacqueline Maillan, son alliance de chaleur et de rigueur, et ses mille pointes charmantes, se détachent avec tant de netteté que cela détermine un plaisir non coupable.

Maintenant, Jacqueline Maillan jouerait *la Célestine*, ou Philaminte des *Femmes savantes*, entre autres quinze grands rôles, qu'elle ne se déshonorerait pas.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Michodière, 21 h.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE CACHE CŒUR - CISP (341-85-15), 20 h 30.

LIMITE - Blancs Manteaux (887-15-84), 22 h 30.

COLD HARBOR (avec B. Raymond) - American Center (321-42-20), 21 h.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : La mort de Sénèque.

BEAUBOURG (277-12-33), . — Concerts-animations, 18 h 30, 19 h 45 et 20 h 45 : Espace libre ; 18 h 30 et 20 h 30 : Concert de l'itinéraire. — Cinéma-vidéo. Nouveaux films BPI : 16 h : Boris Vian, de R. Bernard ; à 19 h : Ouvriers 80, de A. Chodakowski et A. Zadjyczkowski : Présentation de la vidéo : « The West » de Steina et Woody Vasulka.

CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), relâche jusqu'au 16 avril.

Les autres salles

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 18 h 30 : la Vie ordinaire ; 21 h : le Chandelier, le Plaisir de rompre.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Gide 84 ; 20 h 30 : Gertrud, morte cet après-midi.

EPICERIE THEATRE (272-27-05), 19 h : Imprévu pour un privé.

ESPACE GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : le Bouc.

ESPACE KIRON (373-50-25) : 20 h 30 et 22 h 30 : Extravagances (Cie Ph. Genty, Th. Manarf...).

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Tête de faune : 20 h 15 : l'Ambassade ; II. 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : la Panthère bleue ; Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : le Drap de sable.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61) 20 h 30 : le Shaga.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteau (241-31-53), 20 h 30 : On a tous les jours cent ans.

POCHE (548-92-97), 20 h : Molly Bloom ; 21 h : l'Élève de Brecht.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : Y'en marr... ez vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 21 h : Fils de butte ou les Seigneurs de Montmartre.

THÉATRE 7 (260-17-57) 21 h : Fréquence brouillée.

TOURTOUR (887-82-48) 20 h 30 : les Elles et les Eux.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 15 : Acteur... est acteur... est acteur ; 20 h 30 : la Pêche à la moule.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le bon voit rouge ; 22 h 15 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II : 20 h 15 : Ils avaient les foies dans l'Ouest ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Stances à Sophie.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h : Britannicus ; 20 h 15 : les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

La danse

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h. : Les étoiles et le ballet de l'Opéra de Paris.

Le music-hall

ESSAION (278-46-42), 18 h 30 : François Petitpas.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : Odeurs (dern. le 14).

THÉATRE DE LA CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69) 20 h 30 : Daya Shankar et Nanak Chand (hautbois indien : Shahnai) ; (tabla).

TAI (278-10-79), le 14 à 15 h. : Joel Jehannin.

TRISTAN BERNARD (522-08-40), 20 h 45 : Marotissimo.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Soirée Poulenc-Cocteau, Orchestre national de France, dir. : E. Krivine. Chœurs de Radio France, dir. : J. Jouineau.

Athénée, 21 h : Grace Bumbry, G. Parsons.

Salle Cortot, 20 h 30 : Alvaro Pierri (Milano, Sor, Jolivet, Gismonti).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, les Hommes grenouilles, de L. Bacon ; R.P.D. de Corée : 17 h, Pyongyang d'aujourd'hui, de D. K. Ri ; La Corée surgit sur les ruines, de D. K. Ri ; le Pays des merveilles, de T. S. Kim ; 19 h, Le pays de la longue tradition culturelle, de T. S. Kim ; Le peuple chante son leader, de K. S. Sen.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. *) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'AFFRONTEMENT (A, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

Lundi 16 avril

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).

L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'ASCENSEUR (Holl., v.f.) (*) : Rex 2e (236-83-93).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

BAD BOYS (A., v.f.), (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

LE BAL (Fr.-It.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BIQUEFARRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-46-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (545-35-38).

LE BON PLAISIR (Fr.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82).

CARMEN (Franco-It.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-yougoslave) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LE COLLÈGE S'ENVOIE EN L'AIR (**) (All., v.f.) : Max Linder, 9e (770-40-04).

LES COMPÈRES (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LE CRIME DE CUENCA (**) (Esp., v.o.) : St Séverin, 5e (354-50-91).

DEAD ZONE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

L'ENFER DE LA VIOLENCE (**) (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

FEMALE TROUBLE (**) (v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

FRÈRES DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15), H. sp.

GORKY PARK (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

GUERRES FROIDES (Ang., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (534-20-12) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 14e (575-79-79).

HOT DOG (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE JOUR D'APRÈS (A., v.f.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

LAISSE BETON (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE LÉOPARD (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

LETTRES D'AMOUR PERDUES (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-20) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81). — V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LOUISIANE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85).

MEGAVIXENS (A., v.f.) (**) : Septième Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES MORFALOUS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

PEPPERMINT FRIEDEN (All., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

POLAR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Olympic, 14e (545-35-38).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).

RISKY BUSINESS (A., v.o) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e

LES FILMS NOUVEAUX

ALDO ET JUNIOR, film français de Patrick Schulmann : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-49) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Les Trois Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Images, 18e (522-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

CLIN D'ŒIL, film français de Jorge Amat : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE JUGE, film français de Philippe Lefebvre : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette Pathé 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (307-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

NEW-YORK NIGHTS, (**) film américain de Romano Vanderbes (v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ;

POLAROID KILLER, (**) film français de Jean-François Garsi : Movies, 1er (260-43-99).

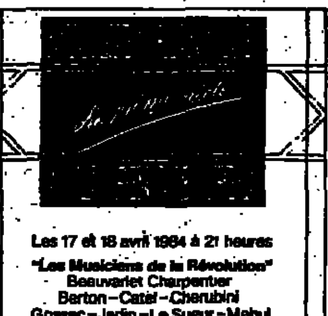
STREAMERS, film américain de Robert Altman (v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

LE TEMPS DE LA REVANCHE, film argentin de Adolfo Aristarain. (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE, film français de Bertrand Tavernier ; Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

WILLIAM BURROUGHS, film américain de Howard Brookner, (v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

YENTL, film américain de Barbra Streisand, (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-42-43) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).







SPECTACLES

(770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

RUE BARBARE (Fr.) (*) : Boîte à films (H. sp.), 17e (622-44-21).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

SANS TÉMOINS (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

SCARFACE (A., v.o.) (*) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

LE SECRET DES SÉLÉNITES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Saint-Lambert (H. sp.), 15e (532-91-68).

STAR 80 (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; l'Empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs Élysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01).

THE WIZ (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

TIMERIDER, LE CAVALIER DU TEMPS PERDU (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Images, 18e (522-47-94).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.), version Delavault : St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; version Gal : Ciné Beaubourg (Hsp), 3e (271-52-36) ; version Saurova : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

TRAHISONS CONJUGALES (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Hsp Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Miramar, 14e (320-89-52).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-30-11).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

VENT DE SABLE (algérien, v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Delta, 9e (878-02-18) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA VILLE BRULEE (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Images, 18e (522-47-94).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George V, 8e (562-42-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

WARGAMES (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04). — V.f. : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

WEND KUUNI (Haute-Volta) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

Les festivals

FESTIVAL H. BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), 16 h, 18 h, 20 h, 22 h : La mort n'était pas au rendez-vous.

MARX BROTHERS : Action Ecoles, 5e (327-72-07), 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 : Chercheurs d'or.

MEL BROOKS (v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37), 18 h : la Folle Histoire ; 22 h : le Grand Frisson.

CINÉMA LIBERTIN : Studio 43, 9e (770-63-40), 18 h : le Genou de Claire ; 22 h : Ma nuit chez Maud.

G. DEBORD : Studio Cujas, 5e (354-89-22), mer., jeu., ven., sam. : la Société du spectacle ; dim., lun., mar. : In girum imus nocte et consumimur igni.

RITA HAYWORTH (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81), 16 h 20, 18 h 15, 20 h 5, 22 h : O toi ma charmante.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action Rive gauche, 5e (354-47-62) : Sabotage.

J. LEWIS : Denfert, 14e (321-41-01), 18 h : T'es fou Jerry (v.o.).

FESTIVAL C. SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h 30 : Noces de sang.

TARKOVSKI (v.o.) : Logos II, (354-42-34), 17 h 30, 20 h 40 : Andreï Roublev.

DIX ANS DE CINEMA fantastique (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 1 : 18 h 15 : Damien (la Malédiction II) ; 20 h 15 : la Malédiction finale ; 16 h 15 : les Vampires de Salem ; 18 h 15 : Massacre dans le train fantôme ; 20 h 15 : Poltergeist (**).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 16 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : le Gitan.
Film français de J. Giovanni (1975), avec A. Delon, P. Meurisse, A. Girardot, R. Salvatori, M. Bozzuffi. (Rediffusion.)
Un gitan évadé de prison, en révolte contre la société, se trouve toujours, par un curieux hasard, dans les endroits où un truand embourgeoisé, craignant d'être accusé d'un meurtre, vient se mettre à l'abri de la police. L'univers de Giovanni avec ses conventions « série noire » et, aussi, ses bonnes intentions. Par l'intermédiaire d'Alain Delon, sombrement romantique, le réalisateur défend les droits d'une minorité opprimée.

22 h 15 Etoile et toiles.
Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Des interviews de John Watters, le « roi du mauvais goût », et des extraits de ses films ; de Ninon Sevilla, chanteuse et danseuse de rythmes tropicaux, et extrait du film « Victimes du péché » ; présentation du court métrage américain de 1923 : « Salomé ».

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel. Le sport et la vie.
Autour de Philippe Chartrier, président de la Fédération française et internationale de tennis, la chancellerie au complet : un cocktail de chanteurs (Sardou, Distel) et de sportifs (J. Gachassin, Jean-Pierre Rives, Yannick Noah, etc.).

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle Rions français) : Ne nous fâchons pas.
Film français de G. Lautner (1965), avec L. Ventura, J. Lefebvre, M. Darc, M. Constantin, T. Dugand (N., rediff.).
A cause d'un bookmaker minable, un truand rangé des voitures et son meilleur copain sont embarqués dans une guérilla, explosive ô combien !, avec un chef de bande anglais. Parodie de série noire, où crépitent les dialogues d'Audiard et les gags de la mise en scène. Ce film est devenu un classique du cinéma de boulevard et Jean Lefebvre s'y distingua particulièrement.

22 h 15 Journal.

22 h 40 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Le rassemblement des vieux voiliers à Saint-Malo pour le départ de la course Saint-Malo-Québec.

23 h 35 Prélude à la nuit.
Symphonie concertante pour deux violons et orchestre, *de Chevalier Saint-Georges, par l'Orchestre de chambre de J.-F. Paillard, avec G. et B. Jarry, violons.*

FR3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 11 Le Quatuor instrumental d'Aquitaine.
17 h 21 Cabaret : récital Marc Ogeret.
18 h 7 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le trésor des Hollandais.
19 h 50 Dessin animé : Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'autre scène, ou les vivants et les dieux, la philosophie du droit civil, avec C. Atias.
21 h 50 Libre-parcours variétés : tour de chant de Christian Camerlynck.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de Liège) : Fantaisie pour piano et orchestre de Debussy, « Lichens » (création) de Xenakis, Symphonie en ré mineur de Franck, par l'Orchestre philharmonique de Liège, dir. P. Bartholomée, sol. B. Roulet, piano.
22 h 35 Les soirées de France-Musique : les Carmen historiques ; vers 23 h 10, « Carmen », Paris 1930.

Mardi 17 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annick.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes, magazine des handicapés.
14 h Série : l'Incroyable Hulk.
14 h 55 Haroun Tazieff raconte sa Terre.
La Terre, son visage. (Diff. le 14 avril.)
15 h 50 Santé sans nuages.
Le cholestérol ; médecins volants en Australie...
16 h 55 Histoires naturelles.
Chasse au chevreuil. (Rediff.)
17 h 25 Le village dans les nuages.
17 h 45 Série : Arnold et Willy.
18 h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.
18 h 25 Hip Hop. (Diffusé le 15 avril.)
18 h 50 Jour J.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 Les mardis de l'information.
Magazine de la rédaction de TF 1 animé par Alain Denvers.
Quatre sujets : « Voulez-vous changer de look ? », la première agence de publigénie en France ; « Une journée d'Alexei Kovlalev », la vie quotidienne des soldats soviétiques ; « Dien Bien Phu », trente ans après ; « Elections aux Philippines », le 14 mai prochain.
21 h 45 Danse : Suite flamenca.
Réalisation J.-R. Cadet. Avec C. Hoyos et A. Gadès.
Spectacle chorégraphique d'Antonio Gadès, enregistré au Théâtre de Paris. Formé à l'école de la danse classique, Antonio Gadès est porteur d'une inspiration latino-ibérique, notamment la danse flamenco.
22 h 50 Le complexe de Pompéi.
De M.-C. Schaeffer.
Les tendances de l'art moderne qui s'appuieraient sur le passé, le moulage de Georges Segal, les pétrifications de Spoerri, Arman, les reconstitutions archéologiques des Poirier. La sculpture au vingtième siècle, un nouveau réalisme.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 Antiope
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : La vie des autres.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
Les retraites chrétiennes.
14 h 55 Série : Hunter.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
16 h 50 Entre vous, de L. Bériot.
Le Québec.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : L'Etoile du Nord.
Film français de P. Granier-Deferre (1981), avec S. Signoret, P. Noiret, F. Cottençon, J. Jézéquel, J. Rougeria, G. Ratib.
Un aventurier mythomane, qui a commis un assassinat, va se cacher dans une pension de famille de Charleroi, tenue par la mère d'une fille légère, qu'il a rencontrée en revenant d'Egypte. Un court roman de Simenon, le Locataire, *étoffé d'événements supplémentaires et d'une remarquable étude de caractères. Style rétro, réalisme psychologique, Simone Signoret et Philippe Noiret, très étonnants.*
22 h 40 Magazine : Lire c'est vivre, de Pierre Dumayet, réal. R. Bober.
Voyage dans les ténèbres, de Jean Rhys.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : Ashanti.
Film israélo-suisse de R. Fleischer (1978), avec M. Caine, P. Ustinov, B. Johnson, K. Bedi, O. Sharif, R. Harrison.
Une femme médecin, Noire américaine, est enlevée, en Afrique, par un marchand d'esclaves. Son mari, médecin blanc américain, veut la délivrer. Cinéma d'aventures façon Hollywood, avec acteurs prestigieux, jusque dans les petits rôles. Sous prétexte de dénoncer la survivance d'un odieux trafic, le film se montre raciste à l'égard des Arabes.
22 h 35 Journal.
23 h Parole de régions.
La Bretagne et ses particularismes.
23 h 10 Prélude à la nuit.
Quatrième sonate en ré majeur, *de Hoendel, interprétée par B. Walter, violon, et P. Dechorgnat, piano.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Cinéma : Golgotha, film de Julien Duvivier.
18 h 40 L'oublié de Nucourt.
18 h 55 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : le Trésor des Hollandais.
19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : nouveautés musicales ; expressions sociales.
8 h Les chemins de la connaissance : Colbert ou l'homme caché ; à 8 h 32, les écrits gnostiques de Nag Hammadi ; à 8 h 50, le Sarment de lune.
9 h 5 La matinée des autres : rites et commémorations : leur survivance dans le Sud andin péruvien.
10 h 30 Le texte et la marge : *le Passé infini,* avec Flora Groult.
10 h 50 Musique : Black and blue (Noirs et Blancs dans l'Hexagone), avec Daniel Nevers.
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Présence des arts : chefs-d'œuvre de la peinture américaine, de 1760 à 1910.
14 h 10 Un livre, des voix : *Jeanne,* de Nicole Avril.
14 h 50 Musique : Parking 2000 (et à 21 h 50).
16 h 3 Les yeux de la tête : portrait de cire ; Mardiscophilie ; Moteur ; Générale ; à 17 h 15, Multiples ; à 17 h 40, Terre des merveilles.
18 h 10 Le cri du homard.
18 h 30 Feuilleton : Angelo.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : les états limites tels qu'ils sont abordés par la psychanalyse lacanienne.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Dialogues : Communication et culture, un échange inégal, avec Fouad Benhalla et Armand Mattelard.
21 h 45 Lectures.
21 h 50 Musique : Parking 2000.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique légère : œuvres de Bonneau, Sommerlatte, Dubois, Betti.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 5 Le matin des musiciens : Bizet dans son temps et *Carmen* aujourd'hui ; œuvres de Bizet, Gounod, David, Sarrasate.
12 h 5 Concert : œuvres de Liszt, Tchaïkovski, Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, dir. G. Albrecht, sol. R. Pasquier, violon.
13 h 32 Repères contemporains : « Une semaine allemande avec Zimmermann à l'arrière-plan » ; œuvres de Zimmermann, Wittinger, Becker.
14 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h L'après-midi des musiciens : portrait de Clemens Krauss ; œuvres de Beethoven, Mozart, R. Strauss, Schubert, Wagner, Johann et Josef Strauss.
18 h 5 L'imprévu.
19 h Le temps du jazz : portrait d'un jazzman ; Intermède ; Feuilleton Anthony Davis.
20 h Premières loges : œuvres d'Elgar, Flotow, Verdi, Puccini, par Jussi Bjoerling, ténor.
20 h 30 Concert (en direct de l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris) : *Concerto grosso en sol majeur,* de Haendel, *Messe de Noël,* de Corrette, *Stabat Mater,* de Pergolèse, par l'Ensemble Rameau et la Maîtrise de Radio-France, dir. K. Acts, sol. J. Estourneț, J.-M. Coatantiel, M. Roche, T. Pollet, J. Chamonin, B. Finnila.
22 h 35 Les soirées de France-Musique : les Carmen historiques ; à 23 h 10, jazz-club (en direct du Petit Opportun) : la chanteuse canadienne J. Desforges.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 AVRIL

— *Radio Shalom J.*, de 17 h 30 à 18 h 30 : « Soyez franc pendant une heure ». Invité de l'émission : André Laurens, directeur du *Monde.*

— *Mme Simone Veil,* tête de liste de l'opposition aux élections européennes, est reçue à l'émission « Découvertes » sur Europe 1 à 18 h 20.

— *M. Marcel Rigout,* ministre de la formation professionnelle, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

COMMUNICATION

VU

Deux petites filles pour l'Europe

L'Europe est une petite fille blonde. La conviction naît du rapprochement imprévu de deux des premières affiches apparues sur les murs pour préparer le scrutin du 17 juin prochain : celle du PS et celle du RPR. La ressemblance est troublante. Connaissant les poncifs de l'allégorie politique, on se gardera d'en déduire une quelconque résurgence du mythe de la supériorité aryenne. Mais au vu de tant d'innocence affichée, l'électeur ne sera-t-il pas tenté de penser que, plus de vingt ans après sa naissance, l'Europe fait décidément figure d'enfant un peu attardée ?

A moins que le message publicitaire ne réside dans les subtiles différences des deux affiches. Ainsi la petite fille socialiste s'efforce visiblement de bâtir l'Europe avec des cubes représentant les différentes nationalités. Même si elle n'a pas encore réussi à poser le cube français sur le cube britannique, on peut sans doute en conclure qu'il s'agit là d'un jeu d'enfant. La chère tête blonde du RPR avance, elle, d'un pas décidé dans un paysage remarquablement rural. Rien n'indique si elle va à Bruxelles régler le délicat problème des montants compensatoires ou si elle fait tout simplement l'école buissonnière. Mais jupe rose, dentelles et socquettes blanches indiquent bien qu'il n'est pas question de bouleverser les traditions nationales.

Touche finale : le sigle rouge du RPR complète le blanc du chemisier et le bleu du ciel. Classique mais rassurant. Plus discrète, la rose au point des socialistes vient à la fin du slogan — « Le 17 juin, un jour de chance pour l'Europe » — comme un point d'interrogation.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LA PUBLICITE TELEVISEE OUTRE-MER

Inquiétudes à la Réunion

La publicité, qui vient d'apparaître sur les écrans de télévision à la Réunion, crée, comme partout, quelques remous. Introduite progressivement depuis le 1er février dans tous les départements et territoires d'outre-mer (sauf en Guyane où elle est prévue en juin), celle-ci inquiète on le sait à la fois la presse écrite, les autres radios, les petites agences de publicité et les entreprises locales. Mais, si la situation semble relativement s'apaiser aux Antilles (bien que Radio-Caraïbes internationale se sente particulièrement menacée), c'est à Tahiti que le conflit reste le plus vif.

Le conseil de gouvernement de Polynésie a annoncé récemment son intention d'imposer une taxe de 25 % sur la publicité à la télévision, ce qui pourrait engendrer un revenu territorial annuel estimé à 140 millions de francs Pacifique (7 millions de FF). La décision du conseil de gouvernement, qui devrait être soumise dans les prochaines semaines à l'approbation de l'Assemblée territoriale, est considérée comme le dernier « round » d'une bataille — dont on ne saurait négliger l'aspect politique — sur la publicité télévisée, qui oppose depuis près de trois mois maintenant le gouvernement territorial et Paris.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française avait d'abord demandé d'en surseoir l'arrivée, en l'absence d'un comité territorial de la communication audiovisuelle prévu par la loi (*le Monde* du 7 février). Celle-ci est apparue le 1er février en dépit des objections soulevées par le gouvernement territorial : les spots publicitaires sont limités à cinq minutes avant et après le journal de 19 heures.

Les spots conçus localement sont diffusés avant le journal seulement quatre jours par semaine (les lundi, mercredi, vendredi et dimanche), les spots produits à l'extérieur de Tahiti sont diffusés après le journal tous les jours de la semaine.

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Cinq minutes avant le journal télévisé, les Réunionnais peuvent voir, tous les jours désormais à 19 h 40, depuis le 28 mars, la publicité sur leur petit écran. Pour cette première, un tirage au sort a réparti l'ordre de passage des messages d'une quarantaine d'annonceurs.

Diamant et Emeraude, ces noms de pierres précieuses désignent les deux types de publicité qui sont diffusés à l'antenne. La tranche Diamant, programmée tous les jours avant le journal télévisé, concerne les publicités d'origine nationale. La tranche Emeraude est réservée aux messages locaux qui passent sur l'antenne à la fin des informations. Une des particularités de cette séquence sera de faire appel à des animateurs qui prépareront des sketches. M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a parlé, lors de sa visite dans l'île, en décembre 1983, de « *magazine et [d'un] journal de publicité où s'insèrent les messages régionaux* ».

Le temps consacré à la publicité ne dépasse pas chaque fois cinq minutes et comprend au moins trois messages. L'annonceur doit, pour vingt secondes, débourser 5 865 francs pour la publicité Diamant et 4 490 francs pour la publicité Emeraude.

L'introduction de la publicité à la télévision a suscité l'inquiétude des entreprises locales. La chambre de commerce et d'industrie de l'île, qui a saisi la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, considère que le système mis en place risque d'entraîner « *un déséquilibre des structures de distribution à la Réunion* ». Cette crainte s'explique par le fait que la répartition des messages entre la tranche Diamant et la tranche Emeraude ne s'effectuerait pas en fonction de l'origine des produits mais du lieu de fabrication des publicités. Trois conditions seulement doivent être remplies pour obtenir le label local : le spot doit être produit à la Réunion et payé dans le département par une société inscrite au registre du commerce de l'île.

Le président du conseil général, M. Auguste Legros (RPR) a écrit à M. Georges Fillioud pour lui faire part de ses craintes, affirmant que ce système constitue « *un grand risque pour l'économie locale* ». Les patrons de presse sont également intervenus dans le débat en soulignant que la station de RFO (Radiotélévision française d'outre-mer) bénéficie déjà de la publicité sur ses antennes radio, ce qui n'est pas le cas pour les stations régionales dans l'Hexagone. L'île compte trois quotidiens et un hebdomadaire, dont les tirages moyens s'étalent de 5 000 à 30 000 exemplaires pour 121 000 foyers, et emploient près de 500 personnes.

Le secrétaire d'État aux techniques de la communication affirme être soucieux de « *préserver les équilibres économiques de l'outre-mer* ». Un comité consultatif doit être mis en place dans chaque département pour « *assurer la représentation des intérêts locaux* ». Il comprendra des représentants des agences de publicité, de la presse, des annonceurs, de RFO, des entreprises locales et des consommateurs. D'autre part, 1 % des recettes servira à alimenter un fonds chargé de la promotion des produits de l'outre-mer en métropole. La société RFO estime que les recettes de la publicité devraient constituer 7 % de son budget.

HUBERT BRUYÈRE.

HAVAS, POINT DE PASSAGE OBLIGÉ

L'annonceur désireux de lancer une campagne s'adresse à une agence de publicité de son choix. Que cette agence dispose ou non des moyens de réaliser le spot de son client, elle devra s'adresser à International Creation Video (ICV) qui bénéficie d'un contrat d'exclusivité avec RFO et la société de régie.

Le capital d'ICV a été constitué pour 35 % par la Régie française de publicité, 16 % par la Caisse des dépôts et consignations, 5 % par RFO, 1 % par Havas DOM, les 43 % restants se répartissant entre l'Office général d'édition et de publicité, l'Agence Roux-Séguela-Cayzac et Goudard ainsi que l'OFRES d'Hubert Haddad.

La société de régie, baptisée Régie trois océans (R30), concerne tout l'outre-mer français. Son principal actionnaire est RFO pour 51 %, Havas et la Régie française de publicité se partageant les 49 % restants. L'opérateur de cette société de régie est, à la Réunion, l'agence Havas. Bien que ne bénéficiant plus en tant qu'agence, comme par le passé, du monopole de la publicité sur les antennes du service public, Havas n'en reste pas moins un point de passage obligé.

هكذا من الأصل

ECONOMIE

Nouveaux développements de l'industrie des métaux

Le gaspillage a cessé d'être une vertu. La recherche de la réduction des coûts est devenue un des mots d'ordre de l'industrie. Elle a pour conséquence le développement de certaines activités, comme la récupération de l'aluminium. On lira, page 20, l'article de Bruno Dethomas sur ce sujet. Nous continuons ci-dessous la publication de notre enquête sur l'économie du cuivre, à laquelle nous avons consacré le numéro précédent du « Monde de l'économie ».

Le Zaïre a voulu se « libérer » du raffinage belge...

IMPECCABLE dans son uniforme « abacot » (1) bleu foncé, gros cigare au coin des lèvres, le commissaire d'Etat Umba Kyamitala est l'image même de l'opulence. Les fenêtres de son grand bureau, au vingt-deuxième étage de l'ultra-moderne centre du commerce international, ouvrent sur la Gombé, le quartier le plus chic de Kinshasa.

Les villas, les piscines et les jardins soigneusement dessinés s'y succèdent, au milieu de la verdure. Plus loin, les eaux du Zaïre, jaunâtres, coulent paresseusement vers l'Atlantique. Aucun signe des taudis pourtant nombreux dans une ville qui s'est agrandie d'une façon démesurée au cours des dernières années : quatre cent mille habitants en 1960, trois millions en 1983.

M. Kyamitala, ou plutôt le citoyen Kyamitala, pour employer la terminologie zaïroise, se carre dans son fauteuil, allume une fois de plus son cigare et dresse le bilan de ses activités à la tête du département des mines et énergie. *« Nous avons définitivement coupé avec le passé colonial,* s'exclame-t-il. *Jusqu'à la fin de l'année dernière, la Société générale bénéficiait d'un régime très particulier en ce qui concerne le raffinage de notre cuivre. Nous ne pouvions sous-traiter avec personne d'autre. Désormais, l'entreprise belge n'est qu'un de nos partenaires. Tout simplement. »*

Curieusement, c'est un Belge qui a été à l'origine de ce changement de statut, M. Robert Crem. Ayant pris la présidence de la GÉCAMINES – la société zaïroise qui, à la suite des nationalisations décrétées en 1966, succéda à l'ancienne Union minière – ce responsable s'est donné pour but de « libérer » le cuivre zaïrois de la tutelle belge. Aussi a-t-il dénoncé l'accord de Munich, signé en 1973, qui accordait à l'usine de Hoboken le droit de raffiner, à des prix très élevés par rapport à la moyenne mondiale, plus de la moitié de la production des mines du Shaba. Selon le même accord, Hoboken assurait également l'affinage – les dernières opérations pour obtenir un cuivre pur à 99,9 % – de la totalité de cette production.

Destitué

Les négociations, très difficiles, ont abouti à la signature d'un nouvel accord qui a pris le nom de la capitale minière du Zaïre, Lumumbashi. Depuis lors, la part du cuivre raffiné sur place est passée de 30 % à 50 %. Un quart, seulement, de la production globale est raffiné par Hoboken. Le reste est, soit raffiné par d'autres entreprises étrangères à la suite de contrats ponctuels, soit vendu sous la forme de concentré à plusieurs pays, notamment la France et la Chine. En outre, Hoboken a réduit ses prix de 30 % et a perdu les droits d'exclusivité pour l'affinage du métal rouge zaïrois.

Voilà une victoire que M. Crem n'a pourtant pas eu le temps de savourer. En mars 1983, il faisait sa valise et prenait l'avion pour Bruxelles, destitué de ses fonctions par ordre de M. Mobutu. Dans certains milieux diplomatiques, on estime que M. Crem avait pris trop d'importance politique : *« Une imprudence,* souligne-t-on, *dans un pays comme le Zaïre où rien ne peut occulter l'éclat du Guide. »* D'autres considèrent qu'il a *servi* de bouc émissaire : l'affaire du cuivre ayant été réglée, M. Mobutu aurait voulu manifester ainsi sa volonté de rétablir des relations amicales avec la Belgique.

Victime pour les uns, coupable pour les autres. Ces derniers l'accusent, en effet, d'avoir *« commis des excès » : « Il a voulu régler ses comptes avec la Société générale où il avait d'ailleurs travaillé avant d'être nommé à la GÉCAMINES »,* précise-t-on. Interrogé, M. Kyamitala répond, l'air faussement étonné : *« Pourquoi est-il parti ? Mais parce qu'il a demandé lui-même à être déchargé de ses fonctions... ».* Pas la peine d'insister. Le commissaire d'Etat change rapidement de sujet et évoque les *« directives du président-fondateur du Mouvement populaire de la révolution »* qui ont *« restitué à l'Etat sa souveraineté sur le sous-sol zaïrois ».*

Officiellement créée le 1er janvier 1967, la GÉCAMINES (Générale des carrières et des mines) assure l'extraction de 95 % du cuivre zaïrois et emploie trente-sept mille sept cents travailleurs, dont neuf cent soixante étrangers. En dépit de leur nombre, relativement restreint, ces derniers touchent, dans leur ensemble, la moitié de la masse salariale distribuée par l'entreprise. Deux tiers de la production proviennent de gisements à ciel ouvert et la surface occupée par la concession dépasse les 18 000 kilomètres carrés.

L'autre société – privée, – chargée de l'exploitation des ressources minières du Zaïre, s'appelle SODIMIZA (Société de développement industriel et minier du Zaïre). La mauvaise conjonture internationale et l'augmentation des frais de transport des minerais ont pourtant amené les actionnaires, des Japonais, à céder à l'Etat, le 10 juin 1983, ses deux cent quarante mille actions. Un groupe canadien serait, dit-on prêt à prendre la relève.

Comme la Zambie, le Pérou et, plus récemment, le Zimbabwe, le Zaïre s'est doté, aussi, d'une société de commercialisation. Il s'agit de la SOZACOM (Société de commercialisation des minerais) fondée en 1978.

Au moins sur le plan de la production, les nationalisations décrétées par le régime de M. Mobutu n'ont pas eu d'incidences négatives. En effet, les mines du Shaba ont produit 288 000 tonnes de cuivre en 1965 et 316 000 tonnes en 1966. En 1967, l'année de transition, la production avait atteint les 319 000 tonnes. Selon les dernières estimations, la production aurait en 1983 dépassé le demi-million.

Un seul port

Actuellement, le cuivre – avec les sous-produits qui résultent de son raffinage, comme l'argent, le cadmium, le germanium, le rhénium, l'or et le platine, – représentent de 65 % à 70 % des exportations, en valeur, du Zaïre. Quatre fois plus grand que la France, ce pays reste, pourtant, dépourvu d'un minimum d'infrastructures permettant de mieux rentabiliser ses produits. Les communications téléphoniques, en particulier entre les villes, sont extrêmement défectueuses. Il n'y a que 2 500 kilomètres de routes bétonnées et moins de 5 000 kilomètres de voies ferrées, dont 1 000 électrifiées.

Ne disposant que d'un seul port maritime, à Matadi, la situation du Zaïre s'est aggravée après l'indépendance des anciennes colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique. Des actions de sabotage menées par le Mouvement national de la résistance (MNR) ont rendu pratiquement inutilisable le port mozambicain de Beira. Le contrôle par l'UNITA de vastes régions dans le sud de l'Angola a provoqué, en outre, la fermeture, depuis 1975, des chemins de fer de Benguela, auparavant largement utilisés par le Zaïre qui évacuait une grande partie de son cuivre par le port angolais de Lobito.

Dans ces conditions, les itinéraires du cuivre extrait dans les principaux centres miniers du Shaba, à Kipushia, à Likasi et à Kolwezi, sont tous très longs, très lents, très chers. La moitié de la production est transportée, en train, de Lumumbashi jusqu'à Ilebo ; en camion d'Ilebo jusqu'à Kinshasa ; à nouveau en train de Kinshasa jusqu'à Matadi.

JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 21.)

(1) De l'expression « à bas le costume ».

...mais la Belgique reste un des géants de la métallurgie

LA Belgique est le premier producteur de cuivre raffiné de la C.E.E., et, de façon plus générale, un des géants mondiaux de la métallurgie des métaux non ferreux. En 1982, environ 460 000 tonnes de cuivre ont été raffinées ou traitées dans les deux entreprises du pays : la Métallurgie Hoboken-Overpelt (MHO), de très loin la plus importante, qui dépend de l'Union minière (elle-même filiale à 100 % de la Société générale de Belgique, le premier groupe industriel et financier du pays), et la Metallo-Chimique.

La production de cuivre en Belgique, qui devance légèrement celle de la RFA, est *grosso modo* dix fois plus importante que celle de la France ! Malgré une concurrence internationale vive et la crise économique, c'est un secteur prospère. Outre une tradition minière et métallurgique très ancienne, on trouve trois principales raisons à l'origine de ce succès : les liens étroits avec le Zaïre, une technologie de pointe, un « savoir-faire » apparemment tout à fait exceptionnel.

Les dirigeants de la Société générale des minerais (SGM), qui a en charge l'approvisionnement des usines de la MHO, ainsi que la commercialisation de la production, ne donnent nullement l'impression d'être préoccupés par l'avenir de leur groupe. L'ambiance n'a rien à voir avec celle qui prévaut dans la sidérurgie. Leur principal problème, qu'ils ont jusqu'ici réussi à maîtriser, est l'approvisionnement en matières premières. Triple réponse : utilisation croissante des déchets ; conclusion de contrats à long terme avec les pays fournisseurs ; investissement technologique.

La Belgique, contrairement à la RFA, ne travaille pratiquement pas le minerai. Elle raffine le cuivre par électrolyse à partir du « blister », du métal encore très impur, ou de déchets de bonne qualité. Ces industriels n'en sont pas moins très attentifs à ce qui se passe sur le marché du minerai, car les hausses de prix qui s'y produisent provoquent des réactions en chaîne.

L'or de la casse

Le rôle du Japon, mais aussi de pays comme la Corée du Sud ou le Brésil est à ce sujet critiqué. *« Les Japonais, qui absorbent près de 80 % des minerais extraits dans le monde le surpaient, ce qui provoque des distorsions graves. »* Par effet indirect, le prix du blister, lui aussi très recherché par les raffineurs, grimpe.

Le premier moyen d'atténuer les inconvénients de cette dépendance extérieure est donc d'utiliser toujours davantage des déchets. *« Une spécialité de nos usines, c'est de traiter les pires crasses »,* plaisante un dirigeant de la MHO. De fait, en 1983, le groupe a transformé 50 000 tonnes de déchets en blister. Ces déchets, à l'origine des plus variés, proviennent de la métallurgie du plomb, mais aussi de vieux ordinateurs ou de centraux téléphoniques envoyés à la casse. Ils sont, pour une large part, importés d'Europe (la France en vend aussi à la Belgique), des Etats-Unis, du Proche-Orient. Les déchets suffisamment purs, c'est-à-dire à haute teneur en cuivre – environ 50 000 tonnes encore, – vont alimenter directement la raffinerie de l'usine d'Ollen.

Cette économie de la récupération a des aspects étonnants : les déchets, mis à part le cuivre, contiennent souvent des métaux rares ou précieux. Ainsi, à titre d'exemple, les catalyseurs antipollution qui se trouvent dans les pots d'échappement des voitures montées aux Etats-Unis contiennent-ils du platine et du vanadium. Or le platine vaut 700 000 francs belges le kilo... Aussi l'achat, l'échantillonnage, le traitement de ces déchets complexes font-ils l'objet de soins attentifs.

C'est une tâche où les ingénieurs et les techniciens de l'usine d'Hoboken, près d'Anvers, ou de celle d'Ollen, également en Flandre, sont passés maîtres. Au reste, la récupération des métaux précieux ne s'y opère pas seulement à partir de déchets. Les blisters, les boues de raffinage en contiennent ; de même que les minerais complexes trouvés en Amérique latine et en Afrique dont les Belges se sont fait une spécialité.

« On assiste dans nos usines à de nombreux échanges entre les différentes divisions afin d'obtenir une valorisation maximale des matériaux qui y entrent. Plus la matière est complexe, plus elle nous convient », nous explique un des dirigeants de la MHO. L'or, le platine, l'argent produits à Ollen, c'est la face cachée de l'industrie du cuivre.

Le marché du blister

L'utilisation des déchets ne suffit pas, d'autant que l'offre s'en est fortement raréfiée depuis quelques mois, entraînant une concurrence accrue sur le marché du blister. Les besoins de la Belgique en blister sont de l'ordre de 200 000 tonnes par an : un peu moins de la moitié vient du Zaïre, le reste des pays producteurs avec lesquels Bruxelles a conclu des accords à long terme : le Chili, le Pérou, la Suède, la Finlande, l'Afrique du Sud.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 21.)

La querelle des crédits « mixtes »

LE ciel peut être pavé de mauvaises intentions. Ainsi l'aide au développement du tiers-monde, au-delà même d'arrière-pensées politiques, peut servir les intérêts économiques du pays bienfaiteur, ce qui ne va pas obligatoirement dans le sens des besoins du bénéficiaire. Cette récupération commerciale des « élans du cœur » ne réunit pas en tout cas l'unanimité des suffrages internationaux.

La semaine dernière, au siège parisien de l'OCDE, les représentants de la Communauté européenne, ceux des Etats-Unis et ceux du Japon se sont, de façon fort discrète, affrontés à ce sujet. Il s'agissait, plus techniquement, de la pratique des crédits « mixtes » à l'exportation, qui mélangent des prêts bancaires et l'aide publique au développement. La France pratique volontiers ce genre de dosage, afin aussi de gagner des marchés étrangers.

Les responsables américains, soumis à la double pression d'un déficit commercial très élevé et d'une industrie inquiète, dénoncent là une atteinte à la libre concurrence ou du moins au consensus conclu entre vingt-deux pays de l'OCDE sur les crédits garantis à l'exportation (l'arrangement prévoit notamment un taux d'intérêt minimum pour ces crédits). Ils ont, en particulier, mis en cause un crédit mixte que la France aurait proposé à la Corée du Sud pour un projet sidérurgique. L'opportunité d'une telle subvention ne s'imposait d'ailleurs pas en l'actuelle abondance d'acier.

Les crédits mixtes ne représenteraient que 2 % à 3 % des ventes mondiales de produits manufacturés ; mais cette pratique serait en voie de développement. Cependant les partenaires des Etats-Unis, même s'ils souhaitent davantage de discipline et de transparence dans ce domaine, sont hostiles à toute restriction et à plus forte raison à une élimination de la formule mixte. Ils soulignent son utilité dans le maintien des importations du tiers-monde et donc des exportations des pays industriels.

Querelle autour du tiers-monde. Des pays européens, notamment la France, critiquent la faiblesse de l'aide au développement accordée par Washington (0,27 % du produit national brut contre 0,49 % – non compris les DOM-TOM – pour Paris en 1982). Les Etats-Unis font valoir l'ouverture de leurs frontières (un quart de leurs importations de produits manufacturés provenaient en 1980 du tiers-monde contre un dixième pour la France). Fâcheuse querelle où les affaires s'habillent de morale, dans l'oubli le plus souvent d'un devenir qui est de la responsabilité des pays eux-mêmes.

MICHEL BOYER.

POINT DE VUE — Fallait-il réformer la formation professionnelle ?

par JEAN-PIERRE FOURCADE (*)

LA loi portant réforme de la formation professionnelle continue qui vient d'entrer en vigueur tend à rajeunir et à actualiser la loi du 16 juillet 1971 qui restait jusqu'à ce jour la pierre angulaire d'un système d'origine contractuelle.

En dépit de l'effort consenti par les partenaires sociaux pour développer tous les aspects de la formation professionnelle, chacun s'accordait à reconnaître la nécessité d'une modification de la législation.

En 1982, la nation a consacré à la formation professionnelle environ 25,8 milliards de francs, qui a touché 3,2 millions de personnes. Sur ce total, la participation des employeurs a représenté plus de la moitié des dépenses de formation et a bénéficié à 2 millions de stagiaires ; cet effort des entreprises, qu'il convient de saluer, se traduisait par un taux de participation de 1,96 % des salaires, alors que l'obligation légale minimale reste fixée à 1,1 % depuis 1978. Ce taux satisfaisant dissimule cependant des disparités.

D'abord, la formation bénéficiait surtout aux salariés des grandes entreprises. Le congé individuel de formation, ensuite, ne représentait qu'une part marginale des financements. Une certaine dispersion des moyens considérables consacrés à la formation continue appelait, enfin, un contrôle plus satisfaisant sur les formations dispensées et une transparence des circuits financiers.

Par ailleurs, la loi du 24 février 1984 s'inscrit dans un contexte nouveau dominé par l'accélération des mutations techniques, la nécessité de formations directement utilisables par les jeunes, la décentralisation – puisque les régions exercent désormais, depuis le début de 1982, une compétence de droit commun en matière de formation continue – ainsi que par des relations de travail profondément modifiées par les « lois Auroux ».

A partir de ce double constat, les partenaires sociaux ont signé, le 21 septembre 1982, un avenant à l'accord initial de 1970 qui portait essentiellement sur le développement du congé individuel de formation et sur la concertation avec les organisations syndicales en matière de formation. Cet avenant a été complété par un accord, signé le 26 octobre 1983, relatif à l'insertion professionnelle des jeunes.

En s'inspirant de ces accords, la loi apporte des novations au système de 1971, qui s'ordonnent autour des idées suivantes :

- l'extension du congé individuel de formation, qui s'étendra désormais notamment aux 2,7 millions de travailleurs des entreprises de moins de 50 salariés ;
- la rénovation des méthodes d'élaboration de la politique de formation dans l'entreprise ;
- un nouveau développement de la formation en alternance des jeunes ;
- une formule nouvelle d'engagement de développement de la formation associant l'État, les régions et les entreprises à des objectifs de formation professionnelle d'intérêt commun ;
- la recherche d'un assainissement du marché de la formation comportant notamment un contrôle renforcé sur les organismes de formation.

Ces cinq orientations apparaissent satisfaisantes dans leur principe, et le Sénat a eu la satisfaction de voir certaines de ses propositions retenues par l'Assemblée nationale, qu'il s'agisse de la prise en compte du fait régional, de l'association des organisations consulaires dans la mise en œuvre des engagements de développement de la formation et du maintien du rôle des organismes spécialisés dans la recherche et l'expérimentation en matière de formation.

Mais certaines modalités retenues appellent de sérieuses observations. Il semble bien que le gouvernement ait, de nouveau, cédé à la tentation du double langage. D'un côté, il donne l'impression de faire confiance aux partenaires sociaux et définit des lignes de réformes intéressantes. De l'autre, il renforce la bureaucratie et remet en cause, sans le dire, la politique contractuelle.

La réforme de 1984 comporte, en effet, certains aspects qui pénaliseront les organismes de formation, les entreprises et les jeunes.

La loi pénalisera d'abord les organismes de formation. L'article 38, qui modifie l'article L.920-5 du code du travail, impose à l'organisme de formation d'adresser chaque année à l'administration un bilan non seulement pédagogique, mais aussi financier. Il fait surtout obligation aux organismes de déposer préalablement les programmes et les tarifs de leurs actions de formation.

S'il est nécessaire de parvenir à un contrôle plus satisfaisant des organismes de formation et d'utiliser de façon optimale les fonds collectés, cette nouvelle obligation constitue une contrainte trop pesante pour les entreprises et les organismes concernés.

(Lire la suite page 22.)

(*) Président de la commission des affaires sociales du Sénat et ancien ministre de l'économie et des finances (de juin 1974 à août 1976).

Une activité florissante : la récupération de l'aluminium

SUR le parc de stockage de l'usine, les pales d'hélicoptères voisinent avec un tas de poêles usagées. Un peu plus loin, des pistons turcs, sans doute malformés, côtoient un écheveau de câbles. Les « *vieux débris* », on se les arrache. Il n'est pas jusqu'aux Japonais qui ne cherchent à concurrencer les acheteurs français sur le marché européen et même dans l'Hexagone.

En cette époque de disette d'énergie et de matières premières à bon marché, la récupération de l'aluminium suscite un commerce profitable et une industrie de recyclage spécifique. Au recyclage se consacre, à Compiègne, la société AFFIMET, issue de la fusion des moyens d'affinage de Pechiney et de Penarroya. Depuis la mi-1983, elle est une filiale à 100 % de Pechiney.

L'intérêt économique de cette activité tient en une évidence et quelques chiffres. L'affinage est un bienfait pour l'environnement, puisqu'il absorbe les déchets. Il est surtout économique en énergie, puisque sa production ne nécessite que 5 % de la quantité d'énergie nécessaire à celle du métal vierge. Une aubaine, lorsqu'on sait que le coût de l'électricité intervient souvent pour plus de 20 % dans le prix de revient de l'aluminium de première fusion.

Pour ne citer qu'un exemple, la récupération de 1 milliard de boîtes de boisson de 33 centilitres permet une économie de 235 millions de kilowattheures ou de 52 000 tonnes d'équivalent-pétrole, soit à peu près ce que consomme pour ses besoins domestiques une ville de quatre cent mille habitants. Enfin, le métal obtenu bénéficie des propriétés de l'aluminium : faible densité, forte conductibilité thermique et électrique, bonne résistance aux agents de corrosion.

Déchets neufs et vieux débris

Il existe deux grandes catégories de récupération, les « *déchets neufs* » et les « *vieux débris* ». Les premiers sont les sous-produits des usines travaillant l'aluminium et ses alliages (copeaux, chutes). Leur recyclage se fait, le plus souvent, de façon interne à l'usine productrice. Aux Etats-Unis, les boîtes de bière ou de Coca-Cola sont aussi recyclées de la sorte.

Les seconds – environ 32,5 % du recyclage – proviennent de la mise au rebut de produits usagés. Le principal fournisseur en est l'industrie automobile, qui a vu, en cinq ans, son contenu d'aluminium passer en moyenne de 40 à 50 kilos par véhicule en Europe et de 35 à 55 kilos aux Etats-Unis. Selon M. Michel Fiat, directeur du marketing et du développement d'AFFIMET : « *70 à 75 % de l'aluminium d'une voiture sont récupérables* », une fois le véhicule mis à la casse et broyé. « *Pour l'Europe, cela représente quelque 250 000 tonnes d'aluminium disponibles actuellement, soit 3 milliards de kilowattheures économisés.* »

Si l'automobile est la principale source de déchets, elle n'est pas la seule. L'emballage – même si la boîte de boisson est peu développée en France, – les avions, les casseroles, les plaques offset utilisées pour l'impression des journaux, sont aussi recherchés parmi bien d'autres produits. Encore faut-il les récupérer.

Aux Etats-Unis, sept Etats ont autorisé la consigne des boîtes de boisson (pour un coût identique de production, la valeur de récupération de la boîte seule, en « alu », est de 14,4 centimes, quand elle n'est que de 0,5 centime pour le fer blanc). Cette seconde fusion permet outre- Atlantique d'assurer la croissance d'un marché de la boîte en pleine expansion. En France, une opération a été lancée dans plusieurs villages du Sud-Est, autour d'Aix-en-Provence, pour habituer à reconnaître l'aluminium et à le placer dans des conteneurs spéciaux. D'autres régions de France vont être ainsi sensibilisées.

Toutefois, ces produits sont souvent pollués et mélangés. L'usine d'affinage doit donc trier les déchets qui lui arrivent. AFFIMET utilise, depuis dix-huit ans, un procédé de classement gravimétrique qui permet de faire flotter les alliages d'aluminium de densité 2,7, alors que le cuivre, le zamak, l'acier inoxydable, s'enfoncent dans la liqueur dense.

Les déchets triés – un four de fusion fractionnée pour la séparation des métaux lourds entre eux est aussi utilisé – sont refusionnés selon leurs caractéristiques dans des fours électriques (s'ils sont peu oxydés), des fours réverbères, voire des fours tournants à bain de sel (pour les déchets très oxydés). Afin d'assurer un niveau de qualité élevé et stable, le métal liquide est ensuite traité au chlore.

Cet aluminium de seconde fusion est alors prêt à être vendu sous forme de lingots de 10 kilos, de blocs de 450 kilos ou à l'état liquide à 730 °C, ce qui supprime la refusion et permet un moulage immédiat (des « *poches de transport* » ont été mises au point en 1971 pour ces livraisons).

L'automobile fournisseur... et client

La production principale est composée d'un alliage ordinaire dont les débouchés principaux sont l'automobile (pour les carters) et l'électroménager (les tambours de machine). Des normes plus serrées permettent aussi de fabriquer des culasses et des pistons. L'automobile, principal fournisseur de déchets, est donc aussi le meilleur client de cet aluminium de seconde fusion.

L'affinage fournit désormais une fraction importante de la ressource d'aluminium (23 % en 1982), et cela devrait se développer. Cette activité, rappelle le président d'AFFIMET, M. Guy Chardon, est liée à la disponibilité locale en déchets (importante dans les vieux pays industriels), à la présence d'une industrie automobile forte et à la politique des producteurs de métal vierge.

La France apparaît donc bien placée pour accroître une production dont le marché est mondial (AFFIMET réalise 27 % de son chiffre d'affaires à l'exportation et la CEE exporte 181 200 tonnes et importe 131 800 tonnes d'aluminium affiné). La filiale de Pechiney, qui détient 50 % du marché national, est d'ailleurs, avec une capacité de 70 000 tonnes par an, la première entreprise européenne. Elle est loin cependant des grands indépendants américains (US Reduction, 155 000 tonnes ; Wabash Alloys, 130 000 tonnes ; Vulcan, 130 000 tonnes et Aluminium Smelting and Refining, 120 000 tonnes) et du principal japonais Daiki (120 000 tonnes).

De plus, cette prééminence européenne était menacée par la dispersion de la production sur deux sites, dont l'un, Dammarie-les-Lys, était particulièrement vétuste dans ses locaux du début du siècle (1906). La volonté affirmée par Pechiney d'être partout « *dans le premier tiers de la profession* », particulièrement pour les produits standardisés où il est primordial d'abaisser les prix de revient, a conduit, là comme ailleurs, à restructurer les activités.

Une centaine de millions de francs ont été investis pour doubler la capacité de Compiègne et moderniser ce site, tandis que celui de Dammarie va être fermé. De plus, ventes, achats, administration, comptabilité ont quitté le siège de la rue de Balzac à Paris, pour s'installer dans des bureaux ultramodernes à Compiègne (deux femmes seulement ont refusé ce transfert et ont été licenciées). En septembre 1984, Compiègne sera, on en est sûr chez AFFIMET, la meilleure usine d'affinage d'Europe.

BRUNO DETHOMAS.

Nchanga à ciel ouvert

UN grand, un très grand trou, long de 3 kilomètres, large de 1 kilomètre, profond de 320 mètres. Par ses dimensions, la mine à ciel ouvert de Nchanga, en Zambie, dans la « ceinture de cuivre » (Copper Belt), serait, dit-on, l'une des toutes premières du monde, peut-être même la deuxième. On y creuse le « *bush* » depuis 1957 : il y aurait encore de quoi faire jusqu'en 1998, « *à moins que l'augmentation du prix du fuel et la baisse du cours du métal n'obligent à interrompre l'exploitation plutôt que prévu* », précise M. J. R. Hoatson, directeur général de la division.

Mise à nu, la terre, selon les caprices du soleil, vire du gris au noir, du rose au violet. Du rebord de cette immense cuvette aux parois en coupes, les hommes et leurs drôles de machines, occupés, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à gratter le sol pour en extraire le précieux minerai, paraissent ridiculement hors d'échelle. Impression trompeuse évidemment, car le matériel roulant est d'un gabarit peu commun.

Pour récupérer 1 tonne de roche cuprifère ne faut-il pas déblayer et évacuer 11 tonnes de déchets, de gravats ? C'est à des mastodontes qu'est confiée cette mission : leur poids en charge atteint 85 ou 120 tonnes, et leur prix à l'unité quelque 800 000 dollars ; leur conduite exige au moins cent heures d' « auto-école » ! Des monstres de 200 tonnes ont été mis à l'essai, mais leur coût d'exploitation s'est révélé trop onéreux.

« Cannibalisés »

La division de Nchanga possède un parc de cent quatorze camions de ce gabarit, mais une quarantaine seulement sont en état de marche. Les autres sont sur cales faute de pièces de rechange, moteurs et pneus. Il en coûterait 52 millions de dollars pour les réparer, et peut-être davantage, car certains ont été « cannibalisés », en désespoir de cause. « *Les moyens nous manquent pour évacuer les déchets à un rythme satisfaisant* », constate M. Hoatson.

Même si la division de Nchanga se vante d'être la seule des sept divisions à faire des bénéfices, compte tenu de la disposition favorable du filon et de sa teneur en cuivre supérieur à 3 %, l'heure n'en est pas moins aux économies. Ces mastodontes ne dévorent-ils pas, tous ensemble, environ 130 000 litres de gazole par jour ? Aussi, pour réduire le budget carburant, une ligne électrique de 1,9 kilomètre, alimentée par le barrage de Kariba, a été récemment installée sur une pente de la cuvette, et quinze camions ont déjà été équipés pour l'utiliser lorsqu'ils remontent, à pleine charge, du fond de la mine à ciel ouvert. Cette innovation permet à ces « trolleys » monstrueux d'économiser 40 litres de fuel par voyage et d'augmenter leur vitesse de croisière de 8 à 18 kilomètres à l'heure.

Concassée en deux temps, puis moulue, la roche cuprifère, ainsi réduite à l'état d'une poudre noire, est ensuite noyée dans l'eau et mêlée à des réactifs chimiques afin de dégager de leurs gangues les fines particules de minerai. La division de Nchanga traite, aujourd'hui, les déchets de cette concentration qu'auparavant elle tenait pour quantités négligeables et rejetait. En activité depuis juin 1971, cette usine récupère, pour le moment, 6 000 tonnes de cuivre par mois ; elle devrait, à partir du 1er janvier 1986, augmenter de 3 000 tonnes sa capacité de production. Il n'y a pas de petites économies...

Des trous par centaines

« *Nous avons besoin d'un cours du cuivre plus ferme pour dégager les ressources nécessaires à d'indispensables investissements*, insiste de son côté M. Brian Eastwood, directeur général de la division de Nkana. *Nous pourrions alors creuser en souterrain jusqu'à 1 700 mètres et produire jusqu'en 2040. Si les pièces de rechange ne nous faisaient pas défaut, nous serions aujourd'hui en mesure de sortir 6 000 tonnes de cuivre de plus par an.* » Grâce à des allocations en devises plus généreuses, il attend, dans les mois à venir, les moyens de redresser la situation. « *Mais, il faudra patienter au moins un an avant d'en ressentir les effets bénéfiques*, note-t-il, *le temps de former le personnel qualifié pour assurer les tâches de maintenance des équipements.* »

Dans cette mine souterraine d'où l'on extrait quelque 4 millions de tonnes de minerai par an, soit, compte tenu de sa teneur moyenne, environ 60 000 tonnes de cuivre, la mécanisation des opérations est forcément moins poussée qu'à ciel ouvert. Ainsi, plus de cinq mille hommes travaillent en même temps dans ces galeries et ces tunnels, qui s'étagent sur dix niveaux, de 657 mètres à 1 210 mètres, et s'étalent sur 5,5 kilomètres. Grâce à un système de réfrigération et de ventilation, la température est maintenue autour de 28 degrés.

La vie sous terre a son rythme. La matinée est consacrée au forage, qui obéit à des règles très strictes : dix-sept trous par panneau, d'une profondeur de 1,2 mètre, espacés les uns des autres de 15,2 centimètres.

Il faut compter environ trois heures pour mener à bien cette tâche. Les meilleurs éléments peuvent se suffire de moins de temps, sortir ainsi à l'air libre sitôt qu'ils ont achevé l'objectif qui leur a été assigné ou, s'ils préfèrent, dépasser celui-ci et arriver, de la sorte, à doubler leur salaire de base.

Rude métier, plus risqué que tous les autres (1). Pour l'exercer, l'apprenti doit suivre une formation théorique d'un mois et obtenir un permis délivré par le gouvernement après avoir inscrit à son actif cinq cent dix trous. Il n'y a pas foule pour suivre ce *cursus honorum* et s'engager dans une profession qui exige, au-delà d'une habileté technique, une certaine résistance physique. Garantie que les bras ne manqueront pas : aucun mineur ne peut prétendre à un poste d'encadrement s'il n'a pas d'abord été foreur.

Mise à feu vers 14 h 30, juste avant la prise de travail de l'équipe d'après-midi. On laisse, alors, pendant quatre heures environ, les fumées toxiques s'échapper, l'atmosphère se décanter avant de commencer à déblayer, en début de soirée, le minerai et les gravats. Une noria de brouettes les acheminent ensuite vers des cheminées creusées dans la roche, qui débouchent, par des becs verseurs sur des galeries où des wagonnets en prennent livraison ; leurs chargements remontent par ascenseur à la surface, où ils sont dirigés vers les usines de transformation.

C'est alors que, par des traitements chimiques en cascade, la roche ainsi mise au jour, dont la teneur n'excède pas 1,5 % en moyenne, devient, en fin de parcours, un minerai commercialisable dont la pureté – 99,99 % – est quasiment absolue. Pour ce faire, le métal, une fois concentré, est fondu, raffiné, avant d'apparaître, en phase ultime, sous formes de feuilles (cathodes) ou de barres (wirebars) dont le poids unitaire est respectivement de 120 et de 180 kilos. Le contrôle de la qualité du produit passe, tout au long du processus de fabrication, par une multitude d'analyses. La division de Nkana procède ainsi à quatre-vingt mille tests par mois...

Avec sa tête

Ils sont, aujourd'hui, quelque cinquante-huit mille à travailler dans les mines de cuivre ; peu à peu, leur nombre diminue, car, compte tenu des circonstances économiques, on ne remplace plus ceux qui, à cinquante-cinq ans, font valoir leur droit à la retraite. « *Il faut produire presque autant avec des gens en moins, ce qui alourdit les tâches* », constate M. Timothy M. Walamba, « patron » du puissant syndicat des mineurs. L'intéressement au travail ? « *Impossible d'en faire bénéficier d'autres catégories d'ouvriers que les foreurs, car,* dit-il, *la Zambia Consolidated Copper Mines Limited (ZCCM) n'en a pas les moyens.* »

Au départ, les mines faisaient appel à un personnel non qualifié, d'origine rurale, car on travaillait alors davantage avec ses bras qu'avec sa tête. Aujourd'hui, les méthodes d'extraction et de traitement du cuivre sont plus complexes et exigent quelques compétences. D'où le rajeunissement des effectifs, dont l'âge moyen tourne autour de trente-cinq à quarante ans. Ce n'est pas de gaieté de cœur que les plus de dix-huit ans s'engageaient dans cette carrière, mais c'était la seule voie qui, jusqu'à ces derniers temps, n'était pas bouchée et qui offrait à ceux qui la suivaient une certaine garantie de l'emploi et certains avantages annexes.

Pour l'heure, les salaires de surface s'échelonnent de 122 à 777 kwachas par mois (de 650 à 4 000 francs) ; les gens du fond bénéficient d'un bonus de 5 % et les fondeurs, de 2,5 %. Les employés de la ZCCM sont logés, selon le niveau de leurs revenus, dans des cités sans joie et sans surprise (*townships*) ; un loyer symbolique leur est réclamé. L'eau et l'électricité sont gratuites pour les moins favorisés. Comme pour tout un chacun, les frais médicaux et hospitaliers sont à la charge de la collectivité ; mais le personnel minier est, dit-on, plus disponible, les établissements sont plus confortables et les médicaments plus abondants. Les retraités perçoivent une allocation mensuelle jusqu'à leur mort.

Trop d'expatriés ?

Les mineurs zambiens seraient-ils des privilégiés ? « *Ce n'est plus vrai du tout*, assure-t-on au siège du syndicat ; *leur pouvoir d'achat ne cesse de se détériorer.* » Et M. Walamba d'ajouter : « *Ils font encore la semaine de quarante-huit heures, et sur les treize jours fériés par an, ils n'en ont droit qu'à six.* »

Une revendication demeure à l'ordre du jour : le traitement des cadres expatriés, qui, à égalité de responsabilités, peut être, selon le syndicat, jusqu'à trois fois supérieur à celui des techniciens zambiens. « *Découragés, ceux-ci démissionnent ; il en est ainsi parti vers le secteur privé 223 entre 1969 et 1983* », indique M. Walamba. Il y aurait pourtant, à son avis, des emplois de contremaîtres, de menuisiers, par exemple, qui devraient automatiquement revenir à des autochtones. « *Mais*, remarque-t-il, *les étrangers recrutent des étrangers.* »

Pour un syndicaliste de la trempe de M. Walamba, la marge de manœuvre est étroite. La partie n'est pas facile à jouer dans une conjoncture aussi maussade. « *Je dois être raisonnable, car ce n'est ni la faute du gouvernement ni celle de la ZCCM si nous en sommes là aujourd'hui*, reconnaît-il. *Ce n'est pas un problème de production, mais un problème de marché, et donc un problème international qui nous dépasse.* »

Même si l'arrivée d'un contingent de pièces détachées est annoncée dans les différentes divisions de la « ceinture de cuivre », on se garde bien de pavoiser. Pour ceux, nombreux ici, qui ont connu la grande et folle époque de l'extraction à tout va, le redressement paraît bien aléatoire et l'horizon assez borné. Un lot de pneus ou de foreuses ne fait pas le printemps...

JACQUES DE BARRIN.

(1) Le bilan des accidents du travail s'élève, pour 1983, à 20 morts et 1 733 blessés. L'année précédente, il avait été de 30 morts (dont 25 en sous-terrain) et 1 867 blessés (dont 1 377 en sous-terrain), soit un taux de mortalité de 0,53 pour 1 000 et, pour les blessés, de 32,89 pour 1000.

Marasme au Canada

QUATRIÈME producteur mondial de minerai de cuivre, avec environ 8 % du marché (650 000 tonnes), le Canada subit de plein fouet, depuis près de trois ans, le contrecoup à la fois de la concurrence du Chili et du ralentissement de l'économie. Alors que l'or, grâce à de nouvelles mises en valeur au Québec et dans les provinces de l'Ouest, connaît un regain de fièvre, le métal rouge, dans les trois grandes régions productrices – l'Ontario, la Colombie britannique et le Québec, – sort difficilement du marasme. Nombre de mines ont été fermées, le plus souvent définitivement lorsqu'il s'agissait de petits gisements.

Le groupe Noranda Mines a subi des pertes financières de l'ordre de 82 millions de dollars canadiens en 1982 (+ 164 millions en 1981), en raison notamment des mauvais résultats de l'exploitation du cuivre, dont il est le deuxième producteur canadien. Il a notamment mis en veilleuse un de ses gisements à Murdochville, en Gaspésie (Québec). Malgré une proposition de subvention du gouvernement québécois, inquiet des répercussions sur l'emploi local, Noranda n'envisage pas d'accélérer les travaux de mise en exploitation de nouvelles réserves, récemment découvertes sous la ville même.

L'autre grand consortium minier, Corporation Falconbridge Copper, a suspendu les activités de sa mine de Perry, également au Québec. Northgate explorations qui possède un gisement à Chibougamau, dans la même province, a dû vendre une filiale australienne pour régler des problèmes de trésorerie. Pour sa part, la compagnie minière Campbell Resources a dû émettre d'urgence de nouvelles actions pour sortir d'une passe difficile.

La production de cuivre au Québec a baissé d'environ 45 % de 1970 à 1983. L'impact de cette situation est d'autant plus grave pour l'économie de la province que le cuivre vient au quatrième rang des minéraux, après le fer, l'amiante et l'or. Cependant, au Manitoba, la compagnie Sherritt Gordon Mines envisage de fermer sa mine de Ruttan – l'un des plus gros gisements canadiens – si elle ne trouve pas un partenaire pour l'aider à financer les opérations de mise en valeur.

En Colombie britannique, la société Cominco a décidé de réduire de près de moitié la production d'un de ses gisements au sud de Kamloops. Teck Corporation remet en cause l'exploitation du gisement d'Afton, dans la même région. Brenda Mines a suspendu ses activités à Peachland, tandis que Noranda fermait le gisement de Granisle.

Pluies acides

Les producteurs canadiens de cuivre dénoncent la concurrence du Chili, de la Zambie et du Pérou, auxquels ils reprochent d'inonder les marchés extérieurs, tout en bénéficiant de coûts de main-d'œuvre peu élevés.

Sous la pression des compagnies minières, le gouvernement canadien s'est abstenu, en 1983, lors du vote, au sein de la Banque inter-américaine de développement, sur les crédits destinés à un projet de modernisation déposé par la compagnie d'Etat chilienne Codelco. Le Canada ne fait pas d'ailleurs pas partie du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC), qui regroupe ses concurrents du tiers monde.

Selon les experts canadiens, le prix de revient de l'extraction d'une livre de cuivre est de l'ordre de 50 cents américains au Chili contre 90 cents au Canada. Or, en dix ans, le prix de la livre sur le marché de Londres est revenu de 1,40 dollar américain à environ 60 cents. En outre le Canada a, en 1983, exporté environ 102 000 tonnes de cuivre aux Etats-Unis, son principal débouché. Il dépend donc de la reprise économique chez son voisin du sud, notamment dans l'industrie automobile, la construction et l'électro-ménager. La récente démarche de onze producteurs américains visant à obtenir de l'administration Reagan la mise en place d'un système de contingentement des importations du métal rouge a suscité une vive inquiétude à Ottawa.

Le Canada possède d'importantes réserves. En 1973, les ressources connues avaient été estimées à 23 millions de tonnes et les réserves potentielles à 10,5 millions de tonnes de plus. Les possibilités offertes par les fosses du Labrador et de l'Ungava restent à découvrir.

Enfin, au stade de la transformation, l'industrie du cuivre se trouve confrontée au problème de la protection de l'environnement, qui devient une priorité au Canada.

La fonderie de Noranda mines, au nord du Québec, est considérée comme l'une des principales sources de pluies acides de la province. Mais la compagnie se réfugie derrière ses difficultés financières pour refuser de supporter à elle seule le coût d'un dispositif antipolluant.

PIERRE DIETSCH.

هكذا من الأصل

DE L'INDUSTRIE DES MÉTAUX

Mines et Sysmin

LA CEE accorde un soutien financier, depuis la deuxième convention de Lomé (1980-1984) qui la lie à soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), au maintien de la capacité de production et d'exportation du secteur minier des ACP. Le mécanisme communautaire – le Sysmin (système mines) – est doté d'un montant de 282 millions d'ECU (1 ECU = 6,87 F) pour cinq ans.

Jusqu'à présent, ce mécanisme n'a joué que pour la remise en état des installations d'extraction de cuivre au Zaïre et en Zambie, ayant octroyé pour les exercices cumulés de 1980 et 1981, respectivement 40 millions et 55 millions d'ECU. Kinshasa et Lusaka ont présenté récemment aux instances communautaires une nouvelle demande au titre de 1982 et 1983.

L'octroi du prêt à la société zaïroise Gecamines avait soulevé des difficultés entre Kinshasa et Bruxelles. La Commission européenne, estimant que les prélèvements de l'Etat grevaient les finances de l'entreprise, avait demandé au gouvernement d'alléger les charges avant de débloquer l'aide prévue. L'accord intervenu portait sur l'engagement des autorités zaïroises de conserver à la Gecamines les ressources nécessaires pour assurer la maintenance de l'appareil de production. Le prêt a servi au renouvellement de certains équipements et à l'achat de pièces de rechange.

Dans le cas de la Zambie il a permis en outre le financement d'un programme de formation d'ouvriers spécialisés et l'envoi de techniciens européens.

La première convention de Lomé (1975-1979) avait créé un système de stabilisation des recettes à l'exportation pour les ventes agricoles des ACP vers les Dix (Stabex). Afin de répondre aux préoccupations de la Mauritanie, le minerai de fer avait été ajouté sur la liste des produits bénéficiaires. A l'occasion de la négociation du second accord de coopération, les pays miniers, notamment le Zaïre et la Zambie, avaient fait valoir l'inégalité de traitement par rapport aux ACP exportateurs de denrées alimentaires.

L'appui allemand

A l'époque, les esprits étaient fortement orientés vers la conclusion d'accords internationaux par produit dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Mais l'Allemagne fédérale, opposée à des arrangements « dirigistes » pour stabiliser les marchés des produits de base, a préféré jouer la carte du Sysmin. Le feu vert du cabinet fédéral a grandement contribué à la création du mécanisme communautaire.

Contrairement au Stabex, qui compense de manière automatique – dans les limites des fonds disponibles – des pertes de recettes à l'exportation, le Sysmin ne joue qu'après examen du dossier présenté par le pays ACP demandeur. S'il est prouvé que la baisse des exportations a pour effet d'entraîner, par manque de ressources, la détérioration de l'appareil de production, la CEE est amenée à consentir un prêt à des conditions particulièrement favorables (1 % d'intérêt sur quarante ans, dont dix de délai de grâce).

Le Sysmin va être vraisemblablement reconduit dans la prochaine convention qui se négocie actuellement. Tant du côté de la CEE que de celui des ACP, on avance des aménagements à apporter aux mécanismes actuels. Les pays en développement souhaitent allonger sensiblement la liste des minerais couverts (bauxite, cobalt, cuivre, étain, fer, manganèse, phosphates) et accroître de manière substantielle la dotation financière. Les négociateurs européens mettent en avant, pour leur part, la rentabilité des entreprises. Ils veulent ainsi écarter le recours systématique aux critères du maintien des capacités de production. En jouant la modernisation et la réduction des installations, Bruxelles compte ainsi créer les conditions pour favoriser les investissements privés dans le secteur minier africain, délaissé ces dernières années.

MARCEL SCOTTO.

La Belgique, géant de la métallurgie

(Suite de la page 19.)

La part du Zaïre dans cet approvisionnement a quelque peu diminué depuis dix ans. Même si les dirigeants belges souhaitent cette diversification géographique – tout peut arriver au Zaïre, – il est clair que des liens très privilégiés, une grande interdépendance, pour ne pas dire une véritable osmose, continuent à exister entre l'économie du cuivre du Zaïre et celle de la Belgique. Cela joue apparemment à l'avantage des deux parties, malgré des mouvements d'humeur, et les mini-crises qui troublent momentanément le monde politique agitent parfois la Bourse mais ne modifient pas en profondeur les relations commerciales et industrielles.

L'Union minière a exploité directement les mines du Katanga jusqu'en 1966. Depuis, elle a laissé la place à Gécamines, qui est une société d'Etat zaïroise. La Sozacom, autre société zaïroise, est chargée de la commercialisation de la production nationale, mais en réalité se décharge très largement sur la SGM belge.

Chacun des deux camps, le Zaïre et la Belgique, cherche, on s'en doute, à tirer le meilleur parti de ces relations, forcément complexes et délicates. Les fils en sont difficiles à débrouiller, sauf pour quelques initiés. Parfois, il y a des bulles. Ainsi en a-t-il été de la *« démission »*, d'ailleurs cocasse, de M. Crem, un Belge qui était le président de la Gécamines, en conflit avec la MHO. Les autorités de Kinshasa l'ont remplacé par un autre Belge, M. de Merre, lui-même administrateur de la MHO. Au-delà des péripéties, qu'à l'évidence on n'aime guère évoquer à Bruxelles, un nouveau contrat a été conclu, qui règle pour trois ans le flux des matériaux entre la Gécamines et MHO, le volume des livraisons, les conditions de raffinage, les marges, etc.

Le Zaïre a théoriquement les moyens de produire du cuivre raffiné. Technologie ou gestion partiellement défaillantes, il n'y parvient qu'imparfaitement. Il vend donc du blister aux Belges, mais lui livre aussi du cuivre partiellement affiné qui est traité à l'usine d'Ollen. Une partie de ce produit est vendue aux Belges pour leurs propres besoins, l'autre leur est livrée pour être traitée à façon. Cette seconde part demeure la propriété de la Gecamines, même si, par la suite, après traitement, voire transformation, elle est commercialisée par l'intermédiaire de la SGM.

Une référence

Pour la Belgique les avantages de cette filière zaïroise sont triples. Elle trouve la matière nécessaire à ses usines, elle prélève une marge de raffinage, elle est intéressée à la commercialisation.

Le Zaïre est-il parfois tenté de trouver un partenaire qui lui offre des conditions plus avantageuses ? En 1982 il a expédié entre 30 000 et 50 000 tonnes de blister en Yougoslavie et en Chine, mais au total, outre l'habitude de travailler ensemble, le débouché belge, débouché multiformes, représente pour Kinshasa une appréciable *sécurité*. Il est facile de vendre du blister. Il est moins évident de trouver un industriel qui mène à terme vos opérations de raffinage et aide à transformer et à vendre votre production. *« Nous leur réservons la capacité de raffinage à Ollen. Les marges que nous leur comptons sont les marges pratiquées sur le marché mondial. En réalité, nous leur fournissons des conditions très privilégiées. Nous remettons aux Zaïrois des produits que nous ne restituerions en cette forme élaborée à personne d'autre, ce qui leur permet d'avoir accès à des clients très intéressants et de valoriser leur production dans les meilleures conditions »*, commente un responsable de la SGM.

De fait, les Belges disposent de bons arguments. La raffinerie d'Ollen est la plus grande d'Europe, et l'une des plus modernes du monde. La MHO y a investi 1 milliard de francs belges en 1984 pour encore en améliorer l'équipement. Les procédés qui y sont mis au point ont été vendus avec succès dans le monde entier par Mechin, une des filiales du groupe, spécialisée dans l'ingénierie. Les exportations de la Belgique représentent environ 80 % de la production.

Pour le Zaïre c'est une référence. MHO et SGM sont constamment à l'écoute d'une clientèle, notamment les industries électroniques, qui est très exigeante en matière de qualité. La proximité du marché d'utilisation est dans ce secteur un atout considérable. Les industriels belges qui prêchent pour leurs saints le soulignent. Les Zaïrois, comme d'ailleurs à leur manière les Zambiens ou les Chiliens, semblent considérer qu'ils ont raison.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le Zaïre et le raffinage belge

(Suite de la page 19.)

Environ 8 % part, en camion, jusqu'à Kalemie, ancienne Albertville, situé au bord du lac Tanganyika, traverse le lac en bateau et poursuit son chemin, en train, de Kigoma, déjà sur le territoire tanzanien, jusqu'à Dar-es-Salaam. Enfin, le troisième trajet, qui est parcouru par 42 % du cuivre zaïrois, consiste à traverser tout le Zimbabwe et toute l'Afrique du Sud pour arriver à Port-Elisabeth. A la frontière sud-africaine il faudra, toutefois, changer de wagons, ceux qui viennent de Lumumbashi n'étant pas acceptés par les autorités de Pretoria.

En considérant la durée des parcours, les chargements et déchargements, ainsi que l'attente dans les ports d'embarquement, le délai moyen d'acheminement du cuivre entre le départ de l'usine et la mise à bord du navire s'élève à quatre-vingt-quatre jours pour Matadi, cent cinquante-huit pour Dar-es-Salaam et soixante pour Port-Elisabeth. La solution la plus rapide est, néanmoins, la plus onéreuse, étant donnés les droits exigés par chacun des pays traversés.

Du maïs

« Heureusement, nous disposons de gisements à haute teneur, allant jusqu'à 6 % », commente M. Miko, un des administrateurs de la SOZACOM. Mais il n'y a pas que les frais de transport qui expliquent les difficultés de l'industrie minière du Zaïre. Avec l'indépendance et quelques années plus tard, les mesures de « zaïrianisation », beaucoup d'étrangers ont été dépossédés de leurs biens, d'abord les Belges, anciens colons, et ensuite les Portugais, venus surtout de l'Angola. Les uns et les autres partirent. D'innombrables exploitations agricoles se sont effondrées et le commerce, notamment à l'intérieur du pays, s'est complètement démantelé.

Pour résoudre le problème alimentaire de ses employés qui, avec leurs familles, constituent une population de plus de deux cent mille personnes, la GÉCAMINES a été obligé d'importer. Elle a en outre investi des sommes considérables en vue de la relance et de la modernisation de la production de maïs, l'aliment de base dans le sud du pays. Aujourd'hui, le CEPSE (Centre d'exécution de programmes sociaux et économiques), entièrement financé par la GÉCAMINES, est le seul producteur industriel de maïs au Zaïre. Un programme, récemment adopté, vise à étendre la culture mécanisée de cette graminée sur 100 000 hectares dans la zone de Likasi.

Et puis, il y a la structure économique et politique de l'État zaïrois. Un bureau de la présidence et un conseil exécutif – le gouvernement – dont les fonctions se chevauchent. Une armée et un service secret, très puissants, qui se surveillent mutuellement. Au sommet de la pyramide, le président Mobutu qui tire toutes les ficelles.

Un diplomate européen nous décrivait, ainsi, la situation : *« Il ne faut pas se fier aux apparences. Les critères basés sur la compétence comptent peu, au Zaïre. Les réformes de fond sont loin de constituer une préoccupation pour les dirigeants qui cherchent plutôt à s'enrichir le plus vite possible. Aux postes les plus importants aussi bien dans le gouvernement que dans les principales entreprises publiques comme la GÉCAMINES et la SOZACOM, l'ONATRA (transports fluviaux), la SNEL (électricité), la REGIDESO (transport et distribution d'eau potable) et l'Air Zaïre, sont placés des hommes de confiance du président. »*

JOSÉ REBELO.

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

● MICHEL DIDIER. – *Économie : Les règles du jeu.*

Une citation liminaire de J.-B. Say nous rappelle que *« l'économie politique, c'est l'affaire de tout le monde »*. Dans le même esprit, il est ajouté que *« la réponse à la crise ne viendra ni des experts ni des gouvernements, mais de nous-mêmes »*. La reprise aux Etats-Unis, non prévue par les experts, justifie-t-elle cette recommandation ? D'autres interprétations pourraient être données.

Vient ensuite une critique des « diplômés » (lisons « technocrates ») et de leur « jargon inaccessible ». C'est à l'expérience que fait appel le jeune Inséen, chargé de l'information, Rue de Rivoli.

Combien de Français savent qu'ils consomment trois fois plus que leurs parents ? Si déplaisante que puisse être cette constatation, en semblant prêcher la satisfaction, juger le présent implique, est-il ajouté, la connaissance du passé.

Le souci de clarté imprègne ici les analyses, disons les tableaux des divers secteurs ou opérations. Parmi eux se détachent *le progrès technique et l'emploi*, avec description du mécanisme de formation de nouveaux emplois, encore sommaire certes, mais bien rarement tentés, et la *balance des paiements*, avec répudiation des artifices ou facilités (protection, dévaluation, etc.).

C'est à propos de l'investissement qu'entre en jeu « le mécanisme de la fuite », c'est-à-dire la fécondation d'économies étrangères par une demande étourdiment stimulée, selon la manœuvre ingénue de 1981. L'argumentation aurait, semble-t-il, gagné à faire appel au concept d'élasticité.

Et nous cheminons sans peine, découvrant, sinon les vertus libérales, du moins la nécessité de la souplesse, qui fait payer chèrement, en divers pays, la disgrâce qu'elle a subie.

Cette leçon (que l'on excuse le terme), donnée par un « diplômé », qui a dû initialement se faire violence pour adopter une forme accessible, nous incite à lui demander dans le même esprit, un examen *clinique* d'une économie nationale, par exemple... la nôtre.

★ *Economica.* Paris 1984. 24 cm. 243 pages, 73 F.

● BIT. – *La Sécurité sociale à l'horizon 2000.* Préface de Francis Blanchard, directeur général.

Un groupe de dix personnes qualifiées (neuf Occidentaux et un Polonais), présidé par Pierre Laroque, a été, à la fin de 1980 (début de l'inquiétante dépression), chargé, par le directeur du BIT, d'examiner le destin de la Sécurité sociale. Dans sa préface, il expose les raisons qui l'ont conduit à limiter, pour le moment, ce travail aux pays industriels. Sont d'ailleurs surtout, sinon uniquement, visés les pays occidentaux.

Les lacunes du système, les progrès à accomplir, sont dûment soulignés. Le rapport estime insuffisants les secours de chômage et préconise l'indexation des retraites sur les prix et sur le PIB. Ces propositions sont suggérées par la crainte d'une réduction, sous le poids du nombre de postulants, ou en valeur réelle par le jeu de la hausse des prix, ou encore par non-participation au progrès général. Cependant, à l'encontre de tant d'exposés purement revendicatifs, le rapport se préoccupe aussi de la contrepartie, c'est-à-dire du financement. Sont repoussées les mesures de libéralisation (recours à l'assurance ou à la capitalisation). L'impôt est préféré à la cotisation.

Ce plaidoyer, clair et vif, en faveur du maintien, tout au moins, des résultats d'une lente conquête, n'oublie ni les migrations, ni le vieillissement, ni la famille encore que celle-ci (ou plus précisément les enfants) aurait, semble-t-il, mérité de plus vifs accents. Sans doute, se sont ici manifestées, dans le groupe, les résistances classiques.

Un document remarquable, opportun, de grande portée.

★ Bureau international du travail. Genève 1984. 24 cm. 131 pages. 22,50 francs suisses.

● XAVIER GREFFE. – *Territoires en France. Les enjeux économiques de la décentralisation.*

Le pluriel donné au mot *territoire* suggère déjà l'objectif poursuivi par la politique, avant même l'effort actuel de décentralisation, depuis, disons, la création de la DATAR. En travers de cet idéal permanent, se dressent, nous est-il confirmé, de nombreux facteurs « pervers », privés et publics.

Le professeur de Paris-I entreprend de décrire les efforts d'une politique, en apparence soutenue par le « vivre au pays », qui retentit dans tout l'Hexagone, et de mettre en lumière les obstacles (ne serait-ce que la prise, à Paris, de la majorité des décisions), encore accrus par l'arrêt de la croissance.

Une attention particulière est accordée aux pays « nés ou à naître », notre pays n'étant qu'un « pays de pays », avec « jambes, tête, tripes » (espace, conception, avenir). De cette description vivante, soucieuse d'éviter verbalisme et affectivité, se dégage la notion fondamentale de « milieu d'accueil ».

De nombreux exemples (notamment les expériences, aux fortunes inégales, tentées par les communes) donnent à ce panorama (malgré une forme parfois un peu lourde) une vie continue. L'ennemi de toujours et de partout, ce sont les rigidités, les inerties. Se propose alors, à l'esprit du lecteur, l'image du « Platane » de Paul Valéry.

Faut-il pour autant parler d'un attachement excessif aux arbres, aux dépens de la forêt ? Ce reproche a été évité, avec une réserve, cependant, pour l'avenir, qui n'accorde pas ici une place suffisante aux fortes réductions à attendre, ici ou là, de la population. Il est bien question parfois de désertification, mais les cartes saisissantes de Paul Paillat auraient bien eu ici leur place.

Bibliographie fort utile, qui remonte à Boudeville et même à Charles Maurras, mais où l'on aurait aimé trouver les noms de Claudius Petit et de J.-M. Beauvais.

★ *Economica. Paris, 1984. 24 cm. 304 pages. 95 F.*

● PIERRE LEMIEUX. – *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme.*

Un vieux débat : à l'opposé, tant du sieur de La Jonchère (qui proposait d'affermer l'Etat à une société privée) que des totalitaires, les libéraux extrêmes (libertaires, libertariens ou anarchistes, à résonance plus redoutable) vont bien au-delà de von Hayek et de M. Friedmann, rejoignant plutôt le fils de celui-ci, David.

Dans ce parcours varié, facile, jamais atone, le jeune Québécois, membre d'une fameuse lignée, dessine les contours de la doctrine, sans la défendre explicitement.

Citons, au hasard des arguments et des récits, la grande figure de F. Fénéon, critique d'art en avant-garde, la subtile dénonciation du « monopole » détenu par les grands de la chanson, une critique de Schumacher (« L'attrait du petit »), une mise au point sur les souffrances du dix-neuvième siècle, un rassemblement ironique de textes de la Constitution de régimes totalitaires (nazi, franquisme, soviétique), le *« dur problème »* de M. Friedmann, qui *« après tout, aime mieux payer des impôts à Washington qu'à Moscou »*, les vues surréalistes d'André Breton, dûment révisées par Raymond Aron, une opposition du laisser-faire et du laisser-aller, le paradoxe du barbier du village et celui de Arrow, hérité de Condorcet, l'idée de l'*« état minimal »* de R. Nozick, etc. Tout cela défile dans un ordre peut-être contestable mais qui peut se justifier par le sujet lui-même.

Cet idéal, où se rejoignent les deux attitudes extrêmes, nous le parcourons agréablement, par fragments, sans trouver une construction d'ensemble, en dépit de la place tenue par les idées de Molinari. La diversité des systèmes proposés peut justifier cette apparente lacune.

Bibliographie, nécessairement partielle, où voisinent Attali et Bastiat, mais où l'on s'étonne de ne pas trouver J. Turner et sa conception des bidonvilles.

★ *Libre Échange.* Paris, 1983. 22 cm. 171 pages. 110 F.

● J. BOISSONNAT, Ph. LEFOURNIER et divers. – *Les Sept Crises-1973-1983.*

Elle a de multiples aspects, cette période que l'on appelle encore « la crise ». Un bref jugement saisissant de J. Boissonnat et un juste avertissement de Ph. Lefournier (« La crise ne fait que commencer ») sont suivis d'articles consacrés à divers sujets. « L'énergie » (A. Murcier), qui passe sous silence le sacrifice de l'industrie à la route, successivement dénoncé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE ; « Les nations » (E. Izraelewicz), montée des Japonais et des Arabes ; « L'argent » (F. de Witt), « Les châteaux de cartes des banquiers » ; « Les industries » (M. Herblay, H. Jannic, P. Drucker et Claude Servan-Schreiber) ; « L'emploi » (V. Beaufils), plus descriptif que thérapeutique (critique méritante, cependant, de la réduction tabou de la durée du travail) ; « Le niveau de vie » (Christine Mital), égalisation des niveaux de vie ; « Les mentalités » (B. Lalanne), qui maltraite quelque peu le Français. Vient ensuite un sondage sur les Français, présenté par J. Fontaine ; malgré la faiblesse de l'échantillon, l'évolution des idées depuis 1977 est bien dessinée.

Trois exemples politiques sont présentés par Ph. Lefournier : l'Angleterre de Mme Thatcher, les Etats-Unis de R. Reagan et la France de F. Mitterrand. En fin de volume, les opinions des chroniqueurs réguliers de *l'Expansion*, quelque peu divergentes on ne saurait s'en étonner.

Une exceptionnelle richesse sous un petit volume.

● Éditions Pluriel. *L'Expansion.* Paris, 1984. 18 cm. 279 pages. 41 F.

● HABIB EL MALKI. – *Au-delà des chiffres, quel développement ?*

Entre bon gré, mal gré, dans le cycle – dans le mécanisme, plutôt – du développement, le Maghreb a, tout au moins, réussi à former de remarquables économistes, parmi lesquels, au premier plan, l'auteur de cet ouvrage critique, professeur à l'université de Rabat.

L'évolution économique du Maroc nous est présentée, avant et surtout depuis l'indépendance, expérience déjà trentenaire. Il s'agit d'articles parus dans *Libération* et dans *Lamalif* et de textes originaux. Ces vues, que l'auteur a été récemment appelé à présenter au Collège de France, se rattachent à une thèse, aujourd'hui presque classique, du « mal développement », présentée naguère par M. Naraghi, en avertissement, un an avant la révolution de l'Iran. D'autres sources sont invoquées, notamment par le Suédois G. Myrdal, prix Nobel, et l'Américain Hirschmann, spécialiste du développement, « sans ordre ».

Après quelques expériences décevantes, le Maroc est entré dans l'orbite de la Banque mondiale, qui, par sa fonction même, ne fournit des ressources qu'avec les moyens de les utiliser. Cette domination et le système libéral néo-classique qu'elle entraîne ne sont pas critiqués ici dans leur seul principe, mais dans leurs résultats. C'est surtout dans la partie IV, « Inflation, paupérisation et luttes sociales », que sont présentées ces critiques. Comme aux Etats-Unis, le système laisse, en effet, de côté ceux qui ne parviennent pas à s'accrocher à la machine, d'où formation d'un sous-prolétariat en détresse, qui échappe même aux statistiques. L'émigration ne peut, en aucun cas, prendre figure de solution.

La dépression économique accentue encore ces malfaçons. Quelques tableaux nous sont donnés concernant surtout le commerce extérieur, mais il manque l'évolution générale, notamment celle du PIB.

Nous nous attendons à voir la critique complétée par une indication sur la nouvelle voie à suivre (« alternative ») ; mais seules sont indiquées, en conclusion, quatre questions de base, qui donnent à espérer, dans un autre ouvrage, des réponses positives. Au pied du mur...

★ *Éditions maghrébines.* Rabat, 1983. 21 cm. 232 pages, 35 dirhams.

● ETIENNE DALMASSO ET PIERRE GABERT. – *L'Italie.*

Ce pays qui nous attire tant, sous divers aspects, est moins bien connu pour son économie qui a fait un bond remarquable après la guerre. La monographie qui nous est présentée par le professeur de Paris-VII et celui d'Aix-Marseille-II complète notre connaissance en nous donnant, sur l'agriculture et l'industrie, de bien utiles lumières, en particulier sur cette grande école de développement qu'a été la mise en valeur du Mezzogiorno. Le travail noir, si exalté par la rumeur, n'est que très incidemment cité ; comme naguère l'adultère, dans les romans, ce « péché » est tantôt démesurément grossi, tantôt pudiquement dissimulé.

★ Presses universitaires de France. Magellan, Paris, 1984. 22 cm. 271 pages, 115 F.

Fallait-il réformer la formation professionnelle ?

(Suite de la page 19.)

Comment ne pas évoquer ici les déclarations rassurantes des ministres responsables. MM. Fabius, Bérégovoy, Delors insistent à tout propos sur la nécessité de desserrer les carcans et d'alléger les contraintes qui pèsent sur notre économie et sur les entreprises. Et pourtant, le législateur substitue au contrôle *a posteriori*, qui semblait s'imposer, un contrôle *a priori*, renforçant, par là même, la bureaucratie.

Remise en cause de la politique contractuelle

Les deux autres aspects dangereux de la loi mettant plus directement en cause la politique contractuelle : l'un en allant au-delà de l'accord de 1982, l'autre en restant bien en deçà de celui de 1983.

Le premier concerne la politique de formation dans l'entreprise et le rôle des syndicats.

Si les principales orientations de l'avenant du 21 septembre 1982 sont reprises dans la loi (notamment pour ce qui concerne le développement du congé individuel de formation et les attributions du comité d'entreprise), le texte ajoute une obligation de négocier sur la formation dans l'entreprise, en l'absence d'accord de branche, à l'initiative des organisations syndicales.

Cette obligation nouvelle imposée aux employeurs va très au-delà de l'accord contractuel et se situe dans le droit fil des dispositions souvent dogmatiques des lois Auroux, tendant à renforcer le pouvoir syndical dans l'entreprise. Les syndicats risquent d'exercer un véritable contrôle sur la politique générale de formation dans l'entreprise, et ce à un moment où la difficulté des restructurations industrielles va durcir le dialogue social.

Les lois Auroux ayant déjà prévu une obligation annuelle de négocier dans toutes les entreprises, était-il vraiment opportun d'y ajouter une autre négociation sur le plan de la formation ? Il est à craindre que le souci manifesté par le gouvernement de renforcer le fait syndical dans l'entreprise ne conduise beaucoup de chefs d'entreprise à se limiter à l'obligation légale en matière de formation et donc à diminuer leur effort.

S'agissant de l'accord du 26 octobre 1983 relatif à l'insertion professionnelle des jeunes, la loi apparaît nettement en retrait par rapport aux principales dispositions négociées par les partenaires sociaux.

Il convient de rappeler que cet accord, que seule la CGT refusera de signer, tendait à instituer à côté de l'apprentissage, des stages « Rigout » et des contrats emploi-formation, une nouvelle modalité de formation en alternance. Les formules prévues par l'accord avaient pour objet l'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi, l'acquisition d'une qualification professionnelle, l'initiation à la vie professionnelle ; elles étaient applicables aux jeunes libérés de l'obligation scolaire, donc à partir de seize ans.

Or la loi de 1984, d'une part, recule de seize à dix-huit ans l'âge des bénéficiaires et, d'autre part, ne reprend pas l'ensemble des formules de contrats négociés entre les partenaires sociaux. Là encore, le gouvernement a un double langage : il accepte le principe de la politique contractuelle, mais en refuse les résultats. En fait, la position du gouvernement s'explique par l'opposition de la CGT aux stages d'initiation à la vie professionnelle et par celle de la FEN, qui obtient, dans les faits, une prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

« L'acharnement idéologique »

Ces restrictions apparaissent d'autant moins fondées que les quatre autres organisations syndicales et les deux organisations patronales insistaient pour obtenir l'homologation de l'accord général qu'elles avaient signé. Dans une conjoncture économique et sociale particulièrement dégradée, il aurait fallu donner à la formation professionnelle continue tous les moyens nécessaires pour faciliter les inévitables mutations technologiques qu'aura à affronter notre économie dans les années à venir.

Encore faudrait-il, dans cette perspective, ne pas alourdir les contrôles et la bureaucratie et prendre suffisamment en compte les difficiles compromis élaborés par les partenaires sociaux.

C'est pour ces diverses raisons que le Sénat, dans sa majorité, n'a pu adopter les trois dispositions contestables que je viens de rappeler. A ceux qui imaginent que le nouveau langage du président de la République et les paroles apaisantes de quelques responsables de l'actuelle majorité signifient un changement de cap, je tiens à indiquer ce nouvel exemple d'un « acharnement idéologique » dont la politique contractuelle pourrait bien faire les frais. Il est essentiel que la formation professionnelle continue marque de nouveaux succès : encore ne fallait-il pas s'en remettre à la seule CGT pour réformer la loi de 1971.

JEAN-PIERRE FOURCADE.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre société de Services emploie plus de 800 personnes, elle appartient à un groupe. Nous cherchons à renforcer notre équipe de Direction et nous recrutons un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

RHONE-ALPES

pour prendre en charge l'ensemble des services suivants qui regroupent 30 personnes :

- **Administration** : amélioration, suivi et contrôle des procédures administratives dans le cadre d'une gestion informatique.
- **Juridique et contentieux.**
- **Achats** : négociation et gestion du budget.
- **Comptabilité** : il supervise un service de 10 personnes.
- **Finances** : gestion de la trésorerie.

Diplômé d'études supérieures, il s'intégrera à notre équipe et travaillera en étroite collaboration avec les services production, contrôle de gestion et commercial. Rigoureux et concret, votre expérience acquise à un poste similaire vous a permis de vous confronter aux réalités du quotidien et aux problèmes de personnel.



Adresser votre candidature sous référence 1215-M à Françoise BARSI
LTM CONSULTANTS
63, av. de Villiers 75017 Paris.

ARCOREM

ESCAUT-ÉNERGIE

Société en expansion rapide, spécialisée dans l'exploitation de terrils charbonniers recherche :

DIRECTEUR DE CHANTIER

- Niveau ingénieur ou technicien supérieur, il assumera la responsabilité complète de l'exploitation et de son rendement en faisant preuve d'autorité et d'initiative.
- Expérience de chantier de génie civil souhaitable. Formation assurée dans le Nord.
- Salaire fixe + intéressement + perspectives d'avenir.
- 1 poste à pourvoir près de BELFORT.
- 1 poste à pourvoir près de PORTO. (langue portugaise indispensable).

Adresser c.v. + photo + prétentions à : C. HACHE, 151, avenue du Maine, 75014 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL

d'un Salon professionnel

(secteur : décor et monde de la maison)

- A Paris, au sein d'une société organisatrice de salons et d'expositions. C.A. multiplié par 2,5 en 3 ans.
- Expérience de la vente et promotion de services ou produits de luxe.
- Ecrire sous nº 7.771 (avec c.v., photo et prétentions), *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Micro-informatique

400.000 F

Directeur filiale - Un groupe international, spécialisé dans la construction et la vente de micro-ordinateurs, recherche le directeur de la filiale française qu'il a décidé de créer à Paris. Placé sous l'autorité immédiate du directeur marketing du groupe, il sera responsable de l'ensemble des problèmes inhérents au développement commercial et à la gestion administrative et financière de l'entité française : création de la société en liaison avec la maison-mère, mise en place progressive des structures commerciales et techniques lui permettant d'assurer sa croissance, définition des stratégies marketing, développement des ventes sur le terrain, administration générale, finances et reporting, recrutement... Ce poste de haut niveau ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure commerciale ou technique, parlant couramment l'anglais, spécialiste du marché informatique et des micro-ordinateurs en particulier, et ayant exercé avec succès des responsabilités de direction commerciale ou générale au sein de centres de profit, idéalement intégrés à des groupes internationaux. La rémunération proposée, fonction de l'expérience offerte, sera de l'ordre de 400.000 francs (plus voiture) dès la première année. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9058M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur des systèmes d'information

Alsace - Une très importante entreprise alsacienne (3.000 personnes), de notoriété internationale, recherche son directeur des systèmes d'information. Rendant compte à la direction générale il aura la responsabilité d'animer l'ensemble du service en optimisant les moyens humains et techniques selon les besoins de la société. Il veillera à l'actualisation permanente du schéma directeur de traitement de l'information en rationalisant les diverses applications existantes pour en déduire les plans informatiques et bureautiques concernant les différentes activités de l'entreprise. Il pilotera personnellement la réalisation des plans et assurera l'interface avec les utilisateurs. Le candidat recherché, âgé d'au moins 35 ans, est diplômé de l'enseignement supérieur et peut faire valoir une expérience réussie de direction de service (plus de 30 personnes) et de développement de projets d'envergure notamment en gestion de production. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée et la familiarité avec les matériels IBM est indispensable. Le niveau de rémunération offert pourra dépasser 350.000 francs pour un candidat répondant à l'ensemble des exigences du poste. Ecrire à F. WILLIGSECKER en précisant la référence A/6238M.

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur commercial

Tours

Vente en milieu hospitalier - La filiale d'un groupe danois spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits hospitaliers à usage unique, en rapide expansion en France et dans le monde, recherche son directeur commercial. Basé à Tours et rapportant au directeur général, mais travaillant en étroite relation avec la maison mère, il sera responsable du développement des ventes d'une gamme de produits réputés, destinés aux établissements hospitaliers publics et privés. Il assurera personnellement les principaux contacts commerciaux, la préparation et la réalisation des plans marketing, les prévisions budgétaires, le recrutement et la formation de l'équipe commerciale. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure et pouvant justifier d'une expérience réussie de la vente en milieu hospitalier. Des qualités d'animateur, de vendeur et de gestionnaire sont indispensables. La pratique de l'anglais courant est nécessaire. La rémunération annuelle de l'ordre de 240.000 francs tiendra compte de l'expérience du candidat et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R9056M.



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable logistique

320.000 F

Rhône-alpes - Cette importante filiale d'un groupe international est un des leaders de sa profession tant en France que sur les marchés étrangers où elle réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires. Elle recherche son responsable logistique. Il aura pour mission de définir, proposer et mettre en œuvre une politique recouvrant l'ensemble de la fonction : achats, gestion des stocks, planning, expéditions. Son action portera, notamment, sur l'implantation d'un véritable marketing achats (dont le montant annuel est supérieur à 200 millions de francs) et l'optimisation de systèmes de gestion informatisés et performants. En outre, il jouera un rôle personnel important dans les relations internationales avec le groupe. Cette réelle opportunité s'adresse de préférence à un diplômé de l'enseignement supérieur technique, âgé de 34 ans au moins et possédant une expérience réussie dans une fonction (globale ou partielle) similaire. Elle aura été, idéalement, acquise dans un secteur d'activité nécessitant une fonction logistique complexe, tel qu'électronique, automobile, alimentaire, ingénierie... Une pratique courante de l'anglais est indispensable. De réelles perspectives d'évolution sont possibles dans la société ou dans le groupe. La rémunération sera liée à l'expertise du candidat retenu. Elle pourra atteindre 320.000 francs pour un élément de premier plan. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3799M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

TA

Jeune directeur filiale

[illegible]

Mercuri Urval

Directeur administratif et financier

Aveyron

Une PMI (230 personnes, 50 millions de francs de chiffre d'affaires) techniquement évoluée, exerçant son activité dans la transformation des métaux, et filiale d'un grand groupe français, recherche son directeur administratif et financier. Appuyé par les services centraux du groupe et à la tête d'une très bonne équipe de collaborateurs, il aura sous sa responsabilité : la comptabilité, le contrôle de gestion, les finances, les questions juridiques et fiscales, la gestion du personnel et les achats. Nous recherchons un candidat diplômé d'études supérieures, titulaire du DECS et possédant une expérience préalable de la fonction en entreprise. Un passage en cabinet sera un atout apprécié. Ce poste, basé en Aveyron, demande une personnalité ouverte, capable de s'intégrer dans une équipe de direction très concentrée et très active. La rémunération ne sera pas inférieure à 200.000 francs et dépendra de l'expérience et de la valeur du candidat retenu. Ecrire à D. DELRIEU en précisant la référence A/T7014M.



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

directeur informatique

Nous sommes une importante firme à structure internationale située à Paris. Nous recherchons notre Responsable Informatique, dont les missions consisteront :

- à assurer la réussite du nouveau plan informatique,
- à fournir aux utilisateurs une grande qualité de services,
- à encadrer les équipes d'étude et d'exploitation (sur matériel ICL 2958),
- à participer à des missions d'organisation et de formation.

Le poste pourrait convenir à un candidat âgé de 35 ans environ, de formation supérieure, de forte personnalité, ayant une expérience de mise en place de gros systèmes informatiques, acquise soit dans une Société de Services (comme Responsable d'Agence par exemple) soit au sein d'une Entreprise dans des fonctions de Responsable d'Etude ou d'Organisation Informatique.

Anglais courant indispensable.

Adressez C.V. + photo et salaire actuel sous référence 33.98/DI/605 à ADEQUATION, 62/64, avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

KONÉ

NICE

Directeur de production

KONE filiale française d'un groupe international C.A. 5 milliards, crée dans son usine de Nice, un poste de Directeur de Production. Regroupant sous sa responsabilité des services comprenant une centaine de personnes, il a pour mission la fabrication de pièces de rechange et ensembles complets d'ascenseur et autres équipements, avec comme moyens un atelier flexible équipé de machines à commande numérique et une gestion de production informatisée sur IBM 43-41. Ce poste convient à un ingénieur AM ou équivalent, minimum 30 ans, ayant plus de 3 ans d'expérience en fabrication tôlerie et en gestion informatisée de l'ordonnancement, pratiquant la langue anglaise, ouvert aux évolutions techniques. La rémunération et les perspectives de carrière doivent séduire un ingénieur très compétent, ambitieux et brillant. Les premiers entretiens auront lieu à Nice ou à Paris. Adresser lettre man. et CV., s/réf. 23689M à Mme FOURNIAT, Sélé-CEGOS MEDITERRANEE, 35, rue Pastorelli, 06000 NICE.

sélé CEGOS

Publival



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Nice.

Vous faire une place au soleil...

Directeur administratif et financier

- Filiale performante d'un groupe international (52 MF. 90 personnes). nous sommes un des leaders dans la fabrication de matériel destiné à l'exploration minière.

- Bras droit du Directeur Général, appuyé par une petite équipe (un Chef Comptable + 2 personnes), le Directeur Administratif et Financier anime, coordonne, contrôle la gestion comptable et financière de la société (bilan, fiscalité, plans financiers, budgets, informatique, trésorerie, relations bancaires, contrôle des coûts) Mais impliqué dans l'administration générale de l'entreprise, il est aussi responsable des assurances, de la législation sociale et des relations avec les partenaires sociaux.

- Ce poste aux responsabilités larges et variées, qui intéresse la vie de l'entreprise, s'adresse à un diplômé d'Etudes Supérieures Comptables et Financières (Sup de Co, Maîtrise Gestion, DECS, Expertise...), possédant une expérience significative de 5 à 10 ans acquise dans un environnement anglo-saxon. Mais nous attacherons beaucoup d'importance aux qualités humaines de ce manager. Bien que de nationalité française, il maîtrise parfaitement la langue anglo-saxonne. Nos relations avec la société mère l'exigent. La rémunération ne sera pas inférieure à 240 000 F.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 30604 à Nicole Le Breuilly TEG 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.

DESSEIN

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) Management

Directeur des ventes

Systèmes d'évaluation de points de vente au détail

France/Espagne/Italie – Lieu : Paris

Environ 250-300.000 FF

Cette société anonyme américaine, créée en 1970, fournit des systèmes informatiques, des logiciels et des bases de données pour aider les compagnies pétrolières et autres détaillants ayant plusieurs points de vente à procéder à l'évaluation des emplacements et à prendre d'autres décisions stratégiques et opérationnelles. A l'heure actuelle, elle fonctionne au niveau international dans quelque vingt pays et son chiffre d'affaires a plus que doublé en deux ans.

Le siège social régional pour l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique avait été établi en Angleterre en 1980, ce siège emploie actuellement une cinquantaine de personnes. Afin d'accroître les ventes en Europe, la société recherche un directeur des ventes qui rendra compte de ses activités au vice-président de la Région, travaillant à Londres. Il réalisera l'expansion des ventes aux clients pétroliers nouveaux ou existants et recherchera d'autres industries représentant des marchés potentiels pour les produits de la société.

Le profil idéal : les candidats devront être diplômés et/ou professionnellement qualifiés en gestion commerciale/marketing et avoir l'expérience des ventes, de préférence dans le domaine pétrolier, ou bien dans le « fast-food », la banque ou autres domaines commerciaux de détail. Ils devront parler couramment le français et l'anglais.

Salaire négociable comme indiqué.

Prière d'envoyer le C.V. accompagné d'une lettre d'introduction, qui seront confidentiels, au vice-président, MPSI, 85/87 Jermyn Street, LONDON SW1Y 6JD.

Directeur administratif et financier en France ... pour des japonais !

au sein d'une société de distribution d'équipements de loisirs grand public à forte notoriété. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 90 MF avec 40 collaborateurs. Ainsi nous ne déparons pas sur le tableau de l'efficacité légendaire de nos pères nippons.
Vous serez le numéro 2 de l'entreprise et assurerez à ce titre les responsabilités d'un véritable gestionnaire. Outre les différents aspects de la fonction financière et comptable impliquant des reporting mensuels, vous prendrez en charge l'informatique et l'administration du personnel.

Ce poste très polyvalent conviendrait à un homme de décision, d'environ 35 ans, autonome, bon manager et ayant une bonne expérience de la distribution grand public et de son environnement juridique. Une formation initiale de type grande école de commerce avec spécialisation finances est souhaitée, la pratique de la langue anglaise indispensable.
Le poste est basé en proche banlieue Ouest de Paris.

Si vous voulez être le gestionnaire de notre croissance, adressez votre CV avec photo et prétentions à Thierry Berrier, CAA, 15 rue d'Armenonville 92200 Neuilly.

C+A

A PARIS
LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE d'un groupe international de conseils en IMMOBILIER D'ENTREPRISE cherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

- Il entraîne une équipe performante.
- Il participe au DÉVELOPPEMENT et assiste la DIRECTION GÉNÉRALE.

- 28-35 ans.
- De formation supérieure (droit, Sciences Po, ESC...).
- Il a une expérience de la vente de services à un haut niveau, de préférence dans l'immobilier d'Entreprise.
- Il parle anglais.

LA RÉMUNÉRATION est très motivante
LE PLAN DE CARRIÈRE est exceptionnel.

Adresser c.v. + photo à : S.LP. Publicité (réf. 1101) 11, rue d'Uzès 75002 Paris, qui transmettra.

Directeur de succursale France

L' « International Wool Secretariat » (Secrétariat International de la Laine) existe pour maintenir et accroître la demande mondiale de laine et il a acquis une réputation au plan international pour ce qui concerne la qualité de sa publicité, de son marchandisage et de ses programmes de soutien technique pour l'industrie textile.

L'IWS recherche actuellement un Directeur pour gérer et contrôler ses opérations promotionnelles et techniques en France, travaillant à Paris.

Le candidat choisi devra traduire la politique globale de l'IWS par un plan opérationnel efficace pour la France, et diriger sa mise en œuvre par l'entremise d'une équipe bien établie de 35 personnes, composée de professionnels et de personnel d'assistance. On attendra de lui ou d'elle qu'il (ou elle) devienne rapidement une autorité respectée à tous les niveaux dans l'industrie textile de la laine et qu'il (ou elle) apporte une contribution personnelle effective à la mise au point des politiques commerciales de l'IWS.

Vous aurez une grande expérience du marketing et vous travaillez actuellement à un niveau de cadre supérieur, de préférence dans le secteur de la vente au détail ou dans celui de la confection du textile ou des industries du vêtement. Vous serez en mesure de démontrer que vous pouvez obtenir d'excellents résultats sur le marché et que vous êtes capable de diriger une équipe de professionnels. Vous aurez probablement moins de 45 ans et vous maîtriserez parfaitement l'anglais et le français, tant oralement que par écrit.

Un salaire compétitif sera proposé, accompagné d'une série d'avantages conformes aux meilleurs usages locaux, y compris une voiture de fonction. Veuillez écrire en anglais, en accompagnant votre lettre d'un C.V. complet et en mentionnant vos prétentions de salaire, à :

A.R. Eveleigh, Personnel Manager, International Wool Secretariat, Wool House, Carlton Gardens, London SW1Y 5AE.

PURE NEW wool

DIRECTEUR VENTES FRANCE

Nos produits sont passionnants !
Ils sont destinés à l'enfant et développés par un groupe au

PREMIER RANG MONDIAL POUR L'INNOVATION

vous avez au moins 30 ans et déjà acquis une réussite indiscutable dans la vente de produits de grande diffusion non alimentaires (disques, jouets, sports ...).
Vous maîtrisez avec succès les impératifs de la distribution moderne.
Vous animerez une équipe de vente très motivée. A des objectifs de vente ambitieux vous adapterez des moyens de gestion rigoureux.
Vous communiquez facilement en anglais.

Nous offrons :
- une rémunération élevée liée à l'expérience,
- des conditions excellentes de travail, bureau en France, proche de Genève.

La réussite à ce poste offrira des possibilités d'évolution de fonction dans une société à très forte croissance.

Merci d'adresser CV, photo récente et rémunération actuelle au :
Journal RD 01, ch. des Fleurs, FERNEY-VOLTAIRE 01210, s/ réf. 462-0

Industrie Textile

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Midi-Pyrénées

La S.A. PIERRE MAILHE & FILS, Entreprise de filature, a un effectif de 200 personnes et a réalisé, en 1983, un C.A. de 80 Millions de Francs dont 50 % à l'exportation. Sa clientèle : la bonneterie et le tissage haut de gamme.

Directement rattaché au Directeur Général, ce Directeur Administratif et Financier est Responsable de la Comptabilité, de la Trésorerie, de la Gestion des Prix de Revient, de l'Informatique et du Service Paye. Il est susceptible d'appartenir au Directoire de la Société.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 32 ans, de formation supérieure, (Maîtrise, ESC, etc) complétée, si possible, par un DECS. Il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans une Direction Financière et est rompu aux problèmes de trésorerie. Parmi les qualités requises : rigueur, homme de communication, autorité naturelle, sachant prendre du recul. Le poste est basé à Castres.

Les conditions offertes, le dynamisme de l'Entreprise, la jeunesse de l'équipe dirigeante sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 20/1067 B. à :

EGOR MIDI-PYRENEES
«Le Sully» - 1 place Occitane
31072 Toulouse Cédex.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Grand Groupe Textile international
DIVISION TISSUS - HABILLEMENT

recherche

directeur commercial

HAUT NIVEAU

TISSUS HABILLEMENT MASCULIN

« C'est un entrepreneur qui a déjà une solide expérience du tissage dans le marché de l'habillement.

De l'élaboration des Collections à l'animation des équipes de vente tant France qu'Export, il est appelé à devenir le second du Directeur Général de cette importante division dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de 400 millions.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature qui sera traitée avec la plus grande discrétion sous référence 1513-M à »

Mamrègies

3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS



emplois internationaux — emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Public Affairs Manager

Brussels

Monsanto is on the move. Last year was our most successful ever in Europe with a major contributor being our growing agricultural herbicide business. In less than a decade we have zipped up the world ranking of agrochemical producers to become one of the top three.
Maintaining business leadership means a high public profile. Effective communications with farmers, consumers, governmental regulators, advisors and key opinion formers is a must today and essential for tomorrow as we develop new agricultural, animal and human health care products and technologies including genetic engineering. To meet this challenge, we are strengthening our communications efforts. We seek an experienced and creative public affairs professional capable of managing pan-European communications programmes.
The successful candidate will probably be: ☐ 30-40 years old with 8-10 years public relations background; ☐ previous governmental affairs experience within the food, agricultural or pharmaceutical sectors; ☐ a creative/accurate writer with proven media relations skills; ☐ previous international experience; ☐ fluency in written and spoken English and fluent spoken French or German.
This is a key position within our international Public Affairs network and is based at the company's Europe-Africa area headquarters in Brussels.

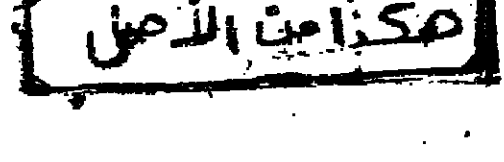
We offer an attractive salary and benefits package, including substantial assistance with relocation.

If you welcome and enjoy a stimulating and challenging environment where professionalism and ability is recognised, please send full personal and career details to: L. Borrill, Personnel Manager, Monsanto Europe S.A., avenue de Tervueren 270-272, box 1, B-1150 Brussels, Belgium.

Monsanto

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.





emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



La Cour des Comptes des Communautés européennes

organise le concours CC/A/1/84 sur titres et épreuves pour le recrutement à Luxembourg d'

ADMINISTRATEURS
(CONTRÔLEURS) - Grade A 7

chargés du contrôle des comptes et de la gestion communautaires. Traitement de base mensuel entre FB 101.641 (A 7/1) et FB 111.833 (A 7/3), augmenté éventuellement des allocations et indemnités diverses.

CONDITIONS SPÉCIALES D'ADMISSION :

☐ être nés après le 1.6.1949, sauf exception pour agents des Communautés européennes; ☐ posséder la nationalité d'un des pays membres des Communautés européennes; ☐ études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme en rapport direct avec les domaines du droit administratif et budgétaire, ainsi que des finances publiques, des sciences économiques et des techniques comptables et financières, ou expérience professionnelle équivalente; ☐ expérience professionnelle post-universitaire ou supplémentaire d'une durée minimum de deux ans; ☐ connaissance, approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et, satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

L'ACTE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE est publié dans le Journal officiel des Communautés européennes C 106 du 17 avril 1984. Sur demande celui-ci peut être obtenu auprès de la

Cour des comptes des Communautés européennes; Division du Personnel et de l'Administration, (Réf.: Concours CC/A/1/84); 29, rue Aldringen, L-1118 LUXEMBOURG.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 17 mai 1984.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN (Florence)

sollicite des candidatures pour un poste d'enseignant et de recherche dans le domaine des

ÉTUDES COMPARATIVES EN SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

Ce poste convient à un jeune universitaire disposant d'une solide expérience de recherche dans l'étude comparée des processus politiques ou sociaux en Europe occidentale contemporaine.

L'Institut attachera une importance particulière à la bonne maîtrise des outils analytiques et méthodologiques et à des connaissances linguistiques adéquates pour une institution internationale comme l'Institut Universitaire Européen.

Le poste est normalement à pourvoir à compter du 1er octobre 1984. La date limite pour le dépôt des candidatures est fixée au 25 mai 1984.

Le contrat d'engagement est de trois ans et peut être renouvelé. Les renseignements complémentaires sont à demander au Service académique :

Institut Universitaire Européen
Badia Fiesolana
I - 50016 S. Domenico di Fiesole (Firenze)
ITALIE.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
Opérant dans 12 pays d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
Leader sur le marché des TEXTILES

recherche

2 INGÉNIEURS TEXTILE

(ÉPINAL - MULHOUSE ROUBAIX - LYON)

Agés d'environ 30 ans, les candidats retenus devront posséder une expérience de la vente des tissus (imprimés pour pagnes, tissus en pièces et autres articles d'habillement) acquise de préférence outre-mer. Après une première étape de formation en Europe et en Afrique, ils seront appelés à terme à prendre la responsabilité d'un département commercial spécialisé dans un groupe de produits.

La rémunération de départ (brute et globale) ne sera pas inférieure à 11 millions CFA par an et s'y ajouteront les divers avantages liés au statut d'expatrié.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 4182 à LEVI-TOURNAY, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

I.A.E.S.
Gilbert ONDIMBA

Collège privé
Franceville, GABON

- Recrute professeurs : français, maths, physique, anglais, espagnol, latin, éducation manuelle et technique, musique.
- Trois ans d'expérience requise au minimum.
- Assurons salaire confortable, logement, sécurité sociale.

Adresser dossiers à notre représentant, M. Géral LEGAL, 13, rue du Collège, 49150 BAUGÉ.

Recherche des « au pair » à Londres. S'adresser à Wimbledon Au-Pair Agency, 4 Lawson Close, London SW 19.

POUR CHANTIER EN ALGÉRIE

SECRÉTAIRE DE DIRECTION EXPÉRIMENTÉE

Précise et ordonnée.
Très bon français et bonnes notions italien.
Si possible ayant travaillé sur chantiers à l'étranger.
Libre de suite.

Ecrire avec c.v. et prétentions sous nº T 045.129 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Dans le cadre de ses projets d'études Bull Systèmes recrute des

INGENIEURS CONCEPTEURS
ARCHITECTURE DE CALCULATEUR

Vous participerez à la définition et au développement d'un système haut de gamme DPS 7, en technologie WSI, de très haute puissance et disponibilité.

Vous serez intégré à une équipe en cours de constitution et serez amené à effectuer un séjour en Californie pour la phase décisive du développement, en contact avec les équipes les plus avancées de la Silicon Valley.

Vous êtes ingénieur Grandes Ecoles et/ou vous avez obtenu un Master aux Etats Unis, vous débutez ou avez une première expérience.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 107 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LEVI TOURNAY



emplois régionaux emplois régionaux

Message à un jeune

INGENIEUR CHIMISTE H/F



Vous souhaitez entrer chez I.C.I. FRANCOLOR S.A., filiale pour la production de colorants et de pigments du groupe britanique I.C.I., un des tout premiers mondiaux de la chimie. Vous débuterez votre carrière en étant affecté pendant 3 à 5 ans à notre laboratoire

R n'D - recherche appliquée à Oissel près de Rouen (76)

pour y développer des nouveaux produits que vous suivrez de la paillasse jusqu'à la mise en route en fabrication.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous êtes un ingénieur chimiste débutant, issu d'une école d'excellent niveau (chimie Paris, P.C. . . .). La chimie n'est pas pour vous un pis-aller mais une vraie vocation et vous êtes particulièrement intéressé par la chimie fine organique et/ou la chimie physique et la cristallisation. Vous avez peut-être développé ces connaissances lors d'un travail de thèse de Docteur Ingénieur.

Merci d'adresser CV, lettre de motivation sous référence M/164/F à notre conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

Normandie

Jeune ingénieur AM, INSA, ENSEM... souhaitant
Accéder à la dimension économique de l'entreprise

Vous avez acquis au sein d'un service Méthodes ou en milieu de production, une expérience courte (2 à 4 ans) mais suffisante pour vous être familiarisé avec les différentes techniques de fabrication. Vous souhaitez vivre concrètement l'approche économique de l'entreprise qui vous permettra d'ici quelques années d'accéder à un poste de Direction opérationnelle : c'est l'opportunité que nous vous offrons en devenant l'adjoint du Contrôleur de Gestion Industrielle France de notre groupe.

Disposant d'un réseau informatique puissant, vous définissez et développez des outils de contrôle et d'aide à la décision concernant les investissements pour évaluer en liaison avec les différents responsables la rentabilité technico-économique des projets d'équipements industriels. Enfin, associé aux opérations de contrôle budgétaire, vous participez à l'appréciation des perfomances économiques des différentes unités. En un mot, vous êtes la charnière entre la technique et la gestion.

Nous sommes un important groupe français ayant une implantation multinationale (en France 10 000 salariés, 12 usines, une production fortement intégrée), une politique dynamique d'investissements nous a permis cette année encore de consolider notre position de leader. Nous vous offrons de participer à ce développement.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 30504 à Nicole Le Breuilly TEG - 18 place Henri Bergson - 75008 Paris.

The Executive Group (France) Management — division de SYSTEMA

DESSEIN



Cette Société dont le Siège se trouve à MURET (31) est spécialisée dans les PRODUITS de PYROTECHNIE CIVILE et MILITAIRE, avec un effectif de 350 personnes, recrute

ingénieur responsable de projets «marine»

Rattaché à la DIRECTION d'une ligne de PRODUITS «ARMEMENT» il sera Responsable d'opérations importantes et complexes.
Interlocuteur permanent des CLIENTS, il sera chargé de la conception, de la mise au point de nouveaux produits. Il assurera le traitement des points techniques délicats, le suivi du lancement des Prototypes et des Essais jusqu'à l'homologation et la commercialisation. Il dirigera des Dessinateurs et des Projeteurs.
Ce poste concerne un candidat diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, ayant quelques années d'expérience d'Ingénieur d'Etudes ou de Chef de Projets sur des Produits de Technologie évoluée.
Le poste est basé à MURET (31) mais suppose des déplacements.
Pratique de l'Anglais nécessaire. Réf. 84049.

ingénieur d'affaires produits militaires «terre» paris

Pour renforcer son équipe commerciale, basée au Bureau de Paris, le Département ARMEMENT PRODUITS CONVENTIONNELS «TERRE», recrute un Ingénieur d'AFFAIRES expérimenté.
Il assurera la prospection, le développement des Ventes, la Recherche de nouveaux produits s'inscrivant dans les axes des fabrications du Département.
Il négociera les contrats avec l'Armée Française et certaines Sociétés Industrielles du même secteur d'activité.
Pour mener à bien ces missions, nous souhaitons engager un Ingénieur diplômé ESM, ENSIETA, ENSAM, ECAM, CESTI ou d'une autre Formation Supérieure, justifiant d'une expérience de très bon négociateur, doublée de celle d'un très bon technicien pour pouvoir évoluer assez rapidement.
Réf. 84045.

ingénieur technico-commercial

Rattaché au Directeur du Département Pyrotechnie Civile, il créera le poste. Il sera le Responsable Technique pour l'ensemble des Produits Feux d'Artifice et Diversification.
Mais il sera recruté pour assurer plus particulièrement le développement, la mise au point et toute la commercialisation des Produits Techniques Civils.
Ce poste s'adresse à un Ingénieur diplômé Grande Ecole, rompu aux études technico-économiques, possédant une réelle expérience de la réalisation de projets, tout en étant capable d'analyser les marchés, de préparer les négociations commerciales et de les faire aboutir.
La pratique de l'Anglais est nécessaire.
Basé au Siège à MURET, il aura à effectuer de fréquents déplacements chez les Clients.
Réf. 84033.

Vos dossiers seront traités avec discrétion, lorsque vous aurez fait parvenir un courrier manuscrite accompagné de votre C.V. et indication de rémunération souhaitée, sous la référence choisie à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, 35 rue des Couteliers 31000 Toulouse.

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'Entreprise Toulouse

média-system

HELIOS STRECO DURANDO

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL
recrute pour

LYON, GRENOBLE, MARSEILLE
Auditeurs Seniors

Nous vous proposons :
- un cadre de travail stimulant
- une clientèle nationale et internationale
- une carrière évolutive et des prises de responsabilités rapides
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous vous demandons :
- le diplôme d'une grande école
- une expérience d'audit de 2 ans minimum.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à HELIOS STRECO DURANDO
B. MOGENNET - BP 39 - 69811 TASSIN Cedex.

Angers

CHEF DU PERSONNEL

Cette entreprise française, (effectif de 270 personnes), filiale d'un puissant groupe industriel international, conçoit, élabore et commercialise des produits de consommation. Elle possède une position de leadership dans son domaine d'activité et son fort développement est dû tant à sa capacité d'innovation qu'à son dynamisme commercial. En corollaire, le climat social est bon.

Directement rattaché au PDG, il est chargé de la conception et de la réalisation de la politique sociale, participe aux négociations internes et externes avec l'ensemble des partenaires sociaux, assurant un véritable rôle de consultant auprès des départements opérationnels. Il assure également une fonction administrative : services généraux, services juridique et assurances... Il anime une équipe de 4 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, juridique ou commercial, justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire. La maîtrise de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7/1066 A, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

QUELLE S.A.

LEADER EUROPÉEN
DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE
recherche
pour sa Centrale d'Achats à ORLÉANS

DIPLOMÉ DE GESTION

qui participera à l'établissement des prévisions de ventes, à la gestion des stocks, au suivi des résultats d'exploitation.

Ce poste vous permettra d'évoluer vers les fonctions d'acheteur ou contrôleur de gestion. Nous souhaitons une formation de type ESSEC, ESC, SCIENCES ECO, avec de bonnes connaissances en anglais et si possible en allemand.

Une première expérience professionnelle même dans un secteur différent de l'achat est indispensable.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Envoyer c.v. et prétentions et photo sous la réf. D.G. 802-2
M. FRATER, Direction du personnel.

QUELLE S.A., B.P. 100, 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS.

STRASBOURG

Organisme dynamique secteur santé (450 personnes) doté d'un système informatique performant, recherche

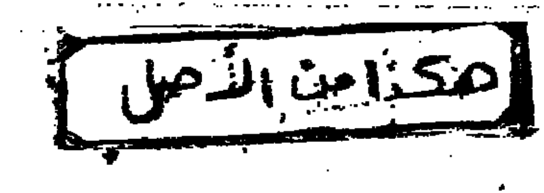
ANALYSTE PROGRAMMEUR

- DUT/MIAGE + 3 ans expérience, de préférence en SSII ;
- dynamique, rigoureux, méthodique, de bonnes qualités relationnelles ;
- large autonomie, avec encadrement d'une petite équipe ;
- poste évolutif.

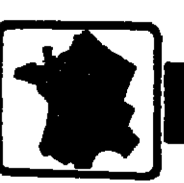
Env. C.V. + photo + lettre manuscrite avec prétentions sous référence 8288 à PIERRE LICHAU S.A. 16, r. Joseph-Guerber, 67100 Strasbourg, qui transm.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIETE PARIS SPECIALISEE DANS LA FABRICATION DE PETITS MATERIELS ELECTROMECANIQUE ET ELECTRONIQUE recherche pour son Usine de NIORT (Deux Sèvres)

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

ayant connaissances en droit social dans la fonction «Personnel». Expérience en gestion service administratif - relations extérieures.

INGENIEUR ou niveau équivalent

pour responsabilité d'un service électronique (environ 150 personnes) spécialisé dans le montage de matériels de technique avancée.

AGENT DE METHODES «PRODUCTION»

analyse gamme et temps pour petits matériels électromécanique et électronique avec connaissance «chrono-analyse».

Solide expérience exigée.

Adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions sous réf. 92190 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

---

SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

PREMIERE BANQUE INTER REGIONALE FRANCAISE
LYON

CHEF DE MISSION AUDITEUR INTERNE

VOUS ETES INTERESSE:

Ecrivez directement (lettre manuscrite) à Henri GIRARD, Inspecteur Général, SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE, 8 rue de la République, 69001 Lyon. Joignez votre dossier personnel, une photographie et précisez le niveau de salaire souhaité.

Votre mission : vous contribuerez à introduire de nouvelles méthodes de contrôle comptable et informatique à l'Inspection Générale de la Banque. Vous animerez et effectuerez des missions d'inspection dans le grand Sud-Est (déplacements fréquents).

Votre formation : vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez une expérience complète de l'audit bancaire.

Votre profil : des qualités de contact et d'animateur vous seront utiles pour enrichir vos connaissances techniques d'une dimension humaine et plus générale.

Votre avenir : ce poste permet à un bon candidat, après cinq ans environ, de rejoindre l'équipe de Direction d'un groupe du réseau d'exploitation, ou de prendre des responsabilités dans une des Directions fonctionnelles.

groupe CIC — média-system



LA SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS
Chiffre d'Affaires 4 Milliards de Francs
4.500 personnes - Enseignes :
SUMA, MAMMOUTH, PRISUNIC, etc... recherche

CHEF DE DÉPARTEMENT CONTROLE DE GESTION

Pour un hypermarché en région Parisienne (Banlieue Ouest à Montesson).
Sa mission est d'assurer la collecte, la comptabilisation et l'exploitation des informations, en vérifier la fiabilité et le bon traitement, permettant avec le directeur et les chefs de départements de prévoir et de contrôler les résultats d'une unité fortement décentralisée.

CHEF COMPTABLE

Rattaché à la direction du contrôle de gestion située à Strasbourg.
Il aura pour mission d'établir les comptes de résultats trimestriels d'une dizaine de sociétés et d'une cinquantaine de centres de profit.

Ces deux postes s'adressent à candidats jeunes, de formation supérieure, économique ou financière, (D.E.C.S. apprécié) apportant une expérience réussie de 3 à 5 ans acquise de préférence dans des postes similaires et présentant de bonnes aptitudes au commandement d'une dizaine de personnes et au travail en équipe

Veuillez adresser votre candidature à Marcel ROSER
Responsable de la gestion des cadres
Société Alsacienne de Supermarchés
117 A, Route des Romains
67200 STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN

bleu

PSG COMPUTER

Nous achetons, vendons et louons du matériel IBM.

Pour faire face à notre croissance

recherchons

COMMERCIAUX CHEF DE RÉGION

PARIS et TOUTES RÉGIONS

Bonnes connaissances des produits IBM.
1 à 3 ans ou 10 ans d'expérience selon poste.

Gains élevés liés directement aux résultats.
Complète liberté d'action.

Adresser C.V. et photo :
PSG Computer, Helvetia B
74160 Collonges-sous-Salève.

Discrétion garantie.



E.A.O

Nous sommes une société de services, spécialisée dans l'application, en formation et information, des techniques modernes de communication. Nous sommes filiale du G. CAM et membre du G.I.E. C3D Communication; nous appartenons au Groupe Caisse des Dépôts Développement.
Nous vous proposons de rejoindre notre équipe Lyonnaise pour développer nos activités de: CONSEILS - ETUDES - REALISATIONS - FORMATIONS dans le domaine passionnant de:

L'ENSEIGNEMENT ASSISTE PAR ORDINATEUR ET DE L'INFORMATION INTERACTIVE (VIDEOTEX)

LA MISSION - Vous participerez :
- à l'ensemble de nos activités de conseil, d'études, de réalisation et de formation,
- à nos développements en matière d'applications télématiques et de vidéocommunication.

Dans ce cadre, vous participerez, également, à la négociation de vos contrats.
Ce poste pourrait être confié à :

UN INGENIEUR INFORMATICIEN intéressé par la pédagogie des adultes (expérience en E.A.O. appréciée);
UN PRATICIEN DE L'E.A.O ayant déjà conçu et réalisé des logiciels et didacticiels d'Enseignement Assisté par Ordinateur.

VOTRE EXPERIENCE:
- diplomé de l'Enseignement Supérieur, 3-5 ans minimum d'expérience industrielle et / ou de société de services souhaitée;
- connaissance des systèmes micro-informatiques (systèmes d'exploitation CPM et MS DOS) et télematiques.

Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) dynamique, entreprenant (e) capable de travailler en synergie avec des experts de disciplines complémentaires : informaticiens, économistes, ingénieurs, psychologues...
Larges possibilités de carrières dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8404 (c.v. + lettre manuscrite + photo + prétentions) à : Mlle Annie PERROT
CEREP COMMUNICATION - 93 Chemin des Mouilles B.P. 27
69131 ECULLY - CEDEX.

cerep communication — axial publicité

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains».
15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50 % à l'exportation,
recherche pour sa filiale
SOCIETE ELECTRIQUE D'AUBENAS
Construction de disjoncteurs moyenne tension, son

responsable administratif

Sous l'autorité du Directeur de la Filiale, il assure la responsabilité :
- du service gestion (comptabilité générale et comptabilité analytique)
- du service du personnel (administration, formation, gestion).

Il met en place les procédures nécessaires à l'organisation administrative de la filiale au moyen de l'outil informatique.

Ce poste convient à un Ingénieur ou Diplômé d'une Ecole de Gestion ou de Commerce, ayant une première expérience et des compétences en gestion et en organisation et du goût pour les problèmes de personnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions en précisant la référence CFR 226 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres à MERLIN GERIN
38050 Grenoble Cedex

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour un de ses établissements de la région lyonnaise :

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN

ayant de solides connaissances des réseaux et des machines. Il participera à des travaux de développement de systèmes de protection et devra posséder de bonnes connaissances en électronique industrielle et en micro-informatique.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (ESE, INPG...) débutant ou ayant une première expérience et fortement motivé par l'acquisition d'une solide formation dans les techniques avancées. Pratique de l'anglais exigée.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
« le Monde », Service Annonces classées, réf. 7.768,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS, Cedex 09.

ROHM AND HAAS FRANCE S.A. recrute pour son usine de LAUTERBOURG (67)

1) **2 jeunes ingénieurs chimistes** débutants, diplômés d'une école nationale supérieure de chimie et titulaires d'un doctorat ou d'un diplôme de spécialisation en chimie macromoléculaire
Ces 2 ingénieurs devront :
1) pouvoir s'intégrer dans une équipe dynamique
2) avoir une grande disponibilité et accepter une mobilité professionnelle
3) posséder de bonnes connaissances en anglais et si possible en allemand.

2) **1 ingénieur automaticien** diplômé d'une école d'ingénieurs et spécialisé dans la régulation des procédés industriels. Pour ce poste, il est demandé :
- le goût du travail en équipe
- une bonne capacité d'analyse
- la pratique de l'anglais

Une expérience industrielle, si possible dans la chimie, serait un atout supplémentaire. Les candidats devront être dégagés des obligations militaires.

Pour ces 3 postes à pourvoir la rémunération est attrayante et les avantages sociaux importants.

Veuillez écrire en adressant CV et prétentions à :
A. MULLER - ROHM AND HAAS FRANCE S.A.
B.P. 27 - 67630 LAUTERBOURG

ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

ENTREPRISE RÉGION AUVERGNE
PRESTATAIRE DE SERVICES
recherche

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ OU MÉMORIALISTE

Pour missions de révision en moyennes entreprises.

- Niveau DECS.
- Connaissances en informatique et Audit appréciées.

Poste avenir assuré pour candidat de valeur.

Envoyer curriculum vitae à :
RÉGIE PRESSE - Sous n° T 450.46 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INDUSTRIE DU BOIS EPERNAY (51 MARNE)

2 JEUNES INGENIEURS POUR...

Notre unité industrielle autonome (110 Millions de C.A., 330 personnes) appartient à un groupe français, de notoriété internationale, présentant les meilleures garanties de fiabilités économique technique et humaine.
Pour réaliser nos projets de développement, nous recherchons deux nouveaux collaborateurs.

UN INGENIEUR CHEF DE FABRICATION

Rattaché au Directeur de l'usine, il sera responsable de la gestion et de l'animation de notre outil de production. Il veillera au respect des normes de qualité et des délais tout en assurant le plein emploi des hommes et des équipements.
Diplômé d'une grande école (mécanique, bois ou équivalent) il assume depuis 5 ans la direction d'une unité de production d'environ 150 personnes en constructions mécaniques ou dans l'industrie lourde... Réf. 5645IM

UN INGENIEUR ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

Gestionnaire de la politique d'entretien (maintenance immédiate et préventive), il s'impliquera personnellement sur le terrain. Ses études et réalisations tendront à optimiser la productivité, la rentabilité et la sécurité.
Jeune ingénieur mécanicien, il justifiera d'une expérience de 2 à 5 ans dans une fonction similaire, incluant l'encadrement direct d'au moins 15 personnes et ce, dans une industrie lourde mettant en oeuvre des process à lignes automatisées. Réf.5650IM
Si l'une de ces offres vous intéresse, adressez votre C.V. détaillé manuscrit avec photo et salaire actuel, en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil
58, av. de Wagram 75017 PARIS
17, rue Courmeaux 51054 REIMS Cédex.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



SOISSONS

Leader Européen du transport volumineux, 550 personnes, CA 250 millions de francs, recherche :

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Il assistera le Chef du Personnel dans la gestion, l'administration du personnel, la préparation et l'élaboration du bilan social.

Progressivement, il participera aux actions de formation et aux opérations de recrutement.

Nous attendons un candidat motivé par **l'aspect relationnel** de la fonction, de formation supérieure, débutant ou possédant une première expérience de la gestion du personnel.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 484 M à Solange MONTEIL.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Béghin Say

Division LOTUS et KAYSERSBERG
(3 Milliards de C.A. - 3000 personnes)
offre à un

jeune cadre

diplômé d'une grande école de commerce

et ayant de préférence exercé des fonctions concrètes en rapport avec l'activité d' Entreprises Industrielles, le poste de

responsable des études juridiques et fiscales

Rattaché au secrétariat général de la division, il participera aux études de contentieux général et à la préparation des contrats. Il sera plus particulièrement chargé des questions d'ordre fiscal et du suivi des contrats d'assurance.

Pour ce poste évolutif, le candidat fera prévaloir rigueur de jugement et esprit de synthèse, et aura de préférence une bonne connaissance de langue allemande.

Lieu de résidence : COLMAR (Haut-Rhin).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo *(retournée)* sous réf. K1?
BEGHIN SAY - à l'attention de Monsieur MATTLÉ
54, avenue Hoche - 75008 PARIS

bleu

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de la chimie de spécialités. Représentée dans 75 pays différents, elle a réalisé en 1983 61 % de son C.A. à l'étranger. Les produits aux applications très diverses s'adressent à des secteurs industriels très variés.

Nous recherchons, pour notre division spécialisée dans les amines :

Ingénieur technico-commercial

Vous assisterez sur un plan technique, à l'échelon international, le service commercial de l'une de nos divisions spécialisée dans les amines.

Ingénieur chimiste, vous possédez une première expérience dans ce type de fonction et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste est basé à PARIS. (Réf. M/1)

* * *

Nous recherchons, pour notre division spécialisée dans le conditionnement des eaux industrielles :

Technicien microbiologiste

Vous assisterez en France, sur un plan technique, les technico-commerciaux en effectuant des analyses d'eaux industrielles afin de déterminer des espèces présentes et préconiser les traitements destinés à en limiter le développement.

Titulaire d'un BTS ou d'un DUT de biologie (option microbiologie), vous possédez une formation complémentaire dans le traitement des eaux.

Lieu de travail : GIVORS. (Réf. M/2)

* * *

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à CECA S.A. - 11, av. Morane-Saulnier - B.P. 66 - 78140 VELIZY.

MEDIA PA



CHIMIE DE SPECIALITES

Responsable des achats dans une région où il fait bon vivre

Une Société française - C.A. 2 Milliards de Francs, 5200 personnes - N°1 de sa profession : biens d'équipement électromécaniques destinés au transport de personnes, appartenant au 9ème groupe mondial recherche pour son Siège industriel en bord de Loire, à 1H30 de Paris, un responsable des achats.

Il devra travailler en étroite liaison avec le service de gestion des stocks, être familiarisé avec l'outil informatique et parler couramment l'anglais.

Il aura pour mission l'optimisation du budget achats (150 Millions de Francs) : matériel électrique, aciers et non-ferreux, mécanique et tôlerie...

o en prospectant le marché

o en sélectionnant les fournisseurs avec lesquels il négocie les conditions commerciales en accord avec la politique achats société et les modalités d'approvisionnement

o en assurant l'animation et l'encadrement de son service et en ayant le souci constant d'une prestation de services.

Le poste conviendrait à un INGENIEUR ayant une réelle expérience d'achats industriels USINE d'au moins 5 ans et un potentiel de MANAGER pour une évolution rapide.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous réf. 319/LM à SODERHU - Société pour le Développement des Ressources Humaines 22, rue Saint Augustin 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Soderhu

Important groupe industriel en expansion
(PROVINCE proche PARIS)
Secteur para-pharmacie
(produits grande consommation)
recrute son futur

RESPONSABLE bureau d'études

(pour succéder au titulaire actuel retraitable)

Elaborer - concevoir matériels compétitifs.

Conviendrait à

INGÉNIEUR MÉCANICIEN-AUTOMATICIEN

Expérience préalable dans la fonction : 5 – 10 ans.

(connaissances techniques d'emballage et conditionnement appréciées).

Le poste offert est localisé dans ville universitaire importante.

Envoyer CV, photo (retournée) et prétentions sous référence 25404 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

Spécialiste en Chimie analytique – Biocides

ROHM AND HAAS COMPANY

Salaire : 15.000 - 18.000 FF mensuels

Côte d'Azur

Rohm and Haas est une compagnie américaine multinationale bien établie dont les produits chimiques généraux et les spécialités chimiques occupent une place de premier ordre.

Son centre de service technique pour l'Europe, situé près de Cannes, emploie 70 personnes environ et il s'agit d'une équipe pluridisciplinaire qui apporte, sur le plan international, son assistance aux clients de la Région Européenne en utilisant l'équipement et les techniques les plus récents.

Fabricant de Biocide Isothiazolone – spectre large (Kathon TM), produit de première importance, la Compagnie prévoit une nouvelle expansion des composés anti-microbiens destinés à un large éventail d'applications et recherche un scientifique de premier plan pour qu'il entre dans son Laboratoire de Biocides.

Les candidats devront être diplômés universitaires et avoir une solide expérience dans les techniques analytiques, en particulier l'HPLC. Ils disposeront d'une grande expérience de laboratoire chez un producteur de Biocides, ou chez un formulateur important, ou chez un utilisateur final.

Des connaissances du français, de l'allemand ou de l'italien constitueront un net avantage, quoique la compagnie prenne en charge les frais d'enseignement de langues, si nécessaire.

Les avantages, notamment le paiement des frais de déménagement, sont ceux que vous seriez en droit d'attendre de la part d'une grande compagnie. Les voyages en Europe seront nombreux.

Prière d'écrire avec tous les détails – ces renseignements seront confidentiels – à Michael Carr, réf. CM.16034, c/o Bernard Mangou, Search, 17, rue de La Rochefoucauld, 75009 PARIS. Tél. : (1) 878-52-02.

MSL
International Management Consultants
(Conseillers internationaux de gestion)

CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE
recherche
pour la ville d'EVREUX

2 CHEFS D'AGENCE

Dynamiques et expérimentés.
Titulaires au moins d'un BP Banque.
Adresser c.v. détaillé au
Chef du Personnel de la C.R.C.A.M.
5, rue de la Rochette
BP 422 - 27004 EVREUX CEDEX.

Venez rejoindre notre équipe !
Nous exploitons et développons des SIMULATEURS DE FORMATION orientés vers les procédés industriels.
Nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR

qui aura la responsabilité du démarrage puis de l'exploitation et du développement d'une installation nouvelle. Il devra avoir de solides connaissances en SYSTEMES TEMPS REEL (de préférence sur SOLAR RTES/D) et devra parler couramment le FORTRAN.

Ce poste basé à Istres (Bouches du Rhône) nécessite rigueur, autonomie et esprit d'initiative. Prise de fonction : 15 mai.

Envoyer C.V. + photo à notre Conseil

METAGORA

METAGORA 79, cours Jean Jaurès 38000 GRENOBLE



SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

recrute

CADRES D'EXPLOITATION

Les candidats auront une formation supérieure et une solide expérience de l'exploitation bancaire (2 à 5 ans). Après une période d'intégration de 2 ans environ (Bordeaux, Toulouse ou Montpellier) ils prendront des postes de responsables d'exploitation ou sein de nos agences dans la zone du grand Sud-Ouest (mobilité nécessaire). (réf. 1/EXP./84).

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Agé de 35 ans minimum, le candidat aura une formation supérieure (Bac + 4) et une connaissance approfondie de l'informatique bancaire (minimum 5 ans).

Il dirigera un service (10 personnes) chargé de l'étude et de la réalisation des applications bancaires. (réf. 1/D.O.I./84).

Adresser les candidatures
(lettre manuscrite, CV, photo et prétentions)
sous références indiquées, ci-dessus à : Nicole CORTES
S.B.C.I.C. BP 501 - 33001 BORDEAUX CEDEX

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
dans le cadre de son développement, recrute :

PHARMACIEN DE PRODUCTION

pour prendre responsabilités techniques, de gestion, d'ateliers de préparations galéniques et de conditionnement (environ 35 personnes), services méthodes, planning... en appui.

Expérience 1 à 2 ans appréciée.
Opportunités d'évolution pour candidat de valeur.

Poste à pourvoir dans ville universitaire proche PARIS.

Envoyer CV détaillé, photo (retournée) et prétentions s/réf. 25405 sur enveloppe à : JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

J.R.P.

Le département des LANDES recrute pour son service informatique

UN CHEF DE PROJET

DPS 7 SOUS GCOS 7

possédant quelques années d'expérience dans le développement d'applications de gestion administrative, maîtrisant parfaitement TDS et COBOL.

Une connaissance de la MINI ou de la MICRO-INFORMATIQUE, de la BUREAUTIQUE ainsi qu'une approche du VIDEOTEX seraient des atouts supplémentaires.

Votre candidature est à adresser avec c.v. détaillé, photo et prétentions, avant le 11 mai 1984 à :

M. le Président du conseil général des Landes, bureau du personnel, B.P. 259, 40011 Mont-de-Marsan, Cedex. T. (58) 46-40-40 p. 2061.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Mobil®

recherche pour son Siège Social de PARIS LA DEFENSE

AUDITEUR INTERNE

De formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP + DECS.

2 à 3 ans d'expérience pratique dans un Cabinet d'Audit ou comme Auditeur Interne dans une grande entreprise internationale.

La fonction occasionnera de nombreux déplacements en France et en Afrique.

Elle ouvre de réelles possibilités d'évolution pour une personne de valeur.

Anglais indispensable.

Adresser sous référence 91478, lettre manuscrite, CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.

BANQUE TARNEAUD

Recherche pour ses agences en
LIMOUSIN - CHARENTE - PÉRIGORD

EXPLOITANTS CONFIRMÉS Classe IV - V

Adresser C.V. + photo + prétentions à
BANQUE TARNEAUD
Direction du Personnel
B.P. 402
87011 LIMOGES CEDEX

NICE
Société cherche

PROFESSEUR

de français langue étrangère, créateur, comme responsable recherche et réalisation matériaux pédagogiques. Expérience audiovisuelle C.R.E.D.I.F. et parlant anglais exigée.

Ecrire sous le n° T 45.178 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MAGAZINE GRATUIT

DE 2e GÉNÉRATION
recherche des

ATTACHÉS CCIAUX

Expérience exigée.
Rémunération en rapport.
Objectif :
● Etre leader dans notre ville de l'Ouest de 150.000 hab. Cité universitaire.

Adresser C.V., photo à : HEBDO LE MANS, B.P. 355 72008 LE MANS Cedex 8.

Analyste senior pour nos projets informatiques européens...

GRACE Un groupe chimique américain de 82 000 personnes ; une présence en Europe à travers 20 filiales ; un chiffre d'affaires qui double tous les 5 ans ; une politique d'innovation technologique qui lui assure une position de leader sur le marché ; un management à l'américaine.

L'INFORMATIQUE CHEZ GRACE : des systèmes de gestion intégrés, communs à l'ensemble des filiales européennes ; leurs développements regroupés en France autour d'un IBM 3083 ; une exploitation qui se décentralise.

LES PROJETS INFORMATIQUE CHEZ GRACE : une équipe de haut niveau et enrichissante parce qu'internationale, une philosophie où l'utilisateur est très impliqué dans la conduite des projets ; des méthodes rigoureuses, compatibles avec la créativité de chacun.

Diplômé (e) d'une grande école d'ingénieur ou de gestion ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le développement de systèmes de gestion ou dans le suivi de grands projets informatiques, nous seront heureux de vous accueillir au sein de notre équipe.

Nous pouvons vous assurer une carrière à la mesure de votre envergure personnelle.

Anglais courant indispensable.

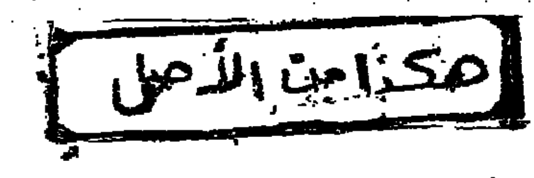
Poste à pourvoir à Epernon (60 km à l'Ouest de Paris, à 40 mn de train de Montparnasse).

Merci d'adresser dossier complet : C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. AM/8408 à notre conseil:

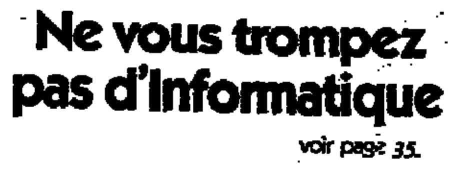
128 Bd Haussmann - 75008 Paris



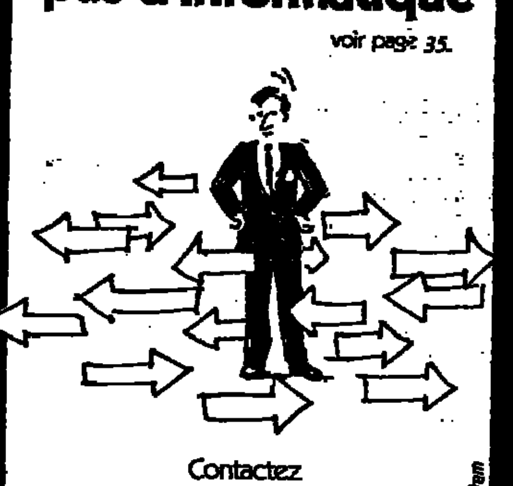
STANDARDATA



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



voir page 35.



Contactez
sema-metra
Tél. 657.13.00 poste 21.85

média-system

Responsable administratif et financier

En développement constant depuis sa création en 1976, cette société de vente par correspondance (90 personnes) située près de Roissy et spécialisée dans le domaine de l'équipement d'entreprises, consolide son expansion en créant le poste de responsable administratif et financier. Directement rattaché au président directeur général, et dirigeant une équipe de 12 personnes, il animera la fonction "gestion" (comptabilité générale-recouvrement clients-trésorerie...) tout en la développant (mise en œuvre d'une comptabilité analytique, de budgets et tableaux de bord...). Parallèlement, il sera responsable de la mise en place d'un service informatique qu'il contrôlera. Enfin, il sera chargé de l'administration générale (gestion du personnel-relations sociales-services généraux...). Ce poste de confiance conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC-ESC + DECS ou équivalent) disposant de solides qualités d'animateur et d'une expérience significative de plusieurs années lui ayant permis de maîtriser l'ensemble de ces domaines. La rémunération, liée à l'acquis professionnel, sera à la hauteur des responsabilités proposées. Ecrire à J. HAXAIRE en précisant la référence A/2510M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef des services techniques

Industrie alimentaire - entretien et travaux neufs - Une société de 1.700 personnes faisant partie de l'un des plus puissants groupes mondiaux de l'industrie alimentaire, recherche, pour son unité parisienne de production (300 personnes - banlieue Sud) spécialisée dans la fabrication de produits frais de haut de gamme, le chef de ses services techniques. Répondant au directeur d'usine, et en relation étroite avec le chef de fabrication, il animera un service d'une trentaine de personnes (des électro-mécaniciens pour l'essentiel) et mettra en place une véritable gestion prévisionnelle de la maintenance des machines et des investissements en travaux neufs. Responsable d'un budget de 18 millions de francs, il devra optimiser l'achat et la gestion des pièces de rechange et développer la sécurité technique de l'établissement. Ce poste conviendrait à un ingénieur (AM, INSA...) âgé de 32 ans au moins, ayant acquis l'expérience de cette fonction dans une entreprise d'une technicité similaire : électro-mécanique, conditionnement, régulation, froid... La rémunération annuelle sera essentiellement fonction de l'expérience et des compétences du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/2460M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Pour un développement ambitieux

Premier fabricant mondial de circuits intégrés, nous avons choisi la France pour nous y établir près de Nice ; et c'est à l'échelle de l'Europe que nous y préparons l'avenir. Nos projets sont nombreux dans tous les domaines d'application de l'électronique. Pour les réaliser, nous recherchons des collaborateurs compétents et créatifs. Si vous êtes de ceux-ci, venez nous rejoindre pour vous développer avec nous.

• POUR PARIS

Ingénieurs des ventes

Votre formation Grande Ecole d'ingénieur vous permet de dialoguer avec les responsables techniques de nos clients. Analyser leurs problèmes, leur proposer des solutions adaptées, les convaincre et veiller à la bonne réalisation des projets : telle est votre mission. La vocation commerciale, sinon une première expérience de vente, vous sera indispensable. (Réf. SCMK/0484/2M)

• POUR VILLENEUVE-LOUBET

Chef de produit MOS logique

Ingénieur en électronique, vous avez une expérience confirmée en microprocesseurs et éventuellement un MBA... Votre mission : identifier et développer les marchés, élaborer et contrôler votre gamme, déterminer les éléments de support technique, définir votre politique de prix et les plans de campagne publicitaire. Classique dans sa définition, ce poste implique de fréquents déplacements auprès de nos clients européens et aussi aux Etats-Unis et au Japon. (Réf. SCMOS/0484/2M)

Ingénieur d'étude MOS

Electronicien spécialisé en microélectronique, vous avez quelques années d'expérience en conception de circuits intégrés MOS. Vos qualités : créativité, capacité d'adaptation et sens de l'organisation pour concevoir des circuits VLSI, jusqu'aux étapes de test et de vérification des performances des circuits. Vous serez amené à vous déplacer chez nos clients en Europe et dans d'autres usines du groupe. (Réf. SCRDMOS/0484/2M)

Ingénieurs "traitement de la parole"

Ils assurent la conception et la mise au point de systèmes de synthèse et de reconnaissance de la parole avec l'aide de l'outil informatique.

• Le premier a une bonne expérience de programmation et si possible de microprogrammation. Mieux encore, il connaît bien le microprocesseur TITMS 320 ! Une expérience du traitement de la parole et du signal seraient appréciées. (Réf. SCRDSL1/0484/1M)

• Le second a une solide formation en mathématique, statistique, analyse de données et si possible reconnaissance de la parole. Une expérience de la recherche lui serait un atout. (Réf. SCRDSL2/0484/1M)

Jeune ingénieur assurance-qualité

Ingénieur électronicien (ENSERG, ENSEEIHT ou ESE) vous êtes débutant ou avez une première expérience. Vous êtes chargé d'assurer la qualité des produits bipolaires digitaux avant leur expédition aux clients (étude des cahiers des charges, analyse des retours, actions correctives, acceptation des lots, contrats qualité avec les clients). (Réf. SCQA/0484/1M)

Chef de produit télécommunications

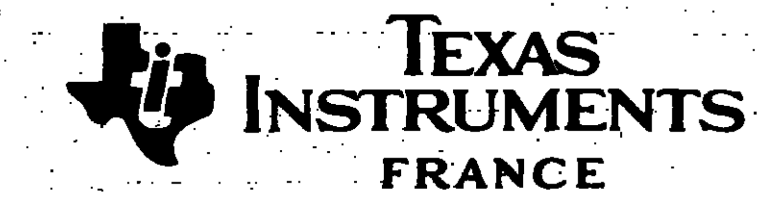
Une double formation scientifique et commerciale, une expérience du Marketing ou de la conduite de projets Télécommunications vous permettent d'épauler notre Directeur marketing Produits pour l'Europe. Vos produits : circuits intégrés pour postes téléphoniques, systèmes de transmission, carte d'abonné digitale, réseaux multiservices. Vos objectifs : augmenter leur pénétration en Europe, identifier les nouveaux axes de développement et rechercher le "mix" produits permettant d'optimiser la rentabilité. Ce poste vous permettra d'évoluer vers une direction marketing produits télécommunications. (Réf. SCTELPME/0484/1M)

Ingénieurs produit télécommunications

Vous êtes chargé de l'écriture et de la mise au point des programmes de test et caractérisation des circuits intégrés télécommunications ; vous établissez les spécifications d'assemblage et de test pour le lancement en fabrication de ces produits ; vous préparez et exécutez les programmes de réduction de coût ; enfin vous apportez un support technique aux ingénieurs technico-commerciaux pour la promotion des nouveaux produits. (Réf. SCTELPE/0484/1M)

L'environnement international qui sera le vôtre implique une bonne connaissance de l'anglais.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence du poste choisi à TEXAS INSTRUMENTS France 8/10, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



Organisation et Publicité

Pour faire face au développement de son plan informatique, Matériel IBM - DOS/VSE — CICS

BANQUE MORGAN

renforce ses équipes et recherche

analystes confirmés

De formation supérieure MIAGE ou équivalente, ils auront 4 ans d'expérience minimum en analyse. Des connaissances CICS seront appréciées.

analystes programmeurs débutants

De formation MIAGE ou équivalente.

La pratique de la langue anglaise est requise pour ces 2 postes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions au Service du Personnel
BANQUE MORGAN GUARANTY TRUST B.P. 18 - 75021 PARIS Cedex 01.

AMPEX

Ampex Corporation • One of The Signal Companies

LEADER PRESTIGIEUX DU MAGNETIQUE

recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

Intelligents, de formation électronique, parlant anglais et ayant une vocation commerciale affirmée.

Pour devenir après formation interne :

INGENIEUR D'AFFAIRES

Chargé de suivre une clientèle industrielle sur le plan technique et commercial en liaison avec les départements marketing produits aux Etats-Unis.

INGENIEUR COMMERCIAL

Ayant le sens des relations humaines pour promouvoir les contacts industriels de bon niveau dans le cadre de la commercialisation de produits de technologie très enrichissante.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à **AMPEX** - Courcellor 1 - 2, rue Curnonsky 75017 PARIS.

DEVELOPPEMENT ET VENTE PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS

La Société Française HOECHST, filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, réalise en France un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de Francs, dont plus d'un tiers venant de la production française. *Elle recherche pour son siège à* **Paris.**

UN CHEF DE PRODUITS

En liaison avec la production, l'application technique et le réseau de vente, il aura à animer une équipe chargée de vendre et de développer un chiffre d'affaires important (France et export) réalisé à partir de *produits chimiques minéraux et à prendre en charge le lancement de produits nouveaux.*

Le poste conviendrait à un ingénieur chimiste ou généraliste, orienté vers la technologie de la chimie minérale, *ayant une première expérience de l'application technique et /ou de la vente des produits chimiques.*
Allemand et / ou Anglais nécessaires.

Adresser C.V. et prétentions s / réf. 656 Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel / Nobel Cédex 3
92080 PARIS LA DEFENSE

Hoechst

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT, DEA, MAITRISE, (0 à 5 ans d'expérience)

Sociétés de services d'ingénierie informatique (720 personnes, C.A. 280 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, offre dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, en leur proposant d'exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTÈMES TEMPS RÉEL - INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE - SYSTÈMES DE GESTION
- SYSTÈMES DE COMMUNICATION
- SYSTÈMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES

GROUPE SYSECA

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1950 à GROUPE SYSECA Service du Personnel - 318, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX - Tél. 602.70.47

bleu

Important groupe d'entreprises (CA 2 milliards) aux activités diversifiées dans tous les secteurs des Travaux Publics et du Bâtiment, recherche pour une de ses filiales en fort développement (CA 120 MF), son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et COMPTABLE HF

200 000 +

Rattaché au PDG qu'il assiste auprès de la Direction Générale du groupe, il prend en charge, avec un service de dix personnes, l'ensemble des fonctions administratives et comptables de cette société dotée d'un outil informatique très performant : comptabilité générale et analytique, trésorerie, finance, paie, gestion du personnel, questions juridiques et fiscales...

De formation supérieure (Sup de Co. option finance-comptabilité, DECS,...), il a une expérience de quelques années de l'animation d'un service comptable et souhaite élargir ses responsabilités à la gestion globale d'une PME en plein essor

Pratique de l'anglais très souhaitée pour le contrôle des chantiers à l'export. Poste basé à MORANGIS (91).

Merci d'écrire, en joignant votre C.V. détaillé, sous réf. 481 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

ASEA

CARRIER KHEOPS BAC
Connecteurs Electriques Industriels
Nous sommes la filiale française de l'un des premiers fabricants mondiaux d'équipements industriels et nous recherchons un :

COMMERCIAL EXPORT

avec quelques milliers de kilomètres-négociation dans son expérience, pour prendre en charge et développer notre exportation sur la zone : SOUTH EUROPE, MIDDLE-EAST, CENTRAL and SOUTH AMERICA.

Sa connaissance du terrain lui permettra d'assister le Directeur Export dans la mise en place de la stratégie commerciale, la détermination des objectifs et des budgets par pays.

Anglais indispensable - Espagnol très apprécié.

Si vous possédez deux à cinq ans d'expérience à l'exportation d'un produit industriel, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 485 M à Solange MONTEIL qui vous rencontrera les 11 et 12 Mai à Paris

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Société industrielle (750 personnes)
du secteur **EQUIPEMENT AUTOMOBILE**,
filiale d'un groupe américain très important
crée le poste de :

RESPONSABLE DU MARKETING

180 000 +

Rattaché au Directeur Commercial, il devra par lui-même mener efficacement une diversification des approches de la clientèle et des moyens commerciaux pour répondre à **l'évolution très rapide de ce marché.**

Il réalise des études et définit une stratégie. Il met en place un programme d'actions commerciales. Il gère le budget publicitaire, définit les priorités et les moyens (catalogue, matériel, PLV, Pub média).

Pour s'intégrer rapidement dans une équipe novatrice, il faut avoir une formation commerciale supérieure, être un très bon technicien du marketing et un passionné de l'automobile, habitué aux responsabilités dans des structures légères.

Lieu de travail : Vallée de Chevreuse.

Merci d'adresser votre lettre + C.V. sous réf. 483 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Nous sommes une société d'ingénierie informatique en expansion constante, reconnue, dans l'environnement des «gros systèmes» IBM, pour la compétence de nos collaborateurs, la qualité de nos services, l'intérêt et l'apport des produits de pointe que nous avons développés. Nous recherchons un

JEUNE COMMERCIAL HF

Autonome dans son organisation, il (ou elle) aura à assurer la gestion et le suivi de la clientèle existante et à développer le portefeuille de prospects.
Une formation supérieure (HEC, ECS, Sciences Po, ESSEC, IEP,...) et une bonne expérience du «terrain» en font l'interlocuteur privilégié des responsables informatiques.

Il (ou elle) aura à répondre à leurs demandes en sachant adapter nos prestations et nos produits à leurs besoins.
Nous lui offrons :
- un salaire motivant
- d'intéressantes possibilités d'évolution
- une formation complémentaire à nos produits.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence 3925, à PIERRE MULOT PUBLICITE - 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

- Discrétion assurée -

pmp

Burroughs

au 2ème rang mondial de l'informatique bancaire

Seul un banquier pourra vraiment parler informatique à un autre banquier

Pour maintenir la progression de notre implantation dans ce secteur (30 % par an en moyenne), nous recherchons un jeune banquier, ayant trois ans d'expérience en exploitation.

Si vous voulez élargir vos perspectives et si vous êtes intéressé par l'informatique, nous vous offrons • un poste d'

INGENIEUR D'AFFAIRES

avec possibilité de formation et d'évolution au sein d'un groupe international • des responsabilités importantes • une rémunération motivante.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature
(C.V., lettre manuscrite et prétentions) à : Isabelle Sommet
BURROUGHS - D.R.H. - Boulevard de l'Oise
95015 Cergy Pontoise Cedex



Blanchard Chauveau & Associés

Correspondant de Price Waterhouse

recherchent pour leurs bureaux de Paris et de Lyon Part - Dieu des

Auditeurs confirmés

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale. Ils recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit les plus avancées.

Les candidats recherchés auront environ 25 ans, une formation Grandes Ecoles Commerciales (**HEC, ESSEC, Sup de Co, etc.**),obtenu le **DECS** et acquis environ 2/3 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'envergure nationale ou internationale de révision comptable et de commissariat aux comptes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à P. Narain - **BLANCHARD CHAUVEAU & ASSOCIES**
18, place Henri Bergson - 75008 Paris.



Dessein

Nous sommes, à Paris, une banque privée de dimension moyenne mais avec une importante volonté de développement. Notre directeur du personnel renforce son équipe et souhaite accueillir

un jeune cadre "études et affaires sociales"

Il est impliqué dans la préparation des réunions du CCE et les négociations syndicales, la gestion des carrières, les relations avec les administrations, la centralisation du bilan social, la mise à jour de la réglementation juridique, etc.

C'est un poste passionnant pour un diplômé d'études supérieures d'au moins 30 ans, ayant 6 à 7 ans d'expérience de la fonction personnel de préférence dans la banque et souhaitant donner un nouveau développement à sa carrière (les possibilités d'évolution sont réelles).

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4498 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Importante Société d'Ingénierie Nucléaire

recherche, en vue du

DÉVELOPPEMENT DE SES ACTIVITÉS A L'EXPORTATION

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

Pour effectuer des études de fonctionnement et établir les diagrammes logiques.
Réf. 80901-AM

INGÉNIEURS VENTILATION

Pour définir les systèmes et les matériels de ventilation et en assurer le suivi technique.
Réf. 80901-BM

INGÉNIEUR CALCULATEUR

Pour définir les interfaces entre Génie Civil et équipements, contrôler les notes de calculs des fournisseurs (appareils, chaudronnés, pompes et robinetterie). Il interviendra dans les études d'avant-projets et les réalisations.
Réf. 80901-CM

Ces postes nécessitent cinq ans d'expérience dans la spécialité requise, ainsi que la pratique courante de l'ANGLAIS.

Postes à pourvoir au siège – Forte possibilité d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser (C.V. + photo + prétentions), sous la référence correspondante, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

WANG

La Bureautique et les six Technologies

- Dans le monde un C.A. de plus d'un Milliard et demi de $
  28.000 personnes.
- En France un C.A. de 300 Millions de Francs.
  400 personnes, près de 3.000 systèmes installés.

recherche dans le cadre de l'expansion de son Département MAINTENANCE un

CONTROLEUR LOGISTIQUE

rattaché au Directeur de la Logistique, le titulaire du poste après une période de formation sur l'Outil Informatique, supervisera le stock pièces détachées de la RÉGION NORD.
Outre les fonctions de Gestion, d'Administration et de Planification des stocks qui lui seront confiées, le contrôleur aura pour mission l'encadrement d'une petite équipe de magasiniers.
Jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur (Économie ou Gestion) le candidat recherché devra posséder un sens de l'organisation et des relations humaines, de bonnes connaissances de l'anglais ainsi qu'une volonté de faire carrière dans l'Informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE
recherche

EXPLOITANT CONFIRME

De formation supérieure, justifiant d'une solide expérience dans l'activité commerciale auprès des entreprises.

Il s'intégrera à une équipe chargée de gérer et de développer un portefeuille de sociétés importantes.

Adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. 205-M à Mamrégles,
3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

GRANDE BANQUE FRANCAISE DE DEPOT

Recherche pour sa comptabilité centrale (Paris)

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE

Agé de plus de 35 ans, possèdant une formation supérieure incluant le D.E.C.S., il aura acquis l'essentiel de son expérience dans une grande banque. Il aura à prendre rapidement la responsabilité d'un groupe d'une dizaine de personnes et sera chargé d'établir les situations réglementaires, déclarations, consolidation des comptes et de mettre au point des états destinés à la Direction Générale. (Réf. 1503)

UN CADRE COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. - 5 ans d'expérience acquise ou non dans la banque. Il participera à la mise à jour du plan comptable, à l'élaboration et au contrôle des procédures, à la centralisation des écritures, ainsi qu'à la coordination avec le service informatique. (Réf. 1504)

UN JEUNE CADRE COMPTABLE

Ayant un diplôme d'enseignement supérieur et de bonnes connaissances comptables, si possible quelques années de pratique. Il assistera le responsable d'un service. Possibilité d'évolution à l'intérieur de la Direction Comptable ou dans d'autres secteurs de la Banque. (Réf. 1505)

Adresser C.V. et prétentions en rappelant la référence du poste à
CEPIAD - 135 avenue de Wagram - 75017 PARIS.

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs
recherche pour l'une de ses filiales



Telma

Leader sur le marché européen des ralentisseurs
60% de l'activité à l'export

Chef du service informatique IBM 38

Rattaché au Directeur Administratif :
Il travaillera en liaison très étroite avec les services utilisateurs, il participera dans un premier temps au transfert des applications existantes de l'IBM 34, il maintiendra et fera évoluer les applications existantes : gestion des commandes, facturation, comptabilité, *il développera de nouvelles applications* et à moyen terme participera à la mise en place d'un progiciel de gestion de production : tenue des stocks de fabrication, nomenclature, gammes, plan directeur, gestion des approvisionnements ; il encadrera une petite équipe formée d'un analyste-programmeur et d'une opératrice. Il aura également un rôle de formation des utilisateurs. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure : MIAGE ou équivalent, *ayant une expérience de 4 à 5 ans* de responsabilité de projet acquise dans une SSII, *une société industrielle de moyenne* importance. Une connaissance de l'IBM 38 serait appréciée, toutefois les candidats ayant une très bonne expérience sur *IBM 34 ou IBM 36 pourront recevoir un complément de formation* chez le constructeur.
Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée *s/référence* 73712/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS-INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.



Vous êtes diplômé d'une grande école et possédez une expérience réussie dans la conduite de projets sur grands systèmes IBM.
Vous recherchez une entreprise particulièrement performante vous proposant des moyens importants et un panel complet de responsabilités.

Ingénieur informaticien grande école

Nous vous offrons un environnement de travail motivant dans le cadre d'une équipe informatique de 70 personnes. Le matériel comporte notamment, un IBM 30 83 sous OS/MVS, un réseau de 200 terminaux sous CICS, VTAM, SNA, XPAC ainsi que différents équipements d'informatique répartie.
Les domaines d'application concernent la Gestion Technique (Bureau d'Etudes), la Gestion de Projets (planning, cost control, appros, marchés) et la Gestion Administrative.
Lieu de travail : Région Ouest de Paris.
Adresser C.V. + photo ou téléphoner à METHODIC *qui traitera* votre candidature avec toute la discrétion souhaitée.
Département Recrutement – 178, rue de Courcelles
75017 PARIS - (1) 766-04-09

METHODIC

suma

Jeunes diplômés (réf. 700)

Ecole de Commerce, IUT, BTS
La Société des Supermarchés DOC Filiale du Groupe DOCKS DE FRANCE
Vous propose un début de carrière dans la grande distribution en supermarché ou hypermarché.
Si vous êtes dynamiques, prêts à travailler sur le terrain, libérés des obligations militaires ; après quelques mois de formation, nous vous conférerons des postes de

Responsables de rayons

offrant de réelles perspectives d'évolution. Avantages sociaux, *mobilité géographique limitée à la Région Parisienne.*
Adresser CV, photo et prétentions
en précisant la référence du poste à S.M.D., Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence 92160 ANTONY

mammouth

AMEP PA



spécialiste de la réalisation d'opérations promotionnelles en TELEMATIQUE et VIDEOCOMMUNICATIONS

recherche, dans le cadre de l'extension de son CENTRE SERVEUR comportant des équipements allant du micro-ordinateur au mini-ordinateur 32 bits haut de gamme:

ingénieur informaticien

pour suivi de projets, assistance système et réalisation d'applications sous UNIX — Réf. CL/A13/M

informaticiens

pour analyse et programmation, en langage C, d'applications supportant des MINITEL et leur périphérie (en particulier, lecteurs de cartes à mémoire et vidéolecteurs) — Réf. CL/A14/M

technicien d'exploitation

pour mise en œuvre d'équipements informatiques (pupitrage, maintenance 1er niveau) dans un environnement télécommunications — Réf. CL/A15/M

Ces postes nécessitent impérativement:
- une expérience de plusieurs années,
- une très grande disponibilité,
- de l'initiative,
- un esprit d'équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en mentionnant la référence choisie à M. ROGER-VASSELIN, Direction du Personnel et des Relations Humaines **FRANCE CABLES ET RADIO** 73, rue de Richelieu 75002 Paris, qui vous assure de sa discrétion.





LE GROUPE RHONE-POULENC

CREE LE POSTE DE

Responsable organisation et informatique des services centraux

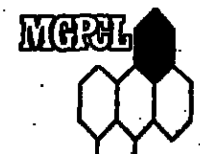
Sa responsabilité :
Le management des Systèmes d'information pour les services centraux de l'un des premiers groupes industriels français (environ 80 000 personnes, 44 milliards de CA, dont 70 % à l'étranger).
Il est rattaché hiérarchiquement à l'un des membres de la Direction Générale et ses clients sont toutes les grandes Directions fonctionnelles de l'état-major du Groupe, regroupées au Siège à Courbevoie.

Ses missions :
- Conseil auprès des Directeurs fonctionnels
- Conception des Systèmes d'information, *choix des solutions (organisation, informatique, bureautique)*, études d'opportunité.
- Maîtrise d'œuvre de la réalisation, confiée à des prestataires de services internes ou externes, et de la mise en place.

Votre compétence :
Vous êtes sorti d'une Grande Ecole de premier plan et vous êtes devenu un expert en Systèmes d'information, avec une *expérience professionnelle réussie d'au moins 7 ans dans une grande entreprise ou dans une société de conseil.* Vos connaissances vous permettent de dominer la technique, mais vous êtes surtout un manager rigoureux, un organisateur méthodique et un créateur ouvert à une collaboration permanente avec les utilisateurs. Votre tête bien faite et votre ascendant personnel vous permettront d'évoluer dans un environnement complexe, où votre autorité ne pourra se fonder que *sur une compétence reconnue.*

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée *sous référence* 73713/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

CREATION DE POSTE



Société mutualiste professionnelle (CA de 300 MF), nous mettons en place notre propre cellule d'études et créons le poste d'

Ingénieur d'applications

FUTUR RESPONSABLE DES ETUDES

Directement rattaché à la Direction Générale, il participera dans un premier temps à la mise en place (analyses et réalisation) des nouvelles applications, et à terme, prendra la responsabilité du service Etudes.
Nous lui demandons une formation supérieure (école d'ingénieur ou MIAGE), un minimum de deux années d'expérience acquise dans la mise en place d'applications conversationnelles sur mini-ordinateur. Cette fonction est basée à Paris et implique de courts déplacements en province.
Adresser lettre man., C.V. et prétentions sous réf. 2019/M à Annick HELLEGOUARC'H, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 rond point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.



SEITA
Direction des Systèmes d'Information

Le département Etudes de la Direction des Systèmes d'Information est le Conseil en Informatique des Directions fonctionnelles, opérationnelles et commerciales de la SEITA. Nous sommes équipés d'un ordinateur central (avec langage de 4ème génération) et d'un réseau, basé sur Transpac, de plus de 150 mini et micro-ordinateurs. Nous recherchons un

Analyste d'application HF

qui participera à des projets mettant en jeu les différents matériels. Dans le cadre d'un travail en équipe, vous contribuerez à l'élaboration du cahier des charges, serez responsable de la réalisation des dossiers d'analyse et de l'animation d'une équipe de programmeurs. Nous vous offrons un poste de cadre à Paris, une formation complémentaire et des possibilités d'évolution au sein de la SEITA.

La SEITA, Société Nationale à vocation industrielle et commerciale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements, conduit dans le cadre d'un schéma directeur décidé au plus haut niveau, une politique de développement en informatique, bureautique, télécommunication et robotique.

Adresser lettre man., C.V. et prétentions, sous réf: 22095/M à Christine DEFECHE, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux
204, rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Entreprise Presse et Édition
Paris-8e

recherche

JURISTE D'ENTREPRISE H. ou F.

Spécialisé(e) dans le droit des Sociétés.

— Une expérience de 5 ans en entreprise est demandée.
— Connaissance de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous nº T 45.139 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche

COMPTABLES 1er ÉCHELON

POUR :
- comptabilité générale, analytique ;
- analyse des comptes ;
- trésorerie.

13e mois. – Cafétéria.

Envoyer C.V. et prét. à M. BRAYE - NOVASERVICES
35, rue Miguel-Hidalgo, 75019 PARIS.

EXPERTS EN PERFORMANCES SYSTEMES INFORMATIQUES

Dans la définition des systèmes à l'horizon 1990, l'analyse des performances des différentes options architecturales et technologiques joue un rôle majeur.
Ingénieur Grandes Ecoles (ou équivalent), vous avez déjà des compétences en performances (analyse, optimisation, modélisation, architecture matérielle ou logicielle), ou vous souhaitez en acquérir.
Vous disposerez, dans notre petite équipe, d'une large autonomie, mais avec les moyens de travail d'un grand groupe (progiciels de modélisation analytique, moniteurs matériels et logiciels, simulateurs ...).
Pour réussir dans cette activité, un esprit analytique et créatif, une forte volonté d'aboutir et de convaincre vos interlocuteurs techniques, seront des atouts précieux.
Lieu de travail : Paris 20ème et région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 109 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE DES CIMENTS FRANÇAIS

Avec 3500 personnes, un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de francs et des résultats régulièrement bénéficiaires, nous sommes au premier plan de l'activité cimentière française. Fort de 50 personnes, notre Département de l'Organisation et du Traitement de l'Information participe activement à l'essor de notre Société.
Nous poursuivons actuellement l'implantation de mini-ordinateurs VAX dans nos Usines et au Siège. Ils sont reliés entre eux et à l'ordinateur central IBM (4341/2 - DOS/VSE/CICS) par un réseau hétérogène sous TRANSPAC d'une technologie de pointe.
Nous recherchons, pour le siège de PARIS-LA DEFENSE :

ANALYSTE

Dans le cadre d'un groupe de projet, il anime une équipe de réalisation (3 personnes). Il assure la conception, l'analyse et le développement d'applications en temps réel. Il participe à leur installation en usines et à la formation des utilisateurs. C'est un informaticien diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Au sein d'une petite équipe, il collabore au développement et au perfectionnement de nos logiciels.
Il a une expérience d'au moins 2 années et maîtrise le COBOL.
Son ouverture d'esprit et son sens de l'initiative lui permettront d'accéder ultérieurement à de plus larges responsabilités au sein du Service Etudes.

Aux candidats à ces deux postes évolutifs, nous demandons tout à la fois des compétences techniques affirmées et des qualités humaines : goût du travail en équipe mais aussi capacité d'autonomie et d'adaptabilité. L'ambiance de travail est jeune, sympathique, dynamique et de haute technicité.
Le niveau de rémunération envisagé est particulièrement motivant.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 25/1063 A, à :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

media-system

PARIS
LUBRIFIANTS INDUSTRIELS

INGENIEUR RESPONSABLE DES SERVICES TECHNICO-COMMERCIAUX

Cette Société (220 personnes, 250 Millions de Francs de C.A.) est une des toutes premières entreprises françaises sur son secteur d'activité : les lubrifiants, notamment de synthèse, et les produits spéciaux destinés à des applications industrielles. Son image de marque et la qualité de ses produits ont permis une croissance constante. Celle-ci la conduit à rechercher un Ingénieur pour le poste de Responsable des Services Technico-Commerciaux.
Rattaché au Directeur du département Industriel, il prendra en charge l'ensemble des Services Technico-Commerciaux. Il participe à l'étude et au développement des produits s'adressant aux marchés industriels (graissage et usinage notamment). Il participe aux actions de marketing et assure la coordination entre le commercial et le technique. Il apporte une très importante assistance technique au réseau de vente. Pour assurer sa mission, il anime une équipe de spécialistes.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Généraliste ou chimiste qui possède une expérience d'au moins cinq ans. La connaissance des lubrifiants serait un atout majeur. Il a déjà animé une équipe dans des fonctions technico-commerciales.
Le poste est basé dans la proche banlieue Nord de Paris. Les conditions offertes et les perspectives de développement du poste sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 14780 F, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

GULF AIR
recrute
UN COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ
anglais et expérience compagnie aérienne exigés. Envoyer c.v. au 23, rue Vernet, 75008 PARIS.

CIE INTERNATIONALE DE SYSTÈMES
recherche 12 INGÉNIEURS POUR IMPORTANTS PROJETS utilisant TRANSPAC

INGÉNIEURS LOGICIEL
5 ans d'expér. en SOFT DE BASE MONITEUR, Operating System connaissances Réseaux TRANSPAC

INGÉNIEURS LOGICIEL
3 ans d'expérience d'applications sur MOTOROLA 68 000 langage C

ANALYSTES-PROGRAM.
Pour analyse et programmations en COBOL sur TANDEM.
28, r. Daubenton, 5e. 337-99-22.

Consultants de haut niveau

Membre de PA International (plus de 1200 consultants dans le monde), notre société consolide son développement dans le conseil en management auprès des directions générales et opérationnelles. Renommée notamment pour le choix et la mise en place de systèmes avancés, aussi bien dans les domaines "production", "logistique industrielle", que "stratégie sociale" ou "organisation", elle recherche plusieurs consultants expérimentés pour conduire des missions d'audit, de conception et de réalisation dans les domaines suivants :

• **Informatisation et automatisation de la production (CAO-FAO-robotique...)** - Cette activité, pour laquelle l'approche systémique des problèmes est essentielle, intéresse des ingénieurs qui disposent d'une expérience significative dans les fonctions études, méthodes, ordonnancement, fabrication... leur ayant permis une pratique réelle des systèmes avancés industriels (notamment en CAO, FAO, ou robotique) soit au milieu industriel, soit dans l'ingénierie ou le conseil. Réf. A/062 PM.

• **Organisation administrative et bureautique** - Diplômés de l'enseignement supérieur (grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion), les candidats retenus auront acquis, au sein d'une entreprise industrielle ou d'un cabinet d'organisation, plusieurs années d'expérience des méthodes d'analyse des organisations et des systèmes bureautiques ainsi qu'une compétence certaine en informatique. Réf. A/062AM

• **Informatique bancaire et systèmes décentralisés** - En complément à leur formation supérieure et à leur connaissance des techniques bancaires, les candidats pourront se prévaloir, par exemple comme responsables en milieu bancaire, d'une expérience d'audit informatique, d'analyse et de développement de systèmes centralisés et décentralisés. Réf. A/062IM

• **Stratégie sociale et ressources humaines** - Ces postes conviennent à des diplômés de l'enseignement supérieur qui ont développé, en position de conseil, une expérience de plusieurs années relative à la conception et à la mise en œuvre de plans de ressources humaines liés à la réalisation de projets industriels ou de restructurations. L'expérience d'audits sociaux et la connaissance de systèmes informatisés sera également un atout. Réf. A/062RM

Tous ces postes, basés à Neuilly, impliquent une grande mobilité et une bonne connaissance de la langue anglaise. Ils s'adressent à des candidats âgés d'au moins 32 ans, désireux d'assumer rapidement des responsabilités opérationnelles au sein d'équipes pluridisciplinaires. Ecrire en rappelant la référence concernée.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



europ assistance

2 délégués commerciaux

Nous sommes bien connus pour notre position de leader dans l'Assistance aux particuliers. Depuis quelques années, nous développons également notre implantation dans le "secteur entreprise". La vente de nos produits s'effectue essentiellement par notre réseau de distribution habituel (banques, assurances...). Au sein de notre département "Entreprises", deux postes de délégués commerciaux sont vacants. Nous recherchons donc 2 excellents collaborateurs capables de gérer et de développer notre clientèle. La fonction de délégué commercial chez nous nécessite le goût du conseil, l'aptitude à percevoir et évaluer les besoins des entreprises, le sens de la négociation. Nous souhaitons recruter de jeunes candidats, de formation économique supérieure (ESC, IEP, ...) ayant acquis une première expérience des contacts commerciaux avec les entreprises. La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire car notre clientèle est internationale bien que les postes soient basés à Paris. Des candidats de fort potentiel trouveront chez nous de réelles possibilités d'évolution.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 356.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Lee Cooper

LA PERFORMANCE INDUSTRIELLE DANS L'HABILLEMENT

Pour consolider ses moyens de développement et poursuivre sa croissance (30 % par an sur 10 ans), LEE COOPER complète les équipes qui l'ont déjà placé en tête des marchés français et européens.
Le Département Industriel, organisé en unités de fabrication (5) et services centraux (gestion de production, méthodes, entretien, sous-traitance...), recherche

CHEF DE FABRICATION

Ingénieur de formation, il aura l'entière autorité sur les ateliers d'assemblage et de piquage (250 personnes) de la plus grande unité du groupe. Il devra avoir une première expérience d'encadrement et d'animation du personnel et de la maîtrise. Son aptitude et son dynamisme devront lui permettre de réaliser sur le terrain l'adaptation aux fabrications (grandes et petites séries) de toutes les évolutions technologiques.
(Réf. M 8584 N).

INGENIEUR PRODUCTION

Sa formation et sa première expérience devront avoir été accomplies dans le secteur textile ou électro-mécanique. Intégré dans une structure d'organisation industrielle et placé sous l'autorité du Directeur de l'Usine, il sera chargé de missions techniques ou d'organisation dans un cadre concret.
Une première période de formation pourra ensuite déboucher sur un poste de responsabilité. (Réf. M 8584 R).

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Titulaire d'un diplôme d'une grande école, il sera chargé de créer le service dont les missions rassembleront simultanément des objectifs à court terme, moyen terme et long terme. Un budget conséquent et une équipe de spécialistes compétents permettront d'aborder la création d'asservissements électroniques de machines existantes, la robotisation de plusieurs postes et le développement de machines de conception totalement nouvelle. Ses responsabilités s'étendront jusqu'à l'expérimentation en atelier des prototypes réalisés en harmonie avec le service des méthodes et le bureau d'études. (Réf. M 8584 M).

Tous ces postes, basés à Amiens, permettent de larges développements de carrière.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence correspondante, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

CMG — UN SOLIDE RESEAU DE COMPETENCES

RÉALISATIONS ET SERVICES EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET DE GESTION

90 INGENIEURS ET TECHNICIENS SUR 110 PERSONNES : c'est le réseau CMG, pourquoi ?

Pour deux raisons essentielles :
• Société d'Ingénierie, nos projets sont d'envergure et mobilisateurs,
• nos collaborateurs, fidèles, ont de réelles occasions de promotion, favorisées par une croissance soutenue depuis 1974 : (+70 % l'an).
Quant à notre avenir ? Nous sommes confiants. Nous continuons notre marche en avant au travers de nos activités : L'INFORMATIQUE DE GESTION : production, finances, études marketing, videotext... et l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : traitement du signal, conduite de processus, contrôle de fabrication...

DEPARTEMENT GESTION

responsable technique

De formation supérieure, vous avez une expérience de 7 à 10 ans dans la conduite de projets importants et vous maîtrisez un moniteur d'exploitation temps réel sur mini-ordinateurs. Vous serez chargé d'harmoniser les méthodes d'analyse, de programmation, de suivi de projets • de proposer les solutions techniques à de nouvelles applications • de choisir les nouveaux outils, superviser le centre de calcul et mettre en place les programmes de formation.
(Réf. M1)

ingénieur commercial

Votre responsabilité : analyse des besoins, orientation matériels et logiciels, réponse aux cahiers des charges en collaboration avec nos équipes techniques et nos fournisseurs, suivi des clients : une fonction qui requiert qualités commerciales et solides compétences techniques. Diplômé Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, vous avez l'expérience d'activités similaires.
(Réf. M2)

ingénieurs analystes et analystes programmeurs

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience, vous avez une compétence en mini-informatique, de préférence sur HP 1000 ou 3000. Selon votre formation et vos capacités, vous participerez au developpement d'importants projets ou progiciels, en gestion administrative et commerciale, en gestion de production.
(Réf. M3)

DEPARTEMENT INDUSTRIEL

ingénieurs logiciel mini ou micro

De formation Grande Ecole ou équivalent, vous possédez une expérience en MICRO : INTEL, MOTOROLA, ou sur MINI : BULL, HP, DEC. Vous travaillerez sur des projets industriels : pilotage de bancs moteurs, acquisition rapide, traitement d'images, ou télécommunications. Evolution à court terme vers des postes de Chef de Projet. (Réf. M4)

DEPARTEMENT MICRO-INFORMATIQUE

ingénieur commercial

Vous êtes diplômé Ecole d'Ingénieur, ESC ou vous disposez d'une solide expérience de quelques années dans la vente. Vous souhaitez poursuivre votre activité commerciale dans la micro-informatique. Nous vous proposons de partager notre réussite dans le développement de nos ventes de solutions micro-informatique sur APPLE, HP, IBM.
Rémunération à la mesure de vos ambitions.
(Réf. M5)

ingénieur technico-commercial

Vous assurez le démarrage des matériels et êtes le support logiciel pour l'utilisation et la mise en place des systèmes. Assistant les Ingénieurs Commerciaux et formant les utilisateurs, vous devez posséder le sens des contacts et l'esprit d'équipe. Vous connaissez le BASIC et/ou PASCAL.
(Réf. M6)
Contactez-nous en adressant votre dossier à CMG - Service du Personnel (précisez la référence sur l'enveloppe)
ZA de Courtaboeuf - B.P. 38 - 91942 LES ULIS CEDEX

Organisation et Publicité

Prendre en main l'expansion commerciale de nos produits A.T.E

Olivetti Tecnost, dans le cadre de son développement, recherche un INGENIEUR DES VENTES pour des produits de haute technologie.
Nos appareils de contrôle et de mesure (A.T.E.) destinés à toute production électronique sont mondialement connus, et les résultats de leur commercialisation en France prouvent un excellent accueil.
Chargé de la promotion et de la vente de ses produits, vous interviendrez sur l'ensemble du territoire français.
Vous avez une première expérience professionnelle dans la vente de produits A.T.E., des appareils de mesure ou similaire.
Votre bagage technique est sérieux : Ingénieur électronique ou équivalent.
Motivé par les responsabilités, vous aimez travailler de façon autonome.
Basé à Plaisir dans les Yvelines, vous suivrez préalablement une formation au siège central en Italie.
La connaissance de l'anglais et/ou de l'italien est exigée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Monsieur Jordaney,



olivetti tecnost

Rue Elsa Triolet
Zone Industrielle des Gâtines
78370 PLAISIR.

هكذا من الأصل

Message à un

JURISTE D'ENTREPRISE

GOODYEAR HF

Vous souhaitez entrer à la Compagnie Française GOOD YEAR.

Nous employons en France 2500 salariés dans quatre établissements et notre C.A. est de 1,7 Milliard de Francs en 1983.

Le titulaire du poste, exerçant des responsabilités au niveau européen, recherche un collaborateur

futur directeur juridique

ayant le potentiel nécessaire pour lui succéder au cours des toutes prochaines années.

Sous son autorité, mais avec une autonomie et une responsabilité croissantes, vous serez le conseil des différentes directions opérationnelles de la société, vous élaborerez et suivrez les contrats de toutes natures, vous assurerez le montage de toutes opérations, la gestion du parc immobilier, des assurances, des litiges...

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 30 ans minimum, vous êtes de formation juridique générale de haut niveau (minimum DES si possible Doctorat) et si vous avez une expérience réussie de généraliste, dans un cabinet d'affaires ou dans un grand groupe industriel. Pour vous, le droit est une discipline vivante qui travaille avec les opérationnels.

Vous parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/275/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

UN GROUPE DE LA DISTRIBUTION, LEADER DANS SON SECTEUR
(400 personnes réparties en Région Parisienne)
recherche

un directeur administratif et financier Réf. S 502

- Homme de caractère, il a le sens de l'autorité et de l'organisation.
- De formation comptable indispensable, initié à l'informatique, il participera à l'équipe de Direction et y apportera ses connaissances juridiques, fiscales et sociales.

un responsable du personnel Réf. S 503

- Homme de terrain, il a l'autorité nécessaire pour conduire une politique de personnel cohérente.
- Il a le sens de la négociation et maîtrise les techniques de recrutement.
- Sa compétence doit être : JURIDIQUE, SOCIALE et INFORMATIQUE.

un comptable 2ème échelon Réf. S 504

- Une formation comptable de base et une première expérience lui ont permis de bien maîtriser les techniques comptables.
- Homme d'action, son dynamisme et ses qualités humaines lui permettront de seconder le responsable de la comptabilité.

Nous vous remercions d'écrire avec photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :

HLA conseil J.F. ALLIX - 17, rue de la Baume
75008 PARIS - 359.77.55

Femmes, soyez bien !

Si aujourd'hui, les femmes ont, en général, peu de difficulté pour trouver un premier emploi dans l'industrie informatique, il leur est souvent plus difficile d'évoluer selon leurs aspirations.

Nos perspectives de croissance nous conduisent à recruter de façon permanente mais nous recevons une très nette majorité de candidatures masculines lors de nos recrutements. Nous voulons, par cette annonce, réagir face à ce déséquilibre.

Soyez bien ! Vous travaillerez dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement), et prendrez part à des projets d'Entreprise particulièrement dynamiques. Vous trouverez une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité, et une prise en compte de vos aspirations.

Femmes, soyez bien ! Vous possédez une formation supérieure commerciale ou technique et une première expérience en informatique, nous avons des postes à proposer dans tous nos Départements (Ventes, Marketing, Logiciel, Maintenance, Formation,...).

Prenez contact et écrivez en précisant le poste choisi
Département des Ressources Humaines et Développement,
Digital Equipment France
2 rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Grande distribution
Responsables ressources humaines

Nous sommes un des leaders dans notre secteur (CA : 25 milliards), dynamiques et performants, nous misons sur le potentiel de nos collaborateurs.

Nous avons mis en place la fonction «Ressources Humaines» sur le plan régional. Nous souhaitons maintenant renforcer nos structures au sein de chacun de nos hypermarchés.

Vous ferez partie de l'équipe de Direction, et aurez la responsabilité d'unité de 300 à 500 personnes. Outre la gestion classique de notre potentiel humain, vous préparerez les réunions avec les partenaires sociaux, assurerez le suivi de la formation, l'animation de nos groupes de progrès particulièrement spécifiques et performants. Vous serez l'interlocuteur privilégié de notre encadrement et l'animateur du journal interne.

Vous êtes un homme de communication, de présence et de rayonnement. Vous aimez travailler au sein d'équipes très soudées où la cooptation est importante. Vous possédez une solide formation juridique et avez réussi une première expérience de la fonction dans l'industrie ou la distribution.

Nous comptons sur vous pour gérer, améliorer et innover.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous référence RH 430M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

Recherchons pour notre Siège Social à PARIS

RESPONSABLE ADMINISTRATION PAIE H/F
(Position Agent de Maîtrise)

Rattaché au Chef du Personnel, il aura en charge, avec une équipe de 6 personnes, l'ensemble des tâches liées à la gestion administrative du personnel :

- gestion d'une paie informatisée,
- suivi administratif des personnels,
- gestion des effectifs,
- suivi et application de la réglementation,
- relations avec les organismes sociaux,

De formation IUT gestion du personnel, le candidat possède une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, qui lui permet d'avoir une bonne maîtrise de l'administration du personnel et de la législation sociale.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 91952 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GRACE
Audit informatique

Le groupe **WR GRACE** (82 000 personnes dans 40 pays), occupe une place de premier plan en Europe avec une expansion soutenue de ses activités liées à la chimie (700 M$, 7500 personnes). Nous avons su allier l'expérience et la technologie d'un grand groupe à la souplesse d'une entreprise autonome. Dans le cadre d'une décentralisation progressive du système de traitement de l'information de nos deux divisions E.T.D.D., E.D.D. et pour mieux répondre à nos objectifs de développement, le Directeur of Information Systems, E.T.D.D. crée la fonction d'Audit informatique.

- Il aura comme tâche d'assurer l'efficacité et la fiabilité du développement informatique présent et futur de nos filiales avec mission de garantir le respect des normes et procédures de contrôle, principalement au niveau :
  - des objectifs du plan d'ensemble,
  - de la cohérence et la rentabilité des applications existantes,
  - de la méthodologie de développement.

Il participera également à l'évaluation des performances, notamment en matière de sécurité.

Le candidat que nous retiendrons aura nécessairement des qualités de gestionnaire confirmées par une formation supérieure (CA, CPA, Grandes Ecoles françaises de Gestion) et acquises pendant 4/5 ans, de préférence au sein d'une cabinet d'audit international. Il sera déjà familiarisé avec les techniques d'audit informatique.

La fonction nécessitant des contacts avec tous les niveaux, il aura une parfaite maîtrise de l'anglais.

Basé à Paris, il effectuera des déplacements courts mais fréquents. La rémunération tiendra compte du niveau d'expérience et de la qualité des candidats.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 31004 à
Rudolph von Raesfeldt - TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 Paris

division de SYSTEMA — The Executive Group (France) Management

---

CENTRAUX EN ENVIRONNEMENT MICRO-INFORMATIQUE

Bull Systèmes
recherche pour compléter
ses équipes de développement
MICRO-MAINFRAME-LINK des

INGENIEURS LOGICIELS CONFIRMES

De formation Grandes Ecoles (ou équivalent) ils auront 3 à 5 ans d'expérience de développement en Informatique et/ou en micro-informatique (**UNIX + C, MS-DOS, CP/M**). Ils devront témoigner d'une aptitude certaine au travail en équipe et aux projets avancés.

Lieu de travail : Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 108 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



Mobil

Jeunes ingénieurs généralistes, ou ayant une première expérience, rejoignez l'équipe des ingénieurs d'application de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences dans les domaines mécanique, thermique... Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.

Ingénieurs d'application

DE HAUT NIVEAU (Centrale, Mines, Arts et Métiers, IDN, etc.)

Après une formation personnalisée de départ, vous prendrez en charge la promotion et l'application de nos produits dans les grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usinage, combustibles...).

Vous développerez en clientèle des actions variées telles que programmes de graissage rationnel, préconisation de produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions...

Polyvalent toutes industries, vous participerez activement à la stratégie de votre secteur, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et *de nos méthodes de vente.*

Vos résultats feront de vous un ingénieur renommé et évolutif.

Affectations Paris ou province suivant les besoins de la Société.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 91622 *à MOBIL OIL FRANCAISE Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.*

Mobil. Avancez avec nous.

Chef comptabilité centrale et trésorerie

S.T. DUPONT, *Société d'objets personnels de luxe, 1 000 personnes*, 400 MF de chiffre d'affaires, recherche son **Chef de la comptabilité centrale et trésorerie.**

Vous serez responsable de la comptabilité générale, de la gestion de la *trésorerie, de l'établissement des bilans,* des comptes d'exploitation mensuels (forme américaine) et des déclarations fiscales et sociales.

Agé d'une trentaine d'années, diplômé d'études supérieures financières et comptables (Sup. de Co ou Université, complété par un DECS), vous avez 5 ans d'expérience d'une fonction similaire dans un groupe international et une excellente connaissance de la comptabilité française et anglo-saxonne.

La pratique de l'anglais sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à Anne-Marie LANGOU - S.T. DUPONT - Tour Maine-Montparnasse - 33, avenue du Maine - 75755 PARIS Cedex 15.

MEDIA'BA

S.T. Dupont

ORFEVRES A PARIS

Dans le cadre de son expansion, notre service informatique, situé à **Beauvais (60)**, recherche plusieurs collaborateurs ***HF*** :

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Pour participer à nos projets, principalement dans les domaines de la gestion de production et du marketing.

Les candidats auront :

- *2 ans d'expérience minimum*,
- la pratique du COBOL et de DL1,
- du goût pour l'analyse, l'autonomie d'action et l'initiative.

Pour un poste, la connaissance de DEC PDP 11/70, RSX11M et BASIC serait appréciée.

Notre matériel principal : IBM 3081 sous MVS (bientôt XA).

(Réf. 4385/M)

RESPONSABLE TECHNIQUE DES EQUIPES PROJETS

Responsable technique des bases de données françaises, il accroît l'efficacité des équipes de développement par des mesures d'organisation et de formation. De plus il est le centre de compétences pour les logiciels de développements, en particulier *en DB/BC : DL1 SOUS MVS.*

Le candidat aura :

- un niveau BAC + 4,
- 5 années d'expérience,
- la maîtrise de COBOL, DL1 et TSO,
- assez d'anglais pour pouvoir faire quelques brefs déplacements en Angleterre.

(Réf. 4386/M)

Nous invitons les personnes intéressées à adresser leur C.V. détaillé avec lettre manuscrite en précisant bien la référence choisie et en indiquant leurs souhaits de rémunération à :

PUBLISCOPE JUNIOR - 13 rue Royale 75008 PARIS (qui transmettra) (discrétion et réponse assurées).

Dans le cadre de la création de sa Direction Commerciale, la BANQUE HERVET recherche pour en assister le Directeur un

CADRE

classe VII, VIII

(HF)

Il participera à toutes les activités de cette direction fonctionnelle chargée, au sein de la Direction de l'Exploitation, du développement de la vente des produits et services du groupe. Il interviendra notamment, à partir d'une concertation avec les différentes hiérarchies, dans l'élaboration des politiques commerciales, leur mise en place, le suivi et l'analyse de leurs applications.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez validé votre formation commerciale par une expérience de plusieurs années en marketing bancaire. La connaissance de l'exploitation constitue un atout supplémentaire.

Votre esprit d'initiative, votre sens de la créativité et votre pouvoir d'autonomie favoriseront votre réussite dans un contexte de décisions collégiales.

D. MARCADET vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel – BANQUE HERVET, 127, av. Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY-S/SEINE.

BANQUE HERVET

GRANDE BANQUE FRANÇAISE RECHERCHE POUR RENFORCER UNE ÉQUIPE RECEMMENT MISE EN PLACE

ATTACHÉ DE PRESSE EXPÉRIMENTÉ *HF*

DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES POSSÉDANT UNE FORMATION ÉCONOMIQUE

Agé de 30 ans environ, il fera état d'une expérience de quelques années dans le domaine de la communication (Entreprise-Presse).

Le poste implique une grande aisance dans les contacts, des qualités d'organisation et de bonnes aptitudes rédactionnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous la référence 321 AP No 71590 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

INGENIEUR SYSTEME MICROPROCESSEURS

Gilbarco
Une société du groupe
EXXON ENTERPRISE

Dans le cadre de notre expansion sur le marché des distributeurs de carburants, systèmes et périphériques de gestion automatiques des stations-services nous *cherchons un Ingénieur Système Microprocesseurs.*

Diplômé d'une grande école (SUPELEC, ENSEEIHT, ENSI...), vous ayez acquis une première expérience dans le domaine de l'électronique digitale et des microprocesseurs.

Votre mission : concevoir et développer des logiciels en encadrant une équipe de techniciens. Vous maîtrisez, bien sûr, l'anglais.

Merci d'écrire à Bernadette BLUZET sous référence 1400
Information téléphonée sur nos opportunités de carrière 24 h/24 au (1) 742.86.50.

INFORAMA *carrières*
la technologie par les hommes

média-system

7 rue Pasquier 75008 Paris. Tél. 742.14.40 LYON - LILLE - TOULOUSE - PAU.

Notre société – 1 100 personnes, 1 milliard de F de C.A. en 1983, des résultats largement bénéficiaires – est la première entreprise industrielle et commerciale en France dans sa spécialité. Nous vous invitons à rejoindre à Rueil-Malmaison (92) notre département informatique. Celui-ci comprend vingt personnes et dispose d'un DPS7 avec un réseau d'une quarantaine de terminaux auxquels s'ajoutent les mini et micro-ordinateurs que nous continuons d'installer dans les différents services. Nous recherchons

2 jeunes ingénieurs ou équivalent

moyen système

Après une période de formation, vous concourez au développement d'applications de gestion en Temps réel. *Vous pourriez participer, plus tard, aux analyses fonctionnelles et accroître l'étendue de vos responsabilités.* (Réf. M/2592)

micro-informatique

Vous créez la fonction de « spécialiste en micro-informatique » : études des demandes des utilisateurs, préconisations, formation, aide à la mise en place, recherche et choix des produits existants, développement d'applications (BASIC, PASCAL...). Cette activité autonome implique des relations avec tous les secteurs de l'entreprise et nécessite des déplacements de courte durée en province. (Réf. M/2593)

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

LE CREDIT NATIONAL

recherche
pour son Département des Prêts

CADRES FINANCIERS

- Diplômés : Grandes écoles de commerce - Sciences Po - Université.
- Avec une expérience professionnelle de quelques années acquise dans une entreprise.

Après une première affectation au siège social à PARIS, ces cadres financiers seront chargés d'instruire les demandes de prêts et de crédits formulées par les entreprises dans une des douze délégations *régionales du CREDIT NATIONAL.*

Il leur est offert :

- un travail intéressant et vivant
- une rémunération et des perspectives de carrière attrayantes.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V., salaire souhaité et photo au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique 75700 Paris.

SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE PARIS 16e RECHERCHE POUR SON SERVICE COMPTABILITE

UN CADRE BUDGET TRESORERIE

De formation maîtrise de gestion ou DUT comptable. Il assure le contrôle des immobilisations et des stocks.

Il assiste les différents échelons de la hiérarchie de la société en matière comptable et budgétaire. Dépendant directement du Directeur comptable il dispose d'une large autonomie.

Le candidat idéal est un cadre qui possède quelques années d'expérience au cours desquelles il a pu démontrer ses capacités d'initiatives et faire preuve de son autorité naturelle.

Si vous êtes intéressé, adresser CV, prétentions sous No 9030 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 Paris qui transmettra

direction informatique

Paris **370000 +**

Cet important établissement du secteur financier a toujours misé sur l'informatique pour traiter efficacement et rapidement les opérations complexes qu'il doit effectuer. Il s'est doté de ressources de premier plan (IBM 4341, 4381, 150 terminaux...) et il développe des applications financières qui nécessitent des compétences de haut niveau. Il recherche l'adjoint de son Directeur informatique.

Sa mission sera d'assister son directeur dans l'organisation, la gestion et l'animation du service (70 personnes). Après s'être familiarisé avec les activités de l'entreprise, il pourra contribuer à la conception de projets cadres et d'outils ou solutions propres à satisfaire les besoins exprimés par les utilisateurs. Par ailleurs, il veillera à optimiser l'utilisation des ressources informatiques et il assurera les relations avec les constructeurs des matériels et des progiciels.

Le candidat, âgé d'au moins 45 ans, de formation Ingénieur Grande Ecole (X, Centrale, Mines ou équivalent), est un informaticien de haut niveau et il a déjà assumé des responsabilités de direction informatique. C'est un homme de conception, à la fois réaliste et concret et capable de créer et d'innover ; il possède un fort potentiel.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. P134/M à Bernard BEAUNOIR, Sema-Sélection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



Vous êtes Ingénieur, diplômé d'études supérieures scientifiques ou informatique, ESC... débutant ou ayant 2 ou 3 années d'expérience.

Nous vous **FORMERONS** à :

DES POSTES D'ANALYSTE EN INFORMATIQUE :

étude, conception, mise en place d'applications de gestion en liaison avec les utilisateurs internes ou externes.

Les postes sont à pourvoir au Siège, près de **ROUEN** dans un cadre de travail exceptionnel, et à **PARIS** dans une de nos filiales.

Nous sommes une des premières mutuelles d'assurances françaises, l'une des plus dynamiques aussi, dit-on. Avec vous nous continuerons à nous développer et à innover. Côté conditions de travail et avantages sociaux, nous faisons des jaloux : on ne prête qu'aux riches...

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la ville choisie, sous référence AF 12, **MUTUELLES UNIES**-Service du Personnel - 76029 ROUEN CEDEX

pour l'informatique

Réponse et discrétion assurées à toutes candidatures.

Masoneilan

Spécialiste mondial des vannes de régulation

Dans le cadre du développement de notre Service Commercial, nous souhaitons recruter

un jeune cadre technico-commercial

Après une période de formation à nos produits, il sera responsable, pour un secteur donné, • du développement et du suivi des contacts et relations avec nos clients à Paris et en Province • de l'établissement des offres techniques et de leur suivi à tous les niveaux.

Il sera diplômé d'une école d'ingénieurs ou aura une solide formation technique équivalente.

Une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de la vente des biens d'équipement industriels serait un plus.

un agent technico-commercial

pour élaborer les devis, constituer et suivre les dossiers de commande.

Il possèdera un DUT de Génie Mécanique, de Génie Chimique ou équivalent. Il sera débutant ou aura une première expérience de 2 à 3 ans.

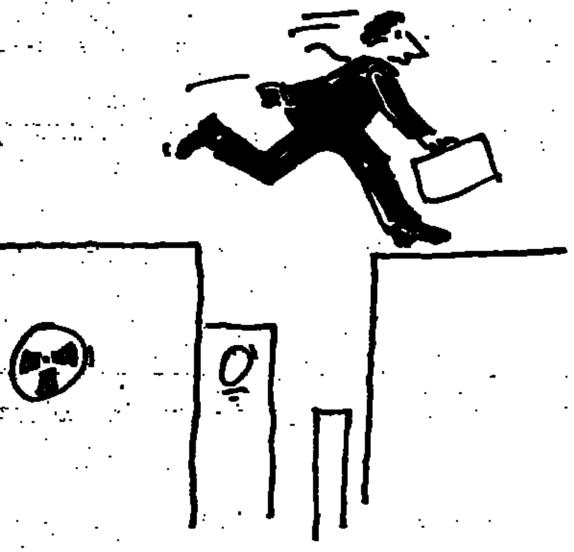
L'ANGLAIS LU, ECRIT, PARLE D'UNE FAÇON COURANTE EST INDISPENSABLE POUR CES 2 POSTES

Le lieu de travail est à Neuilly-Sur-Seine.

Envoyer lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et prétentions à
Madame ABOULKER – MASONEILAN
107, avenue Charles de Gaulle 92521 Neuilly Cedex

Publicité

Changez, parce que l'informatique change.



SEMA-METRA, un des leaders européens de l'ingénierie informatique, s'est affirmé au plus haut niveau technologique grâce à la réunion de spécialistes de tous horizons.

Une puissante assise financière et un faisceau de hautes compétences engendrent une dynamique de progression et une qualité de prestations qui ont fait de SEMA une société «dans la course», solide et innovatrice.

Pour l'avenir, SEMA entend développer son acquis dans le domaine de l'ingénierie, mais aussi gagner la «bataille» des progiciels : un tournant historique comme l'informatique en connaît tous les 5 ans environ.

SEMA propose des missions d'étude, de conception et d'ingénierie informatique : schémas directeurs, mise en oeuvre de systèmes de gestion, conduite d'automatismes, simulateurs d'aide à la décision, réseaux, télématique...

RESPONSABLES DE GRANDS PROJETS

Ils ont la totale maîtrise d'oeuvre sur des projets d'envergure (environ 20 années hommes). Ils sont autonomes et entièrement responsables du projet, de son déroulement technique, de sa gestion et de l'animation des équipes. Ce sont des spécialistes chevronnés (7 à 10 ans d'expérience).

INGENIEURS SPECIALISTES

Ils prennent en charge la conception et le suivi des projets. Maîtres-d'oeuvre sur leur propre chantier et techniquement très sûrs, ils sont en mesure d'encadrer et de guider une équipe de réalisation (3 à 7 ans d'expérience).

JEUNES INGENIEURS

Formés ou non à l'informatique, ils commencent leur carrière en participant à des missions d'analyse programmation, afin d'acquérir l'indispensable connaissance du terrain. Ils évolueront ensuite vers des postes de plus grande responsabilité.

Contactez

sema-metra

Agnès Chauvin, SEMA-METRA, 16-18 rue Barbès, 92126 Montrouge Cédex.
Tél. 657.13.00 - poste 21.85.

média-system

Centrale d'achats produits frais
Chefs de produits

Nous sommes une importante Centrale d'Achats (320 personnes) dont le dynamisme est bien connu sur le marché. Nous agissons en tant que prestataire de service pour les 36 hypermarchés que notre groupe possède en France.

Vous aurez à poursuivre et à faire évoluer la politique de «partenariat» que nous menons avec nos fournisseurs. Vous négocierez les conditions d'achats (1,2 milliard), vous serez responsable du SAV, de la logistique, et de vos marges. Vous devrez faire partager par nos commerciaux les choix de votre politique. Vous mettrez en place les outils qui permettront de créer des rayons «à image». Vous participerez à l'animation des groupes de progrès.

Vous êtes un homme autonome, doté d'un important charisme. Vous aimez travailler en équipe. Si de plus, vous êtes diplômé d'une école de commerce (ESCP, ESCAE...) ou d'une école supérieure d'agronomie, nous serons heureux de vous rencontrer pour vous en dire plus sur notre société et nos projets.

Merci de bien vouloir *nous* adresser votre dossier *sous référence* CPF 432M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Contrôleur de gestion "plus" PARIS

Nous vous proposons d'approcher par cette fonction la direction d'une entreprise.
Notre société (+ d'1 Milliard F de CA) vous propose d'être l'un des grands responsables d'une de ses régions qui groupe 10 magasins.
Le directeur régional, patron de sa région, vous confie :

Une mission d'animation
Vous participez au recrutement, formez, animez, contrôlez les responsables administratifs de magasins.

Une mission administrative
Vous faites vivre les méthodes et procédures (comptabilité, administratif du personnel...). A vous de prendre les moyens pour que "ça marche".

Une mission de gestion
Vos tableaux de bord, votre suivi des budgets vous permettent d'y voir clair. Vous allez alors être moteur dans la décision de gestion.

Une mission politique
Vous participez pleinement avec le directeur régional aux définitions des orientations humaines de gestion et... de commerce.

Vous avez une trentaine d'années, une expérience de gestionnaire qui répond bien à votre tempérament d'homme rigoureux.
Vous aimez convaincre et influer sur les évènements.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 1482 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GRACO-FRANCE, nous sommes la filiale d'une multinationale américaine, leader mondial de l'application de peintures. Nous introduisons sur le marché européen un robot de finition de peinture, issu de la technologie européenne, et nous recherchons des

ingénieurs et techniciens motivés et passionnés par l'innovation

pour notre

DEPARTEMENT ROBOTIQUE

ingénieur technico-commercial

de formation Electromécanique, vous avez peut-être une expérience de la vente de biens d'équipement ou une connaissance du traitement de surface, vous avez surtout une ouverture et un sens commercial qui vous permettront de prospecter le marché européen et de commercialiser nos robots. Anglais courant obligatoire, autre langue souhaitée. Nombreux déplacements. *(Réf. ITM)*

ingénieurs montage - mise en route

de formation Electromécanique ou Electronique, vous avez si possible une expérience de chantiers.
Nous vous confierons l'installation de nos équipements chez nos clients européens.
Anglais et/ou Allemand indispensable. Très nombreux déplacements *à prévoir.* (Réf. IMM)

ingénieur software

de formation ingénieur INSA, IUT ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins 2 ans sur mini et microordinateurs, microprocesseurs INTEL 8086, alliée à une bonne connaissance de la programmation sur automates et des asservissements : vous prendrez en charge la programmation de notre matériel et son adaptation aux contraintes des marchés. Anglais indispensable. *Deplacements* occasionnels. (Réf. ISM)

chefs de projets

de formation BTS ou équivalent, vous avez une expérience en ingénierie (installations clé en main, si possible en traitement de surface). Vous réaliserez les avant-projets de nos installations : plans directeurs, budgets, devis, consultations fournisseurs, rédaction des spécifications techniques...
Anglais et/ou Allemand obligatoire. *(Réf. CPM)*



A tous nous demanderons une grande ouverture, de la disponibilité, une volonté d'autonomie et d'initiatives.
A tous nous proposons de participer au développement de ce département faisant appel aux techniques de pointe, dans une entreprise performante mais à taille humaine, où votre personnalité plus que votre formation vous permettra d'envisager de larges perspectives d'évolution.

Merci de nous adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions sous la référence choisie à GRACO-FRANCE - Direction des Relations Humaines - 113, rue des Solets - SILIC 141 - 94523 RUNGIS

Organisation et Publicité

Groupe financier
leader sur les marchés de financements d'équipements des entreprises
recherche

ADJOINT DIRECTION FINANCIERE

Répondant de son activité devant le responsable du département financier, sa *mission consistera en liaison avec ce responsable :*
— à participer à la détermination, la négociation et la gestion des financements du groupe,
— et à court terme à prendre plus particulièrement la responsabilité du financement de certaines filiales.

Ce poste, situé à Paris, nécessite une connaissance des relations avec les banques (négociations, montages des concours, réglementations bancaires) et une capacité d'analyse et de synthèse pour déterminer les besoins et gérer les ressources.

Cette fonction conviendrait à un diplômé d'école supérieure de commerce ayant au moins 5 ans d'expérience dans les techniques de financements d'entreprises, acquise de préférence en milieu bancaire, désirant s'intégrer dans une équipe peu nombreuse au sein d'un groupe en plein développement.

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 10451 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

Responsable du Secrétariat National

AMNESTY INTERNATIONAL

Vous êtes sensibilisé à tout ce qui est le but d'AMNESTY, vous aimeriez y apporter votre contribution, soit parce que vous avez 30-35 ans et quelques années à nous consacrer, soit parce que, à 50 ans environ, vous voulez nous faire profiter de votre expérience.
Comme Responsable du Secrétariat National, vous aurez à diriger, animer une équipe importante de salariés et de bénévoles, et, par des contacts à tous niveaux, à l'intérieur comme à l'extérieur, à résoudre des problèmes complexes d'information et de communication.
Nous vous demandons une solide culture générale, la maîtrise de la langue anglaise, de l'ouverture à l'informatique, avec des qualités de rigueur, de diplomatie, de fermeté.
Si vous voulez nous rejoindre, que vous pensez correspondre à ce profil, merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., sous référence 84302 M à Madame Claude FAVEREAU

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

AFCOREM

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche

DES TRADUCTEURS TECHNIQUES CADRES

d'anglais en français

Il leur est demandé une très bonne rédaction en français. Les candidats, de **Formation Ingénieur,** peuvent être débutants ou posséder cinq années d'expérience professionnelle au plus.

Ils disposeront d'outils modernes de traduction. Une évolution de carrière est prévue au sein de la Compagnie.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé à IBM France - Département Recrutement - Orientation Conseils - 2, rue de Marengo - 75001 Paris en mentionnant la référence TTC/M-17/4.

MASE

IBM IBM IBM IBM IBM

DUT gestion ou BTS comptabilité

Département financier

Importante Banque du secteur non nationalisé, recherche pour son *département financier situé à* **Paris-2e** *des collaborateurs* diplômés.

Vous avez un **DUT de gestion ou un BTS de comptabilité, ou bien le B.P. de Banque.**

Nous vous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, SCPI, fonds commun de placement...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2934/LM à **MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.**

MEDIA PA



Filiale du Crédit Lyonnais et de TYMSHARE

Nous évoluons très rapidement sur un marché dynamique : *l'informatique des utilisateurs.*
Nos services à haute valeur ajoutée s'adressent à une clientèle de grandes entreprises.

Notre stratégie est fondée sur la qualité de notre potentiel humain : nos *équipes sont constituées exclusivement de jeunes diplômés des grandes* écoles et **nos effectifs (160 personnes) sont appelés à doubler en 3 ans.**

Pour gérer et animer cette croissance, nous offrons à un

jeune Manager, diplômé grande école,

à fort potentiel

la création d'un poste rattaché au Directeur des Opérations France.

Au sein de l'équipe de responsables opérationnels, il devra mettre à profit ses qualités de dynamisme et de créativité. Son expérience de terrain de 5 à 10 ans dans le secteur informatique ou conseil lui aura permis de confirmer son goût pour la vente, et d'éprouver ses aptitudes au dialo*gue et à l'encadrement. Il prendra en charge notre politique en matière de ressources humaines,* formation et communication. Le succès de cette première mission lui ouvrira l'accès à d'autres responsabilités. La rémunération, élevée, sera fonction du candidat.

Envoyez lettre man. C.V. et prétentions sous réf. 4034 à Mme POUGEOLLE
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213 ST CLOUD - Tél. 602 70 12.

Publival

DES MÉTIERS ET DES HOMMES

Après une première expérience professionnelle vous désirez faire carrière dans la fonction Personnel. Un passage dans notre Service Recrutement vous paraît être un bon moyen de vous intégrer dans la fonction Sociale d'une entreprise d'ingénierie rassemblant plus de 5 000 personnes.

Vous serez chargé, avec une grande autonomie, de la recherche de personnel hautement spécialisé et vous serez le conseil interne de nos unités.

Prenez contact en nous adressant très rapidement un curriculum vitae sous réf. 80924 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



UNE SOCIETE DE CHARGEURS S.A.

Fonction personnel en milieu industriel, pour commencer ...

Avec une marque de grande notoriété , nos produits -propreté et entretien de la maison-, intéressent un large secteur de consommation en France et à l'étranger.
A Beauvais (Oise), nous souhaitons étoffer la fonction personnel de notre principale unité de fabrication (700 personnes) en confiant à un jeune assistant au chef du personnel une mission opérationnelle : étudier les postes de travail et leur sécurité, les coefficients de rémunération, les classifications et *mutations internes, en liaison avec le développement d'une technologie avancée (automatisation du* process).
Nous souhaitons également lui confier la Formation et la mise en place du droit d'expression des salariés : avec ce regard attentif à l'innovation sociale, en prise directe avec la réalité de la fabrication (chimie lourde), au contact des partenaires sociaux, l'expérience terrain qu'il va acquérir, lui ouvrira à terme des *possibilités de premier plan dans un groupe qui, par la diversité de ses activités, offre de réelles* opportunités d'évolution.
Ce poste conviendrait à un **JEUNE INGENIEUR, ESSEC ou SUP. DE CO** ... sensibilisé par une formation complémentaire au contexte social et humain de l'entreprise industrielle.
Un premier passage en production est, bien sûr, de nature à constituer un atout supplémentaire.

Catherine de BOISJOLLY vous remercie de lui écrire
en portant sur votre dossier de candidature la référence S 43/85 M

OGIVES Département Recrutement 12 rue de Chazelles 75017 Paris

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

LEVI TOURNAY



1er Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics

recherche

Responsable du Service Statistiques

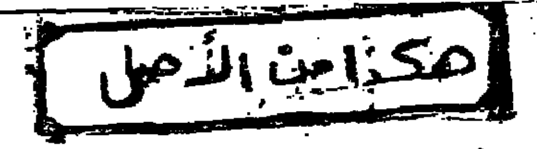
INGENIEUR GRANDE ECOLE (option statistiques), ENSAE, ISUP, ayant quelques années d'expérience dans ce domaine et l'habitude de l'animation d'une équipe, il devra, avec l'aide d'un groupe de 5 personnes et l'appui d'outils informatiques adaptés (APL), mettre au point, produire, analyser les tableaux de bord de tous les risques, et participer à la conception du système d'information de la société.
Réf. 84.015.01M

Chargé d'Etudes Statistiques

INGENIEUR GRANDE ECOLE, ENSAE, ISUP, **DEBUTANT**, il participera, après une période de formation, au sein de cette équipe, à l'élaboration et à la production des tableaux de bord, à l'étude et à la surveillance des risques, ainsi qu'à l'évolution du système d'information. Réf. 84.016.01M

Ecrivez-nous en précisant votre expérience et vos prétentions sous référence du poste souhaité à :

Intercarrières
5, rue du Helder 75009 Paris



direction informatique

Paris

Ce Groupe international de produits de luxe en pleine expansion développe ses moyens informatiques et crée le poste de responsable informatique pour coordonner et assurer la mise en oeuvre du nouveau *schéma directeur*.

Rattaché au Secrétaire Général, il assurera, d'abord en France, la refonte du système d'information et ensuite son extension aux différentes sociétés dans le monde (plus de dix) en veillant à la cohésion de l'ensemble. Il sera responsable de la gestion du budget informatique et managera les travaux de réalisation confiés aux sous-traitants. Il sera appelé à conseiller la Direction Générale dans ses choix informatiques.

Ce poste s'adresse à un candidat de valeur, âgé d'au moins 30 ans et diplômé d'une grande école. Il a déjà assumé depuis plusieurs années la responsabilité de la conduite de projets et de leur mise en place. Souhaitant travailler au sein d'une équipe d'Etat Major dynamique, il aime convaincre ses interlocuteurs et a le goût de la réalisation. Déplacements fréquents et de courte durée à l'étranger. Anglais nécessaire.

Adresser CV. et prétentions sous la réf. T003/M à Michel DUPUY. Sema-Sélection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUE POPULAIRES

organisme de tutelle de 38 banques régionales recherche pour son ***département Contrôle Général*** *un*

Responsable des contrôles comptables

Rattaché au service des études et applications comptables, vous serez en relation avec la Commission Bancaire et les banques du groupe. Vous concevrez et mettrez en œuvre des méthodes de contrôle des documents règlementaires.

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience bancaire de 2 à 3 années, vous avez de la rigueur, le goût de l'analyse et des contacts.

Adressez votre candidature manuscrite accompagnée d'un C.V., photo et indication de la rémunération actuelle sous réf. CN 58 à Anny NOE



Chambre Syndicale des Banques Populaires 131, av. de Wagram 75587 PARIS Cédex 17

BANQUE ETRANGERE

recherche

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES H/F

Diplomé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sup de Co, IEP) et ayant une première expérience de 2 à 3 ans dans l'analyse du risque et la prospection commerciale, il se verra confier la responsabilité d'un portefeuille de clients qu'il sera chargé de développer.

La rémunération ne sera pas inférieure à 150 000 F.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à nº 6166 PUBLIFOP 29, rue Blene - 75009 PARIS qui transmettra

Le Crédit Mutuel d'Ile de France

recrute

Responsables d'Agence

Ils auront pour mission la gestion administrative et comptable de l'agence, l'animation de l'équipe, le développement commercial.

Ils ont une **connaissance approfondie de la technique bancaire** et justifient d'une réussite dans un poste similaire.
Rigueur et sens des responsabilités sont des qualités indispensables à cette fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en précisant la référence RA/26 à Any ASTIC - Direction des Relations Humaines et Sociales - ***Crédit Mutuel d'Ile de France*** - 19, cité Voltaire - 75541 PARIS cedex 11.

Attaché de direction
à vocation commerciale

Importante entreprise industrielle, nous sommes spécialisés dans **la production et la distribution d'énergie.**

Notre Directeur général cherche un assistant pour le seconder dans la conduite d'opérations ponctuelles concernant le développement de la compagnie : prévisions à moyen et long terme, études de marché, de faisabilité, financières... Ce premier poste prépare à la fonction de chef du service commercial, qui consiste à définir, toujours en accord avec la Direction générale, la politique commerciale, à développer la notoriété de la société auprès des prescripteurs et du grand public, à diriger et coordonner les activités de 70 personnes. Le candidat retenu, âgé de 35 ans minimum, sera diplômé de l'enseignement supérieur et aura acquis, dans l'industrie lourde de préférence, une expérience de la gestion, de l'organisation et des contacts à haut niveau. Il sera en outre fortement motivé par les relations commerciales. Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 3061/M à Claudine FERRY-CLEMENT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS



TYMSHARE NETWORK SYSTEMS CONSULTING (TNSC)

Filiale de Tymshare, leader mondial dans le domaine des réseaux de transmission de données, constructeur de TYMNET. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons

Ingénieurs support système

Responsabilités : Assistance système de nos clients et des différents groupes opérationnels de TNSC. Tests et suivis des nouveaux logiciels. Installations et recettes de gros systèmes. Conviendrait à ingénieurs ayant acquis une expérience en téléinformatique, au niveau système chez un constructeur, dans une SSCI ou chez un utilisateur. Connaissance de procédures de transmission ou d'architectures de réseaux très appréciée. *Réf. TSG/1*

Ingénieur support produit

Responsabilités : Assistance aux groupes chargés de la diffusion de notre technologie. Présentations techniques des nouveaux produits à nos clients et aux différents groupes de la société. Ce poste impliquera une connaissance approfondie de toute la gamme de nos produits et des contacts suivis avec nos équipes de développement situés en Californie. Conviendrait à un ingénieur logiciel ou technico-commercial. Expérience nécessaire de quelques années en téléinformatique ou transmission de données. *Réf. TSG/2*

Ces postes sont reliés à des projets importants de dimension internationale. Il nécessiteront une pratique intensive de l'anglais.

pour son organisation européenne de maintenance

Technicien de maintenance

pour l'installation et la maintenance de mini-ordinateurs et leurs périphériques dans les réseaux installés par TNSC en Europe. Expérience : minimum 2 années dans un poste similaire et vous maîtrisez bien l'anglais.
Lieu de travail : St Cloud (92) - Déplacements à prévoir en Europe et aux USA. *Réf. TM/1*

Ingénieur support technique «hardware»

Pour conseiller et guider à partir du siège de St. Cloud, les techniciens dans leurs missions en France et à l'étranger. De formation supérieure en Electronique, vous justifiez pour ce poste, d'une solide expérience des mini-ordinateurs et de leurs périphériques. Vos connaissances dans le domaine des transmissions de données faciliteront votre succès dans la fonction. Bonne maîtrise de l'anglais pour des contacts fréquents avec des collègues américains.
Lieu de travail : St Cloud (92) - Déplacements ponctuels et de courte durée en Europe et aux USA *Réf. ST/2*

TNSC offre :
- Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, des réseaux à valeur ajoutée et de la télématique.
- Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilité.
- *Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion.*
- Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (Californie).

Envoyer C.V. détaillé photo et rémunération actuelle en indiquant le poste choisi à **TNSC, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.**

Publival — Membre de Syntec

Raychem

De la technique comptable et financière à la gestion

Filiale d'un grand groupe américain, nous sommes spécialisés dans la recherche et les applications de la science des matériaux. En France (600 personnes, C.A. : 400 millions de francs), nous fabriquons et commercialisons des produits de haute technologie pour l'industrie, les télécommunications et l'électronique. Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Gestion, option Finances - comptabilité, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans au sein d'une Direction Financière dans un milieu de production. Ou bien, vous êtes issu(e) d'une Ecole d'Ingénieurs avec une formation complémentaire en gestion. De toute façon, vous avez déjà utilisé l'outil informatique.

Venez définir et mettre en place les systèmes comptables et financiers afin d'améliorer nos outils de gestion et de contrôle de la production. Rattaché(e) au Directeur Financier, en liaison avec son équipe et les différents responsables opérationnels, vous utiliserez vos compétences actuelles à des fins de gestion et saurez évoluer au sein de notre Groupe.

COFROR, notre Conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité, et vous remercie de *l'adresser à Catherine ROIZOT, sous référence 846/32M* (en indiquant votre niveau de rémunération actuelle).

COFROR Tour Fiat-Cedex 16-92084 Paris la Défense

Nord de Paris

Responsable administratif et comptable
Adjoint à la Direction Générale

230 000 +

Jeune filiale française (75 pers) d'un important groupe anglo-saxon, nous faisons actuellement une belle percée sur le marché français grâce à la qualité et à l'originalité de nos produits. Notre CA de 35 MF nous laisse envisager une progression de 100% d'ici 2 ans tant en France qu'à l'export. Ce développement que nous connaissons déjà nous permet d'accueillir aujourd'hui le bras droit de notre Directeur Général.

Nous comptons sur lui pour prendre en charge la comptabilité générale et analytique, bilan, CE, déclarations fiscales et sociales, trésorerie, relations avec les banques mais aussi pour assurer la mise en place de notre nouveau système de gestion informatisé (comptabilité commerciale, gestion, stocks...).

Il s'agit d'une véritable opportunité pour un jeune dipômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Maîtrise Gestion...), complété évidemment par un DECS. Une probante expérience acquise au sein d'une PME dans le domaine comptable vous a permis de maîtriser tous les aspects de cette fonction. Vous souhaitez maintenant élargir cette expérience et participer concrètement aux décisions qui intéressent la vie de l'entreprise. Vos futures relations avec nos partenaires anglo-saxons impliquent une excellente pratique de l'anglais. Ready to join us ?

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf M 30403 à Nicole Le Breuilly - TEG - 18, place H. Bergson 75008 PARIS

division de SYSTEMA

DESSEIN

The Executive Group (France) Management

Le chef comptable de notre nouvelle succursale

Importante banque étrangère de taille internationale, nous ouvrons prochainement notre succursale à Paris.

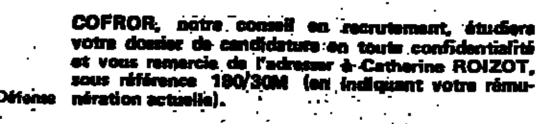
Le démarrage de nos activités vous permettra :
- de définir et mettre en place les procédures,
- d'assurer l'ensemble des travaux comptables,
- et plus généralement de participer à l'organisation de nos activités ainsi qu'à la définition des systèmes d'information de la Banque.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, certificats d'expertise). A votre pratique de la comptabilité s'ajoute une bonne connaissance du secteur bancaire. Vous parlez couramment anglais.

Participez au sein de notre équipe à l'ouverture de notre succursale et au développement de nos activités.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT, sous référence 190/30M (en indiquant votre rémunération actuelle).





Tour Fiat-Cedex 16-92084 Paris la Défense

OFFRES D'EMPLOIS

Rédacteur Juridique

aux Editions DALLOZ

Nous recherchons, pour nos **Codes DALLOZ** un jeune juriste à qui nous confierons la responsabilité d'un ou de plusieurs de nos Codes.

Cette fonction nécessite un grand sens de la rigueur, l'esprit de méthode, des qualités d'application et le souci du détail.

Vous avez un DEA et si possible une première expérience professionnelle; vous souhaitez maintenant vous intégrer dans une équipe hautement spécialisée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + photo + prétentions) à notre conseiller Roland CHABRIER sous référence 723 M

KEY MEN 10, rue de Rome 75008 Paris

LEVI TOURNAY

PERSONNEL ET INFORMATIQUE :

LA NOUVELLE DONNE POUR L'HOMME DES AFFAIRES SOCIALES DE DEMAIN.

Vous avez acquis une première expérience dans la fonction Affaires Sociales.

Vous êtes convaincu que vous aurez besoin demain, dans votre évolution d'Homme de Personnel, d'une maîtrise certaine de l'informatique et de ses implications sociales.

Nous vous proposons d'acquérir celle-ci en prenant en charge, dans un premier temps, pour 2 ou 3 ans une responsabilité de développement de systèmes au sein de notre Direction du Personnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 80922 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Fife est connu comme leader fabriquant des appareils de contrôle pour l'industrie : systèmes automatiques de guidage, d'observation de bandes – SCAN-A-WEB et de contrôle de mesure – CAMTRON.

FIFE recherche un

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

intéressé à la position d'ingénieur des ventes et à coopérer avec nos clients dans l'industrie des matières plastiques, du papier, de l'impression, du film, de l'emballage et des métaux.

Le secteur à pourvoir est le Nord de la France, Région parisienne comprise. Domicile de préférence à Paris ou bien jusqu'à 80 km environ.

Les conditions requises sont :
- une bonne formation technique ;
- un diplôme d'ingénieur en électro ou mécanique ;
- une expérience de la vente depuis 2 ans min. ;
- une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous prions d'adresser votre candidature avec photo à :



Fife Europe GMBH
Fifestrasse 1
Postfach 12 40
D-6233 Kelkheim/Frankfurt
Tél. : 19-49-6195/3018.

---

responsable d'applications

Nous sommes une importante **BANQUE**, équipée de matériel **IBM 30XX** sous **OS - MVS, CICS, DL1**, et nous recherchons un

RESPONSABLE D'APPLICATIONS SUR LES OPERATIONS INTERNATIONALES

Ce poste conviendrait à un candidat de formation Ecole d'Ingénieur, MIAGE ou équivalent, ayant acquis une expérience de 3 ans minimum dans les Opérations Internationales Bancaires (transferts, rapatriements, change, financements internationaux).

La connaissance de l'environnement **IBM** haut de gamme est souhaitable, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'**ANGLAIS**.

Ce poste est **EVOLUTIF** pour qui saura faire la preuve de ses capacités et de son sens des responsabilités.

Envoyez C.V. et salaire actuel sous réf. 61.53/RA/608 à Mme Jacob, ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.



«MESSAGE POUR INGENIEURS RESPONSABLES»

SAGEM : CA 83 : 3,2 milliards de Frs ; 2 fois Oscar de l'Exportation

recherche pour le développement de son secteur Télé-informatique

INGENIEURS CHEF DE PRODUIT

Votre produit : terminaux et commutation

Vos responsabilités : diriger et coordonner l'ensemble des activités liées à la vie du produit ; les aspects techniques, industriels et financiers vous intéresseront tout particulièrement.

Pour réussir cette mission, votre atout est une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, comportant une responsabilité d'Ingénieur Produit. Vous maitrisez l'aspect étude-produit jusque dans le passage à la fabrication.

Votre Formation Grande Ecole d'Ingénieurs, est complétée de solides connaissances en électronique et en informatique.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Contactez-nous sous réf. M2 à : SAGEM - Service du personnel BP 215 - 92002 NANTERRE CEDEX.



Votre meilleure Relation Extérieure.

UTRECHT

Compagnie d'assurances de dimension internationale (C.A. : 10 milliards FF - C.A. France : 100 millions F), nous occupons une des toutes premières places sur le marché de la Retraite et de la Prévoyance. Dans le cadre de notre développement en France, nous recherchons notre

Responsable département comptable

Vos missions :
Dépendant directement du directeur administratif et financier, vous :
- avez la responsabilité des comptabilités générale et analytique,
- assurez les relations avec les banques et la gestion de vos divers placements (titres, immeubles...),
- établissez les budgets prévisionnels, le reporting vis à vis de la maison-mère et les diverses déclarations fiscales.

Vous avez :
- une formation supérieure (DECS minimum),
- une expérience réussie dans ce genre de poste (assurance, banque, audit...) de 4-5 ans,
- une bonne maîtrise de l'anglais.

Nous vous offrons :
- une structure jeune et légère au sein d'un grand groupe,
- de réelles possibilités d'évolution,
- une rémunération motivante.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 43 482/M à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS.

Mercuri Urval

MEDIA PA

SG2 SERVICES

recherche

Informaticiens Expérimentés

pour la maintenance et l'optimisation d'ensembles logiciels de gestion complexes dans un environnement technique motivant (temps réel, vidéotex, réseaux). Réf. AV 01.

Jeunes Informaticiens

(2 ans d'expérience)

pour développer et suivre des produits de gestion sur micro-ordinateurs. Réf. AV 02.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions en indiquant la référence choisie à SG2 : Direction du Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

média-system



GENERAL MOTORS FRANCE

DIVISION COMMERCIALE

recherche pour ses Services Financiers liés à ses activités d'importation :

ANALYSTES FINANCIERS

FORMATION :
1°) DUT (Finance, Comptabilité) avec DECS souhaité
2°) MBA et Ecole de Gestion.

Anglais indispensable.

Adresser CV et prétentions au Service du Personnel Madame LAIGNEL 56-68, avenue Louis Roche 92231 Gennevilliers Cedex

---



Groupe multinational, leader mondial dans la production d'aluminium, recherche pour la DIRECTION GENERALE de ses filiales en France, basée à Paris, son :

ASSISTANT (E) AU CONTROLEUR DE GESTION

LE POSTE :
- *Vous produirez nos différents tableaux de bord de gestion.*
- *Vous établirez la consolidation des comptes de notre groupe en France.*
- *Vous poursuivrez l'intégration informatique de nos systèmes de gestion.*
- *L'ensemble des méthodes que vous pratiquerez vous situeront dans un contexte de type anglo-saxon.*

Votre réussite dans ce poste sera la garantie de votre évolution ultérieure au sein de notre Groupe.

SI :
- *Vous avez une bonne connaissance des techniques comptables et financières de par votre formation et/ou expérience*
- *La micro-informatique vous intéresse et peut-être l'avez vous déjà pratiquée*
- *Vos qualités principales sont la rigueur, la ténacité et le sens du contact.*
- *La langue anglaise vous est familière.*

Merci d'adresser votre candidature + photo + rémunération actuelle à la DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES sous la réf: PLM/SG - 114, Avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly sur Seine Cédex.

COFAP

Banque internationale en forte croissance

recherche

JEUNES DIPLOMÉS

Grandes écoles de commerce pour renforcer les services opérationnels des différentes agences en France.

Après une période de stage réussie les plus qualifiés rejoindront vite le service développement marketing pour la zone franc.

Les candidats sélectionnés auront un fort potentiel de travail, seront ouverts, pratiques, dynamiques, et maîtriseront parfaitement l'anglais.

Une expérience de 2 ans dans le secteur bancaire ou autre activité liée au commerce international sera appréciée.

Env. c.v. lettre manuscrite et prétent. à : RÉGIE-PRESSE sous nº T 45.135 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

PRIMUS INTER PARES

Notre groupe, de dimension internationale, fabrique et commercialise des périphériques :

MONITEURS HAUTE RÉSOLUTION
FLOPPY DISK DRIVES.

Leader mondial incontesté, pour faire face à son expansion en France métropolitaine, le bureau parisien recherche :

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Expérience commerciale moniteurs et/ou périphériques magnétiques.
- Connaissance technique appréciée.
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé + prétentions + photo s/nº 7.767, « le Monde » Pub., Service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE BTP recherche pour son Siège Social Banlieue Ouest PARIS

jeunes cadres financiers et comptables

débutants

Formation supérieure DECS ESCAE ou équivalent.

Adresser C.V., photo sous réf. 92148 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opera 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS.

Concepteur, maître d'œuvre et réalisateur :
- *de réseaux de transmission de données : 1er fournisseur mondial de réseaux publics : Transpac...*
- *de grands systèmes télématiques : annuaire électronique...*
- *de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.*

Une implantation nationale et internationale : 1.200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche pour sa Division Matériel et Après Vente

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DE 2 A 5 ANS D'EXPÉRIENCE

pour assurer le suivi de fabrication et de maintenance d'équipements dans le cadre de grands projets de commutation de paquets en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions
SESA,
30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX.
Préciser réf. sur enveloppe :
10 LM

SESA

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN MARKETING DIRECT

recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL CONFIRMÉ

Pour prospection et négociation de budgets de publicité directe.

Une connaissance de l'informatique et du routage est souhaitée.

Envoyer C.V. + prétentions à : CIFEA-DMK 9, rue Gavarni, 75116 PARIS.

Importante Entreprise du Secteur Tertiaire

recherche

L'UN DE SES FUTURS CADRES

Le candidat devra avoir une formation supérieure : BAC + 4 de préférence Economie - Gestion.
Une première expérience du tertiaire et de l'usage de l'informatique serait appréciée.

Le poste initial est à pourvoir au sein d'une petite équipe fonctionnelle chargée de la conduite d'une application informatique et de la mise en place des procédures de travail et de leur contrôle.

L'intéressé devra monter des capacités à évoluer vers des responsabilités opérationnelles supposant une aptitude à l'encadrement et à l'animation d'une équipe.

Ecrire avec C.V., photo récente et prétentions sous nº T045.147 M, Régie Presse - 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Société d'Expertise Comptable **FIDUCIAIRE DE FRANCE** recherche pour **Paris et Région Parisienne**

UN CHEF DE MISSION

4 ans minimum de pratique

UN ASSISTANT CONFIRME D'AUDIT

2 ans minimum d'expérience

- Travail aux normes internationales dans le cadre de K.M.G.
- Formation importante.
- Possibilités d'avenir intéressantes.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à : **FIDEX PARIS** 18 Bis rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE DES AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

INGENIEURS
études de prix des projets

FONCTION : établissement de prix pour travaux d'études, d'essais et de fabrications relatifs aux nouveaux projets.
Liaison, collaboration et coordination avec les bureaux d'études et les usines.

PROFIL : ENSAM - ENSI - ESTACA ou équivalent - Expérience 2-3 ans en bureau d'études ou fabrication. Anglais lu, écrit.



Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à CONSILIA - 5, rue de Lincoln - 75008 PARIS (4è étage).

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

TRÈS IMPORTANTE MULTINATIONALE AGRO-ALIMENTAIRE et PARA-CHIMIQUE recherche pour IMPORTANTE USINE RÉGION LILLOISE



ADJOINT CHEF DU PERSONNEL

L'entreprise proposera formation et évolution de carrière intéressantes à candidat :
- formation Grande École, Université ou équivalent,
- débutant ou ayant déjà une première expérience dans fonction sociale ou production,
- attiré par un poste à contenu social, administratif et juridique.

Milieu professionnel très formateur et incontestables perspectives pour candidat de valeur en Unités Industrielles ou Direction Centrale des Affaires Sociales.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 34880 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

INGENIEURS INFORMATICIENS

VENEZ RENFORCER NOTRE POTENTIEL TECHNIQUE.

Depuis 1970 nous sommes spécialisés dans les domaines du conseil et du service informatique.

Nos activités sont diversifiées, toujours centrées sur les techniques de pointe :
- génie logiciel,
- logiciel de base et réseaux,
- télécommunications,
- informatique industrielle, temps réel,
- réalisation de systèmes de gestion.

Les candidats recherchés sont de formation grande école ou universitaire et possèdent une compétence sur matériel : MITRA, PDP, VAX, MINI 6, SOLAR, MICRO 8 et 16 BITS, Grands Systèmes IBM ou BULL.

De réelles possibilités de carrière sont ouvertes à des candidats de valeur.

EUROSOFT-SYSTEMES

Ecrire à Marie-France BURQ
EUROSOFT - Service Recrutement
38, bd Henri Sellier - 92150 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Organisateur
Paris

Nous sommes la filiale d'un important Groupe Allemand spécialisée dans le domaine de la bureautique et aujourd'hui nous renforçons nos structures en créant la fonction d'Organisateur.

Sous l'autorité du Directeur Général, celui-ci aura dans un premier temps pour mission de «mettre à plat», d'analyser, de repenser le fonctionnement de notre administration commerciale (circuits, procédures, imprimés...) et de mettre en place un système performant.

Dans ce cadre, il aura à collaborer étroitement, d'une part avec le responsable informatique et d'autre part avec le responsable de l'administration commerciale.

Cette mission terminée, il prendra en charge la refonte d'autres fonctions de la Société.
Agé d'au minimum 35 ans, l'homme recherché a acquis une solide expérience de l'organisation soit en Entreprise, soit en Cabinet Conseil. Il sera en particulier familiarisé avec les problèmes d'administration commerciale.

Ses qualités relationnelles, sa créativité, sa capacité à faire passer ses idées seront essentielles pour réussir dans le poste.

Yves KERNEVEZ traitera de façon confidentielle votre dossier sous référence **M 144**.



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

AFCOREM

BANQUE
(1000 personnes) recrute pour PARIS et PROVINCE

PARIS

Pour la direction exploitation:
UN CADRE CLASSE VI pour appuyer et animer dans ses contacts avec la clientèle des P.M.E. et P.M.I. son réseau national de commerciaux (70 points de vente en France). **Réf. 6501 M.**

Pour la direction internationale:
UN GRADE CLASSE IV, bon analyste de bilan, notamment familiarisé avec l'analyse des entreprises exportatrices (Ingenerie, Ensemblier, Négoce international) et des banques étrangères. **Réf. 6502 M.**

PROVINCE

Responsables de la gestion administrative:
DEUX GRADES CLASSE IV, aptes à prendre la responsabilité de la gestion administrative d'une succursale et de ses agences rattachées,
l'un à NICE **Réf. 7501 M.**
l'autre à LILLE **Réf. 8501 M.**

Responsable de la clientèle commerciale:
UN CADRE CLASSE V - VI, apte à prendre la responsabilité du suivi et de l'extension de la clientèle commerciale - Formation supérieure appréciée - Poste à pourvoir au HAVRE. **Réf. 8502 M.**

Gestionnaires de guichet:
TROIS GRADES CLASSE IV, pouvant justifier d'une première réussite dans la fonction. Le premier poste est à pourvoir à NICE dans un guichet à vocation clientèle privée **Réf. 7502 M.**
Le deuxième à LILLE. **Réf. 8503 M.**
Le troisième à proximité du HAVRE. **Réf. 8504 M.**

Pour chacun de ces postes, envoyer C.V. + prétentions, en rappelant bien la référence souhaitée, à la DIRECTION DU PERSONNEL - B.P. 61 - 75021 PARIS CEDEX 01.

COFAP

SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS SPÉCIALISÉS recherche

COLLABORATRICE

Service logistique transports
— Formation supérieure.
— Anglais souhaité.

Adresser c.v. + photo à : T.N., 11, rue Christophe-Colomb, 75008 PARIS.

BUREAU D'ÉTUDES BETURE SETAME recherche

INGÉNIEUR

Exp. 2 ans minim. en B.E., Domaine d'activité : infra urbaines V.R.D. Lieu de travail : Créteil.
Ecrire avec C.V. + photo + prét. à BETURE SETAM, agence région parisienne, 2, rue Antoine-Etex, 94020 CRETEIL Cedex.

Entreprise de mécanique générale (700 pers.) implantée dans la banlieue du N/EST de PARIS recherche :
CADRE COMPTABLE

Pour exercer la fonction d'adjoint à son directeur financier. Le candidat devra justifier d'une expérience professionnelle de quelques années, dans un cabinet d'audit international, il devra maîtriser parfaitement la langue anglaise.
Envoyer C.V. à SIPEP, 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS, réf./1129 (tr.).

Imp. société import/export centre Paris, recherche

PROGRAMMEUR ANALYSTE

Confirmé, pour seconder chef de service. Connaissances : COBOL, langage conversationnel. SGBD serait un atout supplémentaire. Poste stable.
Adress. candidature manuscrite + C.V. s/s nº 417 à DAG 65, r. de Rivoli, 75001 PARIS qui tr.

La Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des
CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)
- Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau. Sens des responsabilités.
- Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.

Tél. : 500-24-03, p. 42.

METROBUS chef de produit

Nous sommes l'un des plus importants groupes de REGIE PUBLICITAIRE D'AFFICHAGE : 400 personnes au total et 400 millions de Francs de chiffre d'affaires consolidé. Nos espaces nous sont concédés par la RATP, le métro de Marseille, 100 autres villes de province importantes, le métro de Madrid, les 50 aéroports français qui comptent, dont l'aéroport de Paris... Notre métier c'est l'affichage, mais nous diversifions nos supports grâce aux nouvelles techniques de visualisation et de transmission. Nous avons besoin d'un nouveau collaborateur pour assister notre Directeur Technique dans le suivi des supports existants, dans la création de nouveaux systèmes de communication et dans les relations avec nos "concédants". Celui-ci sera chargé des études de base, de la rédaction des cahiers des charges des produits à améliorer ou à créer, en relation étroite avec nos "concédants" et les autres services de METROBUS. Nous souhaitons recruter un homme jeune, de formation supérieure, justifiant d'une solide première expérience de Chef de Produit acquise dans le domaine des produits de consommation durable ou dans celui du petit équipement. Nous serons particulièrement sensibles aux qualités commerciales et au sens concret des candidats que nous rencontrerons. La pratique de l'Anglais et de l'Espagnol est souhaitable.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 358.84 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

---

responsable informatique

Paris 8ème — **moyen système**

Notre jeune société financière, filiale d'un important établissement de crédit, voit son taux de croissance évoluer très rapidement.

A ce stade de développement, notre équipe de Direction sait bien qu'elle ne gagnera ses paris que grâce à la poursuite d'une informatisation créative et évolutive. Elle a déjà préparé l'outil : un moyen système en temps réel (WANG), intégrant traitement de données et traitement de texte (100 000 dossiers de gestion à traiter). Il lui faut maintenant le professionnel qui saura en tirer le meilleur parti, concevoir de nouveaux développements, contrôler leur réalisation assurée largement par des organismes extérieurs et favoriser efficacement leur mise en place auprès des utilisateurs.

Par les solutions qu'il saura elaborer, le Responsable Informatique contribuera fortement à ce que notre Société maintienne son avance sur le marché. Par ses qualités d'organisation, sa disponibilité, son ouverture d'esprit, il pourra rapidement faire partie de l'équipe de Direction.

Si vous êtes un chef de projet expérimenté, d'une trentaine d'années, diplômé de l'enseignement supérieur, si à la morosité vous préférez un climat tonique de remise en question, enfin si vous voulez partager une aventure avec une équipe passionnée, écrivez, avec CV. et prétentions à Marie Christine GILLES sous la réf. D019 01, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

«INGENIEURS, PRENEZ LA DIMENSION EUROPEENNE»

SAGEM : 2 fois Oscar de l'Exportation
CA 83 : 3,2 milliards F
recherche pour le développement de son secteur Télé-informatique des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Votre mission : • négocier à haut niveau et dans un cadre Européen la fourniture d'équipements «mémoires à bulles».
• prendre en charge le suivi des contrats en cours.

Nous apprécierons votre expérience professionnelle, environ 5 ans, montrant une réussite commerciale.
De formation Grande Ecole d'Ingénieurs option Informatique ou Electronique, la connaissance parfaite de l'anglais vous sera nécessaire.

Le niveau de rémunération est en rapport avec les exigences du poste offert.

Contacter nous sous ref. M 3 à SAGEM - Service du Personnel BP 215 - 92002 NANTERRE CEDEX.



Votre meilleure Relation Extérieure.

Société holding d'un important groupe privé français à vocation tertiaire (3 400 personnes, 2 milliards de C.A.) recherche

RESPONSABLE CONSOLIDATION

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école de commerce (+ D.E.C.S.) qui possède une expérience de 3 ans environ orientée sur la consolidation en cabinet d'audit ou en entreprise.

Rattaché au chef du département comptabilité / finances, il sera principalement chargé de :
— l'élaboration trimestrielle du C.A. consolidé,
— la consolidation semestrielle des états financiers des 30 sociétés composant le groupe.

Tout en conservant la fonction « consolidation », ce futur collaborateur évoluera à court terme vers le poste d'adjoint au chef du département comptabilité / finances.

La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 518 à INTER P.A., BP 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Vous êtes un jeune Ingénieur de Vente en Instrumentation

Vous bénéficiez de plusieurs années d'expérience réussie et avez l'ambition de progresser. Vous pratiquez une ou deux langues étrangères (allemand, anglais)

Notre Société
filiale française d'un grand groupe international
LEADER EUROPEEN EN INSTRUMENTATION
vous attend
pour assurer l'animation et l'encadrement de son équipe française de vente de produits de mesure et d'instrumentation industrielle

Après avoir assuré la croissance de cette activité, d'autres perspectives d'élargissement de vos responsabilités vous attendent.

Adressez votre candidature, sous référence M/907
à COFAP (N° 31219) 40, rue de Chabrol 75010 PARIS
qui transmettra.



Rowntree Mackintosh

LEADER ET PREMIER ANNONCEUR SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT (Lion, Nuts, Smarties, After Eight, *Lanvin, Menier...*)

recherche

CHARGE D'ETUDES MARKETING H/F

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience des études de marché en cabinet, ou dans le service études marketing d'un grand groupe, et vous en maîtrisez bien les techniques.

Vous aurez la responsabilité de concevoir, réaliser et superviser les études à partir desquelles s'élaborent et se mettent en place les orientations marketing de notre Société.

D'où l'importance que nous attachons à leur fiabilité et les budgets conséquents dont vous aurez la gestion, notamment pour faire intervenir des cabinets renommés.

Si vous disposez d'une formation supérieure en sciences humaines (DESS) ou commerciale (ESCP...) et maîtrisez bien l'anglais,

Merci d'écrire (lettre, C.V. et salaire actuel)
à ROWNTREE MACKINTOSH SA.
Denis MOITEAUX, Recrutement, NOISIEL,
77422 Marne la Vallée Cedex 2



JOBIN YVON

DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.
Société d'instrumentation scientifique proche banlieue sud recherche pour son :
DEPARTEMENT ETUDES

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Expérience pratique des microprocesseurs, hardware *et logiciel associé, indispensable.* Réf. E / IE.

INGENIEUR PROJET

Adjoint au responsable des projets pour étude et réalisation d'appareils de spectrométrie.
Connaissance scientifique : optique, mécanique, électronique et informatique. Réf. E / ARP

Pour ces postes il est demandé :
— une expérience industrielle de quelques années dans un domaine proche.
— Une connaissance de l'anglais (lu et parlé).

Discrétion assurée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
JOBIN YVON - Affaires Sociales - BP 118
91163 LONGJUMEAU Cédex.

---

une importante entreprise de b.t.p.
largement présente dans le monde
recherche pour
son siège à la défense

un ingénieur

chargé au sein d'une Direction d'exploitation, *d'assister le responsable informatique.*

Le candidat retenu aura opté pour cette spécialité lors d'une première expérience professionnelle.

Il sera chargé du suivi des exploitations informatiques, de l'assistance aux opérateurs pupitreurs et aux utilisateurs. Il participera à la maintenance de produits existants, à la conception et la formulation de nouveaux programmes.

Il disposera de matériel HP 3000 et DEC 60.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et *prétentions sous référence* 8168 à
Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

LEVI TOURNAY

LA PRESSE INFORMATIQUE : UNE CARRIERE PASSIONNANTE POUR UN
DIPLOME GRANDE ECOLE ou équivalent

Vous êtes débutant ou bien vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle. Vous rejoignez, à Paris, le Groupe **TESTS**, numéro un de la presse française spécialisée en informatique. Vous assistez le Rédacteur en Chef d'une nouvelle revue destinée au public des affaires, *L'ORDINATEUR PERSONNEL*, dont les premiers numéros ont connu un vif succès. Vous participez à la réalisation de ce journal : enquêtes, entretiens, rédaction d'articles, relations avec l'imprimerie... Vous bénéficiez d'une large autonomie et vous acquérez rapidement compétences et notoriété dans un domaine en plein essor. Nous vous offrons des possibilités d'évolution de carrière à la mesure de vos capacités et de vos aspirations.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/3866, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

IMPORTANT GROUPE DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour une de ses
ACTIVITÉS EN FORTE EXPANSION
A L'EXPORTATION

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé école de chimie.
Adjoint du responsable Produits/Marchés
CAOUTCHOUC ET MATÉRIAUX DE FRICTION;
il sera chargé de l'activité technico-commerciale en Europe.
Ce poste basé à Paris entraîne *de fréquents déplacements.*
Il conviendrait à un jeune cadre.
AYANT QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE ET MAITRISANT L'ANGLAIS

Adresser c.v. et prétentions, réf. CC, n° 08.502
AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
recherche

UN CHEF DE SERVICE ADMINISTRATION DU PERSONNEL EXPÉRIMENTÉ

Il lui sera confié :
- l'encadrement d'une équipe de 7 personnes ;
- *l'élaboration et la préparation des paies ainsi que le* suivi administratif annexe (accident de travail, maladie...) ;
- *les états et statistiques de gestion du personnel* ;
- la gestion du fichier du personnel ;
- l'ensemble des déclarations sociales ;
- la comptabilité, notamment analytique, des frais de personnel.

Ce poste convient à un candidat ayant :
- une bonne connaissance de la législation sociale et de la comptabilité ;
- une participation dans la mise en place d'un progiciel de paye et gestion du personnel est souhaitée.

Poste à pourvoir rapidement.

Transm. C.V. + photo + prétentions à : RÉGIE PRESSE, N° *T45.163M - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.*

Banque américaine Paris
(220 personnes)
recherche
POUR SON DÉPARTEMENT CRÉDITS

UN ANALYSTE CONFIRMÉ

UN(E) JEUNE DIPLOMÉ(E)
(HEC, SCIENCES PO, ÉCOLE DE COMMERCE)

- Très bonne maîtrise de la langue anglaise notamment écrite.
- Esprit de synthèse.
- Expérience bancaire appréciée notamment en analyse financière.
- Libre rapidement.
- Salaire motivant selon expérience et résultats.

Envoyer c.v., lettre manuscrite et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° T 045.201 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Notre Association Professionnelle regroupe des Entreprises de Services de toutes tailles de la Région Parisienne Sud-Est. Nous recherchons notre

DÉLÉGUÉ

ASSISTANT ET CONSEILLER DES ENTREPRISES

Diplômé d'Études Supérieures, formation commerciale de haut niveau, il sera l'interlocuteur *de l'administration pour tous les problèmes* notamment d'ordre **économique et de gestion d'exploitation.**

Il conduit les études, recense les besoins, en fait l'analyse et les défend.

Il joue *un rôle de relations extérieures, d'expert* et de négociateur, est habitué aux contacts extérieurs, si possible avec des élus locaux. Un *esprit rigoureux ainsi qu'une expérience profes*sionnelle minimum 5 ans s'appliquant à une activité similaire, sont indispensables.



Adressez votre candidature
sous réf. 1210-M à
Françoise BARSI
LTM CONSULTANTS
63, av. de Villiers 75017 Paris.

AFCOREM

ATTACHE DE DIRECTION COMMERCIALE
Paris

La Société est spécialisée dans la vente et la pose de moquettes au profit de collectivités telles que : hôtels, immeubles de bureaux, locaux administratifs et commerciaux, salles de spectacle, installations de prestige,... à l'exclusion du grand public. N'ayant pas d'unité de production, elle fait réaliser en France ou à l'étranger les modèles qu'elle a créés.
Dépendant du Directeur Général chargé des relations commerciales, le cadre recruté aura pour mission de rechercher les contacts avec les décideurs (architectes, décorateurs, chefs d'entreprise ou de service...), d'établir les propositions et de suivre la réalisation des projets.
Environ 32 ans.
Expérience de la négociation de marchés au plus haut niveau. Aisance dans les relations sociales.
La connaissance du produit n'est pas nécessaire.

Adresser CV détaillé sous Réf. 242/11 M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris

L'U.G.A.P.

Organisme de vente par correspondance et de services liés à l'achat
(*3 milliards de CA - 930 personnes*).

recherche pour compléter son équipe

UN(E) ANALYSTE DE GESTION

pour :
— participer à la conception et à la mise en *place du système de contrôle de gestion*, puis en contrôler le fonctionnement ;
— analyser les coûts et les rentabilités et effectuer des études financières ponctuelles ;
— avoir un rôle d'assistance et de contrôle auprès des *services dépensiers.*

Le candidat retenu sera de préférence diplômé d'une école supérieure de commerce.
Il aura, idéalement une expérience de 3 ans *dans la cellule contrôle de Gestion d'une* entreprise, mais les candidatures de débutants + courte expérience seront examinées.

Adresser lettre de candidature et CV précisant le salaire actuel à
UGAP
209, rue de Bercy, 75585 Paris Cedex 12.

Un important Bureau d'Etude
en AMENAGEMENT et EN URBANISME
recherche pour son Siège à PARIS

ingénieur
TRANSPORTS ET CIRCULATION

Diplômé d'une GRANDE ECOLE scientifique **(Ponts, Mines, Centrale, ENSAM, T.P....).**
Il aura la responsabilité d'études concernant la circulation générale et des transports publics, au niveau :
- de la conception et de l'organisation des réseaux et des dispositions d'infrastructures,
- de l'exploitation de la voirie, compte-tenu des contraintes spécifiques liées au fonctionnement des transports en commun de surface.

Ce poste nécessite une imagination concrète, une expérience réussie d'au moins 5 ans dans l'Administration ou un Bureau d'Etude et implique des contacts à haut niveau.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1586 à Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Paris-15e
Société de Conseil en Gestion
et en Organisation
recherche pour son
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

UN ORGANISATEUR

Chargé lors de l'implantation de progiciels de gestion auprès de PMI/PME :
- d'analyser et de définir les besoins en informatique ;
- de former et de conseiller les utilisateurs du système ;
- de mettre en place les procédures d'utilisation.

Formation exigée :
- DECS + formation supérieure de gestion ;
- connaissance de l'entreprise ;
- esprit de méthode et d'analyse.

Adresser lettre manuscr. + C.V. + photo + prétentions à :
E.O. CARRIÈRES - 21, rue des Favorites,
75015 PARIS. Sous référence ORG.284.

Mission locale Conflans-Ste-Honorine
recrute
UN PERMANENT
Accueil et suivi jeunes 16 à 25 ans en difficulté insertion sociale et professionnelle. Animation équipe technique (A.N.P.E. - C.I.O. - D.A.S.S.) ; montage projets emploi-formation.
Salaire brut : 8.500 F.
Lettre de candidature et C.V. à *adresser avant 27 avril* : Patrick DEBEUGNY, mission locale, 23, rue Maurice-Berteaux, 78700 CONFLANS-Ste-HONORINE.

CENTRE FORMATION DE MANAGEMENT HOTELIER ET TOURISME
recherche pour Paris rentrée septembre

PROFESSEURS

marketing
management
droit international
gestion/comptabilité
pour actions de séminaires

Possibilités mi-temps ou vacataire

Envoyer C.V. sous réf. : 286.140 M
à RÉGIE PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

***Une importante Entreprise* de B.T.P.**
largement présente dans le monde
recherche pour
son Siège à la Défense

un assistant de trésorerie HF

Le candidat retenu, titulaire si possible d'un DUT option finances-comptabilité ou *équivalent, aura acquis une première* expérience dans un Service comptabilité ou trésorerie.

Il sera chargé :
- du contrôle des conditions bancaires
- de *la saisie* et *du traitement informatique* des données
- du suivi des emprunts et des cautions.

Persévérance et sens de l'organisation sont indispensables à la bonne tenue de ce poste *qui est à pourvoir rapidement.*

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 8171 à
Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02
qui transmettra



UN DES LEADERS MONDIAUX
LASERS ET ÉLECTRO-OPTIQUE
APPLICATIONS SCIENTIFIQUES
(C.A. 1983 60 M.F. - 110 personnes dont 35 aux U.S.A.)

recherche

Ingénieur électronicien
EXPÉRIMENTÉ

Responsable d'une équipe d'électronique (Division Études).
- Ecole d'Ingénieurs ou équivalent.
- Expérience de plusieurs années en *conception et réalisation de prototypes* de haute technologie.
- Spécialités souhaitées : *électronique de puissance, haute tension,* logique rapide, alimentation, asservissement.

Priorité sera donnée aux candidats rassemblant des qualités techniques d'organisation et de communication.
Anglais nécessaire.

Envoyer C.V. détaillé (réf. E 5) à :
QUANTEL ZA de Courtabœuf
BP 23 - 91941 LES ULIS CEDEX

bleu



Rowntree Mackintosh

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT (Lion, Nuts, Smarties, After Eight, Lanvin, Menier...)

recherche

ASSISTANT CONTROLE DE GESTION

Pour se consacrer dans un premier temps à l'étude des marges dégagées par nos produits et des conditions de leur vente.

Ce jeune cadre, de formation type ESC, muni d'une expérience de deux ans en contrôle de gestion et parlant anglais, intègrera une équipe cohérente se dotant de moyens informatiques puissants et sera *appelé à développer ses capacités dans de* nombreux autres domaines.

Poste basé à 20 mn de Paris.

Merci de confier l'étude de votre candidature (lettre, CV, salaire actuel) à Denis MOITEAUX, Recrutement, ROWNTREE MACKINTOSH SA. NOISIEL, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

BANQUE INTERNATIONALE
QUARTIER OPÉRA
recherche
pour service gestion Crédits

GRADE CLASSE II

spécialisé (e) dans la gestion :
- CRÉDITS FINANCIERS EN *FRANCS ET DEVISES.*
- Bonnes connaissances anglais souhaitées.

Adr. C.V. et prétent. à
FRANCACIP, réf. 6.952
17, r. de la Banque, PARIS-2e.

AGENCE MATRIMONIALE
leader en France,

recherche 6 CADRES AGENTS COMMERCIAUX INDÉPENDANTS. Délégué(e)s) conseil pour agences parisiennes, 15.000 F mensuel et + possible si : culture, psychologue, habitués contacts + expérience commerciale réussie, organisés.

Excellente présentation, références morales, promotion assurée si stage concluant. Formation assurée. Se présenter à partir du 18-4, de 10 à 12 h avec c.v. *détaillé* + photo à

GROUPE O.U.I.,
4, place de l'Opéra, Paris-2e.

OFFRES D'EMPLOIS

Fédération patronale agro-alimentaire nationale, recrute pour son siège Paris

consultant d'entreprise

spécialisé en gestion et comptabilité à haut niveau

MISSION :
• Audit et conseiller à vocation financière et comptable auprès d'entreprises de la Profession (majorité PME) • Établissement périodique des statistiques des indicateurs économiques, synthèse des bilans et conclusions à en tirer • Large participation aux commissions nationales, sectorielles, etc. • Articulation au sein de l'équipe avec les Experts (fiscalité, juridique et social).
PROFIL :
• 28 ans minimum avec formation Grandes Écoles Commerciales, Sciences-Eco avec spécialisation financière et comptable • 4 années d'expérience professionnelle en gestion et finance • Origine agricole souhaitée.

Adresser C.V. avec souhaits de rémunération sous référence 183, à L.P.A.–GENEVAY, 11, square Jasmin, 75016 Paris.

PRB

THOMSON ANSWARE

Une des premières Sociétés d'Ingénierie Informatique française en forte expansion (+ 40 % en 1983). Pour participer à son développement, sa division

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE recherche plusieurs

INGENIEURS LOGICIEL

DEBUTANTS (ENSI/UNIVERSITAIRES option Informatique)

INGENIEURS

CONFIRMES (expérience MINIS/MICROS)

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à THOMSON ANSWARE (s. réf. I.CA/25) 135, rue de la Pompe 75116 PARIS

THOMSON COMMUNICATIONS

THOMSON

DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES
Porte de SAINT-CLOUD
recherche

UN RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

BTS ou Certificat Comptable DECS

Travail intéressant, formateur et varié.
Expérience et références exigées.

Téléphoner pour rendez-vous 743 96 40 - Poste 3334.

THOMSON BRANCHE COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

Le Laboratoire de LURE recrute sur postes CNRS 2 A

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

ou équivalent pour les études expérimentales et théoriques sur un accélérateur de particules en construction à ORSAY. Connaissances en informatique appréciées.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE ou CNAM

pour la fabrication des éléments pulsés de SUPER ACO en plus d'une formation en électronique logique et analogique, quelques années d'activité en électronique d'impulsions haute tension de puissance ou en électronique rapide seraient appréciées.

Adresser c.v., photo et prétentions à M. P. MARIN CENTRE UNIVERSITAIRE, bât. 209, 91405 ORSAY Cedex.

VILLE DE SÈVRES (Hauts de Seine) recrute par voie de mutation

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

DEA de droit public
DESS de droit et gestion des collectivités locales (salaire net de départ : 7.600 F).

Adresser C.V. et candidature + photo à Monsieur le MAIRE Hôtel-de-Ville 92310 SÈVRES.

ERIN

recherche pour *réalisation de logiciels :*
– Informatique industrielle.
– Logiciels de base. (mini-micro)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Option : informatique automatique, électronique
Débutants à 3 ans d'expérience

DES DUT INFORMATIQUE

1 à 3 ans d'expérience.
Connaissance des matériels MITRA-SOLAR-DEC langages LTR, FORTRAN ASSEMBLEUR apprécié.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. s/réf. 6.736 Axial Publicité, 27, rue Taitbout, PARIS-9e qui transm.

GROUPE INDUSTRIEL LEADER DANS SON DOMAINE

recherche pour ses établissements de la Région Parisienne (600 personnes) un

PATRON DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

Sa mission :
– Assurer la conception et la mise en place d'une gestion dynamique du personnel dans un secteur en pleine mutation technologique ;
– Gérer la politique sociale et humaine ;
– Mener des actions de motivation.

Son profil :
– Formation supérieure ;
– Pratique d'au moins 5 ans acquise de préférence en milieu industriel.

Si vous désirez élargir vos responsabilités, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) qui restera confidentiel à : J.-C. H. consultant 54, rue Beaubourg, 75003 PARIS.

RESEAUX

Pour élargir ses activités dans le domaine des télécommunications

Société d'ingénierie informatique recherche des

ingénieurs informaticiens

EXPERIMENTES

pour concevoir et réaliser des logiciels de communication (procédures, protocoles, etc...).

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) à notre Conseil

ETHIQUE 18 Champs Elysées 75008 Paris

ETHIQUE

Vous êtes dynamique à la recherche d'une situation stable et évolutive. Une importante Société suisse vous propose de devenir

CHARGÉ DE MISSION

A PARIS ET EN RÉGION PARISIENNE

La rémunération est motivante et la formation assurée par ses soins.

Adresser votre C.V., photo à son service « ORGANISATION » 41, rue de Châteaudun 75009 PARIS.

ASSOCIATION RECHERCHE

TRAVAILLEUSE SOCIALE

pour insertion réfugiés politiques.
Anglais, espagnol exigés.
Tél. : pour r.-vs 664-61-48.

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), B.P. 402-09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291-09 PARIS.

---

secrétaires

La filiale d'un groupe international de premier plan recherche

Secrétaire de direction

Bilingue - Anglais

Elle aura pour mission :
• D'assurer un secrétariat à la direction générale technique.
• De participer à des tâches et travaux spécifiques liés aux études de la division.
Elle devra :
• Bien maîtriser la sténo et la dactylo française et anglaise.
• Posséder une solide expérience du secrétariat de direction bilingue anglais acquise de préférence dans le domaine technique.
• Avoir une bonne capacité d'adaptation, l'esprit d'initiative, l'habitude des chiffres, ainsi qu'une grande disponibilité.
Poste à pourvoir à proximité de La Défense dans une société qui accorde tous les avantages nécessaires à une vie sociale agréable.

Ecrire à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 7720.

média-system

Société de TRANSIT Transports maritimes cherche

SECRÉTAIRE STÉNO DACTYLO

BILINGUE ANGLAIS
Se présenter avec réf. à TRANSAFRIC, 128, rue de Rivoli PARIS-1er
NE PAS ÉCRIRE.

Groupe Industriel National quartier gares Nord/Est recherche

SECRÉTAIRE TRILINGUE

Direction commerciale France + export

– 30 ans environ, parfaite maîtrise du secrétariat classique (sténo, dactylo), connaissances approfondies de l'anglais et de l'allemand, grande autonomie.

– Les candidates seront reçues à Paris très rapidement.

Adresser dossier + C.V. + photo sous réf. 683 M à : FB CONSEIL 57, rue des Quatre-Églises 54000 NANCY.

Société industrielle Paris-10e recherche

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

– 30 ans minimum, très bonne maîtrise du secrétariat classique (sténo, dactylo) connaissances en gestion de personnel, comptabilité et juridique.

– Rattachée au secrétariat général.

Les candidates seront reçues à Paris.

Adresser dossier + C.V. + photo sous réf. 685 M à : FB CONSEIL 57, rue des Quatre-Églises 54000 NANCY.

---

formation professionnelle

Formation professionnelle au CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

• ANALYSTES PROGRAMMEURS
• PREPARATION AU BTS

205-24-63. 241-53-83.

VOUS PENSEZ

AVENIR

Vous n'avez pas de temps à perdre. Suivez nos STAGES INFORMATIQUES.
– Initiation à l'informatique ;
– Initiation à la programmat.
Stages hebdomadaires de 18 h à 21 h
PUISSANCE INFORMATIQUE

206-15-61 +

---

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A vendre VW 1303, 1973. Excellent état, radio. Px 5.500 F. Tél. 337-42-29.

de 12 à 16 C.V.

Méd. vend BMW 520 73, mot. ref. 4.000 km, cause double emploi. 20.000 F. Tél. 733-57-06.

travail à domicile

TRADUCT. TRAITEMENT de TEXTE, secrét. bil. angl.-fran. se charge de vos rapports, thèses..., sur IBM PC ainsi que de vos traductions. Tél. 014-38-60.

---

representations offres

IMPORTANTE FIRME ITALIENNE

CONFECTION EN PEAU, ARTICLES MI-FINS

recherche pour le marché français

REPRÉSENTANT

INTRODUIT DANS LE SECTEUR

On assure commission d'intérêt sûr.
Langue italienne indispensable

Envoyer curriculum vitae à CONPIBEL, Strada Bauchieri 1, 14023 Cocconato d'Asti (Italie).

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 30 ans, franç., cherche emploi hôtel., imp.-exp., touris., enseign., prat. parf. lang. fr., ang., chin., malais., dipl. école hôtel., niv. ens. sup., not. compt. Tél. 460-05-79.

J.F. 24 ans, maîtrise de droit capa expérience professionnelle 20 mois dans cabinet avocat, étudie toutes propositions. Ecr. s/nº 3.187 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE SUPERIEUR DE BANQUE

– 40 ans, collaborateur de la D.G. d'une grande banque française
– Responsable de participations
– Formation financière et juridique + expéc. à l'étranger.
– Cherche poste similaire secteur banque, industrie ou autre
– Disponibilité pour déplacements en France et à l'étranger.
Ecr. s/nº 3.015 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

NIGERIA

Area manager
Age 37 French
Experienced in management of profit centres.
Seeking for another position with full responsibility in a developing company.
Ecr. s/nº 3.188 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 38 ans, géographe-urbaniste (maîtrise géo + cycle urbain Tony Garnier), 10 ans expérience bureaux études privés, expérience réhabilitation logements privés, sociaux, études urbaines et opérationnelles (POS, program. équipements, dossier ZAC), connaissance administration locale, expérience concertation et négociation, recherche emploi dans aménagement urbain, libre rapidement.
Ecr. s/nº 3.199 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 29 ans, juriste DEA, droit des affaires, cherche emploi.
Ecr. s/nº 3.201 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COUPLE FRANÇAIS marié (30-38 ans) recherche emploi stable DOM-TOM ou pays étranger de langue française.
LUI : commercial de haut niveau, carrière dans industrie pharmaceutique.
ELLE : études supérieures, spécialiste de recrutement formation. Étudient tes propositions. Ecr. s/nº 3.198 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. 36 ans, dipl. histoire de l'art + école supér. de commerce, 15 ans expér. profess., 100 % bilingue anglais + connaiss. allem., personnalité et culture import., cherche emploi temps partiel ou mission ponctuelle.
Base région Rhône-Alpes.
Ecrire sous le nº T 045.180 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société française vente matériel travaux publics cessant activité, libère et RECOMMANDE VIVEMENT

SECRÉTAIRE

Sténodactylo extrêmement rapide, dévouée, efficace, bonnes connaissances anglais. Quartier Saint-Lazare préfér. Pour tous rens. 526-75-28.

F. 43 ans, active, énergique, formation et expér. assistante direction + anglais, esp., ch. job varié intéressant (cinéma, pub., spectacles, informat.). Peut et souhaite voyager.
Ecrire sous le nº T 045.185 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE H. 36 ans, rech. dossier ou intérim droit immob., habit., industr. ou commercial, successions, droit rural, expert.
Ecr. s/nº 3.205 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR PERSONNEL

50 ans, recherche travail à TEMPS PARTIEL, dans P.M.E., P.M.I. audit et contentieux social conférencier lois Auroux.
Ecr. s/nº 3.169 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. fem. 31 ans ASSISTANTE DIRECTION Sc. Po., maîtrise gestion, expér. adm. des ventes, market., gest. anglais, secrét., ét. tes propositions.
Ecrire sous le nº T 45.059 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Directeur adjoint, 44 ans, 15 ans expér. administration de biens, ch. poste à responsabilité en province : organisation, secrétariat général, administ., finances, comptabilité, gestion. Rémunér. souhait. 260.000 F.
Ecrire sous le nº T 12.872 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. cadre administration relat. publiques SSCI, ch. temps partiel, proche Versailles. Libre mai. 950-89-30, mercr., vend.

CADRE JURISTE

Généraliste, 34 ans
CHERCHE POSTE
Tél. 355-19-87, 905-64-52.

DOCTEUR

3e cycle, études européennes, bilingue fr.-allemand, 44 ans, ch. poste mi-temps ou plein temps presse, assoc. ou groupements européens, enseignement (allem.), relations cultur. ou économ. franco-allem.
Ecr. s/nº 7.774 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 38 ans, lic. droit, expér. 12 ans adm. impôts, ch. poste collab. admin. et fiscal. Canu, 80135 St-Riquier, (22) 28-81-79.

COMPTABLE ADMINISTRATIF célibat., 30 ans, 6 ans expér. travaux publics dont 3 Afrique francophone, et 2 1/2 Arabie Saoudite, libre d'ici 1 mois, ch. POSTE A L'ETRANGER.
Ecrire sous le nº T 45.162 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 21 ans, DESS droit immob., rech. 1er emploi ou stages. Étud. toutes prop. Tél. 271-41-85.

H. la cinq. juriste gde exp. législ. soc. et drt. sociés. gest. pers. ssce gnrx nég. ht niv., ch. post resp. ét. tt prop. Par. banl.
Ecr. s/nº 3.200 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

RUE TURBIGO très beau 3-4 pièces, confort, cheminée, balcon, asc., pierre de taille, bourgeois, 860.000 F., 347-57-07.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
5 P. 150 m² ÉTAT NEUF, BEL IMM. XVIIe, SOLEIL. LITTRE 544-44-45.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU. CONSTRUCTION GD LUXE. Livraison immédiate 3-4-5 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts jours 14-19 h sauf mercredi et dimanche.

MONGE-MAUBERT
2 P. GD CFT, GD STAND. ÉTAGE ÉLEVÉ. GARBI - 567-22-88.

6e arrdt

MONTPARNASSE atelier + mezzanine 60 m² 3e ét., asc. LITTRE 544-44-45.

7e arrdt

R. BARBET-DE-JOUY RARE MERVEILLEUX APPT 5 P. 180 m², 2 Park. Px élevé justifié. DORESSAY - 624-93-33.

8e arrdt

ÉTOILE 110 m²
IMMEUBLE GRAND STANDING A RÉNOVER. TÉL. : 567-22-88.

17e arrdt

VILLA JACQUEMONT 1 pièce avec douche 14 m², plein soleil, bel immeuble, 70.000 F, COGEFILM 347-57-07.

WAGRAM-VILLIERS 703-32-44.
300 m² - GD STANDING.

19e arrdt

Métro HOCHE. Style atelier d'artiste 120 m² en triplex, caractère, plein sud, 550.000 F. Téléphone : 347-57-07.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-BARRES
68 m², dble living + chambre. 930.000 F. Parking possib. EMBASSY. 562-16-40.

RUEIL MONT-VALÉRIEN. APPT GD STAND 3-4 P., cave, 2 park. JOUISSANCE PRIVAT. JARD. 1.320.000 F. PÉTRARQUE. Tél. 553-60-00.

Province

COURSEULLES-S/MER
• APPARTEM. 2 P. 37 m² + LOGGIA CARRELÉE 6 m² orienté EST-OUEST, parking, séjour, kitchenette encastrée, penderie, s. de bains, chambre claire séparée du séjour, orientée Ouest. 225.000 F.
• STUDIO 30 m² + LOGGIA CARRELÉE 5 m², orienté Est-Ouest, parking, possib. 2 p., séjour, kitchenette, grande penderie, s. de bains. 185.000 F.
POSSIBILITÉ DE CRÉDIT
Tél. : 296-14-00, poste 285 du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

appartements achats

Recherche urg. 110 à 140 m² Paris préf. 5e, 6e, 7e, 12e, 15e, 16e, PAIE CPT chez notaire. 873-57-80 même le soir.

Recherche 1 à 3 P., PARIS, préfère rive gauche avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

ST-PIERRE 563-11-88
Rech. appts gd std. et gdes surf. Centre et Ouest Paris. 28, r. Washington, 75008 Paris.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICES DES LOCATAIRES Tél. : 296-58-46.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES Villas ttes banlieues. Loyer garanti. 889-89-66. 283-57-02.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
3 P. 91 m² et 98 m², 5 P 100 m² et 124 m², APPTS NEUFS de qualité. FACE AU CHATEAU, 1' R.E.R., GFF. s/pl. mardi, 16 à 19 h.

locations non meublées demandes

Paris

RECHERCHE LOCATIONS pr cadres et personnels mutés STÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. appts 2 à 8 pièces. VILLAS PARIS, ENVIRONS. TÉL. : 563-57-09.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS. APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT.
562-78-99

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing. 4 pièces et plus. 285-11-08.

Agence allemande rech. Studios et Appts à Paris en vue de location pour semaine et plus à clientèle allemande. Rens. le soir : 916-32-19.

villégiature

LOCATION CAP D'AGDE LANGUEDOC MÉDITERRANÉE LOGEMENTS SÉLECTIONNÉS TARIF SANS SURPRISE 3e SEMAINE GRATUITE Écrire AGENCE MERCURE 34300 CAP-D'AGDE (C).

villas

STE-MAXIME, vue panoramique. GOLFE ST-TROPEZ, villa 7 p., jard. Pptaire 590-86-06.

maisons de campagne

A 1 h 30 Paris par autoroute de l'Est et 17 km Reims, maison de campagne, 6 poss, cave, dépend., jardin, verger 1.300 m². Prix : 500.000 F. Tél. : (26) 49-23-01.

fermettes

FERMETTE NIVERNAISE 15 km Nevers, 105 m². Toit neuf, 3 pièces, poutres apparentes, cave voûtée, grange, terrain 5.500 m² avec jardin et arbres fruitiers. Tél. 16 (86) 58-43-63.

viagers

12e gd 3 p., tt cft. 235.000 F + 2.900. Occupé fme 80 ans. VIAGERS F. CRUZ 266-19-00.

immeubles

TRÈS SÉRIEUX
Groupe financier 1er ordre ach. immeubles Paris ou banlieues résidentielles. Acceptons concours de notaires gérants et intermédiaires mandatés. Ecr. à T.T.I., 25, av. Paul-Doumer, 75016 service A ou tél. au 553-14-14, Mr CHARLES.

pavillons

BOULOGNE Pavillon 3 p., cuis., bains, s/sol, jardinet. Prix 620.000 F, 327-82-44.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C., 160 F S.A.R.L. 180 F Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e. 388-85-11, 54, rue Crimée, 19e. 607-62-00.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ELYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES – 723-82-10.

ARTISAN 100 F R.C. 180 F. Constitution SARL 2.000 F. S.D.M., 21, r. Fécamp (12e). 340-24-54. 8, faubourg Poissonnière, 9e-10e. 770-54-66.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social, tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée.
ACTE - 562-66-00

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92 Secrétariat, tél., télex, loc. bux meublés, Boulogne, démarches, constitution stés. ACTE 92 - 603-38-32.

Votre Siège Social 17e. Constitution SARL, RC, RM, Secrétariat, Télex, Téléphone.
SRB 293-04-82

DOMICILIATIONS 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX Loc. bureaux, toutes démarches, pour constitution de stés.
ACTE S.A. 359-77-55

locaux commerciaux

Locations

Bail à céder boutique prêt-à-porter, décorer luxe, quartier rue Saint-Honoré. Tél. : 387-54-20.

fonds de commerce

Ventes

VENDS HOTEL-RESTAURANT ★★ NN, murs et fonds, neuf (4 ans) en pleine station Haute-Savoie (20 km de Genève). 15 chbres, salles de bains, appartement privé, parking, 7.500 m² de terrain boisé. Convient pour comité d'entreprise, collectivité ou studios. Px : 3.000.000 à débattre. Tél. : Mr RIFF (16) 50-43-65-23.

Le Monde

économie

AFFAIRES

Une société américaine propose de fabriquer des cellules solaires a Lens

Les limites d'une politique « bouche-trou »

Trois cents emplois nouveaux créés en cinq ans à Lens, capitale du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais menacé par les restructurations industrielles. Trois cents emplois de pointe, situés sur un marché d'avenir, ne nécessitant de surcroît aucune aide publique directe, ça n'existe pas. Et pourtant, si. La preuve ? Le projet annoncé le 9 avril par les Charbonnages de France (CDF) : celui d'un groupe américain détenteur d' *« une technologie originale »*, qui se propose de faire fonctionner dès 1985 une usine produisant à grande échelle des cellules photovoltaïques.

Un marché garanti par la SOMDIA, filiale des Grands Moulins de Paris, et parrain du projet, qui se fait fort, grâce à ses introductions auprès de neuf gouvernements africains, d'assurer l'avenir des systèmes de pompage solaire dérivés de la production de l'usine. Un financement assuré par la SOFIREM, filiale spécialisée de CDF qui consentira, outre une prise de participation initiale au capital (de 20 %), des crédits à taux privilégiés.

En un mot, une aubaine. Le redéploiement industriel des régions frappées par la crise, déclaré *« devoir prioritaire »* du gouvernement, va faire refleurir quelques-uns de ces projets miracles, opportunément tirés de cartons. Presque trop beaux pour être vrais. On en a déjà beaucoup vu depuis dix ans dans les régions concernées. Mais qu'importe à un gouvernement si pressé de régler les dossiers brûlants avant les échéances électorales.

Le projet parrainé par CDF illustre bien les difficultés et les limites d'une politique « bouche-trou », préoccupée avant tout de créer le plus vite possible un maximum d'emplois dans les zones critiques, sans trop se soucier des conséquences globales des choix ainsi faits, ni des perspectives réelles à moyen et long terme des solutions retenues.

En l'occurrence, le projet présenté par CDF suscite, derrière des apparences flatteuses, plus de questions que d'enthousiasme dans les milieux concernés. Les industriels interrogés font la moue, évoquant à mi-voix le spectre des « chasseurs de primes ».

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, chargée de piloter le plan photovoltaïque français, va plus loin. Dans une note adressée à M. Fabius, en réponse à une demande des services techniques du ministère, elle voit dans ce projet *« un facteur de pertubation important »* qui *« risque de déboucher rapidement sur des demandes de subventions à l'AFME et compromettre ainsi le développement des filières photovoltaïques françaises maintenant bien engagé »*. Peur de la concurrence, routine, nationalisme exacerbé ? Cela n'explique pas tout.

Car si le « groupe » américain en question, Chronar, est coté en Bourse et possède de très sérieuses références techniques, ses références industrielles et commerciales sont presque inexistantes.

Société d'étude et de recherche, vivant pour l'essentiel de contrats d'études passés avec le gouvernement américain et de la vente de son savoir-faire, elle n'emploie pour l'heure que soixante-quinze personnes. Des *« quatre premières usines »* installées outre-Atlantique, selon CDF, une seule, (un pilote de taille réduite), fonctionne déjà, les trois autres étant encore au stade des projets en cours de réalisation. Enfin, et ce n'est pas le moindre handicap, Chronar ne possède apparemment pas de réseau commercial structuré capable d'écouler ses produits.

C'est dire si le projet français constitue, pour cette PME américaine, un pari de taille, même si, renseignements pris, ses engagements réels sont beaucoup plus modestes que ceux annoncés par CDF : cent vingt emplois seulement seront créés dans un premier temps, grâce à un investissement initial de 75 millions de francs et pour une production de 1 mégawatt-crête par an (1) au lieu de 2 annoncés. L'objectif de trois cents emplois créés en cinq ans exigera ensuite une seconde mise de fonds équivalente, qui ne sera engagée que si Chronar-France dégage rapidement un autofinancement suffisant, ce qui est loin d'être évident.

Des télécommunications aux gadgets

Même ainsi ramené à de plus modestes proportions, le projet reste extrêmement ambitieux. Certes, les perspectives du marché des cellules photovoltaïques ou photopiles, qui, fabriquées à partir du silicium, transforment directement la lumière en énergie électrique, sont, à long terme, énormes.

De la calculette à l'électrification rurale, en passant par les télécommunications, le pompage d'eau dans les régions désertiques ou l'alimentation en électricité de zones isolées (îles, notamment), les photopiles devraient peu à peu se substituer en partie aux piles sèches pour tous les « gadgets » (montres, jouets, etc.). Mais aussi à l'électricité classique dans les régions éloignées des centres de production, où le transport coûte cher.

Pour l'heure, toutefois, le marché reste limité, en dépit d'une croissance de 40 % à 50 % l'an : 16 mégawatts-crête consommés en 1983, dont une bonne moitié absorbés par une grosse centrale pilote aux Etats-Unis, soit un marché réel de 8 à 10 mégawatts-crête, partagé entre les « gadgets » (2 MWc) et les usages proprement énergétiques.

L'industrie encore toute jeune se partage en effet entre deux filières technologiques qui chacune butent sur un obstacle : technique pour les cellules dites à silicium amorphe, dont les rendements sont bas et qui bien que moins chères, sont limitées au marché des gadgets ; financier pour la filière dite à silicium cristallin dont les coûts, en dépit d'un progrès notable et de rendements énergétiques bien meilleurs, limitent les débouchés quasiment au seul marché public subventionné.

La première filière a été surtout développée par les groupes japonais (Sanyo, Fuji, Sharp) gros producteurs et consommateurs de gadgets, la seconde par l'industrie américaine — ARCO, Solarex, filiale de la Standard Oil of Indiana et Solar Power (groupe Exxon) — et l'industrie française. Cette dernière, troisième producteur mondial de photopiles (800 KWc en 1983), est en gestation et n'emploie encore que 500 salariés environ, dont une moitié de chercheurs, répartis entre trois entreprises productrices de photopiles (Photowatt, France photon et Solems) et une dizaine de fabricants de systèmes intégrant les cellules (générateurs, pompe à eau, etc...).

Photowatt, filiale commune de la CGE et de ELF, première entreprise française et 4e mondiale, s'est spécialisée dans la fabrication de cellules à silicium cristallin. Elle vient de signer avec le Japonais Fuji l'un des leaders de la filière concurrente un accord de coopération technologique sur cinq ans prévoyant un échange de leurs connaissances respectives, mais n'envisage pas pour l'heure de lancer une production industrielle de photopiles à silicium amorphe.

De même, pour la seconde entreprise, France Photon, filiale de Leroy Somer. Seule une toute petite firme, Solems, filiale de la CFP et de Saint-Gobain, et soutenue par l'AFME, a développé des cellules au silicium amorphe, mais elle n'envisage de produire à l'échelle industrielle qu'en 1986 et de façon modeste, compte tenu des capacités limitées du marché européen (essentiellement les télécommunications).

A l'aune de la filière française, et même des capacités mondiales, le projet de Chronar apparaît donc énorme, et très risqué. La production de modules à silicium amorphe envisagée, soit un mégawatt-crête dès 1986, représente plus que la production française totale de 1983 et la moitié de la production japonaise. Le groupe américain la destine au marché jusqu'ici considéré comme réservé à l'autre filière (notamment le pompage d'eau dans les pays en voie de développement).

C'est donc un double pari : technologique — il faut adapter les cellules et les systèmes à des usages finaux nouveaux, — et commercial, puisque les pays en voie de développement sont encore largement insolvables. S'il réussit, ce sera moindre mal, bien qu'il risque de mettre à genoux la fragile filière française.

Si le projet échoue *« cela nous retombera sur les bras »*, constate, amer, le directeur de la recherche de l'AFME. *« Leur analyse est très optimiste, ils veulent aller trop vite. Ils peuvent probablement construire d'ici à 1986 une usine capable de produire les quantités prévues. Le problème sera ensuite de les vendre. Pour l'heure, le marché n'existe pas. »*

Il est vrai que si problème il y a, il n'apparaîtra qu'en 1987... après les législatives.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le watt-crête est la puissance obtenue dans des conditions d'utilisation optimale du rayonnement solaire.

Carmaux va récolter son charbon à fleur de terre

« Comme de vulgaires cailloux... »

De notre envoyé spécial

Carmaux. — Que chacun, ici, à Carmaux (Tarn), ressente *« un sentiment de malaise profond »*, qui va s'aggravant de jour en jour, comme le dit d'entrée de jeu M. Jacques Goulesque, maire (PS) de la petite ville, c'est une évidence. D'autant que ce « malaise » ne date pas d'hier : pour situer les premières inquiétudes, il faut remonter à une vingtaine d'années en arrière, au moment où le mot tant redouté de « récession » a fait sournoisement son apparition. Et puis, il y a juste un an, les « gueules noires » d'ici s'étaient engagées dans un conflit dur pour exiger la relance charbonnière.

Pour un pays qui s'honore de *« vivre essentiellement de sa mine depuis maintenant plus de deux siècles »*, comme le rappelle M. Goulesque, enfant du pays et d'une famille qui a compté bien des travailleurs du fond, maire d'une commune de 12 230 habitants, *« dont environ 60 %, actifs ou retraités, sont directement concernés par le charbon »*, la menace — inutile de le dissimuler — prend aujourd'hui l'aspect d' *« un véritable drame »*. Face à *« cette espèce de mort lente »* à laquelle ils se sentent désormais condamnés, probablement sans appel, les Carmousins ne savent plus de quel côté se tourner pour entrevoir serait-ce seulement une lueur d'espérance.

Pour sa part, M. Goulesque se refuse, lui, à se ranger du côté de ceux, de plus en plus nombreux aujourd'hui, qui ne misent plus un centime sur l'avenir du charbon en tant que combustible domestique ou source d'énergie industrielle. *« Je reste persuadé*, dit-il, *que, bien géré, habilement revalorisé et, surtout, parfaitement bien commercialisé, le charbon a encore un bel avenir devant lui. »* Un point de vue que partage assurément — fonction oblige ! — M. Claude Badey, directeur des Houillères d'Aquitaine (1), mais sous réserve toutefois qu' *« on trouve les moyens de rétablir au plus vite un équilibre actuellement perdu... »*.

300 millions perdus en 1983

M. Badey ne se paie pas de mots : *« La situation du charbon, telle que la présentait le gouvernement au lendemain de sa venue au pouvoir, en 1981, ne permettait certes pas d'afficher les espoirs qu'on a cru vouloir placer dans une « relance » tout à fait hypothétique ! »* Pour lui, les choix sont clairs : *« Il faut conserver ce qui n'entraîne pas de pertes et sacrifier le reste... »* Supprimer ce qui n'est pas rentable, cela signifie d'abord renoncer en priorité à l'extraction « au fond », industrie de main-d'œuvre — celle-ci y représente 65 % des dépenses globales — pour passer exclusivement à l'exploitation des « découvertes », c'est-à-dire à ciel ouvert, où la main-d'œuvre, comme le prix de revient final, ne représente que la moitié.

En 1983, le charbon de Carmaux pris au fond a coûté 230 millions de francs de pertes, auxquels viennent s'ajouter les 70 millions de déficit enregistrés tant par l'exploitation de la centrale thermique que par celle de la cokerie. *« Ces 300 millions*, note M. Badey, *représentent, à quelques centimes près, le budget primitif de la région Midi-Pyrénées ! »* A ces pertes insurmontables viennent s'ajouter d'autres difficultés : *« Il ne faut pas perdre de vue*, explique M. Badey, *que le gisement du fond est en voie d'épuisement. Il représente aujourd'hui environ 3 millions de tonnes, soit, au rythme actuel d'exploitation, quelque cinq ans de travail. »* Alors, où est la solution ? *« La chance de Carmaux, elle est dans les 15 millions de tonnes exploitables en « découvertes ». Le projet actuel, qui porte sur vingt-cinq ans, est rentable sans aide aucune de l'Etat et en restant en tout cas compétitif sur le marché du charbon. »*

L'exploitation à ciel ouvert, a confirmé le 13 avril M. Auroux, secrétaire d'Etat à l'énergie se fera. Elle devrait commencer en 1987, avec un objectif de 250 000 tonnes pour la première année. Seule ombre au tableau, il va falloir obligatoirement investir la bagatelle de 1 000 millions de francs pour la mise en route des chantiers, l'achat des matériels de terrassement et d'extraction. Dès 1984, le programme d'investissements de Charbonnages de France comporte 100 millions de francs pour la préparation du chantier. Mais quand les engins auront déplacé les centaines de milliers de tonnes de « stérile » sous quoi se cachent les nouveaux filons, les Houillères pourront ramener l'effectif actuel des personnels de Carmaux de 2 350 salariés à seulement 600 (2). C'est à ce prix, et seulement à ce prix, que le charbon carmousin vivra, ou, plutôt, survivra.

Mais faire en sorte que la mine survive n'est pas encore suffisant pour assurer l'avenir économique de Carmaux. La nouvelle politique minière doit être nécessairement complétée par la création d'emplois. Aussi, à l'ordre du jour permanent de la municipalité — comme à celui de la région, — figurent dès maintenant deux impératifs : créer une zone industrielle, trouver les entreprises susceptibles de s'y implanter au plus tôt. Une tâche à laquelle s'emploie activement la Sofirem (Société financière des régions minières), filiale à 100 % des Charbonnages de France, dont le rôle premier est l'aide au financement des industries volontaires. Déjà, France-Alfa, une entreprise moyenne — cent soixante employés — fabriquant des carrelages, a bâti ses ateliers à Carmaux.

« Les pouvoirs publics restent très attentifs, explique M. Christian Carillo, vice-président (PS) du conseil général du Tarn, *à la mutation que vit le Carmousin. Actuellement, nous avons moins besoin d'une grosse unité que de petites entreprises dynamiques pour régénérer le tissu industriel local. Le temps n'est plus où Carmaux pouvait prétendre vivre d'une mono-industrie : le charbon, même si nous plaçons des espoirs justifiés dans les découvertes qui vont entrer en exploitation, ne durera pas toujours... Dans un quart de siècle, il faudra probablement y renoncer définitivement... »*

Le temps des désillusions

Ce n'est pas « probablement » mais, hélas ! sûrement que Carmaux devra accepter, quoi qu'il arrive, la réduction de ses effectifs miniers. M. Pierre Madaule, président du comité économique et social de la région Midi-Pyrénées, dit sans ambages que, *« à terme, le fond est condamné »*, tout en reconnaissant que l'exploitation des découvertes *« est un choix crédible, même s'il est, lui aussi, limité dans le temps »*. Quoi qu'il en soit, M. Madaule qualifie de *« très grave »* la situation présente, même si le bassin carmousin s'est vu inscrit sur la liste des quatorze pôles de conversion. *« Je comprends parfaitement l'amertume, les inquiétudes, voire la colère, de cette population et de ses travailleurs, face à ce qu'il faut appeler malheureusement une espèce de mort collective, alors que Carmaux est née du charbon, et n'aurait jamais été sans lui autre chose qu'un bourg rural comme bien d'autres... »*

L'heure des sacrifices a sonné pour le Carmousin, qui se confond avec le temps des désillusions. A présent, il va falloir se résigner à oublier deux siècles de tradition, cette tradition qui a fait passer « au fond » des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes, dès leur adolescence, toute une existence de rude besogne. Ce charbon qu'on va bientôt récolter presque à fleur de terre, comme des betteraves, des topinambours ou de vulgaires cailloux, les mineurs de Carmaux ne peuvent croire qu'il a un rapport quelconque avec celui qu'ils allaient arracher à 600 mètres sous le niveau de leurs potagers, de leurs prés et de leurs forêts.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Les Houillères d'Aquitaine exploitent les bassins de Carmaux et de Decazeville (Aveyron). Pour ce dernier, voir l'article de Nicolas Bean, « Ne pas désespérer Decazeville », dans *le Monde* daté 19-20 février dernier.

(2) Les 2 350 salariés actuellement employés à Carmaux se répartissent de la façon suivante : au fond, 910 ouvriers, 13 techniciens et 115 agents de maîtrise ; au jour, 982 ouvriers, 58 techniciens et 111 agents de maîtrise ; administration : 128 ; ingénieurs : 12 au fond et 20 en surface ; directeur : 1.

APRÈS AVOIR ÉTÉ RETENU DEUX MOIS

Le porte-conteneurs « Atlantic-Cartier » a été lancé à Dunkerque

De notre correspondant

Dunkerque. — La bataille n'est pas terminée pour l'intersyndicale de Normed à Dunkerque. *« C'est une grande journée pour nous »*, a déclaré, dimanche 15 avril, le porte-parole de l'intersyndicale des Chantiers du Nord et de la Méditerranée de Dunkerque, après le lancement du porte-conteneurs *Atlantic-Cartier*. Retardé par les salariés de l'entreprise depuis deux mois, le lancement du navire, dont on craignait qu'il ne soit la dernière unité construite à Dunkerque, n'a été autorisé qu'après l'annonce par les pouvoirs publics de deux nouvelles commandes de transporteurs chimiques aux chantiers.

Toutefois, si ce lancement a suscité une grande joie, que la population est venue partager en signe de solidarité avec sa construction navale, il ne s'est pas déroulé dans l'allégresse. Tout d'abord, il n'a pas revêtu un caractère officiel, malgré la présence de nombreux élus. Il n'y eut ni marraine ni bouteille de champagne brisée sur la coque... économies obligent. Ensuite, des incertitudes continuent de planer sur les deux nouvelles commandes. On ignore toujours en effet qui en sont les armateurs et, de ce fait, on ne connaît pas les caractéristiques techniques exactes des deux bateaux, ce qui retarde d'autant les travaux. Enfin, le chômage partiel et peut-être les licenciements ne sont pas évités, et c'est sur ce terrain que l'intersyndicale entend maintenant continuer la bataille. Car chacun ici a du mal à accepter l'objectif gouvernemental de réduire la capacité de production de 30 à 50 %. Pour l'intersyndicale, il y a sûrement un meilleur moyen pour baisser les coûts que de diminuer la capacité des chantiers.

SYLVIE BONZE.

ÉNERGIE

Nouveau report de la réunion du comité de surveillance de l'OPEP

Le comité de surveillance de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a, pour la seconde fois en quelques semaines, décidé de repousser au 6 mai prochain sa réunion. Prévue initialement le 17 avril, cette réunion, au cours de laquelle quatre des douze ministres du pétrole de l'OPEP doivent, au vu de l'évolution du marché, décider s'il convient ou non de convoquer une conférence plénière pour modifier le dispositif de prix et de quotas en vigueur, avait été reportée une première fois au 27 avril. Un comité d'experts se réunira les 4 et 5 mai à Vienne, au siège de l'Organisation pour préparer les travaux du comité, qui comprend les ministes des Emirats arabes unis, de l'Algérie, du Venezuela et de l'Indonésie.

La stabilité étonnante du marché depuis le début de l'année, en une période traditionnellement difficile pour l'OPEP, du fait de la baisse saisonnière de la demande, n'impose pas, en effet, de décision urgente. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation pétrolière des pays occidentaux a continué d'augmenter, au cours du premier trimestre, de 2,5 % par rapport à l'an passé, tandis que la production de l'OPEP diminuait, ce qui, grâce à un déstockage moins accentué que les années précédentes, a permis d'équilibrer le marché. Selon le *Market Monitoring Bulletin*, publié par la société Enerfinance, l'OPEP devrait, au cours du second trimestre, ramener sa production aux environs de 17 millions de barils par jour (1), contre 17,8 millions au premier trimestre, pour maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande.

(1) 1 million de barils par jour jour équivalent à 50 millions de tonnes par an.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E-U.	8,1150	8,1170	+ 105	+ 140	+ 210	+ 255	+ 525	+ 645
$ can.	6,3364	6,3394	+ 102	+ 144	+ 189	+ 239	+ 450	+ 559
Yen (100)	3,6003	3,6028	+ 181	+ 205	+ 376	+ 404	+ 1105	+ 1153
DM	3,0750	3,0766	+ 170	+ 186	+ 347	+ 368	+ 1006	+ 1060
Florin	2,7252	2,7266	+ 138	+ 154	+ 286	+ 305	+ 843	+ 893
F.B. (100)	15,0417	15,0496	+ 83	+ 190	+ 222	+ 361	+ 609	+ 943
F.S.	3,7080	3,7106	+ 272	+ 295	+ 553	+ 582	+ 1597	+ 1670
L (1 000)	4,9685	4,9712	− 143	− 107	− 302	− 253	− 1005	− 891
£	11,5898	11,6008	+ 345	+ 411	+ 407	+ 788	+ 1983	+ 2190

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	10 1/4	10 1/2	10 7/16	10 13/16	10 5/8	11	11	11 3/8
DM	5	5 1/2	5 5/16	5 11/16	5 3/8	5 3/4	5 5/8	6
Florin	5 5/8	6 1/8	5 3/4	6 1/4	5 7/8	6 5/16	6	6 7/16
F.B. (100)	11	11 1/2	11	11 11/16	11 1/16	11 5/8	11 3/8	11 7/8
F.S.	1 5/8	2 3/8	3 3/16	3 9/16	3 5/16	3 11/16	3 11/16	4 1/16
L (1 000)	15 1/4	15 3/4	15	16	15 1/2	16 1/2	16 1/4	17 1/4
£	8 3/8	8 3/4	8 1/2	8 13/16	8 9/16	8 7/8	8 15/16	9 5/16
F. franç.	11 15/16	12 7/16	12 1/16	12 9/16	12 7/16	12 15/16	13 13/16	14 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

La poste en
La CFDT appelle « les tra
à une riposte rapide et vi

P.T.T.

La poste en souffrance

(Suite de la première page.)

Mais en amont et en aval du réseau, il y a des gens pour qui un chèque ou une commande sont plus urgents que pour d'autres, même s'ils sont généralement précieux pour tous. Il y a aussi ceux dont la marchandise emprunte le chemin postal, pour une part variable, parfois majoritaire, de leurs ventes. Et parmi ces derniers, il y a ceux dont la marchandise se périme vite, parfois en vingt-quatre heures...

La presse, singulièrement la presse quotidienne, cumule toutes ces fragilités. Pour un journal comme *le Monde*, 65,8 % de J + 1 seulement, c'est 34,2 % d'abonnés – un sur trois – mal servis. Et parce qu'abonnés, c'est-à-dire acheteurs ayant payé d'avance, peu ou prou floués. Que vaut, en effet, un quotidien trois ou quatre jours après sa parution ?

Quand la poste va mal, c'est le commerce de l'information – qui pour ne pas être une marchandise *comme les autres* n'échappe pas aux lois communes – qui souffre.

Exemple : à l'issue des grèves de l'automne dernier, le Syndicat de la presse parisienne (SPP) a procédé à une enquête sur questionnaire auprès de sept de ses adhérents (3). Les conséquences cumulées des retards (et des moyens de fortune mis en place pour pallier un acheminement défaillant), des désabonnements, des prolongations d'abonnement souvent consenties, des campagnes de prospection avortées et recommencées, des paiements en souffrance, ont été évaluées pour l'ensemble de ces journaux à 9,2 millions de francs. Une somme qu'il convient d'apprécier dans le contexte des difficultés économiques générales qui n'épargnent pas ces titres, dont la plupart alignent des comptes – ce n'est un secret pour personne – déjà déficitaires.

Pis, les mouvements de septembre-octobre, que prolongent à présent les graves retards enregistrés depuis le début de l'année dans la distribution, provoquent un réel mouvement de mécontentement parmi les abonnés dont la confiance est entamée. Exemple encore : en février 1983, *le Monde* servait, en France, 79 500 abonnements; en février 1984, 72 500, soit une diminution de quelque 10 %. Cet effritement est certes imputable à la baisse des ventes globales que connaît *le Monde* comme la plupart des quotidiens nationaux, mais pour une moitié à peine puisque celle-ci s'est établie entre 4 % et 5 %. On peut donc estimer à 5 000 le nombre des abonnés découragés par les vicissitudes du service postal.

Graves pour certains, les perturbations de la poste sont dramatiques pour d'autres, pour un quotidien comme *la Croix* (groupe Bayard-Presse), par exemple, dont pour plus de 92 % la diffusion est traditionnellement assurée par abonnements. *La Croix* comme *le Monde* reçoivent depuis le début de l'année près d'une cinquantaine de lettres de protestations par jour de la part de lecteurs recevant leur journal avec retard. *« En 1983 nous en avions compté 800,* dit M. Louis Stroedel, directeur commercial de *la Croix, contre 380 en 1982. » « Pour l'année dernière*, renchérit M. Bernard Porte, directeur général du groupe, *nous estimons notre préjudice à 10 millions de francs. »*

Le ministère des PTT, comme les postiers en général, n'est pas indifférent aux difficultés que rencontrent les journaux. Les responsables de l'administration, comme les syndicats, ne ménagent parfois pas leurs efforts pour limiter les conséquences des grèves sur la distribution de la presse. La prise en compte des journaux comme des « objets » à part est même allée récemment jusqu'à accepter des circuits parallèles pour contourner les bouchons les plus insupportables.

Le torchon brûle

De même, la presse jouit traditionnellement de traitements tarifaires de faveur pour lui permettre de remplir plus aisément le rôle qui est le sien : concourir au bon fonctionnement de la démocratie en informant à temps. Faveurs qui sont, en partie, à l'origine du déficit chronique de la poste. A l'issue d'une longue négociation avec l'administration, les journaux ont admis, dans le cadre des « accords Laurent », signés en juin 1980, que le taux de couverture des dépenses d'acheminement par les éditeurs iraient progressivement de 13,1 % en 1979 à 33,3 % en 1988. Les budget annexe des PTT et le budget général, en assumant chacun un autre tiers. Mais, aujourd'hui, entre les syndicats d'éditeurs de presse et les pouvoirs publics, le torchon brûle.

L'application des accords Laurent devrait, en effet, aboutir le 1er juin à une augmentation substantielle (de 11,5 % plus la hausse des prix, soit un taux prévu de 22 %) des tarifs consentis par la poste aux journaux. Mais, aujourd'hui, tous les syndicats professionnels sont unanimes à considérer que les accords sont implicitement rompus par l'administration. Pour deux raisons : l'encadrement des prix qui empêche les journaux de répercuter ces hausses sur leur prix de vente, mais, surtout, la dégradation du service postal. Tel n'est pas l'avis du ministère des PTT, qui ne voit pas de liens contractuels entre la qualité du service et les augmentations approuvées il y a quatre ans.

Si la presse est – et de l'avis général doit rester – un utilisateur à part de la poste, les difficultés qu'elle rencontre illustrent un grippage des mécanismes dont tous ses usagers sont victimes. Mais pourquoi la situation s'est-elle brusquement détériorée depuis 1983 après deux années sereines ?

Qu'est-ce qui ne va plus dans ce service public, tout à la fois et assez paradoxalement, en expansion et en crise ? La poste serait-elle malade de son développement ?

ERIC ROHDE.

Prochain article :

LE COUP DE PIED DANS LA FOURMILIERE

(3) *Le Monde, le Figaro, le Matin de Paris, l'Humanité, les Echos, le Nouveau Journal et la Cote Desfossés.*

LE « TABLEAU DE BORD » DE LA QUALITÉ DU SERVICE

Lettres
(Pourcentage moyen annuel)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (1)
J + 1	74,7	68,8	69,3	72,6	79,6	79,4	73,7
J + 2	94,7	91,5	91,4	93,6	96,7	96,3	92,4
Au-delà de J + 3 ...	1,7	3,2	3,1	2	0,8	0,8	3,3

Plis non urgents (2)
(Pourcentage moyen annuel)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983 (3)
J + 3	83,7	82,5	83,1	86,2	91,4	90,9	83,6
J + 4	91,1	89,9	90,6	93,1	96,9	96,4	91
Au-delà de J + 5 ...	5,1	6,3	5,5	3,7	1,3	1,6	5,6

(Source : Direction générale des postes)

(1) L'objectif fixé par le ministère délégué aux PTT, en 1983, était un taux de 81,50 % pour la distribution en J + 1 et de 97,50 % en J + 2.

(2) Envois de prospection à tarifs réduits non inclus.

(3) Objectif 1983 : 97,50 % des plis devaient être acheminés au plus tard en J + 4.

APRÈS L'INTERVENTION DES FORCES DE L'ORDRE AU CENTRE DE TRI POSTAL DE CAEN-GARE

La CFDT appelle « les travailleurs à une riposte rapide et violente »

Deux escadrons de gendarmes mobiles ont investi peu avant minuit samedi 14 avril le centre de tri postal de Caen-gare en grève de vingt-quatre heures reconductible depuis une semaine (*le Monde* du 11 avril), inoccupé à cette heure – en raison de la suppression du tri dans la nuit de samedi au dimanche. L'action policière n'a pas provoqué d'incidents avec les grévistes. Les directions départementale et régionale des postes ont fait procéder à l'enlèvement total de 15 000 à 20 000 sacs de courrier en souffrance par une entreprise privée de transport, venue tout spécialement de Paris. Pas moins d'une douzaine de semi-remorques de 38 tonnes et une quarantaine de manutentionnaires ont été nécessaires pour réaliser l'opération, qui a duré plus de quatre heures. La CFDT, largement majoritaire, *« face à cette situation intolérable et digne d'un gouvernement de droite »* appelle *« les travailleurs à une riposte rapide et violente »*. Une manifestation unitaire (CFDT, CGT et FO) se déroulera lundi 16 avril dans les rues de Caen à 17 h 30.

De notre correspondant

Caen. – *« Je ne sais ce qu'il y a de particulier dans les postes de ce département, mais depuis que j'ai été nommé dans le Calvados c'est le troisième conflit auquel je dois faire face en moins d'un an. »* M. Gabriel Thibault, directeur départemental des postes, n'est pourtant pas sans savoir que M. Louis Mexandeau, ministre délégué auprès du ministère de l'industrie et de la recherche chargé des postes, des télécommunications et de la télédiffusion (PTT), est aussi l'un des tout premiers élus locaux. Dès lors, tout conflit se déroulant dans cette ville prend valeur de test national. Député de Caen pendant onze années, conseiller général et conseiller municipal depuis mars 1983, M. Louis Mexandeau était en 1974 aux côtés des postiers en grève contre le plan du ministre d'alors, M. Pierre Lelong...

Les mêmes agents sont aujourd'hui mobilisés contre le plan de son propre directeur général, M. Jacques Daucet. Il prévoit le redéploiement entre les services de 12 000 emplois qui changeront d'affectation, quittant la centaine de centres de tri existants pour être affectés dans d'autres secteurs. Là non plus, il n'y aura pas de licenciements, et ce mouvement ne touche pas l'unique centre de tri postal automatisé de Caen-gare (367 agents) où 16 « unités d'emplois » doivent être supprimées d'ici à la fin de l'année. Pour les mêmes raisons, et ce, depuis le mois de septembre 1983, les centres de tri de Lille, de Poitiers, de Nantes, d'Amiens et de Nice ont été touchés à plusieurs reprises par des arrêts de travail qui n'excèdent pas une heure par vacation en général ; cette période étant suffisante pour bloquer la distribution si l'arrêt a lieu au moment du chargement des camions et wagons postaux.

Relèvement du chef de centre

Reste que le centre de Caen et par conséquent les usagers du Calvados ont connu les plus longues perturbations de service depuis le début de l'année. Depuis le 23 mars dernier, ces grèves perlées régulièrement observées lors des trois vacations journalières ont entraîné un grand retard dans le tri et la distribution du courrier non urgent et de troisième catégorie (envois en nombre et périodiques non hebdomadaires). C'est pourquoi, dans la nuit du 31 mars, la direction départementale a fait transférer ailleurs par un transporteur privé deux mille cinq cents sacs de ce courrier. M. René Blanchet, chef du centre, s'étant déclaré hostile à cette initiative de l'administration, fut immédiatement relevé de ses fonctions. L'effet ne se fit pas attendre, et la grève générale avec occupation reconductible chaque jour en assemblée générale a été votée le vendredi 6 avril.

Pour M. Louis Mexandeau, l'intervention des forces de l'ordre était indispensable, afin que *« soit maintenu le service public, sinon des entreprises privées s'en chargeront à notre place »*. Il s'est déclaré prêt à rencontrer les organisations syndicales afin de poursuivre les négociations. Dans l'immédiat, le centre de tri de Caen-gare est fermé et gardé par les forces de l'ordre.

BERNARD LEBRUN.

CONJONCTURE

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

« On ne mènera pas à bien les conversions industrielles sans une croissance de 3 % à 4 % par an »

déclare M. Chevènement

« Je ne pense pas qu'on puisse mener à bien les conversions industrielles s'il n'y a pas, par ailleurs, une croissance suffisante de 3 % ou 4 % par an. » Invité, dimanche 15 avril, du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Jean-Pierre Chevènement devait longuement revenir sur le thème de la croissance. *« Il y a contradiction,* estime l'ancien ministre de la recherche et de l'industrie, *entre la modernisation et les orientations de la politique économique actuelle. »*

Il est ainsi *« très difficile »* de créer des emplois en Lorraine et de reconvertir cette région dans *« un climat de récession industrielle ». « Il fallait réviser le plan sidérurgique »*, a déclaré M. Chevènement, qui soutient les décisions gouvernementales. L'ancien ministre d'Etat dégage, à ce propos, sa responsabilité : *« J'ai été l'exécutant d'un plan adopté en mai 1982 »* (par son prédécesseur M. Dreyfus), bâti autour des hypothèses hautes du rapport du professeur Judet (1). Ce plan, adopté à l'automne 1982 par les groupes Usinor et Sacilor, les a conduits à des pertes, en 1983, beaucoup plus importantes que prévu : 10 milliards de francs au lieu de 3 milliards. *« C'était trop »*, selon M. Chevènement, pour qui l'essentiel reste que *« la Lorraine ne s'identifie plus à la sidérurgie »*. Mais encore faut-il *« s'en donner les moyens »*.

Critiquant alors très sévèrement le *« plan Delors »* qu'il qualifie de *« politique des années 30 »* (2), M. Chevènement constate que *« la digue des 2 millions de chômeurs a cédé »*, que *« notre compétitivité s'érode à nouveau du fait de notre surcroît d'inflation par rapport à l'Allemagne »* et que *« nous nous orientons vers un équilibre de sous-emploi »*.

Pour *« se redonner des marges »* et *« mettre la rigueur au service de la croissance »*, M. Chevènement propose un plan en cinq points : la sortie *« au moins à titre provisoire »* du système monétaire européen qui se traduirait par une valeur *« plus réaliste »* du franc. Le risque d'une trop grande baisse de la monnaie nationale serait évité, car nos partenaires *« qui n'y ont pas intérêt »* interviendraient.

M. Chevènement propose ensuite une relance budgétaire de l'investissement de 30 milliards de francs, destinés aux entreprises de l'électronique, aux BTP, au logement, à l'aménagement du territoire et à la productique. L'ancien ministre estime ensuite qu'il faut *« une planification à la japonaise »* – il s'inquiète à ce propos de l'annulation récente de crédits pour la recherche, – qu'il faut mettre en œuvre le moratoire des dettes pour les entreprises dont avait parlé le président de la République à Figeac et, enfin, qu'il faut *« promouvoir la productivité par le dialogue social »* pour qu'il y ait en France *« une bonne entente entre toutes les forces vives du pays »*.

Comme le financement de ce plan buterait sur les contraintes fixées par M. Mitterrand de ne pas dépasser 3 % de déficit budgétaire et de réduire de 1 % en 1985 le taux de prélèvement obligatoire, M. Chevènement rappelle que le Japon a eu un déficit budgétaire de 7 % entre 1975 et 1980 : *« Il ne faut pas multiplier les embûches et les obstacles* [ni] *se donner des contraintes inutiles. »*

Estimant qu'il faut changer de politique, l'ancien ministre a tenu, ce faisant, à se démarquer du Parti communiste et de *« la politique des années 50, du tout-acier que préconisait Georges Marchais »*.

Analysant les perspectives de consommation d'acier en France, en prenant en compte trois possibilités de croissance pour l'horizon 1986, M. Judet prévoyait trois hypothèses de production nationale : 20,15 millions de tonnes, dans l'hypothèse basse ; 21,8 millions, dans l'hypothèse moyenne, et 24 millions dans l'hypothèse haute.

Le plan acier, qui a été adopté le 9 juin 1982 en conseil des ministres, a retenu l'hypothèse haute, M. Dreyfus étant alors encore Rue de Grenelle. M. Chevènement l'a remplacé, cumulant alors la recherche et l'industrie, le 29 juin. Devant les syndicats, qui en demandaient la révision, M. Chevènement a confirmé que le plan arrêté serait appliqué, dès le mois de juillet. Pendant l'été, les détails du plan ont été examinés avec les groupes et le plan a été « bouclé » et remis aux autorités de la CEE à la fin de septembre.

(1) Le rapport du professeur Judet, à qui M. Dreyfus, ministre de l'industrie, avait demandé une expertise sur l'avenir de la sidérurgie, a été remis à la fin de mars 1982.

(2) Dans les années 30, la plupart des gouvernements avaient mené une politiques déflationniste, à base d'économies budgétaires. En France, notamment, celui de M. Laval décida, par exemple, de réduire les traitements de certains fonctionnaires.

SOCIAL

Un millier de suppressions d'emplois dans huit entreprises

Un millier de suppressions d'emplois, dont au moins cinq cents licenciements, ont été annoncées au cours de la semaine dernière dans huit entreprises (du secteur métallurgique entre autres).

La société Interelec, du groupe Matra, spécialisée dans la construction des dispositifs de pilotage automatique du métro, avait annoncé au comité d'entreprise son intention de supprimer 133 emplois (sur 430), dont 96 par licenciements. Le comité d'entreprise a refusé et demandé une expertise sur la société au cabinet Syndex. Au cours du comité d'établissement réuni récemment à l'usine Rhône-Poulenc de Salindres (Gard), la direction a annoncé la suppression de 361 emplois sur 1 170, par préretraites et mutations dans d'autres sociétés du groupe, par suite de la fermeture d'un atelier.

Dans les Alpes, la société Empereur frères (chauffage et sanitaires), qui a déposé son bilan, va fermer ses agences de Grenoble et d'Annecy et son bureau d'études de Chambéry et licencier 143 salariés sur 400. Dans le Cher, des travailleurs d'Aubry (emboutissage-tôlerie) filiale d'Usinor, à Saint-Laurent-sur-Cher, ont manifesté le vendredi 13 avril à Bourges pour protester contre le projet de 206 suppressions d'emplois (sur 646). A Orléans, la société Malichaud (436 salariés, sous-traitance mécanique et aéronautique) a envoyé ce même jour, 74 lettres de licenciements. A Nevers, la direction d'Alfa-Laval, qui fabrique des cuves en inox, a annoncé 38 licenciements (sur 318 salariés) par suite de la fermeture de deux ateliers, l'un de mécanique, l'autre de chaudronnerie.

En Loire-Atlantique, l'inspection du travail a accepté au début de la semaine dernière les 85 des 128 licenciements demandés par l'entreprise Huard SCM, de Châteaubriant (matériel agricole) ; enfin, les 138 salariés de l'usine Raguet de Regny-sur-Meuse (Ardennes) (accessoires automobiles et ferroviaires) se sont mis en grève à la suite de l'annonce de 30 licenciements.

En revanche, une des toutes premières cartonneries de France, la Rochette Hermitage, en Savoie, menacée de fermeture, va pouvoir prolonger ses activités, et 420 emplois sur 450 actuellement seront sauvegardés, a annoncé, le 14 avril à Paris, le groupe La Rochette-Cenpa. Selon un communiqué, la société La Rochette Hermitage vient de céder son usine de Savoie à la société des Cartonneries Maurice Franck. L'accord entrera en application le 1er mai prochain. Cette cession a été décidée, ajoute le texte, *« dans le cadre de la stratégie du groupe La Rochette-Cenpa, qui vise à concentrer ses efforts de développement »* sur un certain nombre de secteurs papetiers.

● **L'emploi des handicapés.** – Cinq cent mille postes devraient être réservés aux handicapés dans les secteurs public et privé, la réglementation leur réservant 3 % des emplois, mais 65 000 seulement sont occupés par eux, dont 20 000 dans la fonction publique (soit 1 % des emplois, contre 0,4 % au plus dans le privé), a indiqué M. Christian Hernandez, chargé de mission au ministère de la fonction publique et auteur d'un rapport remis en 1982 à MM. Le Pors et Bérégovoy (*le Monde* du 4 août 1982), au cours d'une conférence-débat le 11 avril. En tête des administrations, celle des PTT, qui a engagé en deux ans 1 300 handicapés (sur un total de 2 000) : elle recrute comme auxiliaires, titularisés après trois stages de quatre mois chacun et un examen final.

Élections professionnelles

RENAULT-DOUAI : PROGRESSION DE FO ET DE LA CGC

Les élections des délégués du personnel, à l'usine Renault de Douai (Nord), ont été marquées par une progression de FO dans le premier collège (ouvrier) au détriment de la CFDT. La CGT reste largement majoritaire avec 58,59 % des suffrages. Dans le deuxième collège (cadres), l'absence de candidat CFDT a profité à la CGC et, à un moindre degré, à la CGT, qui remportent chacune l'un des deux sièges supplémentaires.

● *Premier collège.* – Sur 5 419 exprimés (5 026 en 1983), ont obtenu : CGT, 3 175 voix (58,59 % au lieu de 58,73 % en 1983) ; CFDT, 1 042 voix (19,23 % au lieu de 21,05 %) ; FO, 984 voix (18,16 % au lieu de 14,29 %) ; CFTC, 218 voix (4,02 % au lieu de 3,18 %).

● *Deuxième collège.* – Sur 946 suffrages exprimés (784 en 1983), ont obtenu : CGC, 747 voix (78,96 % au lieu de 66,07 % en 1983) ; CGT, 199 voix (21,04 % au lieu de 18,24 %).

URBANISME

POINT DE VUE

Villes : relever le défi

par PAUL QUILÈS (*)

LES Français sont devenus des citadins. En quelques décennies et sans vraiment en prendre conscience. Aujourd'hui, plus des trois quarts d'entre eux vivent dans des villes. Un choc brutal pour notre pays dont les valeurs rurales sont encore si solidement ancrées. De 1945 à 1975, le parc de logements est ainsi passé de 12,5 millions à 21 millions. Toutefois, ces chiffres, seuls, traduisent mal ce que représente réellement cette formidable mutation.

Dans les années 50, il a fallu reconstruire. Vite. On a donc plus ou moins adroitement copié ce qui avait été détruit par la guerre. Avec l'expansion des années 60, on a entassé fébrilement les blocs de béton. Ce furent les belles heures de la spéculation. Cette fois, il nous appartient de relever le défi des années 80. En ne cherchant pas à nier ou à fuir la ville tentaculaire. Bien au contraire, nous devons la maîtriser pour la ramener à hauteur d'homme. En tenant compte de ce qui existe pour conjuguer modernisme et convivialité.

Les techniques les plus innovantes, à la puissance encore insoupçonnée, investissent nos cités ? Eh bien, mettons-les à profit ! Le projet Urba 2000, voulu par le président de la République, doit nous placer à l'avant-garde dans ce domaine. Il se traduira par une expérimentation grandeur nature, sur les sites de la métropole lilloise et de Bayonne, des nouveaux moyens de communication dans la ville du vingt et unième siècle (informatique et télématique essentiellement).

Quant aux différents pouvoirs qui gouvernent nos villes, ils doivent unir leurs efforts pour maîtriser ces évolutions. Eparpillés, ils n'y parviendraient pas. Cette nécessaire coordination prend tout son sens à l'heure de la décentralisation, même si on perçoit encore mal à quel point cette réforme transforme notre société.

Déjà, l'Etat a été contraint à des révisions marquantes. Prenons par exemple le ministère de l'urbanisme et du logement, dont j'ai la charge. Hier encore, planificateur averti, financier tout-puissant, responsable souverain des règlements et des procédures, il se trouve soudain privé de cette assise. La remise en cause du « ministère providence » marque aussi la fin des recettes autrefois jugées infaillibles. Faut-il s'en inquiéter ? Nullement. Le moment est venu d'intéresser et de convaincre.

Nos villes évolueront désormais autour de projets précis et originaux. Et, quelle que soit l'impérieuse volonté de l'Etat, ces projets ne seront menés à terme qu'avec des habitants mobilisés, des élus responsables et des professionnels compétents. Des professionnels — architectes, animateurs ou travailleurs sociaux, constructeurs — qui sachent surmonter leur spécialité et leurs clivages pour mieux faire la preuve de leur indispensable savoir-faire. Un savoir-faire autour duquel s'établissent un accord et une volonté commune à tous les acteurs.

Les « projets de quartier »

Cette transformation des pratiques s'effectue progressivement mais inéluctablement. Témoins les « projets de quartier », que des équipes de conception et d'animation organisent, sous l'autorité du pouvoir politique local, en contact permanent avec les populations concernées. Lorsque cela est nécessaire pour traiter les questions de développement social, culturel, économique, les projets se fédèrent et dépassent le cadre strictement communal.

C'est le cas à Haulchin, petite ville du Nord. La constuction d'un foyer de personnes âgées y est l'occasion d'une action d'ensemble, sur la rue, l'école et le fonctionnement général de la cité. De même à Alençon, un nouveau collège, véritable petit village ouvert sur son quartier, modifie complètement l'image d'une ZUP, en cassant l'uniformité des tours et des barres.

Ces réalisations, parce qu'elles refusent le tapage, restent généralement méconnues du grand public. Elles montrent pourtant le chemin à suivre. Parfois directement à l'initiative des collectivités locales. Souvent sous l'égide de la commission Pesce, pour les quartiers les plus dégradés ; de la mission Schwartz pour l'insertion de jeunes ; de Banlieues 89 pour l'entrée en lice des artistes et des créateurs, etc.

Car l'Etat reste présent et actif. Au nom de la solidarité et du progrès. Depuis deux ans, il a multiplié les initiatives en direction des villes, sur les thèmes les plus divers : sécurité, adolescence, famille, culture, développement économique. La mise en place prochaine d'un comité interministériel pour les villes, sous l'autorité du premier ministre, donnera toute son ampleur à cette politique. Elle traduira la volonté du gouvernement d'exercer clairement ses responsabilités dans la lutte pour l'équilibre social des villes, contre l'insalubrité encore trop fréquente dans l'habitat, en faveur de l'innovation. Elle s'appuiera sur les moyens financiers rassemblés au sein d'un nouveau « fonds social urbain ».

Il ne s'agit évidemment pas de revenir sur les prérogatives dont les élus disposent dorénavant en matière d'aménagement urbain. En revanche, une telle initiative doit donner à l'Etat les moyens d'agir, avec les communes, afin de faire disparaître les situations humainement inacceptables.

Il le fera d'abord dans les quartiers où les problèmes urbains ont déjà pris une dimension exceptionnelle qui touche l'opinion. Mais il faudra également s'y employer là où il est encore temps de prévenir. Sur ce plan, l'œuvre déjà accomplie grâce à la commission Pesce, dans vingt-deux « grands ensembles », est exemplaire. Elle démontre l'efficacité d'une approche globale, associant étroitement tous les partenaires concernés, travailleurs sociaux aussi bien que gestionnaires de logements.

Ces réflexions et ces initiatives semblent nous éloigner de la vision « quantitative », jusqu'alors de rigueur. Il n'en est rien. Certes, la ville ne doit pas être simple pourvoyeuse de logements. Les excès commis au nom de cette conception erronée expliquent en grande partie la crise actuelle. Pour autant, le quantitatif ne doit pas être négligé. C'est bien pourquoi des mesures d'incitation ont été prises en décembre dernier. De l'avis même des professionnels, elles commencent à porter leurs fruits puisque la demande de prêts d'accession à la propriété a fortement augmenté. D'autres mesures de soutien accompagnent et renforcent ce mouvement.

Reste que nous ne sommes pas spontanément des adeptes de la « civilisation urbaine ». Tous les sondages en témoignent : la ville — synonyme de gigantisme, de violence, de solitude — fait peur. Pourtant, cette même ville fascine. Parce qu'elle signifie progrès, lumières, passions. Elle fascine surtout les jeunes générations, qui songent rarement à lui échapper.

Ne négligeons pas l'expérience de nos voisins. Entre l'explosion démesurée des cités du tiers-monde et la stupéfiante dégradation des métropoles développées, comment ne pas être pris de vertige ? Je n'oublie pas la visite hallucinante de cet immense bidonville aux portes de Douala, tel que je l'ai vu lors d'un récent déplacement au Cameroun, ni la détermination avec laquelle les autorités locales s'emploient à éviter son extension. Cent vingt mille habitants vivant dans des conditions de précarité et d'hygiène qu'on a peine à imaginer. Une ville dont la population doit encore doubler en dix ans ! A l'opposé, l'évolution de certains quartiers de New-York, ville longtemps considérée comme symbole du modernisme, donne à réfléchir.

François Mitterrand l'a compris et l'a écrit, bien avant 1981 : cette civilisation de la ville, qui inquiète parfois, il nous faut constamment la réinventer. L'enjeu est essentiel.

La ville est, en effet, un miroir de la société, qui ne laisse rien échapper de ses évolutions, de ses failles, de ses passions. Avec elle, rien n'est impossible. Et même l'imaginaire y prend parfois un coup de vieux. Mais n'est-ce pas justement ce qui en fait la plus captivante et la plus audacieuse des œuvres humaines ?

(*) Ministre de l'urbanisme et du logement.





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JAEGER

Le Conseil d'administration s'est réuni le 9 avril 1984 pour arrêter les comptes de l'exercice 1983 et les conditions de restructuration financière de la Société.

L'exercice 1983 apparaît très proche de la situation présentée au Conseil du 8 décembre 1983 et qui avait fait l'objet d'un communiqué.

Le chiffre d'affaires hors taxes ressort à 871 millions de francs. Les cessions d'activités intervenues depuis le début de l'année et la « filialisation » effectuée à effet rétroactif du 1er janvier 1983 des activités aéronautiques ne permettent pas de rapprocher ce chiffre de celui de l'exercice précédent.

A structure comparable à celle résultant de ces différentes modifications, la progression ressort à + 12,5 %.

Par rapport au budget, on constate une forte hausse des ventes à l'exportation et aux filiales à l'étranger – dont le chiffre d'affaires est lui-même en progression – qui compense le net retrait de celles de l'activité automobile en France.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 1 592 millions de francs, dégageant, à structure comparable, une progression de l'ordre de 16 % sur 1982.

Les résultats de l'exercice ont subi, au niveau opérationnel, l'incidence de l'évolution du marché et de conditions d'exploitation défavorables (incidence de la hausse du dollar et du yen, retards administratifs concernant certaines opérations de restructuration, etc.).

En outre, ils sont grevés à hauteur de 100 millions de francs de charges exceptionnelles relatives aux mesures d'assainissement qui conditionnaient le plan de redressement de la Société (poste en augmentation de 20 millions de francs suite à une provision complémentaire sur filiale).

La perte nette de la Société-mère ressort de ce fait à 150 millions de francs, dégageant une situation nette négative.

La perte nette consolidée sera plus faible du fait de la contribution positive dégagée par l'ensemble des filiales.

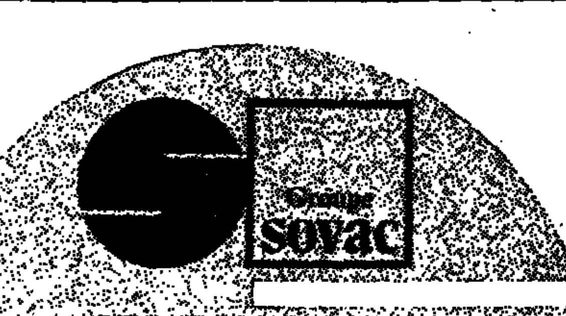
Le Conseil a constaté qu'en face de ces pertes très lourdes l'assainissement de la situation de la Société et du Groupe avait été conduit suivant les objectifs assignés et que les conditions de mise en œuvre d'un plan de redressement de la Société se trouvaient réunies, en particulier par la définition d'une coopération à long terme avec les Constructeurs français et par les propositions faites par le pool bancaire de transformer une partie de sa créance court terme en prêt à long terme consolidant ainsi la situation financière de la société.

Le Conseil a décidé de proposer à une Assemblée générale extraordinaire, qui sera convoquée fin mai et se tiendra à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, de :

1) réduire le capital de 156 114 000 F à 19 514 200 F, chaque actionnaire recevant une action nouvelle pour huit actions anciennes, la société Plafinco acceptant d'abandonner ses droits sur quatre actions anciennes :
2) procéder simultanément à une augmentation de capital à hauteur de 135 millions de francs par l'émission au pair de 1 350 000 actions nouvelles de 100 francs nominal chacune.

La souscription de ces 1 350 000 actions nouvelles sera réservée par préférence, à titre irréductible, aux anciens actionnaires à raison de une action nouvelle pour une action ancienne (avant réduction de capital), la société Plafinco acceptant de renoncer individuellement à l'exercice d'une partie de ses droits.

Un groupe d'actionnaires nouveaux dont la société Matra, a fait savoir qu'il était disposé à souscrire cette augmentation de capital.





	Au 31.12.1983	Variation
Fonds propres consolidés*	1,6 milliard	+ 14%
Encours consolidés	23 milliards	+ 12%
Résultats nets d'exploitation consolidés (part SOVAC) **	273,8 millions	+ 13%

* Après répartition et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale
** Chiffres provisoires

Réseau Sovac : 117 succursales et agences

BANQUE NATIONALE DE PARIS « INTERCONTINENTALE »

Le Conseil d'administration a dressé le bilan de l'exercice 1983 ainsi que le compte de résultats qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire.

Au 31 décembre 1983, le bilan de la BNP « Intercontinentale » totalise 8 313 941 000 F, contre 7 519 299 000 F au 31 décembre 1982.

Le solde bénéficiaire de l'exercice 1983 ressort, après amortissements, provisions et impôts, à 71 630 814 F, contre 53 978 538 F en 1982.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de verser à chacune des deux millions d'actions anciennes de 50 F nominal un dividende net de 8,20 F, au lieu de 6,80 F en 1982. Ce règlement assure un revenu global de 12,30 F par titre, inclus l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 4,10 F.

Il sera également demandé de prélever sur le reliquat un montant de 54,5 millions de francs de manière à porter l'ensemble des réserves à 306 millions de francs.

Il est rappelé que le Conseil d'administration a décidé, le 14 mars dernier, de porter le capital de 100 à 125 millions de francs, dont 5 millions de francs par souscription contre espèces (assortie d'une prime d'émission de 5 millions de francs) et 20 millions de francs par incorporation de réserves, toutes les actions nouvelles étant créées jouissance du 1er janvier 1984.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1983 de la BNP « Intercontinentale » et de ses filiales (Banque marocaine pour le commerce et l'industrie, Union bancaire pour le commerce et l'industrie et Banque pour le commerce et l'industrie-mer Rouge) s'établit à 16 215 951 000 F, contre 14 627 229 000 F à fin 1982.

Le résultat consolidé progresse à 126,5 millions de francs, contre 90,5 millions en 1982. Ce résultat prend en compte la quote-part revenant à la BNP « Intercontinentale » dans les Sociétés nouvellement mises en équivalence, dont principalement la Banque nationale de Paris (Luxembourg) SA pour 12,2 millions de francs.



SOCIÉTÉ HOTELIÈRE ET DE RAVITAILLEMENT MARITIME
(SHRM – GROUPE ALTIERI-BIAGGI)

SHRM
vient de créer en Chine une nouvelle filiale
SHRM CHINA COMPANY LIMITED
à Shenzhen, zone industrielle de Shekou
Province de Guangdong, République Populaire de Chine
destinée à offrir la gamme complète des
services d'« industrial catering (onshore and offshore) »
Cette opération a été réalisée avec le concours
de la BANEXI, la banque d'affaires du groupe BNP et du
DÉPARTEMENT DE l'INTERNATIONAL CORPORATE DEVELOPMENT
de la BANQUE NATIONALE DE PARIS (SEA) LTD à Singapour.

SMC – SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT

EMISSION DE
TITRES PARTICIPATIFS
100 MILLIONS DE FRANCS

L'émission étant entièrement souscrite, cette annonce est insérée à titre d'information

Titres de 1.000 F nominal
Prix d'émission : le pair.
Remunération annuelle composée :
- d'une partie fixe calculée en appliquant au nominal un taux égal à 60% du TMO :
- d'une partie variable obtenue en appliquant au nominal un taux de 4% indexé sur l'évolution du bénéfice net de la Société.

Minimum : 90% du TMO les 5 premières années, 85% du TMO les années suivantes.
Maximum : 100% du TMO + 4 points d'intérêt.
Jouissance : 7 mai 1984
Date de mise en paiement des coupons : 30 juin de chaque année et pour la première fois le 30 juin 1985.
Règlement : 7 mai 1984.
B.A.L.O. du 16 avril 1984.
Cotation demandée à la Bourse de Marseille.
Souscription dans tous les guichets de la SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT.
Par cette émission de titres participatifs, la SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT réaffirme sa vocation d'aide aux entreprises régionales auxquelles elle apporte ainsi des possibilités d'investissements supplémentaires.

La note d'information qui a reçu le visa de la C.O.B. n° 84 - 68 en date du 27 mars 1984 est tenue à la disposition du public, sans frais, aux guichets et au siege social de la SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT, 75, rue Paradis - 13006 MARSEILLE.

BOUYGUES

Le conseil d'administration de Bouygues, dans sa séance du 12 avril 1984, a arrêté les comptes de l'exercice 1983 faisant ressortir un bénéfice net consolidé pour le groupe, hors part des tiers, de 332 millions de francs après 276 millions de francs d'amortissements. Les chiffres correspondants de l'exercice 1982 s'élevaient respectivement à 290 millions de francs et 234 millions de francs.

Le bénéfice net Bouygues est de 298 millions de francs après dotation aux amortissements de 145 millions de francs. Les chiffres correspondants de l'exercice 1982 s'élevaient respectivement à 228 millions de francs et 136 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires, prévue le 5 juin 1984, une distribution de 96 133 325 F en augmentation de 19 %, permettant de donner à chaque action un dividende net de 25 F, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance de 12,50 F, à comparer au dividende net de l'exercice précédent, qui était de 21 F. Un acompte de 9 F a déjà été versé en décembre dernier.

Francis Bouygues a informé le conseil d'administration du déroulement satisfaisant de l'important chantier de l'université de Ryad dont la livraison aura lieu à la date prévue au contrat. Avec la mise en place de la nouvelle année budgétaire saoudienne, les retards de paiements, qui avaient été enregistrés précédemment, sont en cours de régularisation.

Le carnet de commandes au 1er avril 1984 était de 23,6 milliards, permettant d'envisager un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs pour l'exercice en cours, en développement de 22 % sur 1983, compte tenu de la SAUR et de ETDE, nouvelles sociétés entrées dans le groupe début 1984, coupon attaché.

Un groupe, actionnaire majoritaire d'AMREP, a demandé à Bouygues d'élaborer un plan de redressement de l'ensemble des sociétés du groupe AMREP. Bouygues a accepté, sous la condition qu'il soit reconnu qu'elle n'a aucune responsabilité dans la gestion passée. Le plan de redressement sera présenté au plus tard le 30 juin prochain.

ROCHEFORTAISE S.A.

Lors de sa séance du 5 avril 1984, le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1983.

Le compte d'exploitation fait ressortir un profit de 2 520 996 F contre 1 336 774 F en 1982.

Le compte de pertes et profits, après encaissement d'une plus-value pour cession de titres de participations de 4 166 132 F et de la réintégration dans les résultats des plus-values constatées lors de la réévaluation légale des titres cédés de 3 716 835 F, fait ressortir un profit de 9 818 831 F.

Le bénéfice de l'exercice sera affecté à l'apurement partiel du compte report à nouveau débiteur qui s'élevait à 11 154 672 F et qui se trouvera ainsi ramené à 1 336 240 F.

Le bilan consolidé en préparation montrera le redressement de la société, le niveau d'activité des différentes filiales ayant été très satisfaisant.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira le 26 juin 1984.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE

Le conseil d'administration de la Société générale alsacienne de banque, réuni le 11 avril 1984 sous la présidence de M. Michel Vuillaume, a examiné le bilan et les résultats de l'exercice 1983.

Le bilan au 31 décembre 1983 a été arrêté à un total de 39 639 200 434 F contre 35 047 497 332 F pour l'exercice précédent. La progression ressort à 13,1 %.

Les dépôts de la clientèle s'élèvent à 18 639 millions de francs contre 15 392 millions de francs, en augmentation de 21 % imputable pour partie aux variations des cours de change. Les crédits à la clientèle, qui s'élèvent à 19 072 millions de francs, sont en progression de 11,2 %.

Le produit net bancaire, qui s'élève à 1 006 millions de francs contre 959 millions de francs en 1982, est en augmentation de 4,9 %.

Le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions est de 275 millions de francs.

Le bénéfice de l'exercice atteint 25 704 559 F contre 31 175 811 F en 1982. Cette évolution est liée d'une part à la baisse générale des taux intervenue en 1983 et, d'autre part, à l'accroissement des frais généraux, notamment dans le cadre du développement des agences étrangères. Il s'entend compte tenu d'un excédent des provisions constituées sur les provisions reprises de 171,3 millions de francs et d'un impôt sur les sociétés de 64,7 millions de francs.

Les salariés se verront attribuer, dans le cadre de la loi de 1967 sur la participation aux fruits de l'expansion, une somme de 1 003 402 F.

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 25 mai 1984 et sera appelée à se prononcer sur l'affectation des résultats.

forinter

(Société d'Investissement Ordonnance du 2.11.45)

La valeur liquidative de Forinter se situait à 1 182,17 F à fin mars, le cours du dollar-titre retenu pour cette évaluation étant de 9,95 F. Les chiffres correspondants étaient, au 29 février : 1 197,39 F et 10,34 F.

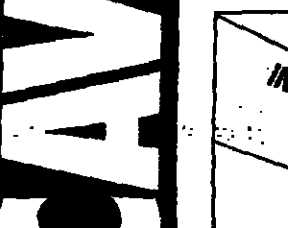
La répartition des actifs à fin mars était la suivante :

– Par monnaies : deutschemark, 35 %; yen, 4 %; dollar, 4 %; franc suisse, 1,7 %; indexés, 2,9 %; trésorerie rémunérée en francs français, 52,4 %;

– Par nature de titres : obligations à taux flottants, 28,9 %; obligations à taux fixe, 15,8 %.

Cette attitude prudente est motivée tant par la tension qui prévaut à l'heure actuelle sur les taux d'intérêt aux Etats-Unis que par la baisse du dollar et ses répercussions sur la devise-titre.

INFORMATION SICAV



Information trimestrielle

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins

	actif net au 30.03.84 (Millions de Francs)	valeur de l'action au 30.03.84 (Francs)	revenus distribués (crédit d'impôt inclus) du 03.04.79 au 30.03.84 (Francs)	résultats obtenus (dividendes et crédits d'impôt inclus) du 03.04.79 au 30.03.84
INDOSUEZ VALEURS actions et obligations France et étranger	1 532	576,23	101,64	+ 199,46 %
UNIGESTION actions et obligations France et étranger	376	627,18	75,26	+ 215,94 %
GESTION SÉLECTION (1) (France) actions françaises	984	352,86	63,17	+ 123,86 %
GESTION RENDEMENT obligations françaises et étrangères	1 542	486,38	117,52	+ 116,33 %
SÉCURITÉ MOBILIÈRE obligations de première catégorie (garanties par l'Etat)	1 100	364,71	159,09	+ 72,32 %
MULTIOBLIGATIONS obligations françaises et étrangères (création avril 80)	451	430,08	91,18	+ 105,16 %
SICAVIMMO actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	527	480,48	109,14	+ 115,70 %
IMSI actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	734	369,36	57,05	+ 136,24 %
* UNIJAPON actions japonaises	2 277	1 212,23	67,93	+ 423,37 %
AMÉRIQUE GESTION actions américaines	1 258	450,25	55,60	+ 228,41 %

*SICAV ayant atteint le plafond autorisé et dont les souscriptions sont suspendues jusqu'à nouvel avis. (1) SICAV "Monory" et Compte d'Épargne en Actions (CEA).



BANQUE INDOSUEZ
un monde d'opportunités
Direction des Particuliers :
96, bd Haussmann 75008 Paris. Tél. : 561.29.61

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 avril

En repli : – 0,8 %

Après la très bonne tenue de la semaine précédente, lorsque les actions françaises ont gagné plus de 2,7 %, le marché parisien est apparu plus calme lundi. A l'approche de la clôture, l'indicateur instantané – longtemps perturbé par une panne d'ordinateur – a finalement perdu 0,8 %.

En ce début de semaine marqué, pour le palais Brongniart, par le retour de nombreux opérateurs autour de la corbeille, les commentaires des professionnels portent essentiellement sur l'environnement socialo-économique. Le fait qu'aucun débordement ne soit venu perturber la « marche sur Paris » des sidérurgistes, le vendredi précédent, est interprété comme une preuve de sang-froid des centrales syndicales, mais la guérilla livrée au gouvernement n'est pas terminée pour autant.

Par ailleurs, un certain nombre d'informations économiques connues ces derniers jours sont jugées plutôt favorables, telle la progression du taux d'épargne des entreprises ainsi qu'elle ressort de la publication des derniers chiffres des comptes de la nation pour 1983. Une information importante, mais passée inaperçue, au profit de la baisse, confirmée du pouvoir d'achat des ménages (– 0,3 %).

Au fil des compartiments, on relève le repli de Nobel-Bozel (longtemps réservée à la baisse), de Schneider, Radiotechnique, Poclain, La Hénin, Saulnes et Imétal, en retrait de 4 % à 9 % environ. A l'inverse, Amrep se distingue avec une hausse de 10 %, à 242 F, tandis que BIS, Chiers-Châtillon, SCOA, Docks de France et Lafarge gagnent 3 % à 5 %.

Progression du lingot, à 98 900 F, plus 750 F, tandis que le napoléon met 4 F à son actif, à 622 F. A Londres, le métal fin s'est inscrit à 380 dollars l'once (380,20 dollars vendredi midi).

Dollar-titre : 10/10,03 %.

Introduite à 225 F sur le marché officiel, l'action Via Banque a finalement été cotée à 245 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	6 avril	13 avril
Valeurs franç. à revenu variable	1401,9	1427,8
Valeurs étrangères	3581,3	3679,2
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	202,3	206
Dont valeurs industrielles	206,6	210,4
Valeurs étrangères	485,9	487,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	176,5	179
Dont valeurs industrielles	178,9	184,1
Pétroles-Énergie	157,9	161
Métallurgie	86	90,4
Chimie	192,1	196,9
Bâtim., mat. constr., trav. publics	118,9	123,1
Constructions mécaniques	121,5	124,8
Matériel électrique	187,5	187,3
Automobile et accessoires	131,6	139,7
Industr. de consom. non alim.	288,5	289,4
Agro-alimentaire	246,8	249,3
Distribution	108,2	108,7
Transports	170,1	170,9
Services	203,3	216,9
Assurances	188,9	188,9
Banques	214,4	217
Immobilier et foncier	162,3	162,3
Investissement et portefeuille	190,5	194
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	105	105
Emprunts d'État	106,9	105,7
Emprunts garantis et assimilés	104,8	104,8
Sociétés	106,4	105,5
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	91,2	91,3
Sociétés	100,2	100,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	167,9	171,4
Produits de base	161,4	162,6
Construction	118,9	123,3
Biens d'équipement	132,4	137,3
Biens de consom. durables	177,1	178,6
Biens de consom. non durables	236,7	242,4
Biens de consom. alimentaires	242,1	246,6
Services	135	142,2
Sociétés financières	197,2	202
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	147,3	147,1
Valeurs industrielles	171,9	176,3
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	142,2	143,6

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DAUPHIN OTA. – Cette société, qui figure parmi les principales entreprises d'affichage publicitaire, a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 367,5 millions de francs (un peu supérieur aux premières estimations, *le Monde* du 24 février), en progression de 17,5 % par rapport à l'exercice précédent, alors que le marché de la publicité extérieure croissait de 12 % environ dans le même temps, dont 324,7 millions sur ses propres emplacements (plus 17,1 %). Dans la mesure où Dauphin OTA n'a pas ouvert de succursale en province l'année dernière, la société estime qu'elle a gagné quelques parts de marché en 1983, notamment à Lyon, où elle est devenue le premier afficheur, un effort qui va se poursuivre cette année avec la mise en place de *new market*, une implantation adaptée aux réseaux périphériques urbains où sont installés les grandes surfaces, des zones de plus en plus actives, constate le président, M. Jacques A. Dauphin.

En dépit d'une légère baisse du bénéfice d'exploitation (36,7 millions contre 37,7) en raison des amortissements plus importants effectués en 1983, le bénéfice net s'est accru de 47,7 % pour atteindre 22,2 millions de francs, ce qui permettra de distribuer un dividende net en progression de 25 % : 25 F contre 20 F, tandis que les salariés (727 personnes après création de 40 emplois fin décembre dernier) bénéficieront d'un accroissement de 17 % environ de l'affectation des résultats au fonds de participation. Les investissements devraient atteindre une vingtaine de millions de francs cette année (un montant sensiblement identique à celui de 1983) dont un peu plus de 14 millions pour l'achat des panneaux passés l'année dernière de 34 100 à 36 000. A ce sujet, la société estime que les campagnes électorales entraînent une légère hausse d'activité, *« mais sans commune mesure avec le chiffre d'affaires traditionnel de l'entreprise »*. Par contre, les murs peints (une vingtaine sont actuellement sous contrat) offrent une bonne rentabilité et Dauphin OTA pense que cette diversification pourra représenter dans quelque temps 10 % à 15 % de son activité. Une hausse de 12 % environ du chiffre d'affaires étant escomptée en 1984.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1983)

	12 avril
Valeurs françaises	110,1
Valeurs étrangères	98,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	12 avril	13 avril
Indice général	171,4	171,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 16 avril .... 11 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 avril	16 avril
1 dollar (en yens)	223,95	225,20

BOURSE DE PARIS — Comptant — 16 AVRIL

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Obligations convertibles

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 13/4

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1870	4,5 % 1973	1840 10	1841	1840 10	....
3420	C.N.E. 3 %	3420	3465	3460	+ 1 16
205	Accor	219	219	219	....
715	Euromarché	745	745	735	– 1 34
840	Europe n° 1	883	884	884	+ 0 14
820	Facom	870	873	873	+ 0 34
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
310	Gén. Belgique	340	331 60	331 60	– 2 47
560	Gén. Électr.	553	547	546	– 1 26
680	Gen. Motors	662	648	647	– 2 26
91	Goldfields	88	85	85 30	– 3 06
235	Harmony	233 40	227 80	229	– 1 88
39	Hitachi	44 10	43 45	43 45	– 1 47
695	Hoechst Akt.	695	689	689	– 0 86
93	Imp. Chemical	88 80	87	87	– 2 02
142	Inco. Limited	142 60	139 10	139	– 2 52
1180	IBM	1150	1125	1125	– 2 17
1630	Siemens A.G.	1565	1540	1543	– 1 40
166	Sony	170 50	166 90	167	– 2 05
305	T.D.K.	288	270	272 50	– 5 38
890	Unilever	885	874	873	– 1 35
630	Unit. Techn.	644	638	638	– 0 93
1400	Vaal Reefs	1330	1325	1325	– 0 37
650	West Deep	622	618	620	– 0 32
635	West Hold.	552	560	560	– 0 36
430	Xerox Corp.	409 70	401	402	– 1 87
2 61	Zambia Corp.	2 80	2 78	2 78	– 0 71

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	8 085	8 114	7 870	8 270
Allemagne (100 DM)	308	307 920	295	315
Belgique (100 F)	15 047	15 066	14 100	15 200
Pays-Bas (100 fl.)	273 070	272 800	261	281
Danemark (100 krd)	83 850	83 850	79	87
Norvège (100 k)	106 860	106 930	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 539	11 561	11 150	12 050
Grèce (100 drachmes)	7 750	7 750	7 200	8 950
Italie (1 000 lires)	4 975	4 974	4 748	5 200
Suisse (100 fr.)	371 050	371 290	361	382
Suède (100 krs)	103 630	103 700	99	106
Autriche (100 sch)	43 730	43 780	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 409	5 409	5 250	5 850
Portugal (100 esc.)	6 050	6 045	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 312	6 336	6 100	6 440
Japon (100 yens)	3 594	3 602	3 480	3 620

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/4
Or fin (kilo en barre)	98100	99100
Or fin (en lingot)	98150	98900
Pièce française (20 fr)	621	621
Pièce française (10 fr)	410	.....
Pièce suisse (20 fr)	618	622
Pièce latine (20 fr)	595	591
Souverain	742	745
Pièce de 20 dollars	4400	4390
Pièce de 10 dollars	2190	2200
Pièce de 5 dollars	1360	.....
Pièce de 50 pesos	3945	3900
Pièce de 10 florins	630	622

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 15-16 avril 1984 a été tiré à 414 571 exemplaires

DEVANT LES JEUNES DU RPR A CAEN

M. Jacques Chirac : on trompe et on ment

De notre correspondant

Caen. – Interrogé à Caen, dimanche 15 avril, dans le cadre du rassemblement annuel des jeunes RPR du Grand-Ouest (quatorze départements), à propos de la participation de M. Marchais à la manifestation parisienne des sidérurgistes lorrains, M. Chirac a souligné l'« *incohérence des militants du Parti communiste* », ce qui, à ses yeux (...) « *est un phénomène historique* », expliquant : « *Pro-Allemands au moment du pacte germano-soviétique, ils devenaient anti-Allemands quelques mois plus tard (...). M. Mitterrand, qui avait l'ambition d'écrire sous son septennat une grande page d'histoire en renouant la gauche et les forces socialistes au détriment des communistes, a commis une grave erreur historique en les laissant entrer au gouvernement. Ils y restent et y resteront probablement. D'abord parce que M. Mitterrand ne veut pas s'en défaire. Le désaccord né au sein de la majorité à propos de la réforme de l'enseignement supérieur démontre que son arbitrage leur est favorable.* » Ensuite, selon M. Jacques Chirac, « *parce que les ministres communistes s'accrochent audit gouvernement : on les voit avec une habileté très grande pénétrer partout et constituer des réseaux* ».

M. Jacques Chirac a parlé de la situation créée par les pôles de conversion, déclarant :

« *Il y a une série de mesures qui accentuent les déséquilibres entre les régions françaises, notamment certains aspects de la décentralisation à laquelle je suis pourtant favorable. Il y a des décisions qui sont des faveurs ou des avantages pour des régions en situation particulièrement difficile. Et avec elles nous créons deux catégories d'entreprises, de salariés, de chômeurs même. C'est cela qui est inquiétant. On n'a pas le droit de toute manière de faire pendant des mois, bien après les élections, des promesses, d'entretenir des illusions, puis de faire le contraire. Ce n'est pas une attitude digne d'un chef d'Etat.*

» *Il n'est pas digne non plus d'un responsable – je fais toujours allusion à la Lorraine – de dire que la reconversion se fera sans pertes d'emplois.* »

Le président du RPR a ajouté : « *Le pouvoir a trompé l'opinion et il continue de le faire. Il continue d'entretenir des illusions. Ce n'est pas une attitude d'homme d'Etat que de faire aujourd'hui des promesses dont on sait qu'on ne pourra pas les tenir. On trompe et on ment.* »

A la question d'un agriculteur ornais sur l'avenir de la production laitière, « *dès lors que Jacques Chirac sera le chef du nouveau gouvernement* », le maire de Paris a répondu : « *Quant à diriger le gouvernement, mon vieux, c'est pas pour demain la veille, car en ce qui me concerne j'ai déjà donné.* » Puis il a ajouté : « *Jamais depuis Jules Méline qui fut le premier ministre de l'agriculture (1883-1885), jamais les agriculteurs n'ont été traités avec autant de désinvolture (...) Il est vrai qu'ils ne font pas partie de l'électorat traditionnel des communistes et des socialistes (...) Je constate que sur les douze programmes d'action prioritaire définis dans le cadre du IXe Plan, pas un seul ne concerne l'agriculture ou le monde rural en général (...) on me l'aurait dit avant que je ne voie ce texte, jamais je n'aurais voulu le croire.* »

A propos de l'élection européenne, M. Chirac a affirmé que la liste d'union de l'opposition « *permettra de manifester à ceux qui nous gouvernent aujourd'hui qu'ils sont minoritaires. Cela ne remet pas en cause leur légalité, mais signifie qu'ils ne peuvent pas faire n'importe quoi* ».

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

DORDOGNE : canton d'Excideuil (2e tour).

Inscr., 4 932 ; vot., 4 065 ; suffr. expr., 3 928. MM. Detivaud, opp., 2 055, *ELU* ; Faure, PC, 1 873.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Charles Pagnon (PC), conseiller général de ce canton depuis 1970, décédé en février dernier. Il avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 2 051 voix contre 1 885 au candidat de l'opposition, M. Detivaud, pour 3 936 suffrages exprimés et 4 090 votants. Il y avait 4 935 électeurs inscrits.

Le Parti communiste perd ce siège au profit de l'opposition. Il enregistre, par rapport au second tour de mars 1982, une perte de 4,42 points. Son candidat, M. Henry Faure, maire d'Anlhiac, n'a pas retrouvé le total des voix qui s'étaient portées sur son nom et sur celui du candidat socialiste au premier tour de ce scrutin partiel. Il n'a obtenu que 47,68 % des suffrages exprimés, alors que les deux candidats de la majorité en avaient recueillis 55,15 % le 8 avril, soit un recul de 7,47 points. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 4 932 ; vot., 3 842 ; suffr. expr., 3744. MM. Detivaud, 1 679 ; Faure, 1 186 ; Rejou, sout. PS, 879.

M. Faure n'a pas bénéficié d'un bon report des voix obtenues par le candidat soutenu par le Parti socialiste. Il n'a pas davantage profité de la plus grande participation des électeurs (82,42 % au lieu de 77,89 % au premier tour).

M. Detivaud, nouveau conseiller général d'Excideuil, est adjoint au maire de Saint-Pantaly-d'Excideuil.]

INDRE : canton de Saint-Gaultier (2e tour)

Inscr., 4068 ; vot., 3 127 ; suff. expr., 2997. MM. Simoulin, PS, 1 740, ÉLU ; Reignoux, un. opp., 1 257.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Joseph Joly, conseiller général socialiste, survenu le 3 mars. Il avait été réélu au second tour du renouvellement de mars 1979 avec 1 539 voix contre 1 220 au candidat du RPR, M. Chabot pour 2 759 suffrages exprimés, 3 104 votants et 4 196 inscrits.

Le PS conserve ce siège et son candidat, M. Simoulin est élu avec 58,05 % des suffrages exprimés. Il fait mieux que Joseph Joly au second tour des élections cantonales de 1979 qui en avait obtenu 55,78 %.

M. Simoulin était arrivé en tête du scrutin de ballottage avec 1 154 voix contre 684 à M. Reignoux, 667 à M. Gourdain (div. d.) et 413 à M. Broc (PC) pour 2 918 suffrages exprimés, 2 985 votants et 4 069 inscrits. M. Jean-Louis Simoulin améliore très sensiblement le score réalisé par les deux candidats de la majorité le 8 avril (+ 4,35 points.

Parallèlement l'opposition regresse. Alors que ses deux candidats avaient totalisé 46,29 % des suffrages exprimés au premier tour de ce scrutin partiel, M. Reignoux qui n'a pas bénéficié d'un bon report des voix qui s'étaient portées sur M. Gourdain, a recueilli 41,94 % des suffrages. Par rapport au second tour de mars 1979, l'opposition enregistre une perte de 2,27 points.]

SINGAPOUR COMMANDERAIT DES HÉLICOPTÈRES FRANÇAIS

Singapour (*AFP*). – Singapour aurait choisi de doter ses forces aériennes de l'hélicoptère Super-Puma français, de préférence aux appareils concurrents britannique et américain, indiquent le lundi 16 avril des sources militaires à Singapour. Selon ces sources, Singapour commanderait vingt-deux Super-Puma avec une option sur douze appareils supplémentaires à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS). Celle-ci devrait assembler les appareils dans son établissement Samaero à Singapour, une société mixte constituée avec le ministère de la défense de la République de Singapour, après avoir livré les cinq premiers hélicoptères qui seront construits en France.

[Au siège parisien de la SNIAS, on admet que la société française est en négociations avancées avec Singapour mais que la notification officielle du marché ne lui est pas encore parvenue. En particulier, les discussions continuent sur le nombre exact des Super-Puma qui seront commandés, et sur le montage financier de cette opération de plusieurs milliards de francs.]

LE CHOMAGE A AUGMENTÉ DE 2,3 % AU MOIS DE MARS

L'augmentation des chiffres du chômage s'est poursuivie et même accélérée au mois de mars, selon les statistiques rendues publiques par le ministère chargé de l'emploi, le 16 avril. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE à la fin du mois de mars s'élevait à 2 244 000, en progression de 2,3 % par rapport à la fin de février et de 11,4 % en un an. En données brutes, on comptabilisait 2 247 000 demandeurs d'emploi, soit une baisse de 0,5 % en un mois, mais une augmentation de 11,4 % par rapport à mars 1983.

Les offres déposées en cours de mois à l'ANPE ne cessent de chuter – 30 000 ont été enregistrées pendant le mois de mars, en recul de 10 % sur un mois et de 50 % en un an.

Le nombre des licenciements économiques, qui s'est élevé à 38 500 en février, a augmenté de 12 % par rapport à janvier et de 56 % par rapport à février 1983.

Les suppressions d'emplois chez Citroën

LA CGT RÉCLAME « UNE VÉRITABLE CONCERTATION SUR L'ENSEMBLE DU DOSSIER AUTOMOBILE »

L'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois était calme le 16 avril après la confirmation, vendredi 13, de quelque 6 000 suppressions d'emplois, dont 2 937 licenciements, « *afin de restaurer la compétitivité de l'entreprise dans une conjoncture difficile* ». En chômage technique, les ouvriers ne se sont pas rendus au travail. Il faudra sans doute attendre les comités d'établissement dú 18 avril, à Aulnay, mais aussi dans toutes les autres usines du groupe, pour connaître le degré de mobilisation de la base. Mais, d'ores et déjà, la CGT, par la voix de M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, a réagi contre ce qu'elle appelle un « *coup de force.* « *Accepter de telles décisions unilatérales conduirait irrémédiablement notre industrie automobile au déclin, au moment même où les marques étrangères, sur le territoire national, progressent.* »

La CGT réclame notamment qu'une « *véritable concertation sur l'ensemble du dossier automobile s'ouvre entre constructeurs, organisations syndicales et pouvoirs publics, comme s'y est engagé le gouvernement début janvier 1984* ».

Ce n'est cependant qu'à la fin du mois d'avril que Citroën saisira les directions départementales du travail concernées. La firme annonce qu'elle « *établira fin avril le bilan définitif des retours volontaires ainsi que celui des licenciements, départs en préretraite, retour au pays, mise en œuvre du temps partiel et des congés de formation* ». Bien que la consultation systématique en cours des travailleurs immigrés ait prouvé jusqu'à présent que les volontaires au retour sont rares (4,5 % des personnes interrogées), la direction espère que les licenciements toucheront « *moins d'un tiers des suppressions d'emplois* », soit moins de 2 000 personnes.

● *M. Fiszbin : préserver l'union.* – M. Henri Fiszbin, président des Rencontres communistes, estime que « *la clarification annoncée par le premier ministre s'impose* » et « *espère que la pression des faits et l'exigence du peuple communiste préserveront l'union et la cohésion de la majorité, qui doit sortir renforcée de la période de tension actuelle* ».

Dollar ferme : 8,11 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est raffermi lundi 16 avril, passant de 2,6150 DM à 2,6350 DM, et de 8,06 F à 8,11 F. Le raffermissement n'est imputable à aucune cause précise, si ce n'est une légère montée des taux aux Etats-Unis. La demande commerciale de dollars est toujours importante, et, pour l'instant, les opérateurs n'ont aucune raison majeure de vendre la monnaie américaine.

Mgr PIERRE PLATEAU NOMMÉ ARCHEVÊQUE DE BOURGES

Mgr Pierre Plateau, évêque auxiliaire de Rennes, est nommé archevêque de Bourges, en remplacement de Mgr Paul Vignancour, soixante-quinze ans, qui a offert sa démission au pape.

[Né le 10 janvier 1924 à Saint-Servan-sur-Mer (Ille-et-Vilaine), Mgr Plateau est ordonné prêtre en 1947. Professeur de philosophie à Saint-Malo et aumônier des Scouts de France de 1950 à 1969, il devient, jusqu'en 1979, directeur adjoint, puis directeur diocésain de l'enseignement catholique. Depuis 1979, il occupe la charge d'évêque auxiliaire du cardinal Gouyon, archevêque de Rennes.]

Sur le vif

Le divin enfant

A Moscou, la rue des Prolétaires a changé de nom. Elle a pris celui d'Andropov depuis la semaine dernière. Dans les pays de l'Est, la dictature du prolétariat, c'est comme ici, c'est terminé, c'est fini. La Nomenklatura a pris le relais. Quand ce n'est pas la monarchie. Les Ceausescu règnent sur la Roumanie avec infiniment plus d'autorité et d'avantages que n'en possédait jadis la famille du roi Michel.

En Corée du Nord, le Grand Leader Kim Il Sung, gouvernail de la révolution, Commandant prestigieux, est l'objet d'un culte à rendre jaloux Dieu le père. Comme lui, il a un Fils venu sur la terre à peu près dans les mêmes circonstances que Jésus-Christ. J'ai sous les yeux un livre consacré à Kim Djung Il, dirigeant bien-aimé, étoile du peuple coréen. Tout ce que je vous dis là, je ne l'invente pas. Je cite la Bonne Parole.

Le futur Guide, le Soleil de la Nation, a vu le jour sur un champ de bataille. Sa naissance a été une joie incomparable et un sujet de fierté sans précédent pour tous les Coréens. Au spectacle de sa mère, sainte, héroïne, révolutionnaire indomptable, tenant dans ses bras l'Enfant, les combattantes extasiées ne pouvaient cacher leur admiration. A quatre ans, son sourire affectueux faisait la joie des paysans et remplissait leur cœur d'espérance. A six ans, il est resté debout, dans un meeting, sous une pluie battante, résolu, de manière sublime, à partager le sort du peuple.

La vie de Djung Il fourmille ainsi d'anecdotes aussi belles que des perles. Ses éducateurs s'émerveillaient de ses réflexions et ses sujets le vénéraient à l'égal de son père. Au point même d'en avoir des visions. C'est ainsi qu'en 1949, à l'aube du Nouvel An, le ciel, à l'est, accueillit le Soleil qui enveloppa de son voile pourpre l'univers enneigé et des arcs-en-ciel faits de poudre de neige s'accrochèrent aux branches des arbres. Sous ces branches on vit le Père et le Fils marcher à pas lents.

Aujourd'hui le secrétaire Kim Djung Il est à la tête du peuple coréen aux côtés du Grand Leader bien-aimé. Et dans ses tournées d'inspection, à travers tout le pays, il témoigne au peuple une sollicitude dont le souvenir restera immortel. Fin de citation.

On raconte que Tchernenko ne déteste pas les louanges. Il ne serait pas, mais alors pas du tout, hostile au culte de la personnalité. Pour peu que son petit-fils devienne père, les Soviétiques n'auront plus rien à envier aux Coréens. Ils pourront entonner à leur tour : « *Il est né, le divin enfant* »...

CLAUDE SARRAUTE.

Un chef de la mafia napolitaine arrêté à Paris

L'un des chefs de la mafia napolitaine – la Camorra, – Michele Zaza, a été arrêté, dimanche 15 avril, à Paris, par les policiers de l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (OCTRIS). Agé de trente-neuf ans, Michele Zaza, surnommé « o'pazzo » (le fou) et considéré comme le chef de l'une des bandes les plus sanguinaires de la Camorra, était, selon les policiers, le premier fournisseur de cigarettes de contrebande vendues en Italie. De plus, selon les spécialistes italiens, américains et français de la lutte contre le trafic de drogue, il participait au commerce de l'héroïne et de la cocaïne.

Sous contrôle judiciaire en Italie durant l'automne 1983 et détenu dans un hôpital romain, il avait disparu depuis le 29 décembre 1983. Les policiers italiens le suspectaient de s'être réfugié en France et avaient prévenu leurs collègues français. C'est une « *parfaite coopération* » entre les services des deux pays, insiste-t-on à l'OCTRIS, qui a permis son arrestation, après de longues surveillances, dans un appartement du XVIe arrondissement. Michele Zara était en compagnie de ses enfants. Un autre membre de la mafia connu des services de police, Nuncio Barbarossa, a été appréhendé à ses côtés par les policiers français.